



HAL
open science

Mouvements sociaux, syndicalisme et champ politique au Chili et en Amérique Latine (XX^e - XXI^e siècles)

Franck Gaudichaud

► **To cite this version:**

Franck Gaudichaud. Mouvements sociaux, syndicalisme et champ politique au Chili et en Amérique Latine (XX^e - XXI^e siècles) : Volume 1: Synthèse - Volume 2: Inédit intitulé “ Conflits du travail, revitalisation syndicale et insubordination ouvrière en contexte néolibéral : étude de l’Union portuaire du Chili (2003-2015) ” (3 volumes) - Volume 3: Sélection de publications. Histoire. Rennes 2; Ecole doctorale “ Sociétés, Temps, Territoires ” (STT - ED 60), 2018. tel-02112992

HAL Id: tel-02112992

<https://hal.science/tel-02112992>

Submitted on 6 Dec 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Franck Gaudichaud

« **Mouvements sociaux, syndicalisme et champ politique au Chili et en Amérique Latine (XX° - XXI° siècles)** »

Volume 1 : synthèse

Jury

M. Gérard Borrás (Université Rennes 2)

M. Luc Capdevila (Université Rennes 2)

M. Olivier Compagnon, rapporteur (IHEAL – Université Paris 3)

M. Enrique Fernández D. (Université Paris 8)

Mme. Françoise Martinez, rapporteure (Université Paris 8)

Mme. Jimena Obregón I., garante (Université Rennes 2)

M. Miguel Urrutia F., rapporteur (FACSO – Université du Chili)

2018



Remerciements

Je tiens, tout d'abord, à remercier chaleureusement Jimena Obregón I. qui, en tant que garante de cette habilitation, m'a apporté son soutien tout au long de ce travail. Merci également à Françoise Martinez, avec qui j'ai commencé à penser ce travail de recherche, et qui m'a encouragé à le mener jusqu'au bout. Comme toujours, cet écrit universitaire est redevable, en de nombreux points, d'une grande quantité de personnes, collègues, salarié.e.s de centres d'archives, de bibliothèques, de secrétariats, ami.e.s, famille, etc.

Cette recherche a été facilitée, en amont, par une délégation CNRS au sein de PACTE (UMR 5194) : merci en particulier au politiste Alain Faure qui m'a accompagné dans cette démarche. Parmi les nombreux collègues et jeunes chercheurs chiliens qui ont épaulé mon investigation, je tiens à citer, notamment, Miguel Urrutia F., Camilo Santibañez R., Jessica Leguá V., Nicolás Acevedo, Pablo Seguel, Sebastián Osorio, Sebastián Pérez S., Eduardo Cavieres F., Ricardo Iglesias Segura ou encore Julián Dasten. Au sein de l'Union portuaire et des syndicats de dockers, l'accueil, la sympathie et l'aide de Marco Cardenas, José Agurto, Gonzalo Díaz, Sergio Parra, Pablo Klimpel, Lalo Mora, Óscar Menares, Lucas Cifuentes ont été vivement appréciés ! Plusieurs collègues de mon université (Université Grenoble Alpes), ont permis ce travail par leur fraternité et leurs encouragements, c'est particulièrement le cas d'Alice Carette, Anne Cayuela, Lauriane Bouvet, Olga Bronikova, Elisa Santalena, Olivier Kraif et Federico Bellido. Roland Pfefferkorn, professeur de sociologie à l'Université de Strasbourg, m'a lui aussi incité à terminer cette HDR.

Merci, également, à Gloria Elgueta et à l'équipe du programme « *Memorias del Siglo XX* » de la DIBAM (*Dirección de Bibliotecas, Archivos y Museos de Chile*).

Une fois encore, l'historien Jean-Paul Salles a accepté de me relire et de me corriger, c'est aussi le cas de ma mère et de Colette Coution (ma tante), merci à elles, et à lui.

Enfin, un très grand *abrazo* et *muchos cariños* à Rocío, ma compagne, qui a été un pilier fondamental de cette HDR et aussi à Darío, mon fils, dont la joie de vivre, les sourires, la créativité et la patience, ont été les conditions *sine qua non* de la réussite de cette aventure.

Ces trois volumes sont dédiés aux travailleurs de l'Union portuaire du Chili, à leur dignité, à leur courage.

Sommaire

Introduction. Sur l'Université, ses dilemmes et les raisons d'une habilitation à diriger des recherches - 6

I/ Un parcours atypique? Recherche transdisciplinaire, étude des « politiques du conflit » et « paysages de la vérité » - 15

- A) De l'histoire à la « civilisation » en passant par la science politique, l'enquête orale et la sociologie de l'action collective - 15
- B) Le savant, le politique, l'Amérique Latine : engagements, travail scientifique et « paysages de la vérité » - 22

II/ Mille jours qui ébranlèrent le monde. Mouvement ouvrier, « bataille de la mémoire » et histoire du Chili d'Allende (1970-1973) - 27

- A) Renouveler l'historiographie de l'Unité populaire à l'aune des mouvements sociaux et d'une « histoire par en bas » - 27
- B) Analyse des sources, récits militants et apports de l'histoire orale - 33
- C) Continuités d'une recherche et perspectives d'encadrement - 37

III/ La voie chilienne au néolibéralisme. Mémoire(s), démocratisation « pactée », syndicalismes et conflits sociaux - 43

- A) Mémoire(s), exil et mythes d'une démocratisation « pactée » - 43
- B) La « voie chilienne » au néolibéralisme. « Révolution » des 'Chicago boy's', démocratie et mouvements sociaux - 51
- C) La réorientation d'une recherche vers l'acteur syndical actuel : CRCT, bilan de délégation CNRS, mise en réseaux et pistes d'avenir - 57

IV/ L'Amérique Latine, hier et aujourd'hui. Terrorisme d'État, gouvernements progressistes, gauches et mouvements sociaux - 68

- A) Terrorisme d'État, autoritarismes, démocratisation - 68
- B) Apogée, crise et éclipse du « cycle progressiste » latino-américain : publications, séminaires et colloque international - 73
- C) Ouvrages en chantier, pistes d'investigation et d'encadrement - 84

**V/ Enseignements, expertises, responsabilités administratives et partage des savoirs
- 89**

CV complet - 95

Annexes - 117

Introduction. Sur l'Université, ses dilemmes et les raisons d'une habilitation à diriger des recherches

Pourquoi présenter une habilitation à diriger des recherches (HDR) ? Les motivations, délais et mécanismes de décision sont certainement différents suivant les enseignant-chercheurs, les disciplines et les universités. Si l'on prend un peu de hauteur, la question pourrait être plutôt : en faveur de quelle université, de quelle recherche publique, de quel type d'enseignements s'engager dans une HDR ? Voilà, des interrogations qui assaillent, sans nul doute, bien des Maîtres de conférences au moment de franchir le pas, et de se lancer dans cet exercice, somme toute, souvent long et ardu. Et, si l'on en juge par la pénurie relative de directeurs de thèse pour ce qui est de l'Amérique Latine contemporaine et du temps présent, il semble que nous ne sommes pas si nombreux et nombreuses à, finalement, nous engager dans cette voie escarpée ou à en éprouver le besoin impérieux dans ce champ disciplinaire.

Il faut dire, sans noircir le trait, que le panorama est plutôt complexe : nombre de collègues avec qui j'ai pu en discuter, au cours des dernières années, ne se disent pas vraiment encouragés à une telle aventure, et s'ils affirment comprendre le besoin d'avoir davantage « d'habilités » et de professeurs dans l'institution, presque tous insistent sur (« pêle-mêle ») : le peu de temps disponible pour mener des recherches approfondies et « faire du terrain » ; la difficulté au moment d'obtenir des contrats doctoraux pour nos étudiants ; l'importance chronophage prise par les responsabilités administratives et collectives à tous niveaux, mais aussi par l'enseignement, le renouvellement permanent des « maquettes », la baisse des dotations au profit d'une inflation des appels à projet, etc. Reviennent aussi, dans ce constat, parfois un peu désabusé, le caractère démotivant ou déstructurant de réformes à répétitions.

Depuis les années 2000, l'université française, en partie dans le sillage des accords de Bologne et, selon des modèles déjà expérimentés ailleurs dans le monde (au Chili et aux États-Unis notamment), est saisie par une culture du classement, submergée par une prolifération des courses à la maximisation de la « valeur académique » et par une multiplication des critères et indicateurs statistiques (dont le fameux facteur « h »). Un monde où c'est la performance bibliométrique et l'évaluation individuelle qui prime, parfois, plus que l'originalité, l'apport ou la qualité de la recherche et des enseignements¹. Un regard critique sur le champ universitaire permet d'affirmer que c'est l'ensemble du

¹ Voir à ce sujet le carnet de recherche sur « l'évaluation de la recherche en SHS » mené par Emmanuelle Picard, Claire Lemercier, Sylvain Piron et Sophie Roux, URL : <https://evaluation.hypotheses.org>.

système public d'enseignement supérieur et de recherche qui paraît assailli par des logiques de rationalisation et de « management » néolibéral, ainsi que par une puissante précarisation de ses personnels et de ses missions de service public. Un processus qui pourrait conduire, selon les mots de Christophe Granger (Université Paris 1), à la « destruction » de l'université française, tout du moins dans les missions qu'elle s'était fixée depuis quelques décennies. L'historien écrit :

l'effacement de l'État n'a pas seulement étranglé les finances universitaires. Il a étouffé l' ancestrale autonomie des savants dans la conduite des activités savantes, et emporté avec lui, ce temps de vie à part, que constituait pour les étudiants le moment de leurs études – ce moment où, depuis le rebord intellectuel du monde, dans le repli des engagements professionnels, il leur était donné de goûter le plaisir de remettre en cause l'ordre collectif des sociétés et de leur demander des comptes sur les évidences qu'elles se donnent. Que ceux qui s'imaginent encore que l'université a pour particularité d'abriter des jeux d'esprit pratiqués entre gens d'esprit ouvrent les yeux : d'autres buts, à présent, s'attachent à elle. Elle a pris la texture de l'utile, elle est là pour soutenir la croissance et l'emploi².

Si Granger a la plume acerbe, c'est qu'à 50 ans de mai 68, ce constat est tout de même, selon diverses nuances certes, assez largement partagé au sein de la communauté. Même si la question de la professionnalisation et du « débouché » des diplômés dans un contexte de chômage structurel est aussi un objet légitime de préoccupation et de débat pour nombre d'entre nous, surtout pour qui –c'est mon cas- enseigne dans des filières (la LEA), dont les étudiants sont très majoritairement issus des classes populaires. Cette tension qui traverse l'univers du supérieur est un enjeu de société et de compréhension du monde dans lequel nous souhaitons vivre. Elle explique les mobilisations étudiantes et/ou enseignantes qui agitent régulièrement les campus, sans pour cela que ces mouvements soient majoritaires dans la profession comme dans l'opinion publique, loin de là, et encore moins victorieux (comme vient de le prouver le dernier épisode protestataire de 2017-2018 ou encore celui de 2008-2009 contre la loi dite « LRU »). Pour qui travaille sur l'action collective, les mouvements sociaux et syndicaux, le Chili des années 70, la « voie au néolibéralisme » de ce pays-laboratoire ou encore les gauches et les progressismes en Amérique Latine, il est certain que cette situation ne peut qu'interpeller. Elle peut, même, faire écho aux situations

² Christophe Granger, *La destruction de l'université française*, Paris, La Fabrique, 2015, p. 11. Lire également : Christophe Charle et Charles Soulié (dir.), *Les Ravages de la modernisation universitaire en Europe*, Paris, Syllepse, 2007.

vécues outre-Atlantique dans des contextes socio-politiques, certes, différents, mais qui finalement sont assez *proches* sur tout un ensemble de défis et de conflits.

Si j'en restais à ce constat morose, voire accablant, l'engagement résolu dans une HDR, l'envie de diriger des programmes de recherche et d'encadrer des thèses doctorales, le souhait de s'investir plus encore dans l'institution, pourraient paraître contradictoire, voire saugrenu. Pourtant, on ne saurait résumer l'université à une dynamique seulement négative et régressive. Et, d'ailleurs, au cours de ce chemin qui m'a finalement décidé à réaliser ce travail d'habilitation, j'ai reçu le soutien et l'encouragement de nombreux collègues. Ce sont parfois celles et ceux qui dressaient la veille un bilan catastrophique de l'avenir de la recherche et de l'enseignement supérieur, qui de manière enthousiaste m'ont poussé dans cette démarche, précisément au nom, tant de la recherche, que de l'enseignement *publics*.

L'université française reste ainsi traversée par un double mouvement et parcourue d'un dilemme non complètement tranché à ce stade, entre, d'une part une logique (pour aller vite) de « marchandisation » et, d'autre part, le projet d'un accès à la formation et à la recherche pour toutes et pour tous. La contradiction est aussi (pour l'énoncer sur d'autres plans), entre hétéronomie concurrentielle et autonomie pédagogique ou scientifique ; entre fonction de reproduction des élites et perspectives émancipatrices ; entre conformisme conservateur et insurrection des savoirs³. Cette institution est - dialectiquement - l'un *et* l'autre, d'où sa difficulté actuelle à savoir où elle va, et selon quelles orientations fondamentales. Il s'agit aussi de prendre conscience qu'elle apparaît, pour toute une partie de la société, comme un univers corseté, recroquevillé sur lui-même, voire inaccessible (la fameuse « tour d'ivoire »), alors qu'elle peut pourtant incarner aussi un espace ouvert, un lieu de débat et d'élaboration collective, attentive aux autres et - lâchons le mot - « démocratique ». Cette *seconde âme* de l'université publique hexagonale reste passionnante, source d'inspiration et, selon moi, un acquis à défendre, cultiver, enrichir.

Une manière de l'alimenter, bien que modestement et sur un plan « micro », est précisément de pouvoir encadrer des recherches doctorales, animer des séminaires, proposer de coordonner des programmes de recherche nationaux et internationaux, assumer des responsabilités au niveau des unités de recherche, des conseils, des UFR. Au cours des 10 dernières années, et surtout depuis 5 ou 6 ans, j'ai été régulièrement contacté par des étudiants qui souhaitaient mener leurs thèses sous ma direction, et j'ai dû -presqu'à

³ Cf. la réflexion du philosophe Daniel Bensaïd en 2009 : « Faut-il défendre l'université ? Entre contraintes marchandes et utopie académique », *Contretemps*, n°3, URL : <https://www.contretemps.eu/autonomie-universite-bensaid> et l'essai du sociologue Geoffroy Lagasnerie : *L'empire de l'université. Sur Bourdieu, les intellectuels et le journalisme*, Paris, Éditions Amsterdam, 2007

chaque fois⁴- leur répondre négativement, essayer de les réorienter, avec une certaine déception. Cet état de fait est aussi un des moteurs qui me pousse aujourd'hui à présenter cette HDR en histoire et « civilisation » de l'Amérique Latine contemporaine (XX et XXIème siècles). Mon but avoué est de participer au renouvellement des équipes d'investigation, diffuser ce savoir et le mettre en débat auprès des étudiants, des enseignants-chercheurs et, aussi, partager cette passion avec des acteurs de la société civile.

L'exercice de l'HDR est une spécificité de l'université française. Remplaçant, comme on le sait, en 1984 (loi Savary) la thèse d'État, cette habilitation « *sanctionne la reconnaissance du haut niveau scientifique du candidat, du caractère original de sa démarche dans un domaine de la science, de son aptitude à maîtriser une stratégie de recherche dans un domaine scientifique ou technologique suffisamment large et de sa capacité à encadrer de jeunes chercheurs* »⁵. Il existe dans d'autres pays des procédures plus ou moins similaires destinées à valider un niveau scientifique « d'excellence », ainsi en Allemagne, en Suisse, en Russie ou en Suède. Néanmoins, il s'agit de mécanismes exceptionnels et minoritaires dans le monde. Tout universitaire latinoaméricaniste sait que c'est toujours avec étonnement, et une certaine perplexité, que les collègues du sous-continent découvrent (ou décrivent) cet exercice qu'est l'HDR hexagonale. Car à l'Université du Chili, à la UNAM ou à la UBA, tout enseignant-chercheur titulaire d'un doctorat, et en poste, est justement censé « être habilité » à diriger des recherches, et donc y compris à encadrer des étudiants en thèse ou à coordonner des programmes de recherche. Même s'il est vrai qu'il existe des différences statutaires (et de responsabilités) entre *catedráticos* et *profesores adjuntos*. Il est, d'ailleurs, à noter qu'en France l'utilité de l'HDR est régulièrement questionnée, son existence débattue, et sa nécessaire réforme sérieusement invoquée. Cela a été le cas dans le rapport des assises de l'ESR remis au président de la République en 2012, rapport qui la décrit comme « *favorisant le mandarinat* », accroissant les inégalités Femmes-Hommes et ne permettant pas « *d'attester les compétences spécifiques liées à l'encadrement ou la direction* » de travaux de recherche⁶... Autre caractéristique déroutante de l'HDR : le « flou » qui entoure cet exercice et la très grande variété des pratiques au moment de réaliser ce travail de bilan. On sait que d'une discipline à l'autre, les écarts sont considérables, notamment entre sciences dites « dures » et sciences humaines et sociales.

⁴ Je co-dirige, néanmoins, actuellement une thèse de doctorat en sociologie sur la Bolivie contemporaine : voir le dernier paragraphe de cette synthèse.

⁵ Arrêté du 23 novembre 1988 relatif à l'habilitation à diriger des recherches, Article 1, URL : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000298904&dateTexte=>.

⁶ Vincent Berger (rapporteur), *Rapport final des assises de l'ESR remis au président de la République*, Paris, 2012, p. 69 (disponible sur : http://cache.media.enseignementsup-recherche.gouv.fr/file/Assises_esr/24/0/Assises-ESR-Rapport-Vincent-Berger-_237240.pdf).

Ainsi que le précise le rapport déjà cité : « *l'HDR n'est qu'une « super-thèse » parfois, un simple recueil de titres et travaux dans d'autres cas, le format dépendant beaucoup de l'université ou de la discipline* »⁷.

D'ailleurs, ce qui -en général- interpelle le plus, c'est l'exercice de la « synthèse ». Car, la démarche de l'inédit paraît claire : une recherche originale distincte de la thèse et qui pourrait éventuellement, par la suite, faire l'objet d'une publication en tant qu'ouvrage scientifique. La proposition d'une sélection de publications « de haut niveau » est aussi assez logique, puisqu'il s'agit bien de montrer la production scientifique et les nouveaux terrains défrichés depuis la thèse. Mais la synthèse interroge. Selon les interlocuteurs, elle peut être envisagée comme une formule stimulante, permettant de faire un retour sur soi fructueux pour pouvoir mieux se projeter. Elle est aussi perçue par d'autres, comme surannée et peu adaptée au processus réel de la recherche universitaire actuelle. Disons que j'essaierai, pour ma part, qu'elle soit enrichissante... et espérons qu'elle le sera aussi pour le jury chargé de la lire. Car il est vrai qu'au moment de me « lancer », j'avais aussi quelques sérieux doutes sur cet exercice. Surtout que la synthèse est, elle aussi, abordée de manière très différente selon les auteurs : de la brève présentation de la sélection de publications en allant jusqu'à une longue analyse introspective personnelle. L'exercice est souvent décrit dans notre discipline, comme un essai de bilan dans le champ de spécialité, et parfois comme un texte « d'ego-histoire » destiné à dresser une trajectoire de recherche et d'enseignement. Ceci afin de tracer les contours de projets à long terme, en ayant notamment à l'esprit la direction de futurs jeunes chercheurs. Mais comment réaliser un tel bilan sans verser dans l'autobiographie ?

La première fois que j'ai envisagé de réaliser cet exercice de synthèse, j'ai pensé aux travaux de Bourdieu⁸. Dans son article, devenu fameux, le professeur au Collège de France insistait sur le fait que toute entreprise biographique ne peut être « qu'illusion » et suspecte, du point de vue des sciences sociales, du fait des déformations ou « mensonges » qu'elle comporte, produit de la « *complicité naturelle du biographe* » ou, dans le cas d'une autobiographie, du risque de « *se faire l'idéologue de sa propre vie* »⁹. On pourrait rétorquer –avec raison– qu'une telle critique est partielle et fruit de la vision souvent surplombante ou objectiviste du sociologue. Car, finalement, si un récit de vie ou un témoignage représentent, certes, une construction sociale, une archive ou un article de presse, ne le

⁷ Ibidem.

⁸ Sociologue qui continue à m'intéresser, mais avec qui j'ai appris à prendre mes distances, grâce aux travaux de Luc Boltanski et de quelques autres.

⁹ Pierre Bourdieu, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 69-72, 1986, pp. 62-63, URL : https://www.persee.fr/doc/arss_0335-5322_1986_num_62_1_2317.

sont-ils pas tout autant, bien que différemment ? L'important dépend donc de ce que le chercheur fait de ce matériau. D'ailleurs, Bourdieu lui-même a, paradoxalement et brillamment, contribué à ce constat dans plusieurs de ses livres¹⁰. Comme l'affirme Jean-Claude Passeron : « *le matériau biographique est du matériau historique comme un autre, et souvent plus complet qu'un autre, en tout cas toujours organisé autrement ; la question est de savoir qu'en faire* »¹¹. La question, dans le cas qui nous intéresse, était : n'y-a-t-il pas un risque réel de se faire l'*idéologue* de son propre parcours de recherche, en se laissant aller à pareille « synthèse » ? Comment l'aborder sans verser dans l'histoire égotique, plutôt que dans une ego-histoire distanciée ? Et est-il vraiment possible de faire ce bilan soi-même, alors que le travail du chercheur en sciences humaines et sociales est toujours à la croisée d'une démarche individuelle et d'une vaste histoire collective, produit par excellence d'une accumulation de productions et de débats à une échelle désormais mondiale ?

Un premier point d'appui pour nous orienter est le texte établi par la Société des hispanistes français (SHF), en concertation avec le bureau de la 14e section du CNU, qui précise que la synthèse est un document de

*soixante à cent pages où le candidat mettra en perspective, depuis l'origine de ses recherches, sa démarche et sa production. Cette synthèse, dont il faut souligner l'importance, ne saurait être ni un résumé des travaux, ni une autobiographie. Elle doit rendre compte en profondeur d'un parcours scientifique, de ses étapes, des difficultés rencontrées, des perspectives progressivement ouvertes, de l'élaboration d'une méthode. Elle sera porteuse d'avenir et annoncera les grandes orientations d'une future direction de recherches*¹².

J'essaierai donc de suivre cette orientation générale, avec pour souci –reprenant ainsi l'expression de la bolivianiste Françoise Martinez- de « *raconter des choix et des engagements* » de recherche, de « *raconter un parcours, sans trop se raconter* »¹³, c'est-à-dire sans verser dans l'autocélébration. Ceci afin de tirer quelques conclusions qui puissent ébaucher des pistes d'investigation et d'encadrement à venir, et aussi de faire un point sur 13 années de recherche depuis la thèse.

¹⁰ Pierre Bourdieu (dir.), *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993.

¹¹ Jean-Claude Passeron, « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », *Revue française de sociologie*, N° 31, pp. 3-22, DOI : 10.2307/3321486.

¹² Société des hispanistes français de l'enseignement supérieur, « Recommandations concernant l'habilitation à diriger des recherches », consulté en juillet 2018, URL : www.hispanistes.org/index.php/profession/hdr.

¹³ Françoise Martinez, *Politiques éducatives et festives en Bolivie et au Mexique (XIXe-XXe siècle)*, Habilitation à diriger des recherches (HDR), volume de synthèse, garante : Pilar González Bernaldo de Quirós, Université Paris Diderot –Paris 7, 2013, p. 6.

Pour ce faire, je reviendrai tout d'abord brièvement sur ma formation, située aux frontières de trois champs disciplinaires : histoire, science politique et "civilisation", et ce que cela a signifié dans ma pratique quotidienne en tant que chercheur, mais aussi dans la méthodologie employée depuis la thèse. J'aborderai aussi une question en tension dans ma démarche et qui constitue un moteur de ma recherche universitaire, à savoir comment développer une approche scientifique de qualité, tout en assumant divers engagements "situés". Les trois parties suivantes sont vertébrées par mes trois grandes thématiques d'investigation, cheminées successivement, et désormais en parallèle, depuis le début de ma thèse en 2000-2001 jusqu'à aujourd'hui. A savoir : le Chili de l'Unité Populaire (1973-1973) et son mouvement ouvrier, le Chili actuel et la compréhension du néolibéralisme "avancé", l'Amérique Latine hier et aujourd'hui, dont particulièrement depuis 7 années, la question des progressismes, du « nationalisme-populaire » et des mouvements socio-politiques dans ce contexte. A chaque fois, j'essaie de souligner ce qui forge -selon moi- l'apport principal de ces recherches, les problèmes rencontrés, les publications réalisées et les colloques internationaux organisés, les réseaux de chercheurs établis et, j'esquisse dans chaque partie des pistes pour l'encadrement de futurs travaux. Enfin, j'exposerai brièvement les nombreuses responsabilités administratives, tâches d'encadrement de recherche (niveau master et doctorat), jurys et expertises réalisés depuis le début de ma carrière comme Maître de conférences en histoire et civilisation de l'Amérique Latine à l'Université de Grenoble (Université Stendhal-Grenoble3 devenue Université Grenoble Alpes), soit depuis 2007. Je conclus cette synthèse par une présentation de mon travail d'enseignant, l'enseignement étant au cœur du métier de MCF, et se doit d'être une part importante du métier d'un Professeur des universités. Je commenterai rapidement également les interventions de diffusion et valorisation que j'effectue régulièrement (conférences, articles dans la presse, entretiens pour les médias), une démarche que j'assume comme essentielle. Ce texte est accompagné d'un CV détaillé d'une vingtaine de pages et de nombreux documents en Annexe qui illustrent mon propos.

I/ Un parcours atypique? Recherche transdisciplinaire, étude des « politiques du conflit » et « paysages de la vérité »

A) De l'histoire à la « civilisation » en passant par la science politique, l'enquête orale et la sociologie de l'action collective

En 2005, j'ai conclu -et défendu- une thèse de doctorat en science politique (mention très honorable avec félicitations du jury à l'unanimité) consacrée au Chili de l'Unité Populaire, sous la direction de Michael Löwy (directeur de recherche à l'EHESS et professeur émérite de l'Université Paris 8). J'ai réalisé cette recherche à l'Université Paris 8 dans le laboratoire « Théorie du politique et rapports sociaux » (EA 2299), et se trouvait dans mon jury deux sociologues (Michael Löwy et Alain Joxe), un historien (Michel Dreyfus) et un politiste (Pierre Cours-Salies). Durant mes études doctorales, j'ai eu l'opportunité d'être ATER un an (à mi-temps) dans le département de droit et science politique de l'Université d'Amiens, et une autre année ATER à temps plein dans la section LEA de l'UFR langues, lettres et sciences humaines de l'Université de La Rochelle, où je donnais des cours de CM et TD (en espagnol) d'histoire et sociologie politique de l'Amérique Latine contemporaine. Enfin, en remontant un peu en arrière, durant mon premier séjour de recherche chilien de longue haleine (deux ans et demi, de 2001 à 2003), j'ai pu donner des cours d'histoire de l'Amérique Latine dans plusieurs universités de Santiago et commencer à publier autour de mes travaux. Une fois docteur, j'ai déposé auprès du CNU des dossiers en section 14, 04 et 22. C'est, finalement, dans ces trois sections que j'ai été qualifié MCF en 2006 : en civilisation latino-américaine, en science politique et en histoire contemporaine. Ce qui pourrait apparaître comme un cheminement pas vraiment linéaire (si l'on se base strictement sur la division disciplinaire institutionnelle) a été pour moi assez logique, du fait de mes centres d'intérêts ancrés au carrefour de ces trois champs, auxquels il faudrait clairement rajouter la sociologie politique.

En fait, mon cursus est tout d'abord clairement lié à l'histoire, avec une licence puis un master réalisés en histoire contemporaine à l'Université Bordeaux 3. C'est là que je commence à m'intéresser à l'histoire globale et à l'histoire du mouvement ouvrier. Période où je découvre avec gourmandise Fernand Braudel, Immanuel Wallerstein, Ernest Mandel, Pierre Bourdieu, mais aussi des penseurs critiques venus du Sud comme Luis Vitale, Franz Fanon, Rui Mauro Marini (et la théorie de la dépendance) ou encore Anibal Quijano (et les

théories décoloniales). L'Amérique Latine commence à m'attirer fortement dès ces années, et plus largement l'histoire des mouvements populaires dans ce que l'on nomme alors encore le « Tiers-monde ». Cet intérêt intellectuel s'entremêle (comme toujours) avec une histoire personnelle. L'un de mes frères, après divers tâtonnements, s'engage corps et âme dans un projet humanitaire auprès d'enfants des rues de Santa Cruz (Bolivie), à partir de 1994-1995, en collaboration avec « Tentami », une ONG *cruceña*. Et avec lui, c'est toute une famille qui se trouve plongée dans un travail bénévole et solidaire de parrainage d'enfants, de recherche de fonds, de réunions publiques d'information, de lectures et de partages, etc. Pourtant, sous la direction de l'historienne Sylvie Guillaume et alors qu'elle mène des recherches sur la Chine contemporaine, je me lance dans une maîtrise d'histoire contemporaine ayant pour titre « *La Chine de la Révolution culturelle vue à travers la presse française* »¹⁴. J'ai ainsi passé une année immergé dans les pages jaunies de *L'Humanité* et du *Monde* afin de décrypter leur vision de ces années de « *grande révolution culturelle prolétarienne* » (1966-1968), dont le retentissement international a été considérable et les conséquences assez catastrophiques pour les populations de l'Empire du milieu¹⁵. **Cette première expérience de recherche a été importante en termes méthodologiques, dans la compréhension du traitement des archives et de la presse et pour l'apprentissage de l'analyse critique des discours médiatiques. Elle m'a surtout appris à me « méfier » des sources, à savoir les comparer et les analyser d'un œil toujours méfiant : une très bonne école pour la suite de ma carrière de chercheur ! L'intérêt pour la Chine ne m'a lui jamais complètement quitté depuis**¹⁶.

Ce sont, cependant, d'autres vents qui vont confirmer mon ancrage latinoaméricaniste et, aussi, un besoin de nouveaux horizons sur le plan personnel. Ayant interrompu mes études pour une année sabbatique (1997-1998), pause aussi destinée à venir prêter main forte au projet « AgriTerreMonde » de mon frère en Bolivie, j'ai pu parcourir durant 10 mois les « veines ouvertes »¹⁷, la géographie sociale déchirée, la culture millénaire et les paysages magnifiques de plusieurs pays du Cône Sud, accompagné d'un ami très cher. Ce voyage au plus près des populations, de celles et ceux « d'en bas », à

¹⁴ Défendue en juin 1997, et obtenue avec mention Très Bien.

¹⁵ Voir, encore aujourd'hui, le philosophe marxiste Alain Badiou défendre cette « révolution » comme un réel moment émancipateur montre que l'aveuglement idéologique peut traverser les âges, avec peu d'altération (Cf. Alain Badiou, *Petrograd, Shanghai. Les deux révolutions du XXe siècle*, Paris, La Fabrique, 2018).

¹⁶ J'ai notamment coordonné un dossier de la revue *Dissidences* avec l'historien Jean-Guillaume Lanuque (« Prochinois et maoïsmes, en France et dans les espaces francophones », *Dissidences*, Université de Bourgogne, Vol. 8, 2010) et écrit un article de synthèse sur le sujet : « La révolution culturelle chinoise : une passion française » in Antoine Artous, Didier Epszajn, Patrick Silberstein (coord.), *La France de Mai 68*, Paris, Syllepse, 2008, pp. 197-202.

¹⁷ Clin d'œil au livre devenu culte d'Eduardo Galeano : *Les veines ouvertes de l'Amérique Latine*, Paris, Plon, coll. Terre humaine, 1981.

dos de cheval, en train, en bus, à pied dans toute la Bolivie, le Nord de l'Argentine et le désert d'Atacama chilien fut « initiatique ». Et c'est aussi sur la base de l'échec douloureux du projet humanitaire bolivien et de la lecture dévorante des écrits d'Eduardo Galeano, des études sur le « mal développement » de René Dumont ou des poèmes enflammés de Roque Dalton, que je suis rentré en France plus intéressé que jamais pour comprendre les raisons structurelles de l'échange inégal, de la pauvreté, de la corruption et les dynamiques sociopolitiques sud-américaines contemporaines. Convaincu par l'impasse que constituait mon approche humanitaire initiale et « venue du Nord », ce sont les processus de transformations politiques, les résistances collectives et les tentatives de démocratisations qui secouent le sous-continent au XXème siècle qui ont commencé à me passionner. Lorsque je décide de reprendre les études, Sylvie Guillaume est d'accord pour me diriger cette fois en DEA : j'hésite alors entre une étude critique de la révolution bolivienne de 1952 et celle de l'expérience d'Allende au Chili. C'est grâce à un petit livre du sociologue Alain Joxe, écrit dans l'urgence du post-coup d'État de 1973, que je déniche mon sujet de thèse : dans ce recueil de documents, intitulé *Le Chili sous Allende*, Joxe insistait sur le fait qu'il y avait -paradoxalement pour une période révolutionnaire- peu d'analyses et de connaissance portant sur le mouvement populaire, et en particulier sur l'histoire des « Cordons Industriels »¹⁸, organisations ouvrières alors méconnues pour moi. Cette réflexion laissée ouverte en 1974 va constituer l'accroche de mon travail de thèse plus de 20 ans plus tard, car après avoir effectué un intense travail bibliographique et de bilan historiographique, la remarque du sociologue était encore valable en 1994 ! À partir de là, j'ai réalisé un DEA sur les relations entre le mouvement ouvrier et le gouvernement Allende (1970-1973)¹⁹ : travail préparatoire qui constitue une des bases de ma thèse.

Ce qui aurait pu sembler une voie toute tracée vers un doctorat en histoire contemporaine va, pourtant, connaître quelques aléas. Notamment, car au bout d'un an de doctorat à l'Institut des Hautes Etudes d'Amérique Latine (IHEAL – Paris 3), sous la direction de l'historienne Marie-Danielle Demelas-Bohy, nous devons nous rendre à l'évidence : il nous serait difficile de mener à bien ce travail ensemble, alors que nos visions respectives de mon projet de thèse étaient de plus en plus divergentes. Nous avons donc décidé d'un commun accord qu'il serait plus cohérent de chercher un autre directeur. C'est là, peut-être, **une première leçon pour concevoir de futures directions de thèse. Le**

¹⁸ Alain Joxe, *Le Chili sous Allende*, Paris, Gallimard, p. 176.

¹⁹ Franck Gaudichaud, *Étude des relations entre le mouvement ouvrier chilien et le gouvernement de S. Allende (1970-1973)*, DEA en histoire contemporaine sous la direction de Sylvie Guillaume, Université Bordeaux 3, juin 1999 (mention TB).

directeur et son étudiant.e doivent avoir assez « d'affinités » intellectuelles et méthodologiques, une approche partagée, sans forcément être d'accord sur tout (bien au contraire). Après des moments de doutes, j'ai finalement pu compter sur l'intérêt et le soutien indéfectible de Michael Löwy, à l'Université Paris 8. C'est ainsi que je me réorientais vers la science politique et la sociologie des mobilisations. Une alternative salubre et bienvenue, au bout du compte, qui n'a pas altéré la « base historique » de mon travail et m'a constitué comme « civilisationniste ». C'est ainsi que je me suis confectionné un bagage pluri et transdisciplinaire. La science politique telle que je l'ai assumée depuis est « hybride » et ouverte vers la sociologie politique, et avec pour fonds baptismaux l'histoire et les travaux de nombreux collègues civilisationnistes²⁰. Une option jamais démentie, ainsi que je le rappelle dans la présentation méthodologique de l'Inédit présenté dans le volume 2 du présent dossier d'HDR.

Autre fil rouge qui a été le mien depuis ce début des années 2000 : l'étude sous divers angles et perspectives des mobilisations populaires, des dynamiques protestataires, du syndicalisme au Chili et en Amérique Latine, de leurs discours et répertoires d'action (des années 70 jusqu'au temps présent). Et avec toujours le souci de décrypter leurs liens au champ politique, aux partis, aux gouvernements et à l'ensemble des acteurs sociaux. L'intégration à l'école doctorale « Théorie du politique et rapports sociaux » de Paris 8 (alors que j'étais déjà en train de réaliser un travail de terrain au Chili), a été l'occasion de nombreuses lectures théoriques et échanges méthodologiques avec d'autres jeunes collègues. Je me suis notamment immergé dans l'étude des écoles sociologiques anglo-saxonnes (très lues au Chili), mais aussi françaises (bien moins connues là-bas) et latino-américaines des « politiques du conflit », tout en dévorant les historiens chiliens portant sur l'histoire du XX^e siècle, ainsi que les nombreux écrits de chercheurs du continent de Bolívar travaillant sur l'histoire orale. Parmi d'autres, Charles Tilly, historien des processus révolutionnaires, à la frontière entre histoire, science politique et sociologie critique m'a beaucoup inspiré à mes débuts²¹. Cette perspective « interactionnelle » de la *contentious politics* de Tilly et Sidney Tarrow me paraît toujours essentielle dans mes objectifs de recherche. La politique du conflit étant envisagée comme

une interaction où des acteurs élèvent des revendications touchant aux intérêts d'autres acteurs, ce qui conduit à la coordination des efforts au nom d'intérêts ou de

²⁰ Yves Déloye, Bernard Voutat, « L'hybridation de la science politique », *Faire de la science politique*, Paris, Belin, coll. Sociohistoires, 2002, pp. 7-24.

²¹ Charles Tilly, *From mobilization to revolution*, Reading - Massachusetts, Addison-Wesley, 1978.

*programmes partagés et où l'État se trouve impliqué, soit en tant que destinataire de la revendication, soit comme son instigateur, soit comme tierce partie*²².

Cette approche en termes de *mobilisation des ressources* et de *processus politique* - désormais classique, a connu des reformulations récentes. Elle offre plusieurs outils d'analyse que j'utilise régulièrement depuis la thèse²³. Néanmoins, l'école française des mobilisations collectives ouvre d'autres portes -et permet de nuancer très largement, voire de critiquer les tendances structuralistes anglo-saxonnes, en laissant une place plus importante à une compréhension « micro » des actions collectives observées, à leurs dimensions individuelles, « affectuelles ». C'est-à-dire une compréhension qui ne serait plus centrée seulement sur les relations entre État, champ politique et mobilisations. L'interaction *entre* les mouvements est, ainsi, essentielle²⁴.

Dans la même veine, je me suis souvent inspiré des travaux du sociologue français Lilian Mathieu, autre grille d'analyse féconde, qui cherche à étudier les relations complexes qui lient *l'espace des mouvements sociaux* au reste de la société, ceci afin de « *localiser l'activité contestataire* » dans sa face interne (« *la dynamique interne des relations qui unissent entre eux les différents mouvements* ») mais aussi externe (« *les relations que cette sphère d'activité entretient avec d'autres univers sociaux, tels le champ politique ou le monde syndical* »)²⁵. Cette définition renvoie à l'autonomie *relative* de l'espace de ces mouvements et à leurs liens - étroits ou distancés - avec d'autres champs et classes de la société, à leurs ressources organisationnelles, aux capacités discursives, aux modes de représentation subjective, culturelle ou symbolique des acteurs. Il ne fait pas de doute qu'au sein de tout processus de mobilisation, il existe des différenciations d'identités collectives, des parcours militants, des intérêts catégoriels et individuels spécifiques ou des formes de mobilisation sectorisées. Il convient donc d'y porter *aussi* attention.

Sans entrer dans les détails, soulignons que j'ai, dès la thèse et au cours de différents écrits par la suite, également repris au vol la proposition de « *prolonger la problématique marxiste du mouvement social* », lancée par des sociologues français à la fin des années 90,

²² Charles Tilly, Sydney Tarrow, *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008. Voir aussi : Doug Mc Adam, Charles Tilly, Sydney Tarrow, *Dynamics of contention*, Cambridge, C.U.P, 2001.

²³ Selon Tarrow, un mouvement social contestataire possède quatre dimensions essentielles : le caractère collectif du mouvement contestataire ; le partage de visées communes ; l'émergence d'une solidarité dans le groupe mobilisé ; l'affrontement avec les pouvoirs en place et/ou avec le capital (*Power in movement, social movements, collective action and politics*, Cambridge, C.U.P, 1994, p. 3-4).

²⁴ Olivier Fillieule, Eric Agrikoliansky, Isabelle Sommier (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, coll. Recherches, 2010.

²⁵ Selon Lilian Mathieu, « *L'espace des mouvements sociaux* », *Politix*, 2007/1, N° 77, pp. 131-151. Voir également du même auteur : *L'espace des mouvements sociaux*, Editions du Croquant, coll. Sociopo, 2012.

dont Michel Vakaloulis, Sophie Bérout et René Mouriaux, tous trois spécialistes des questions syndicales²⁶. Une orientation matérialiste qui était celle de mon directeur de recherche, et dont les travaux sont connus, et désormais traduits dans le monde entier. Suivant en cela Löwy, mon parti pris est -à rebours des dogmes-, inspiré d'un marxisme non déterministe, dialectique, ouvert, comme on l'aura compris, à d'autres courants sociologiques. Une méthodologie qui utilise les catégories de « mouvement social » ou « mobilisations collectives », sans pour autant abandonner celles de « classes sociales » ou de « conflit capital-travail ». Il s'agit de voir les liens qui unissent souvent antagonisme social, conflit du travail, mobilisation collective et démocratie²⁷. Le but est de penser de manière non hagiographique les mouvements sociaux, le syndicalisme, les résistances populaires comme un *processus* non homogène, profondément contradictoire, en permanente construction, et non comme un objet froid ou statique. Comme l'expliquait Edwards P. Thompson, l'expérience vécue est essentielle pour comprendre la formation de la classe ouvrière, elle l'est aussi au moment d'envisager une mobilisation collective. Celle-ci est partie prenante de sa propre élaboration, elle n'est pas une *chose* : elle *advient* car inscrite dans une historicité :

*Une classe est une formation sociale et culturelle (trouvant souvent une expression institutionnelle) que l'on ne peut définir dans l'abstrait ou isolément, mais seulement dans ses relations avec d'autres classes ; et finalement, la définition ne peut s'élaborer qu'en fonction de la dimension temporelle, c'est-à-dire en termes d'action et de réaction, de changement et de conflit*²⁸.

Enfin, ce n'est qu'au contact prolongé de la riche production en science sociale latino-américaine, et chilienne en particulier, que j'ai pu réellement compléter et infléchir de manière notable mes nombreux *a priori* et rompre parfois avec des schémas issus de théories exclusivement venues du Nord. Ma vision des mots et des choses s'est aussi transformée au contacts des sources et surtout à la rencontre des acteurs eux-mêmes par le biais d'un travail de terrain long, patient... et entêté.

²⁶ Sophie Bérout, René Mouriaux, Michel Vakaloulis, *Le mouvement social en France*, Paris, La Dispute/Snédit, 1998. Pour une réflexion générale, on consultera : E. Neveux, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, Coll. Repères, 1996 ; François Chazel, « Mouvements sociaux » in Raymond Boudon (dir.), *Traité de sociologie*, Paris, PUF, p. 263-312 et L. Mathieu, *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*, Paris, Textuel, Collection La Discorde, 2004.

²⁷ Michel Vakaloulis, *Travail salarié et conflit social*, Paris, PUF, Actuel Marx, 1999, p. 221-248.

²⁸ Voir la postface à la version française de E. P. Thompson, *The making of the English working class*, Londres, Penguin, 1968 (*La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, La Seuil/Galimard, coll. Hautes Etudes, 1988).

Sur la question syndicale, les travaux de Francisco Zapata (Chili), Enrique de la Garza (Mexique) ou de Ricardo Antunes (Brésil), pour ne citer qu'eux ont été fondamentaux pour envisager le « travail non classique », précarisé et informel en Amérique Latine, les formes de mobilisations ouvrières dans des sociétés duales ou, encore, les transformations des mobilisations ouvrières vues du Sud (pour ces auteurs, consulter l'introduction de l'inédit, en volume 2). En ce qui concerne l'histoire chilienne, les apports de Julio Pinto, Sergio Grez, Mario Garcés, Maria Angelica Illanes, Peter Winn ou Gabriel Salazar ont forgé mon intérêt pour l'histoire « par en bas » et celle des classes populaires, j'y reviendrai dans les prochains chapitres. On pourrait rajouter à ce panorama méthodologique pluridisciplinaire, l'influence plus récente d'un historien du mouvement ouvrier mexicain passé depuis à la sociologie critique : Massimo Modonesi (UNAM – México), avec qui je collabore désormais, et dont les propositions autour de la triade des dynamiques protestataires « Subalternité – Antagonisme – Autonomie » sont riches d'enseignements pour mes sujets de recherche²⁹.

On pourra peut-être considérer que mon rapport à la *civilisation latino-américaine* en tant que discipline spécifique, régie par la section 14 du CNU, est en quelque sorte celle d'un *outsider*. Je n'ai pourtant jamais ressenti cette situation comme telle et mes collègues ne m'en ont jamais fait querelle, bien au contraire. La « civilisation » permet, il me semble, de grandes complémentarités disciplinaires, et un dialogue fructueux avec des chercheurs non seulement issus de la section, mais aussi venus d'autres champs. De plus, le fait que plusieurs de mes travaux soient reconnus au Chili, en Amérique Latine et en Espagne par des collègues tantôt historiens, tantôt sociologues, tantôt politistes n'a fait que conforter cette option. On ne reviendra pas ici sur ce qui constitue un débat latent – et à mon avis légitime – de la discipline : peut-on continuer à désigner encore sous le concept controversé de « civilisation », ce qui constitue le plus souvent des études historiques, politiques, culturelles ou sociologiques d'une aire géopolitique et géohistorique donnée (l'Amérique Latine dans ce cas) ? Une question posée par plusieurs rencontres scientifiques. Car si ce terme est aujourd'hui très utilisé en France dans la pratique universitaire (dans toutes les filières LLCE et LEA), il n'en reste pas moins qu'il est « *quelque peu confus et ambigu* » et ne saurait, en tout cas, se résumer à une « *approche culturelle raisonnée du passé* » comme semblent le suggérer certains auteurs³⁰. Peut-être vaudrait-il mieux, à l'avenir, parler

²⁹ Massimo Modonesi, *Subalternidad, antagonismo, autonomía. Marxismo y subjetivación política*, Buenos Aires, CLACSO-Prometeo Libros-UBA publicaciones, 2010.

³⁰ Cf. Jean-Louis Guereña, « Civilisationnistes ou historiens ? », *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine*, N° 1, 2007, URL : <http://journals.openedition.org/cccec/117> et Maurice Godelier, « Sur la notion de civilisation », *Transatlántica*, N° 1, 2002, URL : <http://journals.openedition.org/transatlantica/528>.

d'histoire et études latino-américaines ? Un débat à creuser car il implique aussi une réflexion de fond, pas seulement sur des intitulés, mais aussi, sur des options scientifiques et institutionnelles, de haut en bas du système universitaire hexagonal. On pourrait d'ailleurs faire remarquer que la notion d'Amérique « latine » a, elle aussi, été très largement débattue depuis le milieu du XIX^{ème} siècle. C'est d'ailleurs le premier cours que je propose à mes étudiants en L1 : comprendre l'histoire de ces mots et de ces concepts. On sait que celui d'« Amérique Latine » est directement connecté à l'histoire de l'expansion coloniale européenne (française en particulier)³¹.

B) Le savant, le politique, l'Amérique Latine : engagements, travail scientifique et « paysages de la vérité »

Ainsi que le notent Tilly et Tarrow, toute recherche sur les mobilisations collectives et les mouvements populaires devrait commencer par situer *les sites du conflit* étudiés (entendus comme les groupes sociaux instigateurs de la mobilisation). Les nôtres au cours de ces 18 années de recherche (soit du début de la thèse jusqu'à aujourd'hui) ont été essentiellement :

- le mouvement ouvrier chilien dans les années 70, mais aussi les partis de gauche et le gouvernement Allende (1970-1973).
- Les acteurs sociaux, et particulièrement le syndicalisme, les partis et les discours politiques du « consensus » et le modèle économique dans le contexte de la transition démocratique et du néolibéralisme « avancé » chilien (1990-2018).
- La relation complexe entre politique, démocratie et mouvements sociaux au temps des gouvernements dits « progressistes » et du nationalisme-populaire latino-américain (1999-2018).

Comme je l'ai évoqué ci-dessus, mon implication autour de ces thématiques de recherche est, comme toujours, affaire de trajectoire personnelle, parfois d'évènements impromptus, tout autant que de choix intellectuels. Mes recherches ont aussi été favorisées et alimentées par plusieurs engagements et quelques convictions fortes, que j'ai toujours assumés publiquement. C'est le cas, entre autres, de mon implication dans le champ militant à gauche et, aussi, au sein de la solidarité internationale par le biais de *France Amérique*

³¹ Cf. Rubén Torres Martínez, "Sobre el concepto de América Latina ¿Inventión francesa?", *Cahiers d'études romanes*, N° 32, 2016, URL : <http://journals.openedition.org/etudesromanes/5141> et Leopoldo Zea, *El problema cultural de América*, México, UNAM, 1987.

Latine (FAL), association fondée en 1970, qui possède à ce jour plus de 20 comités en France, une revue trimestrielle et dont je suis l'un des co-présidents nationaux depuis une dizaine d'années³².

Depuis Webber (au moins !), le débat sur les tensions entre le savant et le politique dans le travail intellectuel est vif et créatif. La controverse récente autour de l'essai de Gérard Bronner et Étienne Géhin sur *Le danger sociologique*, attaquant ce qu'ils nomment « la vulgate 'bourdieuso-foucauldienne' » et « la tradition qui s'est auto-désignée pensée critique et dont se réclame une partie des sociologues », le montre³³. Pourtant, ces auteurs caricaturent les positions, avec une lecture partageant sur un mode binaire le grain de l'individualisme méthodologique, qu'ils louent et l'ivraie des théories du « déterminisme social », qu'ils abhorrent. De manière bien plus informée, les débats entre sociologie « critique » et sociologie « analytique » en France, ou encore à propos de la notion de neutralité axiologique entre des chercheurs tels que Elsa Rambaud, Nathalie Heinich, Bernard Lahire, Luc Boltanski ou Philippe Corcuff rappellent qu'il s'agit d'un débat tout à fait nécessaire, et ô combien intéressant³⁴. Il existe des rapports complexes dans les sciences sociales entre le scientifique et le normatif, mais qui ne peuvent être réglés d'un trait de plume par une revendication unilatérale et stricte de « la neutralité axiologique » de Max Webber. En effet, ce dernier reconnaissait des rapports complexes et non linéaires entre le savant et le politique ; tout en distinguant clairement le « jugement de valeur » et le « rapport aux valeurs »³⁵. Bernard Lahire a souligné avec raison que « si le chercheur manifeste toujours son "rapport aux valeurs" par le choix de ses objets d'étude et la manière dont il les envisage, son travail en tant que tel ne consiste pas à dire ce qui est "bien" et ce qui est "mal" »³⁶. C'est l'une des boussoles que j'ai tenté de suivre, tout au long de ses années.

C'est précisément ce rapport à certaines de mes valeurs qui m'a motivé à passer ses nombreuses années sur le terrain, devant un écran ou dans les bibliothèques, avec le souci de toujours distinguer ce qui relève de mon travail scientifique, et ce qui à trait directement à mes engagements ou opinions publiques. Bien sûr, il ne peut exister de frontières

³² www.franceameriquelatine.org.

³³ Bronner Gérard, Géhin Étienne, *Le danger sociologique*, Paris, PUF, 2017.

³⁴ Nous renvoyons à deux dossiers récents : « La sociologie au risque d'un dévoiement », *Le Débat*, n° 197, novembre-décembre 2017 et « Les fractures intellectuelles de la sociologie française », *Le Monde*, 24 novembre 2017, URL : www.lemonde.fr/idees/article/2017/11/23/les-fractures-intellectuelles-de-la-sociologie-francaise_5219247_3232.html. Consulter également : Philippe Corcuff, *Où est passée la critique sociale ? Penser le global au croisement des savoirs*, Paris, La Découverte, coll. Bibliothèque du MAUSS, 2012.

³⁵ Max Webber, *Le savant et le politique*, Paris, La Découverte, 2003 (1919).

³⁶ Bernard Lahire, *Pour la sociologie. Et pour finir avec une prétendue « culture de l'excuse »*, Paris, La Découverte, 2016, p. 39.

totallement étanches entre ces deux plans, mais ce qui détermine la qualité du travail du chercheur est précisément ses capacités d'objectivation, de mise à distance, l'analyse critique et surtout l'explicitation de la démarche méthodologique, vérifiable, comparable et réfutable par ses pairs. Néanmoins, j'ai souvent cité la notion de « sympathie critique » pour expliquer les choix de certaines de mes thématiques de travail, faisant référence à l'historien Henri-Irénée Marrou, résistant au nazisme et chrétien engagé, tout en étant un historien reconnu pour le sérieux de ses recherches³⁷. De fait, si on ne peut tracer de séparations *définitives* entre le « pur » et « l'impur », il existe de nombreuses règles et pratiques disciplinaires qui déterminent le caractère scientifique d'un écrit ou son statut de pamphlet ou d'essai. Il est vrai que l'Amérique Latine possède une forte tradition, jusqu'à nos jours, de l'intellectuel engagé, avec parfois une histoire ou sociologie universitaires ouvertement *militantes*, revendiquant une cause, mais qui perdent parfois en route la distanciation critique, et le travail patient des sources pour chercher avant tout à *démontrer*. A l'inverse, domine actuellement en France une certaine injonction à *défendre* l'idée de la « neutralité » du chercheur, alors que l'ère des intellectuels engagés semble avoir cédé le pas à celle de l'expert ou, au mieux, celle de « l'intellectuel spécifique »³⁸.

Entre les deux, la voie est escarpée mais passionnante, entre distanciation, compréhension et sympathie critique³⁹. Et c'est la seule que j'ai pu trouver, en mon âme et conscience, après toutes ces années à « faire du terrain » ou à écrire sur le Chili et l'Amérique Latine. Pour résumer, disons que je pense comme Corcuff qu'il est nécessaire de dépasser les dichotomies artificielles, mais en revendiquant l'autonomie relative des sciences sociales, la *distanciation* indispensable face à son objet, tout en assumant malgré tout le caractère situé de toute production universitaire⁴⁰. Il s'agit en quelque sorte d'une « *voie de la tension* » qui, de plus, doit permettre d'explicitier les « normes et valeurs » assumées par chaque chercheur afin « d'objectiver l'objectivation » (Bourdieu) et rendre possible qu'une publication soit contredite et critiquée par d'autres. L'objectif est de construire « *un des chemins possibles pour faire avec la complexité de la configuration épistémologique et éthique qui caractérise notre situation d'enseignants-chercheurs dans les*

³⁷ Pierre Riché, *Henri-Irénée Marrou, historien engagé*, Paris, Les Éditions du Cerf, 2003.

³⁸ Enzo Traverso, *Où sont passés les intellectuels ?*, Paris, Textuel, 2013.

³⁹ Cf. Jean-Pascal Higelé, Lionel Jacquot (éds.), *Engagements et sciences sociales. Histoires, paradigmes et formes d'engagement*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy-Editions universitaires de Lorraine, 2017.

⁴⁰ J'ai pu évoquer cette position et mon parcours de recherche devant un parterre de doctorants à l'IEP de Grenoble en 2012 lors d'une communication intitulée : « Travail de terrain, approches transdisciplinaires et « observation engagée » : une réflexion à partir d'une recherche doctorale sur les mobilisations collectives au Chili » (Séminaire du groupe de recherche doctorale « Chocolat », PACTE/SciencesPO Grenoble, 26 juin 2012).

sciences sociales »⁴¹. Ce chemin est d'autant plus « glissant » lorsqu'il s'agit de travailler précisément sur l'engagement militant, les mobilisations collectives ou les mouvements sociaux ! C'est ce que vient rappeler Lilian Mathieu en scrutant les tensions entre « sociologie de l'engagement » et « sociologie engagée »⁴². Et on pourrait faire la même remarque en parlant de l'histoire, de la science politique ou des études en « civilisation » du temps présent⁴³. Mathieu rappelle, inspiré par les leçons de Nobeit Elias⁴⁴, que les sciences sociales se distinguent des autres disciplines par l'impossibilité d'adopter une position complètement froide et extérieure, qui suspende ses propres représentations du monde, pour tenter d'analyser les acteurs observés. Et c'est encore davantage le cas, lorsqu'on choisit d'étudier des acteurs mobilisés. Car si l'on réalise un travail de terrain, le chercheur se trouve souvent « *observateur participant* », parfois malgré lui, voire soumis à l'obligation de se *positionner* dans le conflit qu'il étudie :

*Face à des acteurs qui s'engagent, l'injonction classique adressée au sociologue de rester « neutre » et « objectif » apparaît bien vaine. D'une part, parce que des considérations normatives, propres à la trajectoire et à l'expérience sociale ou politique du chercheur, sont fréquemment au principe de ses choix d'objets de recherche. Ensuite, parce que le chercheur est généralement sommé de s'engager, ou a minima d'explicitier ses préférences, par ceux-là même dont il entend étudier les activités militantes*⁴⁵.

Tout chercheur ayant travaillé au sein de mouvements sociaux ou syndicaux a pu, sans nul doute, faire cette expérience. Je le rappelle, par exemple, avec le cas des syndicalistes portuaires étudiés dans le volume 2 de cette HDR.

⁴¹ Philippe Corcuff, « Le savant et le politique », *SociologieS*, dossier : *La recherche en actes, Régimes d'explication en sociologie*, juillet 2011, URL : <http://journals.openedition.org/sociologies/3533>. Du même auteur : « Sociologie et engagement : nouvelles pistes épistémologiques dans l'après-1995 », in Bernard Lahire (dir.), *À quoi sert la sociologie ?*, Paris, Éditions La Découverte, pp. 175-194.

⁴² Lilian Mathieu, « Sociologie des engagements ou sociologie engagée ? », *SociologieS*, novembre 2015, URL : <http://journals.openedition.org/sociologies/5150>.

⁴³ A noter cet atelier animé par les politistes de Cyrille Thiébaud et Yves Sintomer lors de la dernière rencontre nationale de l'Association française de science politique (AFSP) : « Les politistes n'ont fait qu'interpréter diversement le monde : s'agit-il désormais de le transformer ? Science politique, libertés académiques et engagement militant », AFSP, Rencontres nationales de juillet 2018, URL : <https://www.afsp.info/activites/rencontres/rencontres-2018/>.

⁴⁴ Celui-ci affirmait : « *Si pour comprendre la structure d'une molécule on n'a pas besoin de savoir ce que signifie se ressentir comme l'un de ses atomes, il est indispensable, pour comprendre le mode de fonctionnement des groupes humains, d'avoir accès aussi de l'intérieur à l'expérience que les hommes ont de leur propre groupe et des autres groupes* » (in *Engagement et distanciation. Contributions à la sociologie de la connaissance*, Paris, Fayard, 1983).

⁴⁵ Lilian Mathieu, « Sociologie des engagements ou sociologie engagée ? », op. cit.

Pour conclure, disons que j'ai tenté en permanence d'appliquer (tant bien que mal certainement) la proposition que faisait, au milieu des années quatre-vingt, Michael Löwy et que je citais en exergue de ma thèse :

toute connaissance et interprétation de la réalité sociale est liée, d'une façon directe ou indirecte, à une des visions sociales du monde, à une perspective globale socialement conditionnée ; c'est-à-dire ce que Pierre Bourdieu désigne, dans une expression heureuse, « les catégories de pensée impensées qui délimitent le pensable et prédéterminent le pensé ». Et que, par conséquent, la vérité objective sur la société n'est pas concevable comme une image mais plutôt comme un paysage peint par un artiste ; et que, finalement, ce paysage sera d'autant plus vrai que le peintre sera situé à un observatoire ou belvédère plus élevé, lui permettant une vue plus vaste, et plus étendue, du panorama irrégulier et accidenté de la réalité sociale⁴⁶.

Ce sont, ainsi, divers *paysages critiques* du Chili et de l'Amérique Latine, que j'ai tenté de peindre par mes recherches, en essayant d'avoir assez d'autoanalyse quant à ma propre vision sociale du monde et, donc, de toujours chercher aussi à penser contre moi-même pour « révéler » les aspects contradictoires ou non-dits des acteurs étudiés. **C'est là aussi un aspect qui me semble important pour encadrer des thèses ou fixer des problématiques de recherches : inviter les étudiants à dépasser leurs a priori, leurs idées préconçues au contact des sources, du terrain, tout en assumant de manière critique leurs propres « régimes de valeurs ».**

⁴⁶ Michael Löwy, *Paysages de la vérité. Introduction à une sociologie critique de la connaissance*, Paris, Anthropos, 1985, p. 14.

II/ Mille jours qui ébranlèrent le monde. Mouvement ouvrier, « bataille de la mémoire » et histoire du Chili d'Allende (1970-1973)

A) Renouveler l'historiographie de l'Unité populaire à l'aune des mouvements sociaux et d'une « histoire par en bas »

Mon séjour chilien au long cours, de deux ans et demi entre 2001 et 2003, a été possible matériellement grâce à l'obtention d'une bourse « Lavoisier », puis d'une bourse « Aires Culturelles », alors que je n'ai pas bénéficié de contrat doctoral et, donc, de financement pérenne pour ma thèse. Cela explique aussi pourquoi j'ai dû occuper divers emplois au cours de ce doctorat (surveillant dans l'internat d'un lycée professionnel en Gironde, vendeur de bijoux latino-américains, ouvrier en « 3x8 » sur la chaîne de traitement d'une coopérative agricole durant plusieurs mois, et enfin, la dernière année de la thèse, ATER en LEA à l'Université de La Rochelle). **Cet aspect n'est absolument pas banal et la recherche de financements et contrats doctoraux doit être, selon moi, une des tâches importantes de tout travail de direction et d'encadrement, en lien avec les collègues de l'administration de la recherche.**

Lors de mon séjour, j'ai pu bénéficier de la convention existante entre l'Université Paris 8 et l'Université ARCIS, et même suivre des cours d'histoire de l'Amérique Latine au sein de son école doctorale. J'ai d'ailleurs été particulièrement bien accueilli par le professeur Jacques Chonchol (ancien ministre de l'Agriculture d'Allende et ex-directeur de l'IHEAL à Paris), mais aussi par l'historien Patricio Quiroga, fin connaisseur de l'Unité Populaire (UP)⁴⁷. Plusieurs chercheurs chiliens, essentiellement des historiens, m'ont été d'une grande aide tout au long de ma recherche, dont particulièrement Luis Vitale, Mario Garcés, Augusto Samaniego, Sergio Grez, Patricio Quiroga, Tomás Moulian, Rafael Sagredo et Roberto Merino. Le premier constat que j'ai dû faire, avant même mon arrivée au Chili : la masse extraordinaire de livres qui ont trait à l'Unité populaire (UP). Le cas chilien a tant symbolisé, a tant été discuté, que le chercheur se trouve face à une bibliographie démesurée. C'est ce que j'ai désigné, plus tard, dans deux études historiographiques (en 2007 et 2016) comme un « océan bibliographique »⁴⁸. Ainsi, Max Nolff recensait en 1993

⁴⁷ Cf. Patricio Quiroga, *La dignidad de América. El retorno histórico a Salvador Allende*, Concepción, Escaparate ediciones, 2016.

⁴⁸ Franck Gaudichaud, « Paysages de la vérité du Chili durant l'Unité Populaire (1970-1973). Essai d'analyse épistémologique », *Cahiers des Amériques Latines*, N°51-52, IHEAL – Paris, 2007, p. 170-184. Voir aussi :

plus de 200 livres consacrés au seul personnage du Président Salvador Allende⁴⁹. L'un des dangers est donc de se « noyer » face à une telle abondance de littérature. L'urgence était donc d'affiner ma thématique de recherche, en opérant une classification préalable de l'existant et de vérifier ce que le DEA ébauchait comme pistes problématiques : à savoir – suivant l'intuition d'Alain Joxe- chercher à établir une histoire des « Cordons industriels » et des formes de « pouvoir populaire » durant cette période.

Dans une investigation réalisée durant l'année 2004, au moment où je terminais ma thèse, deux historiens de Santiago ont comparé les arguments d'un corpus de quinze ouvrages, publiés au Chili entre 1974 et 2004, et souvent considérés comme incontournables sur la question⁵⁰. Leurs conclusions allaient dans le même sens de ce qui animait ma recherche depuis 3 ans. Bien que marquée par des regards différents (allant des marxistes aux fonctionnalistes) et issue de disciplines variées, la tendance de la majorité des études a été de constituer en objet d'analyse, quasi exclusive, les acteurs politiques « formels », c'est-à-dire les partis politiques, les thématiques liés à ceux-ci (programmes, tactiques, alliances) et les secteurs où ces derniers concentraient leurs actions (surtout les divers espaces de l'appareil étatique). **En fait, dans la majorité des travaux consultés, les secteurs populaires ne constituent pas des acteurs sociaux et politiques définis depuis leur *historicité propre*. Ainsi, l'accent de la plupart des publications (orientation qui a évolué depuis) était mis sur le rôle des partis, du gouvernement, des institutions, des dirigeants ou alors sur celui des acteurs externes, en particulier le rôle -fondamental- d'ingérence des États-Unis (ainsi que confirmé par des centaines d'archives déclassifiées et plusieurs commissions parlementaires).**

Cette matrice d'interprétation insiste souvent sur la disparition du « centre » du système politique chilien et, en ce sens, reprend -en les actualisant- les théories fonctionnalistes d'Eduardo Valenzuela sur la « crise » de la démocratie, émises en 1978⁵¹. Une approche poursuivie par des sociologues comme Manuel Antonio Garretón ou Tomás Moulian. Celle-ci argumente essentiellement que la défaite de la « voie chilienne au

Franck Gaudichaud, "A 40 años del golpe. Historiografía crítica y pistas de investigación para (re)pensar la Unidad Popular (1970-1973)", *Revista Tiempo Histórico*, Universidad Academia de Humanismo Cristiano, N° 6, Santiago, 2013, pp. 63-79. Article reproduit dans le volumen 3 de cette HDR.

⁴⁹ Max Nolff, *Salvador Allende : el político, el estadista. Bibliografía comentada y temática de más de 200 libros*, Santiago, Ediciones Documentas, 1993.

⁵⁰ Mario Garcés, Sebastián Leiva, "Perspectivas de análisis de la Unidad Popular: opciones y omisiones", *Educación y Comunicaciones*, Santiago, octobre 2004, URL : www.archivochile.cl/Ideas_Autores/leivas/leivas0006.pdf.

⁵¹ Eduardo Valenzuela, *The Breakdown of Democratic Regimes: Chile*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1978.

socialisme » trouve ses origines, d'une part dans l'incapacité du gouvernement à trouver un terrain de négociation crédible avec la Démocratie-chrétienne ; d'autre part, dans l'existence d'une division fratricide au sein de la gauche entre les « révolutionnaires modérés » (PC, aile droite du PS, radicaux) et les secteurs « rupturistes » (MIR, PS, chrétiens révolutionnaires). Paradoxalement, certains des historiens qui ont prétendu rompre par la suite avec cette analyse dominante pour restituer un contexte sociohistorique plus large, tel que Luis Corvalán Márquez, ne sont pas parvenus à la faire, selon moi, de manière convaincante⁵².

Comme le politiste Juan Carlos Gómez Leyton, j'ai émis l'hypothèse distincte que cette matrice théorique hégémonique ne permettait pas une compréhension pleine et entière de la signification du coup d'État et, par la même, une analyse de la dynamique sociopolitique durant l'UP. Les conflits qui affectaient les structures de pouvoir de la formation sociale chilienne étaient, le plus souvent, seulement une toile de fond contextuelle, et non pas un angle d'approche primordial de la littérature⁵³. **J'ai donc proposé de considérer que l'UP ne représente pas seulement une « rupture » du centre du système politique, mais aussi -et plus fondamentalement- la remise en cause d'un pacte social, parfois qualifié par les historiens « d'État de compromis », et forgé dans les années 30.** Le système politique étant lié au régime d'accumulation économique de l'enclave minière et à une intégration à l'État, sous conditions, d'une partie des revendications du mouvement ouvrier organisé. Pour comprendre cette *politique du conflit* de la voie chilienne au socialisme, **j'ai donc décentré mon regard pour aller vers « la base » de la société. C'était là que se situait une possible rénovation historiographique, en profondeur, de cette période capitale du vingtième siècle latino-américain et de la guerre froide**⁵⁴.

L'objectif a été de restituer la dynamique du mouvement social, populaire et syndical, de la replacer au centre de mes analyses et montrer en quoi elle a pu acquérir une impulsion propre, quoique jamais isolée du champ politique, mais parfois en autonomie, voire même en contradiction avec celui-ci. Les sociologues Patrick Guillaudat et Pierre Mouterde dans leur étude des mouvements sociaux durant la dictature, là aussi sous la

⁵² Luis Corvalán Márquez, *Los partidos políticos y el golpe del 11 de Septiembre: Contribución al estudio del contexto histórico*, Santiago, Ediciones ChileAmérica, 2000. Luis Corvalán, avec qui j'ai eu le plaisir d'échanger et de débattre depuis, lors de divers forums au Chili, y compris pour la présentation à Valparaíso (2016) de mon livre de thèse traduit en espagnol par Lom ediciones.

⁵³ Juan Carlos Gómez Leyton, *La frontera de la democracia. El derecho de propiedad en Chile: 1925-1973*, Santiago, LOM ediciones, 2004.

⁵⁴ Tanya Harmer, *Allende's Chile and the Inter-American Cold War*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2011.

direction de Michael Löwy, écrivaient (en 1995) que pour la période précédant le coup d'État et concernant les « *cordons industriels* », « *un bilan reste à faire* »⁵⁵. A l'Université Bordeaux 3, le civilisationniste chilien Fernando Casanueva m'a aussi orienté dans cette direction. Une fois à Santiago, j'ai été chaudement encouragé à poursuivre sur cette voie par plusieurs historiens, dont Mario Garcés, qui insistait sur le vide historiographique, selon lui « dramatique », à ce sujet.

Le constat également était que, plus de trente ans après la chute du gouvernement Allende, nous jouissions indéniablement d'une plus grande distance pour aborder cette période dans un pays encore divisé. Pour reprendre la métaphore citée plus haut, il semblait que mon point d'observation se trouvait désormais assez élevé pour commencer à dresser de nouveaux bilans critiques et faire resurgir certains *paysages de la vérité* partiellement oubliés. Ceci, d'autant plus que davantage de sources écrites étaient désormais classées et accessibles (celles qui n'ont pas été détruites), et que nombre de témoins étaient encore en vie, offrant ainsi un vaste champ d'investigation basé sur les techniques de l'enquête orale. En 2016, j'ai pu revenir sur ce parcours de recherche, grâce à un entretien réalisé par un jeune chercheur, Matías Sánchez Barberán pour un livre collectif sur le « *Le 11 septembre chilien* » mené par Jimena Obregón et Jorge Muñoz R.⁵⁶ Je rappelle notamment que j'avais alors pour « *volonté de travailler une histoire par en bas, c'est-à-dire, comment les secteurs subalternes de la société, en particulier ceux qui se sont mobilisés, ont vécu cette période-là : savoir concrètement comment ils se sont organisés, quels étaient leurs discours, leur répertoires d'actions, dans quels territoires ils se sont mobilisés, sur la base de quelle orientation idéologique et politique, etc.* ».

Il faut souligner néanmoins que mes travaux sur l'UP ont bénéficié de quelques travaux pionniers, particulièrement les textes des historiens Hugo Cancino T. et de Jorge Magasich (ce dernier étant depuis un collègue avec qui je travaille régulièrement). Les études réalisées à l'époque et *in situ* par un sociologue comme Eder Sader et son équipe sont aussi essentielles. Enfin, ma manière de penser cette période doit beaucoup à l'historiographie impulsée par Peter Winn. Ce dernier –avec qui j'ai pu échanger à plusieurs reprises- m'a en quelque sorte « ouvert la voie », avec son étude monographique

⁵⁵ Patrick Guillaudat, Pierre Mouterde, *Les mouvements sociaux au Chili 1973-1993*, Paris, L'Harmattan, 1995, p. 61.

⁵⁶ « L'Unité populaire à l'aune des mouvements sociaux. Retour d'expérience », Propos recueillis par Matías Sánchez Barberán in Jimena Paz Obregón Iturra et Jorge Muñoz R. (dir.), *Le 11 septembre chilien Le coup d'État à l'épreuve du temps, 1973-2013*, Rennes, PUR, 2016, pp. 265-278.

sur les ouvriers de l'usine Yarur, publiée en 1986⁵⁷. Avec ses « tisseurs » de révolution » l'historien états-unien combine, de manière originale, l'histoire orale (nombreux témoignages), à l'histoire locale (l'étude d'une industrie) et le contexte général. Par le biais d'une *histoire à échelle humaine*, il présente les heurs et malheurs de ce qu'il nomme la "révolution par en bas" alors en gestation dans les usines nationalisées.

C'est donc à l'étude de la dynamique contradictoire et diachronique entre l'action du gouvernement Allende et un éventuel « pouvoir populaire » en gestation à laquelle je me suis attaché durant 4 années et demie. Pour ce faire, je me suis penché -tout d'abord- sur le contexte général, les partis de gauche, le mouvement syndical avant d'aborder la stratégie du gouvernement de l'UP et, particulièrement, sa politique de « participation des travailleurs » au sein du secteur nationalisé dès 1971, dit « Aire de propriété sociale » (APS). Une sorte de « pouvoir populaire constitué », envisagé par le gouvernement et la direction des principaux partis de gauche comme une modalité de cogestion ouvrière originale dans plusieurs dizaines d'entreprises, mais paradoxalement très peu étudié. J'ai présenté d'ailleurs cet aspect spécifique dans plusieurs communications et dans un article plus récemment⁵⁸. Ce qui a été au cœur de cette recherche est la découverte de ce qu'ai j'ai nommé, en conclusion, les « respirations saccadées » de l'Unité populaire, et le fait que l'on ne peut opposer mécaniquement la dynamique des formes d'auto-organisation populaire, avec le conflit politique ou l'action gouvernementale. Il y a en permanence des relations, contradictoires, entre « voix des luttes » et « voix institutionnelle », champ partisan et champ syndical.

Une dialectique qui s'attache aux premiers signes de débordement et de créativité issus des conflits urbains et, tout spécialement, à la radicalisation du mouvement ouvrier industriel, en passant par la genèse et le développement des « Cordons industriels », essentiellement à partir d'octobre 1972, jusqu'au coup d'État de 1973. Je suis revenu, également en détail, sur les tensions qui s'accumulent autour de la question du *poder popular* et sa place au sein de la gauche, du mouvement syndical comme du gouvernement, ainsi que sur les autres dynamiques de l'espace du mouvement social urbain, dont celles qui sont liées aux *pobladores* et au ravitaillement des quartiers pauvres. Mon souci a été de souligner les liens entre « le bas » et « le haut » et, de quelle manière, le cadre institutionnel

⁵⁷ Peter Winn, *Weavers of revolution: the Yarur workers and Chiles road to socialism*, New York, Oxford University Press, 1986.

⁵⁸ « Quand l'État chilien se proposait de construire la démocratie économique. Nationalisations, Aire de propriété sociale et système de participation des salariés durant l'Unité populaire (1970-1973) », *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM*, 28 | 2014, <http://alhim.revues.org/5084>.

(et alors que la coalition de l'Unité populaire reste minoritaire au parlement) semble être progressivement *dépassé* par le conflit de classes. Un conflit qui « inonde » toute la société, même si le mouvement ouvrier reste solidement encadré par les deux grands partis gouvernementaux — le Parti communiste et le Parti socialiste. Enfin, la dernière partie de la thèse s'attache à établir une présentation de la structuration nationale de ces coordinations territoriales syndicales que furent les Cordons industriels, leur inscription territoriale, un panorama précis de leurs répertoires d'actions et leurs dernières mobilisations. **A chaque fois, j'ai essayé de faire la part des choses entre discours militants et praxis réelles, entre ce que disait la presse de gauche et ce que reconnaissent a posteriori les acteurs, entre « pouvoir populaire » rêvé et les embryons de contrôle ouvrier et d'autogestion. C'est ce qui m'a poussé à décrire un pouvoir populaire constituant en gestation.** La thèse montre ainsi, de manière critique, à quel point il y a eu une distance entre ce fut *dit* au nom de la « révolution » et ce qui fut *fait*, mais aussi comment la situation du mouvement populaire et des gauches à la veille du coup d'État apparaît comme totalement désemparée face à la botte militaire et l'intervention déstabilisatrice de Washington.

Une fois MCF, je suis revenu à plusieurs reprises sur mes recherches doctorales, et les ai aussi mises en débat au sein des équipes grenobloises et de mon unité de recherche l'ILCEA (E.A. 613⁵⁹). Cela a été par exemple le cas, lors du colloque international organisé en février 2009, sur « Hétérodoxies, déviances et dissidences dans le monde hispanique »⁶⁰. Et à plusieurs reprises depuis, y compris avec la publication des livres issus de ma thèse, en essayant à chaque fois d'enrichir ou de nuancer ce que j'affirmais dans mon écrit doctoral de 2005. Je reviens sur tout cela dans le dernier paragraphe de cette partie. Mais avant, quelques mots sur l'histoire et le travail des sources.

⁵⁹ Devenu depuis ILCEA4 : Institut des Langues et Cultures d'Europe, Amérique, Afrique, Asie et Australie (E.A. 7356).

⁶⁰ Communication « Le gouvernement Allende, la gauche chilienne et la notion de « pouvoir populaire » : une dissidence créatrice incomprise ? » in *Hétérodoxies, déviances et dissidences dans le monde hispanique*, colloque international, ILCEA - Université Grenoble3, 5 et 6 février 2009.

B) Analyse des sources, récits militants et apports de l'histoire orale

Tout au long de ces années de recherche, la question de l'accès aux sources a été cruciale, alors que nombre d'entre elles ont été détruites. En ce sens, on ne soulignera jamais assez à quel point le chercheur doit beaucoup aux centres d'archives et aux collègues BIATSS. Les employés de plusieurs centres d'archives et bibliothèques, dont tout spécialement Fabiola Rodríguez, alors en poste à la BDIC - Paris et aujourd'hui à l'Institut des Hautes Etudes d'Amérique Latine (IHEAL) ; les salarié-e-s des archives nationales chiliennes, de la bibliothèque nationale comme de la bibliothèque du Congrès à Santiago ont ainsi été d'une aide précieuse dans ce travail de dépouillement. De la presse tout d'abord : presse militante, presse nationale, presse régionale, *boletines* : j'ai fait feu de tout bois. Les documents internes, ensuite, des partis politiques, et quelques rares documents émanant directement des Cordons industriels. L'histoire orale et les entretiens enfin, qui ont été pour moi la partie la plus forte et la plus émotive de cette recherche : des dizaines de Chiliennes et Chiliens ont eu à cœur de m'ouvrir la porte de leur mémoire et de leur expérience militante, permettant ainsi la réalisation d'une enquête orale, qui a débuté au sein de la communauté chilienne de Bordeaux pour se conclure à Santiago du Chili, en passant par la ville où j'ai grandi La Rochelle et par les réseaux des ex-prisonniers politiques chiliens en France de Paris. Parmi eux, je dois beaucoup à Héctor Velásquez (dirigeant du syndicat MADECO), organisateur ouvrier hors pair, aujourd'hui décédé, qui m'a guidé auprès de mes premiers contacts à Santiago. La méthodologie de l'enquête orale semi-directive, de l'analyse des discours et récits militants, combinée au travail des sources écrites (ou plutôt ce qu'il en reste...) permet d'éviter les analyses réductrices. Aux côtés des archives et de la presse, « l'entretien ethnographique » permet de restituer la dimension microsociale des actions collectives, de souligner certaines trajectoires militantes, de nuancer les propos des médias ou la froideur d'un document administratif⁶¹. Bref, de comprendre de quelle manière les mobilisations et les parcours individuels se sont combinés avec le conflit politique global.

Parfois, ces témoignages sont riches non pas pour ce qu'ils disent, ou pas seulement, mais aussi pour ce qu'ils *veulent* ou ne *veulent pas* dire. Les silences étant alors parfois plus instructifs que les affirmations proférées. De plus, ils représentent une source puissante

⁶¹ Stéphane Beaud, « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'entretien ethnographique », *Politix*, N° 35, septembre 1996, pp. 226-257, URL : https://www.persee.fr/doc/polix_0295-2319_1996_num_9_35_1966.

afin de décrypter les subjectivités, les sentiments, les valeurs d'un individu, mais aussi d'un parti, d'une classe sociale, d'une époque. Il y a d'ailleurs au Chili une tradition historiographique et méthodologique importante dans ce domaine, et qui continue de s'agrandir. L'histoire orale est un moyen de revenir sur une histoire traumatique, brisée par 17 années de dictature civico-militaire (1973-1990) et facilite la compréhension des drames collectifs vécus par les Chiliens, notamment la question de la répression d'État. Les témoignages ont d'ailleurs été au centre des différents rapports de « vérité et réconciliation » qui émergent à partir de 1991 (avec la *Comisión Nacional de Verdad y Reconciliación* – CNVR) jusqu'au rapport de la Commission nationale sur l'emprisonnement et la torture de 2004. Si l'entrée dans « l'ère du témoin »⁶² pose effectivement de nombreuses questions aussi bien épistémiques qu'éthiques, il ne fait plus de doute que le récit de vie représente un matériau essentiel de l'histoire du temps présent :

Cette place désormais centrale découle très largement de la découverte par l'historien que la pratique orale, quel que soit le nom qui la désigne, est une expérience d'archives, de recherche et d'écriture à part entière, et plus seulement des techniques, des promesses, des influences ou des héritages, même prestigieux. Elle est bien plus encore, puisqu'elle crée une relation nouvelle entre le chercheur et son matériau, des sources qui lui parlent, qui l'interrogent, qui le troublent, comme le document peut aussi le faire. La pratique orale restaure la source dans toute son importance, dans toute sa présence ⁶³.

Pour ma part, cette approche au contact de celles et ceux qui *ont fait l'histoire* me passionne, hier comme aujourd'hui. Elle signifie des rencontres interpersonnelles inoubliables, mais aussi parcourir les quartiers populaires de Santiago et de plusieurs autres villes du pays. Elle est l'occasion d'enregistrer et de retranscrire une mémoire qui serait sinon perdue aujourd'hui. Pour la thèse, sur la trentaine de personnes que j'ai finalement sélectionnée, nombreuses sont celles à ce jour décédées. Bien entendu, cette pratique suppose plusieurs précautions méthodologiques et la prise en compte qu'il s'agit d'un matériel spécifique, « délicat », mais au final tout aussi valable qu'une source dite « traditionnelle », du moment qu'elle est traitée selon des critères scientifiques :

la historia oral —de raíz académica— tiende a clasificar el testimonio como “documento oral”, equivalente, la noción general al menos, al de documento escrito,

⁶² Cf. Annette Wieviorka, *L'Ère du témoin*, Paris, Plon, 1998.

⁶³ Duclert Vincent, « Archives orales et recherche contemporaine. Une histoire en cours », *Sociétés & Représentations*, n° 13, 2002, p. 69-86, URL : <https://www.cairn.info/revue-societes-et-representations-2002-1-page-69.htm>.

aunque con sus propias particularidades. En efecto, en primer lugar se arriba a este «documento» allí donde no existía el documento escrito y en segundo lugar, se somete este nuevo documento (o sea esta nueva fuente) a la «crítica histórica» que se mueve entre las preguntas por la veracidad, representatividad y lo nuevo que el documento puede ofrecernos (aquello que no ofrece el documento escrito)⁶⁴.

Là aussi, j'ai été conseillé à mes débuts par plusieurs collègues chiliens et j'ai pu forger dans le cadre du doctorat un échantillon centré sur des militants de gauche et des syndicalistes ouvriers, mais en y incorporant aussi des responsables politiques, dont Carlos Altamirano, ancien secrétaire général du PS et Mireya Baltra, ex- (et unique dans l'histoire du Chili) ministre du travail communiste. La valeur du matériel que j'ai réuni me sautait aux yeux et il me paraissait impossible de repartir en France, ma thèse encore en chantier, sans en « faire quelque chose » qui soit utile à cette « mémoire oubliée ». C'est ainsi que j'ai travaillé sur mon premier livre, finalement publié en 2004 par l'un des principaux éditeurs indépendants du pays, Lom ediciones : *Poder Popular y Cordones industriales. Testimonios sobre la dinámica del movimiento popular urbano durante el gobierno de Salvador Allende* (voir couverture et sommaire en Annexe 1)⁶⁵. Cet épais volume de presque 500 pages a reçu le soutien du Service national du patrimoine au travers de la DIBAM (*Dirección de Bibliotecas, Archivos y Museos*), ce que j'ai ressenti comme une validation de l'intérêt de mon travail pour le pays. Le livre comporte une sélection de 20 témoignages, mais aussi un chapitre de réflexion sur les usages de l'histoire orale, de la mémoire et de l'oubli dans le Chili actuel. Cet ouvrage s'ouvre par une longue interprétation de la voie chilienne au socialisme, vue au travers de son mouvement populaire urbain. J'ai actualisé ce texte liminaire en 2015 et il a été publié dans un ouvrage collectif d'histoire du travail, en anglais, sous la direction du politiste Dario Azzellini de la Cornell University de New York (voir couverture en Annexe 2). Ce même texte sera ensuite repris et traduit par des collègues turcs en 2017⁶⁶.

Je traçais, en fait, quelques-uns des principaux éléments d'interprétation de ce que sera ma thèse (défendue un an et demi plus tard), tout en mettant à disposition pour de futurs chercheurs, un matériel d'histoire oral inédit par ses dimensions (jusqu'à

⁶⁴ Marios Garcés, "La historia oral, enfoques e innovaciones metodológicas", *revista Última década*, N.º. 4, 1996, URL : <https://dialnet.unirioja.es/descarga/articulo/2256470.pdf>.

⁶⁵ *Poder Popular y Cordones industriales. Testimonios sobre la dinámica del movimiento popular urbano durante el gobierno de Salvador Allende*, Santiago, LOM-DIBAM, 2004.

⁶⁶ "Chile: Worker Self-organization and Cordones Industriales under the Allende Government (1970-1973)" in Dario Azzellini (Ed.), *An Alternative Labour History. Worker Control and Workplace Democracy*, Zedbook, USA, pp. 157-181, 2015 (publié en Turc dans : Dario Azzellini (ed.), *Emeğin Alternatif Tarihi İşçi Denetimi ve İşyeri Demokrasisi*, Amara Yayıncılık Veröffentlicht, 2017).

aujourd'hui). La parution de ce premier livre a eu un impact réel dans les milieux académiques chiliens, et il reste un des livres les plus cités au Chili, en Amérique Latine et dans plusieurs pays anglo-saxons quant à l'histoire des Cordons industriels, paradoxalement davantage que les livres en français ou en espagnol tirés ensuite de ma thèse. Les témoignages publiés servent encore à ce jour comme source dans plusieurs thèses doctorales récentes sur le gouvernement Allende (au Chili, en France, en Argentine, au Mexique et au Brésil). Certains des éléments de conclusion de ma thèse, je les systématisais aussi en 2005, dans un article publié dans un ouvrage collectif, coordonné par l'historien Julio Pinto, consacré à la rénovation de l'historiographie de l'Unité Populaire, avec pour titre évocateur : *Cuando hicimos historia. La historia de la Unidad Popular Allende* (voir couverture en Annexe 3)⁶⁷.

La publication de mon doctorat sous la forme d'un ouvrage publié aux Presses Universitaires de Rennes (PUR), inaugurant ainsi la collection Des Amériques (coédité par l'IDA), n'intervient qu'en 2013 (voir couverture et sommaire en Annexe 5)⁶⁸. Soit 8 ans après ma soutenance. C'est un délai assez long, mais j'ai entretemps été accaparé par mille autres choses et, outre les aléas de la vie personnelle et familiale, notamment par les campagnes de recrutements de MCF, l'intégration à l'Université Grenoble3 et plusieurs nouvelles publications et communications dans des colloques internationaux qui m'ont permis de présenter mes travaux. Une autre difficulté à prendre en compte dans le passage de la thèse au livre est celui des « économies d'échelle » : ma thèse faisant plus de 800 pages, un format impensable pour les PUR. J'ai donc dû réduire d'un tiers le manuscrit. **En ce sens, je partage les préoccupations actuelles pour réaliser des thèses plus courtes, d'environ 400 pages, qui soient réalisables en 3 ans (ou 4 ans) et qui, de plus, puissent être transposables assez rapidement sous le format d'un ouvrage papier et/ou électronique.** Ce nouveau manuscrit a, néanmoins, été l'occasion d'enrichir mon texte des dernières parutions et de quelques ouvrages plus théoriques⁶⁹. La parution du livre a correspondu aux commémorations des 40 ans du coup d'État, ce qui lui a donné une belle visibilité auprès des collègues. De plus, depuis 2017, il est en accès gratuit et ouvert

⁶⁷ Franck Gaudichaud, « ¿Construyendo poder popular? El movimiento sindical chileno en el periodo de la Unidad Popular » in J. Pinto (coord.), *Cuando hicimos historia. La historia de la Unidad Popular*, Santiago, LOM, 2005, pp. 81-106.

⁶⁸ Franck Gaudichaud, *Chili 1970-1973. Mille jours qui ébranlèrent le monde*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. Des Amériques, 2013.

⁶⁹ Là encore, la collaboration de collègues, famille et amis s'est avérée essentielle. Jean-Paul Salles, historien de l'Université de La Rochelle, qui avait passé de nombreuses heures à lire et commenter ma thèse, fit de même pour le manuscrit destiné aux PUR, en m'aidant à « couper » certaines parties ou exemples trop nombreux.

HTML sur le site des éditions électroniques de l'éditeur⁷⁰. L'accueil de cette publication par d'autres chercheurs latinoaméricanistes a aussi été très chaleureux⁷¹.

L'historienne chilienne Veronica Valdivia, dont les travaux sur les droites sont une référence incontournable dans le Cône Sud, regrettait par ailleurs l'absence d'une traduction en espagnol de mon livre⁷². Cette lacune sera comblée, en novembre 2016, date à laquelle Lom ediciones publie la traduction de ce livre, fruit de l'excellent travail de traduction de Claudia Marchant et du soutien financier du *Consejo Nacional de la Cultura y de la Artes* du ministère de la Culture du Chili. Cette expérience d'allers-retours entre le texte en français et le travail de la traductrice dans une langue que je pratique, parle et écris couramment depuis de longues années, a été très enrichissante, au sens où cela m'a permis de discuter et reprendre avec Claudia, un texte qui avait été écrit en français à l'orée des années 2000. Et finalement, en 2017, ce même livre est publié par *Sylone ediciones* (Madrid) pour l'Espagne, dans une version éditée et annotée (voir couvertures en Annexe 6 et 7).

C) Continuités d'une recherche et perspectives d'encadrement

Entre la soutenance de ma thèse (2005) et la parution de mon livre (2013), j'ai pu développer les principales conclusions de ce travail dans plusieurs colloques et journées d'études, mais aussi par des articles et des chapitres d'ouvrages collectifs sur des problématiques connexes, que je n'avais pas pu détailler dans le doctorat (Cf. le CV en fin de cette synthèse). Je me suis aussi lancé dans l'édition d'un petit ouvrage de présentation et annotation de documents, chansons et discours de l'époque traduits en français, qui a connu un relatif succès en librairie, et dont l'initiative doit beaucoup à Manuel Degaldo, éditeur des éditions Syllepse (Paris)⁷³. J'ai été invité durant ces années à présenter ces livres et les principales conclusions de ma thèse, dans des espaces de valorisation (librairies, forums-débat), et par plusieurs unités de recherche : par exemple, par le *Groupe*

⁷⁰ Cf. <https://books.openedition.org/pur/42504>, ISBN électronique : 9782753552777.

⁷¹ Si l'on en juge par les compte-rendu effectués par Eugenia Palieraki dans la revue *Vingtième siècle*, par Lilian Mathieu dans la revue *Politix*, Stéphane Boisard dans les *Cahiers des Amériques Latines*, Veronica Valdivia dans le *Mouvement social*, Christophe Ventura dans les *Cahiers du GRM*, Thomas Posado dans *Lectures*, Nicolas Prognon dans *L'Ordinaire des Amériques* ou, plus récemment (en 2017), Pascal Lebrun dans *Politique et sociétés*.

⁷² Veronica Valdivia, « Chili 1970-1973. Mille jours qui ébranlèrent le monde par Franck Gaudichaud », *Le mouvement social*, N°251, 2015, p. 162.

⁷³ *¿Venceremos? Analyse et documents sur le « pouvoir populaire » chilien (1970-1973)*, Paris Syllepse, Coll. Coyoacan, 2013. Cet ouvrage est aussi un hommage au journaliste-militant Maurice Najman, l'un des premiers en France à traduire et faire connaître des documents de la gauche chilienne et de son mouvement social. Voir couverture et index en Annexe 8.

d'Etudes sur le Chili à l'EHESS (Paris) en mars 2007 ou, plus récemment, lors du Colloque *Chili 1973-2013. Vérités et mensonges* à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA), activité coordonnée par les civilisationnistes Hélène Finet et Francis Devois. Cette rencontre a aussi débouché sur un livre collectif, publié en 2015 (voir couverture en Annexe 4)⁷⁴. J'ai aussi pu opérer des « Retours sur le Chili : 1970-1973 » lors du Colloque international *Chili 73, à l'épreuve du temps : impacts et réinterprétations du 11 septembre chilien*, coordonné par Jimena Obregón et Jorge Muñoz (Université de Rennes2 – 2013)⁷⁵ ou encore (cette fois en anglais) sur les aspects plus spécifiquement syndicaux lors de la *International Conference Strikes and Social Conflicts around the World in the Twentieth Century*, à l'*Instituto de História Contemporânea* de l'Universidade Nova de Lisboa (mars 2011), dont les actes ont été publiés dans un livre électronique l'année suivante par la MSF de Dijon – voir couverture en Annexe 9⁷⁶. Cette participation m'a permis de faire la connaissance de l'historienne portugaise Raquel Varela, spécialiste du travail et des conflits sociaux, début d'une longue collaboration. Ce travail m'a valu également plusieurs invitations à des séminaires, conférences ou journées d'études dans les universités chiliennes au cours de ces années⁷⁷. Ainsi, j'ai pu, sur invitation de Danny Monsálvez, collègue de l'Université de Concepción, exposer en 2016 aux étudiants et jeunes chercheurs du département d'histoire de cette université, le bilan de 10 ans de recherches sur l'Unité Populaire et ce que j'en ai tiré en termes méthodologiques, insistant sur les nombreux pans encore à creuser pour les nouvelles générations (voir affiche en Annexe 10). Autre exemple, en novembre 2015, étant invité aux *Jornadas de historia social de Chile y América* de l'Université de Valparaíso, j'ai débattu publiquement de ces questions historiographiques, avec le prix national de sociologie Tomás Moulian et l'historien Luis Corvalán M. (voir affiche en Annexe 11).

En France, l'une des reconnaissances de mon travail sur la « voie chilienne » est aussi passée par **l'intégration de mon livre de thèse à la liste des « ouvrages recommandés » (et de mon recueil de documents traduits comme « ouvrage**

⁷⁴ Franck Gaudichaud, « Le Chili sous Allende ou la discordance des temps révolutionnaires (1970-1973) » H. Finet et F. Desvois (dir.), *Chili 1973-2013. Mémoires ouvertes*, Paris, L'Harmattan, Coll. Recherches Amériques latines, 2015, pp. 41-66.

⁷⁵ Là aussi avec un livre collectif à la clef : Jimena Paz Obregón Iturra et Jorge Muñoz R. (dir.), *Le 11 septembre chilien Le coup d'État à l'épreuve du temps, 1973-2013*, Rennes, PUR, 2016.

⁷⁶ António Simões do Paço, Raquel Varela, Sjaak van der Velden (coord.), *Strikes and social conflicts. Towards a global history*, International Association Strikes and Social Conflict, Universidade Nova de Lisboa, 2012, URL : www.iassc-mshdijon.fr/IMG/pdf/strikes_and_social_conflicts_2nd_edition-4.pdf.

⁷⁷ Département de Sciences sociales de l'Université ARCIS ; Département d'histoire de l'Université de Concepción, Département d'histoire de l'Université de Santiago –USACH ; Département d'histoire de l'université du Chili ; Licence d'histoire de la *Universidad Academia de Humanismo Cristiano* (UAHC) – Santiago ; Magister en histoire à l'*Universidad Alberto Hurtado*.

complémentaire ») au concours d’Agrégation externe (sessions 2015 et 2016) pour la question « Mobilisations sociales et effervescences révolutionnaires dans le Cône Sud (1964-1976) ». Mes travaux étant par ailleurs cités dans les livres de synthèse de préparation au concours qui paraissent alors (dont celui de Alvar de la Llosa ou celui de Stéphane Boisard, Eugenia Palieraki et Cécilia Gonzalez). Cela explique aussi pourquoi j’ai assuré la préparation des agrégatifs de mon université pour cette question, mais aussi ma participation à une journée d’étude organisée par deux collègues latinoaméricanistes (Jean-Baptiste Thomas et Isabelle Bleton) pour les agrégatifs de l’ENS et de l’Université Lyon 2⁷⁸ ; ou encore, en 2016, la publication d’un texte de synthèse destiné à ces futurs jeunes collègues, publié dans un dossier spécial de la *Revue Les Langues Néolatines* (coordonné par Lauriane Bouvet)⁷⁹.

J’ai, d’autre part, prolongé mes recherches chiliennes sur des sujets pour lesquels il me paraît essentiel de continuer à travailler et qui pourraient constituer des pistes pour de futurs doctorants.

Tout d’abord : l’importance d’**historiciser les acteurs sociaux au niveau local ou dans les régions de ce long pays qu’est le Chili, pour les années 60-70**. La suprématie de Santiago ou des études globalisantes ont tendu à effacer les nombreuses histoires locales ou provinciales, dont on sait à quel point elles peuvent enrichir, et parfois contredire, le « récit national ». Actuellement, une nouvelle génération de chercheurs a commencé à prendre à bras-le-corps cette problématique, thème que j’avais essayé de défricher, timidement, lors de la thèse. Le séminaire d’histoire de l’UP que j’ai donné à la *Universidad Academia de Humanismo Cristiano* (UACH), en 2014, a été l’opportunité rêvée pour mettre en pratique cette invitation en encadrant trois mémoires en histoire de l’Unité Populaire de niveau Master 1 (*Grado de licenciatura en historia* au Chili, bac + 4). Deux ont porté précisément sur une expérience locale de « pouvoir populaire » en province et sur le mouvement des *pobladores* dans un quartier emblématique de Santiago ; l’autre traitant d’un sujet également peu approfondi à ce jour, à savoir les liens entre culture, pratique

⁷⁸ Journée d’étude « *Hasta la victoria...! Insubordination, transformations et violence dans le Cône Sud (1964-1976)* » (coord. Jean-Baptiste Thomas et Isabelle Bleton), co-organisée par CERCC (EA 1633)-CRLA-ITEM (UMR 8132), ENS Lyon, 6 janvier 2017.

⁷⁹ « Voix du pouvoir populaire, voix des institutions: la gauche chilienne face aux ‘hoquets du temps brisé’ du gouvernement Allende (1970-1973) » in L. Bouvet (coord.), « Mouvements sociaux et effervescences révolutionnaires dans le Cône Sud (1964-1976) », *Revue Les Langues Néolatines*, février 2016, pp. 26-36, URL : <http://neolatines.free.fr/wp/?p=1679>. Texte reproduit dans le volume 3 de cette HDR.

artistique et politique sous Allende (dans ce cas : les liens entre la « *nueva canción* » et le gouvernement)⁸⁰.

Autre thème à approfondir : la spatialisation des mouvements sociaux dans les années 60-70. Je cite dans l'inédit de HDR, cette importance du *lieu* et des « territoires de mobilisations » à propos du mouvement syndical. Je reviens, par exemple, sur les réflexions du sociologue argentin Javier Auyero qui souligne une double dimension, structurée et structurante, des territoires, ce qui facilite la constitution d'*espaces des luttes*⁸¹. Cette hypothèse forte a été insuffisamment analysée par l'histoire et les sciences sociales à propos du Chili et de l'Amérique Latine contemporaine. En ce qui concerne l'UP, je l'ai évoqué dans ma thèse, puis repris et développé bien plus tard. Cela a été le cas lors d'un colloque international organisé au CERI - Sciences Po Paris, en 2012, coordonné par 3 politistes latinoaméricanistes (Hélène Combes, David Garibay et Camille Goirand) dans le cadre d'un projet ANR⁸². Cette communication a, finalement, aboutie à un article dans un livre collectif que je présente dans la sélection de publications du volume 3 de l'HDR⁸³. Mais j'avais déjà esquissé cette « Écologie d'un espace en révolution » à un congrès mondial, à Londres (*Eighth Annual Historical Materialism Conference Central London*), en 2011⁸⁴. En fait, cette réflexion doit beaucoup aux échanges que j'ai pu avoir auparavant avec des collègues géographes, ce qui a enrichi mes perspectives sur ces questions, suite à une communication sur « Les villes chiliennes en révolution ? », lors de la *IXème Conférence Internationale d'Histoire Urbaine* (Lyon, août 2008).

Un thème qu'il serait aussi important de continuer à développer à l'avenir, même si nous disposons dans ce cas de nombreuses études internationales : **la question des gauches chiliennes dans les années 60-70, à mettre en lien avec les gauches sud-américaines.** Une thématique que j'ai eu l'occasion de discuter maintes fois avec la

⁸⁰ *La Nueva Canción Chilena y Unidad Popular: tensiones frente a la construcción de un discurso en conjunto* de Nicolás Hermosilla Herrera ; *Se nos presentó un solo camino. Estudio de Caso del movimiento social popular en la localidad de Constitución, Región del Maule (1970-1973)* de Guillermo Menares ; *Sudor, barro y sangre: La historia del allanamiento de Investigaciones en Lo Hermida durante el gobierno de la Unidad Popular* de Santiago Braithwaite.

⁸¹ Javier Auyero, « L'espace des luttes. Topographie des mobilisations collectives », *Actes de la recherche en sciences sociales*, N°160, 2005, pp. 122-132.

⁸² Colloque international : *S'engager dans les espaces publics, participation politique et engagements multiples*, dans le cadre du projet ANR « PALAPA », CERI - Sciences Po Paris, Triangle - Université Lyon 2, CERAPS - Sciences Po Lille, 6 avril 2012.

⁸³ « Écologies d'un espace en révolution. Santiago du Chili, 1970-73 » in H. Combes, C. Goirand, D. Garibay (dir.), *Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa*, Paris, Karthala, 2015, pp. 121-142. Texte reproduit dans le volume 3 de cette HDR.

⁸⁴ « Revolutionary Urban spaces: workers' struggle in Santiago under the Allende government (1970-73) » in *Spaces of Capital, Moments of Struggle*, Eighth Annual Historical Materialism Conference Central London, 10-13 november 2011.

civilisationniste, spécialiste du Chili, Eugenia Palieraki (Université Paris 1) ou encore avec Jean-Baptiste Thomas (latinoaméricaniste de l'Ecole Polytechnique et membre du bureau de l'IDA). Je suis moi-même revenu sur le rôle des partis de gauche durant l'UP et ai pu réfléchir sur les processus militants et les maintes divisions qui les ont traversés. C'est le cas en tant que conférencier invité à l'Université Lyon 2 en 2008, lors du congrès mondial de l'AHILA (*Asociación de Historiadores Latinoamericanistas Europeos*) à Cadix, en 2011 (avec une communication sur les « imaginaires, discours et praxis » de la gauche chilienne) ; à Lausanne, en 2012, au Colloque international *Théories, pratiques et conflits autour de l'émancipation humaine (1789-2012)*, ou encore lors d'un forum à l'Université Catholique de Santiago, en mai 2014⁸⁵. Car si j'ai insisté sur l'histoire sociale et l'histoire « par en bas », ce n'est pas pour affirmer que les recherches sur les partis politiques ou les institutions chiliennes durant la guerre froide seraient désormais sans intérêt. Évidemment, non. La question des « circulations révolutionnaires » dans le Cône Sud (à connecter, par exemple, aux travaux de Eugenia Palieraki sur le Chili, de Aldo Marchesi en Uruguay ou de Hernán Camarero en Argentine), de la formation intellectuelle des cadres des partis, des dissidences internes et transfuges partisans, des relations difficiles entre gauches et Démocratie-chrétienne ou entre gauches et forces armées (en lien avec le travail de Jorge Magasich), des militants dans leur rapport au *campo* (travail en cours de Jaime Navarrete sur le MIR chilien et les Mapuche dans le Sud) constituent des pistes très intéressantes à approfondir.

En conclusion, malgré la richesse de la production historiographique sur cette période, il reste nombre de sujets peu ou pas suffisamment traités. On pourrait citer également les comités de base de l'Eglise et le mouvement des « Chrétiens pour le socialisme » ou les productions culturelles et artistiques populaires. **Pour compléter un tel panorama, il y aurait également un grand intérêt à s'engager sur une histoire sociale des élites** : par exemple, comment les grands propriétaires terriens ont-ils vécu - et agit - face à la réforme agraire ? D'autre part, les couches moyennes ont -elles aussi- été largement délaissées par les chercheurs, alors qu'elles constituent un pivot du système politique. On le sait : leur basculement dans l'opposition a fortement fragilisé le gouvernement Allende. Enfin, en ce qui concerne **l'histoire des secteurs populaires**, l'hypothèse avancée par l'historienne Maria-Angelica Illanes me semble encore tout à fait pertinente pour de futures investigations :

⁸⁵ « Mille jours à l'épreuve du pouvoir. La gauche chilienne durant l'Unité populaire (1970-1973) », *Cycle de conférences sur l'Amérique Latine*, Université Lyon 2 - IEP de Lyon - Triangle (UMR-CNRS 5206), Lyon, Lundi 20 octobre 2008.

Durant l'Unité Populaire se déchaîne un processus révolutionnaire et une lutte idéologique qui, au contraire de ce que dit cette historiographie [dominante], ne parvient pas à se transformer en une dichotomie simple, ni à se résoudre en oppositions clairement contradictoires à l'intérieur du régime de l'Unité Populaire. Je crois que ne parvient pas à s'installer l'oppression d'en haut et la révolution d'en bas. Au contraire, il s'agit d'un processus qui surgit des conditions même de la « révolution prisonnière » dans laquelle les secteurs populaires n'ont pas perdu, jusqu'à la fin, l'initiative⁸⁶.

La rénovation historiographique des milles jours de l'UP est donc encore en chantier, et il faudra désormais l'élargir aux décennies 60-70, et au contexte régional, pour en comprendre toute la complexité.

⁸⁶ María Angélica Illanes, *La Batalla de la memoria. Ensayos históricos de nuestro siglo: Chile, 1900-2000*, Santiago, Planeta/Ariel, p. 183 (traduction de l'espagnol chilien, tirée de ma thèse de doctorat).

III/ La voie chilienne au néolibéralisme. Mémoire(s), démocratisation « pactée », syndicalismes et conflits sociaux

A/ Mémoire(s), exil et mythes d'une démocratisation « pactée »

Après avoir travaillé plusieurs années sur la période du gouvernement de l'Unité Populaire, l'envie d'investir davantage l'histoire du temps présent m'a habité de plus en plus. Le fait de vivre plusieurs années au Chili, de partager le quotidien de personnes ayant vécues non seulement cette période de « fête » révolutionnaire, mais aussi son « drame » et sa « défaite » sanglante (pour reprendre la triade du sociologue Tomás Moulian⁸⁷) m'a poussé à décrypter davantage comment le passé continue à vivre dans le présent. Dans le cas chilien, ce processus passé-présent opère d'une manière particulièrement prégnante, fantasmatique pourrait-on dire, comme si cette profonde blessure du coup d'État hantait encore la construction du régime socio-politique qui se construit à partir de 1990, avec la transition démocratique. Mon intérêt pour le Chili actuel partait d'un constat évident, visible sous de multiples coutures : l'impact de la dictature, de 17 années de régime civico-militaire et la *brutalisation* de la société que cela a représenté, ce jusqu'à modeler le caractère même de la démocratisation de la décennie 90. Il est évident que dans cette réflexion, certains travaux ont été essentiels. C'est le cas du livre de Moulian, *Chile. Anatomía de un mito*, publié en 1997 et qui va se transformer en l'un des livres de sociologie les plus vendus de l'histoire éditoriale de ce pays.

Dans cet ouvrage, Moulian enrichissait et dépassait une approche uniquement centrée sur la description d'une démocratie « avec enclaves autoritaires » (concept forgé par le sociologue Manuel Antonio Garretón et ayant connu un succès scientifique international par la suite). Par une plume acerbe et volontiers ironique, il analysait plutôt, en empruntant certains concepts à Gramsci, le « transformisme » sociopolitique de son pays, les continuités et les ruptures issues d'une transition « pactée » entre les élites politiques civiles, les militaires et les classes dominantes. Il pointait aussi les errements et les « mythes » de cette démocratisation limitée, ainsi que les nombreux euphémismes peuplant l'imagerie politique de la République. A rebours d'une image du pays « exemplaire » d'une transition apaisée et « jaguar économique » de l'Amérique Latine⁸⁸,

⁸⁷ Tomás Moulian, *La Forja de Ilusiones: el sistema de partidos, 1932-1973*, Santiago, ARCIS-FLACSO, 1993.

⁸⁸ Cf. Maité de Cea, Paola Díaz, Geraldina Kerneur, *Chile: ¿de país modelado a país modelo?*, Santiago, LOM ediciones - GRESCH, 2008.

l'auteur de *Anatomía* invitait les lecteurs à faire preuve d'esprit (auto)critique face à une réalité quotidienne, à mille lieux d'un tel récit épique :

Como en el relato bíblico, nuestra visión colectiva ha sido cegada repetidas veces por el orgullo y la suficiencia, componentes tan esenciales del "síndrome chileno" como el apocamiento o el culto a los triunfos morales (hablar bajito y en diminutivo o celebrar la derrota de Prat). En el pasado, las ilusiones de excepcionalidad impidieron percibir los pies de barro del sistema democrático, igual que en la actualidad impiden captar la fragilidad del régimen político, los pies de barro del crecimiento económico y de la "paz social", los simulacros de la participación y las visibles imperfecciones en la distribución de las oportunidades políticas⁸⁹.

Outre ce texte, devenu classique, plusieurs autres auteurs, avec qui j'ai pu échanger longuement et travailler par la suite, m'ont aussi influencés tels que l'historien Sergio Grez (*Universidad de Chile*) ou le politiste Juan Carlos Gómez Leyton (FLACSO). Ce que dessinent les travaux de ces collègues est un Chili converti tardivement à la démocratie représentative (néo)libérale et à la « politique des consensus ». Un pays dont les classes dirigeantes (civiles et militaires) auront eu soin de maintenir -et reproduire- nombre des cadres économiques, mais aussi politiques, institutionnels, culturels, mémoriels, issus de la dictature. Au creux de ce phénomène, se niche l'avènement d'un nouvel individualisme anomique. Il accélère la destruction des espaces publics au profit d'un entre soi privatisé et la substitution de la *polis* et du débat démocratique par la consolidation d'une citoyenneté « *credit-card* » (expression de Moulian), happée par un mercantilisme effréné et l'endettement généralisé.

Les approches critiques se multiplient dans les années 2000 sur la base de nombreuses d'études de terrain et d'enquêtes qualitatives (avec des prolongements récents comme ceux de Alberto Mayol⁹⁰). Ces lectures ont confirmé plusieurs de mes propres réflexions, encore à l'état d'ébauche, sur le « Chili actuel », et m'ont permises de dresser un nouveau programme de recherches. **J'ai donc effectué une réorientation vers le très contemporain, tout en restant dans les marges de « l'histoire du temps présent » (et sans pour autant abandonner mes investigations sur les années 60-**

⁸⁹ Tomás Moulian, "Limitaciones de la transición a la democracia en Chile", *Proposiciones*, Vol. 25, Ediciones SUR, 1996, URL : www.sitiosur.cl/publicacionescatalogodetalle.php?PID=3213.

⁹⁰ Voir du très prolifique Alberto Mayol : *No al lucro: de la crisis del modelo a la nueva era política*, Santiago, Debate, 2012 ; *El derrumbe del modelo: la crisis de la economía de mercado en el Chile contemporáneo*, Santiago, LOM, 2013 ; *Economía política del fracaso: la falsa modernización del modelo neoliberal*, Santiago, El Desconcierto, 2015.

70)⁹¹. C'est sur cette base que j'ai commencé à travailler sur la « voie chilienne au néolibéralisme » (voir paragraphe suivant). Pourtant, ma première porte d'entrée vers une étude du chilien post-dictatorial a été une réflexion sur la « mémoire traumatique » vécue par le peuple chilien et sur comment ce passé est parfois « trop vite passé » alors que d'autres fois, il « ne passe pas ». Une donnée qui était présente, en filigrane, dès mon enquête orale de thèse dans les récits recueillis, transcrits et analysés. Il s'agissait d'une réalité qui m'a sauté aux yeux et que j'évoque en 2004 dans le livre d'histoire orale publié chez Lom ediciones. Mais je n'avais pas eu l'occasion de le développer, pris par mes engagements doctoraux.

Les films-documentaires de Patricio Guzmán, qui a poursuivi avec cohérence, acharnement même, ce qu'il nomme « la mémoire obstinée », m'ont aussi motivés en ce sens. Une mémoire déchirée que le cinéaste déroule avec brio, sous plusieurs formats, de *La batalla de Chile* en 1979 jusqu'à *El botón de nácar* en 2015, en passant par *Nostalgia de la luz*, en 2010. D'une certaine manière, à chaque fois, c'est le même fil que dévide Guzmán, avec pour guide cette conviction : « un peuple sans mémoire est un peuple sans histoire »⁹². Finalement, ce qu'il montre dans ses créations, c'est une mémoire en bataille, tirillée ou, plutôt, *des mémoires* irréconciliables dans un pays devenu « archipel mémoriel »⁹³. Un travail artistique et cinématographique qui fait écho aux recherches menées en sciences sociales : que l'on pense aux textes de Paul Ricoeur sur « la mémoire, l'histoire, l'oubli » ou de Maurice Halbwachs sur les « cadres sociaux de la mémoire », concepts largement revisités depuis quelques années. On devrait aussi rappeler les réflexions au Chili de l'historien Mario Garcés ou encore mentionner l'œuvre monumentale du chercheur étatsunien Steve Stern, sur les « mémoires emblématiques ». C'est-à-dire des mémoires

⁹¹ L'histoire du temps présent est parfois dénommée « histoire proche » ou « histoire du très contemporain ». Je me base, pour ma part, sur la définition qu'en donne l'Institut du Temps Présent (CNRS), soit une histoire qui « couvre une séquence historique marquée par deux balises mobiles. En amont, cette séquence remonte jusqu'aux limites de la durée d'une vie humaine, soit un champ marqué d'abord et avant tout par la présence de "témoins" vivants, trace la plus visible d'une histoire encore en devenir [...]. En aval, cette séquence est délimitée par la frontière, souvent délicate à situer, entre le moment présent – "l'actualité" – et l'instant passé » (cité par Patrick Garcia, « Essor et enjeux de l'histoire du temps présent au CNRS », *La revue pour l'histoire du CNRS*, N°9, 2003, URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/562>). Consulter également : François Bédarida, « Le temps présent et l'historiographie contemporaine », *Vingtième siècle, Revue d'histoire*, n° 69, janv.-mars 2001, pp. 153-160 et Henry Rousso, « L'histoire du temps présent, vingt ans après », *Bulletin de l'IHTP*, n° 75, juin 2000, pp. 23-40.

⁹² Cf. Milton Godoy Orellana, Jimena Paz Obregón Iturra, "A cuarenta años de 'La batalla de Chile': entrevista con Patricio Guzmán acerca de su trabajo documental", *Tiempo histórico*, N° 6, 2013, pp. 137-151, URL : <https://dialnet.unirioja.es/descarga/articulo/4679680.pdf> et Patricio Guzmán, « Entretien sur 'Nostalgie de la lumière' », *Essaim*, N° 26, 2011, p. 115-135, URL : <https://www.cairn.info/revue-essaim-2011-1-page-115.htm>

⁹³ Jacques Mandelbaum, « Le 'Bouton de nacre' : le Chili, cet archipel mémoriel », *Le Monde*, 27 octobre 2015.

individuelles, mais socialement et idéologiquement construites, qui s'expriment de manière antagonique (et parfois violemment) dans l'espace public⁹⁴.

Ces mémoires sont parfois « cadennassées », insensibles, au passage du temps, telles celles des partisans inconditionnels de Pinochet jusqu'à nos jours. **Ce sont aussi des mémoires militantes et douloureuses, celles des « vaincus » qui peuvent naviguer entre, d'une part, l'idéalisation d'un paradis révolutionnaire perdu et, d'autre part, le souvenir de la répression, des proches disparus et la sensation d'amertume face au temps présent, peuplé d'une grande impunité et de la morgue des vainqueurs. C'est essentiellement à cette mémoire-là à laquelle que j'ai été confronté, et sur laquelle j'ai décidé de travailler après la thèse.** Pour celles et ceux-ci, syndicalistes, militants de gauche, hommes et femmes actifs dans le mouvement populaire des années 70, la transition pacifiée et « réussie » est plutôt une liqueur au gout aigre. Elle signifie aussi, chez quelques-uns, des capacités renouvelées à se relever et à revendiquer la mémoire comme un drapeau de lutte, quitte à déformer l'histoire et les événements passés. Phénomène que l'on retrouve, sous plusieurs latitudes, après des guerres, des coups d'État, des catastrophes. En ce sens, un auteur qui a beaucoup compté dans mon parcours, tout d'abord comme collègue et soutien lorsque j'étais ATER à l'Université d'Amiens, mais aussi pour ses réflexions en tant qu'historien est Enzo Traverso. Celui-ci pense les *régimes d'historicité* du XX^{ème} siècle et les *usages de la mémoire* suite aux grands tourments qu'ont incarné les génocides, la guerre moderne, l'holocauste ou les totalitarismes. Dans son livre *Le passé mode d'emploi*, il écrit :

La mémoire – à savoir les représentations collectives du passé telles qu'elles se forment dans le présent – structure les identités sociales en les inscrivant dans une continuité historique et en leur donnant un sens, c'est-à-dire un contenu et une direction. Partout et toujours, les sociétés humaines ont possédé une mémoire collective et l'ont entretenue par des rites, des cérémonies, voire des politiques⁹⁵.

Selon Traverso, il n'existe jamais une mémoire unique –officielle ou d'État-, mais toujours un *caléidoscope*, une multitude de configurations mémorielles, qui revendiquent leurs droits sur le passé et, souvent, sont en conflit. Un conflit qui est essentiel, politique et doit s'exprimer publiquement en régime démocratique.

⁹⁴ Cf. Mario Garcés (ed.), *Memoria para un nuevo siglo: Chile, miradas a la segunda mitad del siglo XX*, Santiago, LOM, 2000 et la trilogie de Steve Stern : *The Memory Box of Pinochet's Chile*, Durham, Duke University Press, 2004-2010 (Vol. I, II et III).

⁹⁵ Enzo Traverso, *Le passé, modes d'emploi*, Paris, La Fabrique, 2005, p. 13.

Selon moi, c'est ce que montre l'exemple chilien. Et c'est aussi ce que nous avons cherché à expliquer avec l'historien Olivier Compagnon (IHEAL), en 2008, dans la revue *Hermès*, au sein d'un numéro portant sur « Les guerres de mémoires dans le monde » (coordonné par les historiens Pascal Blanchard, Marc Ferro et Isabelle Veyrat-Masson)⁹⁶. Nous écrivions cet article à quatre mains, alors que deux ans plus tôt, le général Pinochet était décédé chez lui, dans son lit, accusé certes, mais sans avoir été condamné. Nous écrivions aussi avec en ligne de mire l'arrestation, à Londres, en 1998, de ce même personnage : une détention qui avait provoqué un coup de tonnerre au Chili⁹⁷. Notre argument principal, dans cet article, était d'éclairer les modalités du « pacte du silence » qui existent dans le Chili actuel, mais aussi comment ce silence a été -en partie- brisé par l'affaire de Londres. Alors que quelques mois auparavant d'importants secteurs de la population semblaient encore largement résignés à l'impunité, l'image du vieillard arrêté et l'impact d'une opinion publique internationale favorable au procès du dictateur ont fait basculer nombre de Chiliens. Nous notions aussi avec Compagnon, qu'une des véritables mémoires « interdites » au Chili restait celle de l'Unité Populaire. Et, dans la conclusion, nous affirmions :

L'un des enjeux les plus pressants réside, aujourd'hui, dans la poursuite des recherches historiques, qui seules permettront de dépasser le conflit entre mémoires concurrentes, d'historiciser le passé récent et d'en proposer des axes d'interprétation cohérents. La tâche est sans aucun doute délicate, non seulement parce qu'elle concerne des acteurs toujours présents sur la scène publique, mais aussi parce qu'elle met directement en cause le consensus politique sur lequel repose la Concertation, au pouvoir depuis bientôt deux décennies⁹⁸.

et de conclure :

Pour les nouvelles générations chiliennes, celles qui n'ont connu ni l'UP, ni la dictature, et qui devront objectiver le passé pour se projeter pleinement dans le XXI^e siècle, la tâche demeure immense⁹⁹.

C'est autour de ce thème que j'ai donc travaillé en 2008-2009. Cela a aussi débouché sur la publication d'un article pour l'importante revue latinoaméricaniste états-unienne *Latin American Perspectives*, à l'occasion d'un dossier portant sur « mémoires et cultures

⁹⁶ Franck Gaudichaud, Olivier Compagnon, « Chili : un passé trop vite passé ? » in Pascal Blanchard, Marc Ferro et Isabelle Veyrat-Masson (coord.), dossier de la revue *Hermès* : « Les guerres de mémoires dans le monde : enjeux, médias et identité », Paris, 2008, pp. 83-91.

⁹⁷ Voir aussi : Brian Loveman, Elizabeth Lira, *Las ardientes cenizas del olvido: vía chilena de reconciliación política*, Santiago, Lom ediciones, 2000.

⁹⁸ Franck Gaudichaud, Olivier Compagnon, « Chili : un passé trop vite passé ? », op. cit, p. 91.

⁹⁹ Ibid.

populaires dans les Amériques ». Je me suis centré, cette fois, sur « la mémoire du pouvoir populaire » et sur la perception aujourd’hui de ces expériences autogestionnaires d’hier, celles que j’ai étudiées durant la thèse¹⁰⁰.

Ces réflexions se sont inscrites aussi dans des discussions collectives au sein de mon unité de recherche et, particulièrement, dans l’un des axes problématiques "démocratisations-mémoires", initié en 2010-2011, au sein de l’ILCEA. En effet, dans le cadre de l’axe « civilisations hispaniques » dirigé par Almudena Delgado Laríos au sein du CERHIUS (Centre d’études et de recherches hispaniques), je participais à un séminaire sur « Transitions, démocratisations, mémoire des événements traumatisants (XIX-XXe siècles) »¹⁰¹. Par ailleurs, en 2015, alors que j’étais en délégation CNRS au Chili, j’ai pu revenir sur ces réflexions mémorielles, cette fois en tant que conférencier international invité par le *Programa de Posgrado en Estudios latinoamericanos* et par le *Centro de estudios sociológicos* de la UNAM (Mexique), sur initiative du sociologue Massimo Modenesi. Dans le cadre de la commémoration du coup d’État, j’ai pu dicter une conférence magistrale autour de la question de la mémoire en conflit et de celle des héritages de l’Unité Populaire aujourd’hui (voir affiche en Annexe 12)¹⁰².

En lien avec ces mémoires emblématiques et traumatiques, j’ai été amené à traiter de la question de l’exil chilien en France, et spécifiquement en Isère. L’impulsion est partie d’un travail de valorisation et d’une exposition organisée au Musée de la Résistance et des Droits de l’Homme de Grenoble (voir le dernier paragraphe). Cela s’est aussi fait en lien avec un travail académique collectif qui a abouti au numéro de la revue *Hommes et migrations* consacré à l’exil chilien¹⁰³. Plus tard, je fus invité, avec le réalisateur grenoblois Michel Szempruch, à participer au séminaire organisé par Caroline Moine et Rosa Olmos, à la BDIC, autour des « écritures » et de « la mémoire de la solidarité internationale » avec le Chili (voir affiche et programme en Annexe 13). Une initiative vraiment intéressante, qui a par la suite eu des déclinaisons au Musée de la mémoire et des Droits de l’Homme de Santiago, où ces deux collègues sont allées présenter leur travail.

¹⁰⁰ Franck Gaudichaud, «Chile. A broken collective memory » in “Memory and Popular culture”, *Latin American Perspectives*, California, Sage Ed., 2009, pp. 45-62. Texte reproduit dans le volume 3 de cette HDR.

¹⁰¹ Voir : ICLEA4, « Projets de recherches de l’axe civilisation hispanique », URL : http://ilcea4.univ-grenoble-alpes.fr/fr/projets-de-recherche/projets-par-centres/projets-de-recherche-de-l-axe-civilisations-hispaniques-63750.kjsp?RH=ILCEA4FR_PROG02.

¹⁰² Conferencia magistral “La revolución chilena. Memoria y legado de la Unidad Popular y Salvador Allende”, UNAM, *Programa de Posgrado en Estudios latinoamericanos*, México, 11 septembre 2015.

¹⁰³ Franck Gaudichaud, « Le poids de la défaite. Retour sur les origines de l’exil politique chilien (1970-1990) », *Revue Hommes et migrations*, N° 1305, Paris, 2014, pp. 9-15.

J'ai par ailleurs continué à travailler la question de la trajectoire de la démocratie chilienne durant toutes ces années, mais cette fois plutôt avec la casquette du politiste, en analysant les diverses évolutions électorales du pays, ses discours et de son système politique. Avec toujours en toile de fond, la question des héritages autoritaires et du poids de la « famille militaire », des institutions de 1980 et du néolibéralisme. Dès 2006, je tentais d'inscrire l'élection de la socialiste Michelle Bachelet, elle-même victime de la dictature et fille d'un général assassiné par Pinochet, dans une trajectoire historique critique (pour la revue *Visages d'Amérique Latine* – CERI, SciencesPo Paris). Une réflexion prolongée ensuite autour du binôme rupture-continuité dans un ouvrage collectif publié au Pérou (en castillan), puis au Brésil (en portugais) – voir couverture et sommaire de la version en castillan en Annexe 14¹⁰⁴. Je me suis livré au même exercice historique critique, en analysant l'arrivée au pouvoir du président Piñera, en 2010, première victoire électorale de la droite depuis 1958, soit une inflexion notable voire un « tremblement de terre » politique selon certains¹⁰⁵. Puis, avec le second gouvernement de Bachelet, dans un contexte de forte réactivation des mouvements sociaux, je me suis proposé d'examiner cet exécutif, à partir des catégories sociologiques suggérées par Moulian, notamment celle de « transformisme ». L'article rédigé en espagnol a été publié par la revue OSAL (*Observatorio Social de América Latina*) de la CLACSO (Buenos Aires) – article reproduit dans le volume 3 de cette HDR.

Plus récemment, j'ai pu opérer un retour aux origines de la transition chilienne à l'occasion de l'inclusion du film « No » de Pablo Larraín (2012), comme question de civilisation aux concours de CAPES d'espagnol (2016 et 2017). J'ai ainsi préparé les étudiants de mon université et aussi été sollicité par plusieurs collègues pour écrire sur ce film qui traite d'un moment très précis de la transition chilienne et d'un thème particulier : la campagne du référendum de 1988 qui met fin à l'hégémonie de Pinochet et ouvre, -timidement- la porte à la démocratisation. J'ai travaillé cette question avec le politiste Antoine Faure, jeune collègue (aujourd'hui en enseignant-chercheur à Santiago), avec qui je maintiens un travail de collaboration depuis plus de 6 ans. **Nous avons abordé**

¹⁰⁴ Franck Gaudichaud, « L'élection de Michelle Bachelet et la « transition » chilienne : une mise en perspective critique », *Visages d'Amérique Latine*, "L'Amérique Latine aux urnes", CERI-IEP Paris, N°4, décembre 2006, pp. 47-54 et « La elección de Michelle Bachelet y la transición chilena » in Calors Ugo Santander, Nelson Penteadó (coord.), *Los desafíos de la democracia y elecciones en América Latina*, Ara Editores, Lima, 2009, pp. 247-264 (livre également publié en portugais : *Os processos eleitorais na América Latina (2005-2006)*, LGE, Brasília, 2009).

¹⁰⁵ Franck Gaudichaud, « Tremblement politique au Chili : le retour des Chicago boys? », *Recherches internationales*, Paris, N°87, 2009, pp. 113-124 et « Chile. El presidente Piñera y su « ruptura » in Franck Gaudichaud (dir.), *El volcán latino-americano. Izquierdas, movimientos sociales y neoliberalismo*, Otramérica, Madrid, 2012, pp. 251-260.

cette question au cours de deux articles¹⁰⁶. L'un effectue un regard sur « No » vu comme parabole des lignes de fuite de la transition démocratique chilienne. L'autre est davantage centré sur l'esthétique narrative des « *francas electorales* » du plébiscite, et l'analyse du discours, en nous appuyant notamment sur le concept de « présentisme » avancé par l'historien François Hartog¹⁰⁷. Ce travail avec Antoine Faure m'a aussi offert une incursion vers les problématiques de communication et « marketing néolibéral ». Notre parti pris a été de souligner le contexte de diffusion du film *No*, une optique délaissée par plusieurs auteurs, surtout intéressés par le travail filmique du jeune réalisateur de Santiago. Selon nous, la sortie du film en 2012 n'est pas anodine. Elle précède la commémoration des 40 ans du coup d'État d'une petite année. La question mémorielle agite le pays, alors que le *Museo de la memoria y los Derechos Humanos* vient d'être inauguré. Ce musée provoque de nouveaux débats sur la distribution des responsabilités quant au coup d'État de 1973. Le conflit mémoriel est aussi abordé à cette époque depuis des supports inédits, comme les séries télévisées. Au-delà du problème mémoriel, le film est diffusé deux ans après l'élection de Sebastián Piñera. De nombreuses voix sociales et politiques convergent alors vers un premier bilan des vingt années de régime post-autoritaire. Un bilan auquel prennent largement part des mouvements sociaux renaissants. En effet, depuis 2006, les choix éducationnels de la « Concertación » sont contestés par la « *Revolución de los pinguinos* » (surnom donné aux lycéens du fait de leurs uniformes blancs et noirs)¹⁰⁸. La société civile se montre de plus en plus pressante, ce qui se cristallise par le mouvement des étudiants pour une « éducation publique, gratuite et de qualité », en 2011 ; ainsi qu'avec des mobilisations collectives nationales et régionales écologistes, féministes et syndicales (voir ci-dessous). Prendre en compte le contexte de diffusion de « No », tout en revenant sur l'historiographie de la fin de la dictature, nous a permis de discuter comment cette œuvre intervient dans le débat et le « discours mémoriel ». Finalement, nous montrons que l'approche cinématographique de Pablo Larraín est aussi une vision politico-esthétique de la société chilienne actuelle.

En outre, cette expérience a signifié de nombreux échanges avec des collègues impliqués dans l'organisation du CAPES au niveau national, comme au sein de mon

¹⁰⁶ Franck Gaudichaud, Antoine Faure, « Continuité, marketing politique et gouvernabilité. Les lignes de fuite de la transition démocratique chilienne », in Dominique Casimiro et Arnaud Duprat (dir.), *Regards sur No de Pablo Larraín*, Rennes, PUR, 2017, pp. 13-22 et « La fable refondatrice du Chili actuel. Présentisme, fragmentation néolibérale et esthétique narrative dans les 'francas electorales' du Plébiscite de 1988 », *Babel. Civilisations et Sociétés*, N° XV, 2018, Université de Toulon, pp. 91-116. Le deuxième texte est reproduit dans le volume 3 de cette HDR.

¹⁰⁷ François Hartog, *Régimes d'historicité. Présentisme et expérience du temps*, Paris, Le Seuil, 2003.

¹⁰⁸ Cf. Juan Carlos Gómez Leyton, « La rebelión de las y los estudiantes secundarios en Chile. Protesta social y política en una sociedad neoliberal triunfante », *Revista OSAL*, N° 20, CLACSO, Buenos Aires, mayo-agosto 2006, pp. 107-116.

UFR afin d'organiser les cours de concours ensemble. J'ai été invité par le « Réseau d'Études Visuelles Hispaniques » à faire une communication lors d'une Journée d'études organisée pour les étudiants du CAPES, au *Colegio de España* à Paris (2016) - voir affiche et programme en Annexe 15. J'y ai développé le thème : « No, ou la transition vers... la continuité ? » autour de l'image de « retour vers le passé » que nous propose Larraín¹⁰⁹. D'autre part, la même année, des collègues de l'équipe d'Accueil LLACS « Langues, Littératures, Arts et Cultures des Suds » (Université Paul Valéry – Montpellier 3) m'ont également proposé de réaliser une intervention sur « Dire 'non' à Pinochet selon Pablo Larraín », à l'occasion d'une autre Journée d'études, intervention que j'ai axée sur « Régime d'historicité, acteurs sociaux et bataille de la mémoire d'une transition pactée ».

B/ La « voie chilienne » au néolibéralisme. « Révolution » des 'Chicago boy's', démocratie et mouvements sociaux

Ces diverses approches de l'époque très contemporaine, m'ont ouvert un nouveau champ de recherche pour commencer à penser la « voie chilienne au néolibéralisme ». Mon point de départ s'appuie sur de nombreuses études, dont certaines sont anciennes. Ces dernières signalent, qu'avec le coup d'État du 11 septembre 1973, le pays initie -et anticipe- un cycle historique mondial, qu'il est convenu de nommer « néolibéral », même si cette notion est toujours sujette à débat ou à redéfinition (on y reviendra). Mais dès avril 1975, soit très en amont de la vague néolibérale des années 90 (et y compris bien avant la Grande-Bretagne et les États-Unis), la dictature chilienne prend une nouvelle orientation et amorce un « tournant » néolibéral drastique et brutal, sous l'impulsion des « Chicago boy's » chiliens. La fin tragique du gouvernement de Salvador Allende, tout comme la destruction par les armes de la « voie chilienne au socialisme », signent la fin de « l'État de compromis » en vigueur depuis les Fronts populaires de la fin des années trente. Le régime du général Pinochet, en même temps qu'il soumet le pays à une contre-révolution conservatrice, met rapidement en place une économie libéralisée, dérégulée, flexibilisée (articulée à un État dit « subsidiaire »). Le marché devient le principal mécanisme d'allocation des ressources, en même temps que l'autoritarisme discipline la société. Ainsi que le reconnaissent la plupart des chercheurs, le Chili se situe ainsi comme « pays-laboratoire », et bientôt comme un « pays-modèle ». L'histoire de cette petite nation du Cône Sud nous plonge, ainsi, dans l'un des modes d'application pionniers du

¹⁰⁹ Cette communication a été préparée avec le politiste Antoine Faure, alors qu'il était déjà au Chili.

néolibéralisme. C'est notamment cet aspect qui m'a intéressé. J'ai d'abord débuté un travail de synthèse et de réflexion sur la littérature existante, en français, en anglais et en espagnol¹¹⁰.

Comme le rappelle l'économiste français André Orléan, la « voie néolibérale » s'impose comme un nouveau régime d'accumulation à partir 1974, alors que l'ensemble des pays industriels développés entrent en récession¹¹¹. Les idées de Von Hayek et de Milton Friedman (au-delà de leurs différences intrinsèques) commencent alors à gagner du terrain, à grandes enjambées. Une nouvelle économie politique planétaire est en construction. Elle prendra réellement son envol dans le sillage la chute du mur de Berlin pour s'étendre à toujours plus de régimes politiques, mais aussi de contrées et géographies. A ce propos, j'ai postulé qu'il conviendrait de savoir envisager l'expérience néolibérale également depuis les Sud, afin de mieux pouvoir l'appréhender dans toute sa complexité, d'où l'intérêt de s'appesantir sur le cas chilien. De fait, comme l'ont souligné à maintes reprises Fernand Braudel, puis Immanuel Wallerstein, c'est bien à la périphérie du *système-monde*, que l'on peut déceler les aspects les plus saillants du capitalisme, ses lignes de forces, ses dynamiques et ses contradictions. C'est ce que confirme l'histoire latino-américaine. Au sud du Rio Bravo, on commence à parler ouvertement de « néolibéralisme » à partir de l'installation des dictatures militaires du Cône Sud. Mais celui-ci ne s'étend réellement à l'ensemble de la région qu'au cours de la décennie 90. Il s'initie au Mexique sous la présidence de Carlos Salinas de Gortari (1988-1994 - Parti révolutionnaire institutionnel), il trouve des adeptes au sein du péronisme argentin avec Carlos Menem (1989-1999) ou de la droite conservatrice (avec Alberto Fujimori, au Pérou, en 1990).

Pour le Chili, comme le rappelle Juan Carlos Gómez Leyton, c'est seulement une fois que le pouvoir civico-militaire contrôle l'État et a installé une répression massive (quoique moins intense qu'en Argentine), que peut s'installer cette nouvelle hégémonie socio-économique. À cet effet, la dictature a dû –comme premier pas indispensable- détruire le contre-pouvoir social, politique et historique développé par les secteurs populaires au travers de leurs organisations sociales et politiques tout au long du XXe siècle. Ceci, pour, en parallèle à cette destruction, mettre fin au régime démocratique qui avait permis

¹¹⁰ Voir notamment mon article : Franck Gaudichaud, « La voie chilienne au néolibéralisme. Regards croisés sur un pays laboratoire », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Juin 2014, URL : <http://journals.openedition.org/nuevomundo/67029> et la version remaniée et actualisée que nous avons proposée, en 2016, à la revue chilienne *Divergencia*, texte reproduit dans le volume 3 de cette HDR.

¹¹¹ André Orléan, « Le néolibéralisme entre théorie et pratique », Dossier « De la théorie néolibérale », *Cahiers philosophiques*, n° 133, 2013, pp. 9-20.

jusqu'à l'expression politique (bon an, mal an), de ces divers contre-pouvoirs¹¹². C'est ainsi que s'installe la junte aux manettes de l'État, pour 17 ans. Elle reçoit immédiatement des soutiens civils au sein du patronat, de certains secteurs démocrates-chrétiens et surtout de la droite, des forces politiques étudiées en détail, en France, par les travaux de Stéphane Boisard¹¹³. Le livre de Manuel Gárate (issu d'une thèse défendue à l'EHESS), jeune historien chilien, a permis un certain renouveau autour de ces discussions, depuis sa publication en espagnol à Santiago (capitale où l'auteur est enseignant-chercheur désormais)¹¹⁴. Gárate offre une riche synthèse de travaux souvent épars (en plusieurs langues), bien que pas toujours complète, et propose une éclairante mise en perspective qui remonte au XIX^e siècle pour terminer à l'aube du XXI^e siècle. Surtout, il fournit une lecture du temps long de l'économie politique du pays, un regard qui manquait dans la production récente, même si les travaux de Gabriel Salazar (l'un des historiens les plus connus du pays) ou de Julio Pinto, se sont aventurés à plusieurs reprises dans ce domaine. Manuel Gárate traite l'expérience chilienne en tant que « révolution capitaliste » :

Notre postulat essentiel revient en effet à poser la question en ces termes : si la société chilienne et le système économique expérimentent à partir de 1975 un changement radical tel que l'apparition du libéralisme extrême, il doit être possible de retrouver la trace de cette pensée dans l'histoire du Chili. La recherche de cette période précise nous a amené à analyser l'évolution de la pensée économique libérale au Chili depuis le début du XIX^e siècle jusqu'à sa crise et sa quasi-disparition entre 1930 et 1973. L'étude des données consignées dans ce travail, nous a permis de déterminer que les changements intervenus ces trente-cinq dernières années représentent une mutation inédite de la conception de l'Économie politique du Chili. "Révolution" nous semble, de ce fait, le terme le plus adéquat afin de caractériser ce processus inédit et profondément méconnu. Nous reconnaissons, certes, la difficulté qu'il y a d'utiliser ce

¹¹² Juan Carlos Gómez Leyton, *Política, democracia y ciudadanía en una sociedad neoliberal, Chile 1990-2010*, Santiago de Chile, Editorial ARCIS/CLACSO, 2010.

¹¹³ Pour une approche comparée des dictatures, voir : Stéphane Boisard, Armelle Enders et Geneviève Verdo (coord.), Dossier « L'Amérique Latine des régimes militaires », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, N° 105, Paris, Presses de SciencesPo, janvier-mars 2010.

¹¹⁴ Manuel Gárate Chateau, *La Revolución capitalista de Chile (1973-2003)*, Santiago, Ediciones Universidad Alberto Hurtado, 2012. Voir aussi : Carlos Huneeus, *El régimen militar de Pinochet*, Santiago, Sudamericana, 2000.

*concept dans le domaine de l'historiographie. Néanmoins, les propres instigateurs de ces transformations y ont fréquemment eu recours*¹¹⁵.

Pour ma part, et en prenant compte des diverses productions sur le sujet, il m'a semblé opératoire d'entamer des recherches sur deux plans :

- **D'une part, monter une équipe pour penser collectivement ce *néolibéralisme à la chilienne*, de manière pluridisciplinaire, et dans divers champs : institutions, société, culture, économie, politique.**
- **D'autre part, élaborer un nouveau travail de terrain individuel, de longue haleine, partant de mon propre domaine de spécialité : les mouvements sociaux, le syndicalisme, mais -cette fois-ci- à l'époque du Chili néolibéral.**

C'est ce que j'ai fait, de manière systématique, à partir de 2012. Ma chance a été de pouvoir réunir, sur le campus de Grenoble, une équipe de jeunes chercheurs, bénéficiant des liens qui m'unissait à l'IEP de Grenoble (en tant qu'enseignant) et de la présence de plusieurs doctorants chiliens ou *chilenistas* travaillant au sein de PACTE, une importante unité mixte en sciences sociales et politiques (UMR 5194), regroupant plus de 120 chercheurs et enseignants-chercheurs permanents et plus de 170 doctorants. C'est, ainsi, par un travail de réseau et aussi, il faut le souligner, d'amitiés, que j'ai pu coordonner une équipe formée par Antoine Faure, María Cosette Godoy, Fabiola Miranda, René Jara (tous les 4 doctorants en science politique) et moi-même, et soutenue par des étudiants de Master 2 LLCER du département d'études hispaniques. Cette collaboration ILCEA-PACTE a été une démonstration *en acte* des synergies possibles au niveau du site grenoblois et du PRES (aujourd'hui devenu, après fusion, Université Grenoble Alpes – UGA). **Notre collectif s'est donné pour tâche de réfléchir ensemble sur ce Chili actuel, avec comme objectif de monter un colloque international à l'occasion de la commémoration des 40 ans du coup d'État chilien (en 2013). Nous voulions aussi adosser cet évènement à un site web qui permette « d'aller plus loin » et, enfin, coordonner et publier un ouvrage collectif papier, qui ne se réduirait pas à être des actes dudit colloque, car enrichi d'apports divers et par de nouvelles recherches.**

Et c'est ce que nous avons réussi à faire, grâce au soutien de PACTE et de l'ILCEA, et aux appuis de collègues des deux unités, dont surtout le sociologue Alain Faure, à cette époque co-directeur de PACTE. Cela a été pour moi la **première expérience de**

¹¹⁵ Manuel Gárate Chateau, *La revolución capitalista de Chile (1973-2003)*, op. cit., pp. 521-522 (traduction tirée de Franck Gaudichaud, « La voie chilienne au néolibéralisme. Regards croisés sur un pays laboratoire », op. cit.).

coordination d'une équipe scientifique sur plusieurs mois, certes sur des objectifs encore modestes, mais qui a tout de même signifié un grand investissement de toutes et tous. Par exemple, monter des dossiers pour réunir des fonds : nous avons obtenu le soutien, outre de PACTE, de l'ILCEA, de l'IEP et l'Université Grenoble 3, mais aussi de l'Institut des Amériques (IDA), du CNRS et du CONYCIT chilien. Cela nous a permis, par exemple, d'inviter trois chercheurs de renom : le politiste Juan Carlos Gómez Leyton (*Universidad Central*), l'historien Sergio Grez Toso (*Universidad de Chile*) et l'historien Jorge Mágasich (Université Libre de Bruxelles). Nous avons pu compter sur la présence de presque 30 chercheurs chiliens et français venus d'Europe et du Chili pour débattre durant trois jours – voir affiche et programme en Annexe 16¹¹⁶.

Avec ce colloque, nous voulions mettre en lumière, par la présentation d'une série de travaux empiriques, comment le néolibéralisme s'incarne, se consolide ou se « fissure » ; comment les acteurs l'appréhendent, s'y adaptent ou y résistent ; voire même jusqu'à quel point la catégorie du « néolibéralisme » permet toujours de comprendre l'évolution du Chili contemporain. Il s'agissait d'utiliser le « prétexte » de la commémoration des 40 ans du coup d'État de Pinochet pour mieux interroger les logiques néolibérales de gouvernement et de mobilisations de l'actualité chilienne. Ainsi, nous avons volontairement choisi une périodisation courte, qui débute avec l'arrestation du général Pinochet à Londres (1998), et se termine avec le gouvernement de Sebastián Piñera, élection qui marque le retour de la droite au pouvoir par les urnes (après vingt années de gouvernement de la *Concertación*). Voici quelques-unes des questions que nous nous posons, en partant des réflexions critiques de Moulian, de 1997, sur le « mythe démocratique » :

Qu'en est-il aujourd'hui, dix après, dans une Amérique Latine largement reconfigurée sur le plan politique ? Quels mécanismes sont à l'œuvre dans les divers champs sociaux et de quelle manière les nouvelles générations - qui n'ont pas connu la dictature - pensent-elles leur inscription individuelle et collective dans un pays, toujours marqué par une histoire traumatique récente ? Dans le contexte d'une austérité faite Loi, comment comprendre et décrypter ce que le politiste Juan Carlos Gómez qualifie de « néolibéralisme triomphant » et que d'autres auteurs préfèrent qualifier de « société néolibérale mature » (Rafael Agacino) ? Est-on réellement face à cet homo oeconomicus, représentation du comportement de l'être humain à la base du modèle

¹¹⁶ Voir le site et les communications accessibles en ligne, ainsi que quelques vidéos des conférenciers invités sur : <https://chili-neoliberal.sciencesconf.org>. Voir aussi le compte-rendu du colloque réalisé par l'historien Jean-Paul Salles : *Revue électronique Dissidences*, Numéro 6, hiver 2013, 30 décembre 2013, URL : <http://revuesshs.u-bourgogne.fr/dissidences/document.php?id=2772>.

néoclassique en économie ou plutôt devant une « nouvelle raison du monde », une « politique de société » au service de la fabrique du sujet néolibéral, décrite par Christian Laval et Pierre Dardot ? Peut-on décrire désormais un néolibéralisme « corrigé » et réformé par les gouvernements successifs de la « Concertation », issus de la démocratisation (Manuel Garretón) ? De quelle manière interpréter le nouveau cycle protestataire que vit ce pays du Cône Sud depuis quelques années, avec l'activation de mouvements sociaux autour des thématiques telles que l'éducation, l'assemblée constituante ou les ressources naturelles, qui surgissent sur un plan national et international ? Quels usages publics du passé et comment penser la justice transitionnelle chilienne ? Quelles représentations et mises en récit élabore et diffuse la production culturelle (notamment cinématographique) de cette société en conflit ?¹¹⁷.

La publication du livre *Chili actuel : gouverner et résister dans une société néolibérale* a été une nouvelle étape importante de ce projet. Elle a représenté de nouveaux efforts et débats collectifs, jusqu'à sa publication en 2016, dans une version au bilinguisme espagnol et français revendiqué – voir couverture et index en Annexe 17¹¹⁸.

L'idée était de resituer les mille palettes d'un processus en cours autour de la démocratie, des mouvements et de la « gouvernementalité néolibérale », sans proposer de définition fermée, « prête à l'emploi », de ce qui est communément appelé « néolibéralisme ». Nous avons insisté au contraire sur la polysémie et multiplicité du phénomène, tout en le reconnaissant (en suivant, à distance, Marx, Bourdieu et Foucault) comme modèle d'accumulation du capital, idéologie dominante et modalité de gouvernement.

Partis politiques, Mapuche, étudiants, ville néolibérale, tourisme, écologie.... Les thématiques abordées ont été variées. Comme le note Jorge Magasich, dans ses conclusions générales, le néolibéralisme chilien semble avoir connu plusieurs phases : tout d'abord autoritaire en dictature. Ensuite, une étape de légitimation démocratique durant les gouvernements de la « Concertation » qui confirment la forte insertion du pays au sein de l'économie mondiale, la flexibilisation du travail et le développement primo-exportateur. Parallèlement à des taux de croissance importants, le Chili affiche l'une des plus fortes inégalités sociales d'Amérique Latine (selon le FMI, les 10% des foyers les plus riches se partagent 41% des revenus, quand les 20% les plus pauvres n'en reçoivent que 3,7%). De plus, la quasi disparition d'un État social régulateur, n'est pas sans conséquences sur ce que l'OCDE nomme, dans les années 2000, la « détérioration du capital humain » que vit la

¹¹⁷ Cf. « présentation scientifique », <https://chili-neoliberal.sciencesconf.org> (2013).

¹¹⁸ A. Faure, F. Gaudichaud, M.C. Godoy, F. Miranda, R. Jara, *Chili actuel : gouverner et résister dans une société néolibérale*, Paris, L'Harmattan, Coll. Recherches Amérique Latine, 2016. Voir la couverture en Annexe 17.

société chilienne. Enfin, troisième étape, depuis 2011, marquée par la grande mobilisation des étudiants – sans doute la première génération post-dictature mobilisée –, contre la marchandisation de l'éducation et pour des changements démocratiques profonds. Une dynamique qui existe dans d'autres champs, ainsi que le souligne Marie-Christine Doran (Université d'Ottawa), avec son étude sur les luttes pour les droits humains, contre l'impunité et sur ce qu'elle nomme le « réveil démocratique » chilien¹¹⁹.

Suite à cette expérience, nous avons poursuivi notre travail collectif, avec une partie de ces même jeunes collègues, tout en nous ouvrant à d'autres chercheurs qui n'avaient pas participé au colloque. D'où la publication de deux dossiers électroniques dans la revue *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, qui sont des prolongements aussi bien du colloque, du site web <https://chili-neoliberal.sciencesconf.org>, que du livre collectif. Le premier dossier paraît, en 2015. Il est intitulé « A l'ombre du néolibéralisme. Travail, culture et territoires dans le Chili actuel ». Le second est mis en ligne, en 2017 et il traite de « Nouveaux éclairages sur le néolibéralisme contemporain »¹²⁰. **Le tout (colloque et site web, le livre collectif et les deux dossiers électroniques) forme une systématisation de travaux de terrains de doctorants et de chercheurs confirmés -en français et espagnol-, et une base solide pour de futures recherches sur le Chili actuel.**

C/ La réorientation d'une recherche vers l'acteur syndical actuel : CRCT, bilan de délégation CNRS, mise en réseaux et pistes d'avenir

Venons-en maintenant à mon travail personnel. Il s'est, bien sûr, nourri des nombreux échanges collectifs pour forger – finalement – ce qui est devenu aujourd'hui l'inédit de cette HDR. Mon souci, on l'a dit plus haut, était alors de comprendre les dynamiques actuelles du mouvement syndical, un acteur que j'ai étudié dans le cadre de ma thèse dans les années 70. **Après cinq années de responsabilités collectives croissantes au sein de mon UFR de langues étrangères** (voir le dernier paragraphe de ce volume), je

¹¹⁹ Marie-Christine Doran, *Le réveil démocratique du Chili. Une histoire politique de l'exigence de justice (1990-2016)*, Paris, Karthala, Coll. Hommes et sociétés, 2016.

¹²⁰ Franck Gaudichaud, María Cosette Godoy Hidalgo et Fabiola Miranda-Pérez (coord.), Dossier « Chili actuel. Nouveaux éclairages sur le néolibéralisme contemporain », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En ligne], Questions du temps présent, 2017, <http://journals.openedition.org/nuevomundo/30463> et Franck Gaudichaud, María Cosette Godoy Hidalgo et Fabiola Miranda-Pérez (coord.), « A l'ombre du néolibéralisme. Travail, culture et territoires dans le Chili actuel », *Revue Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, septembre 2015. En: <https://nuevomundo.revues.org/30463#a-l-ombre-du-neoliberalisme-travail-cultures-territoires-dans-le-chili-actuel>.

souhaitais pouvoir retrouver le chemin de l'étude de terrain et de l'enquête orale au Chili. J'ai tout d'abord présenté, et obtenu de la section 14 du CNU, un **CRCT de 6 mois (à partir de septembre 2013) qui avait pour objectif de réaliser une mobilité-recherche, et un premier « défrichage » à Santiago. Il s'agissait de réorienter mes thématiques d'investigation, tout en restant en lien avec le travail d'équipe inauguré avec PACTE, mais aussi de consolider mon inscription dans les orientations de mon unité de recherche, l'ILCEA**, autour de deux axes de travail et séminaires : « Le conflit dans le monde hispanique. Hétérodoxies, déviances et dissidences » et « Les voies incertaines de la démocratisation. Transitions, consolidations, transformations démocratiques », travail coordonné par la directrice de l'équipe, la civilisationniste hispaniste Almudena Delgado Laríos.

Mon ambition initiale était de construire une étude sur « la crise et la recomposition du syndicalisme dans le Chili actuel ». Ma préoccupation était simple : tenter de comprendre comment, suite à une période de « dictature néolibérale »¹²¹, le mouvement ouvrier, et en particulier l'acteur syndical (historiquement très important dans ce pays), ont-ils pu s'adapter (ou non) ? Dans quelles proportions et par quels mécanismes ? Mon investigation proposait aussi de mener à bien une réflexion plus générale sur *l'effritement du lien salarial* (au sens de Robert Castel), afin d'en évaluer les conséquences sur la vie démocratique du pays, et tenter d'établir ainsi un diagnostic sur certaines métamorphoses de cette société. En suivant les travaux de l'historien étasunien Peter Winn, j'ai voulu montrer comment ceux qui ont été les principales « victimes » du « miracle économique » ont pu appréhender et vivre la période post-Pinochet¹²². **Il s'agissait d'analyser les conditions et les formes de ré-articulation de ce mouvement syndical aujourd'hui, et son influence sur le contexte politico-institutionnel et économique. Après une révision bibliographique très large, j'ai pu confirmer une impression de départ : la « crise » du syndicalisme et de l'action collective liée aux conflits du travail, sont l'un des facteurs oubliés de la transition chilienne.** En effet, ces éléments sont étonnamment absents de la plupart des publications (c'est heureusement un peu moins vrai aujourd'hui). Voilà qui m'a poussé à en savoir davantage.

Le crépuscule du pouvoir du mouvement syndical au Chili : c'est ainsi que l'on pourrait qualifier les trois décennies qui séparent le coup d'État du 11 septembre 1973 de

¹²¹ Cf. Rodrigo Contreras Osorio, *La dictature de Pinochet en perspective. Sociologie d'une révolution capitaliste et néoconservatrice*, Paris, L'Harmattan, 2007.

¹²² Peter Winn (ed.), *Victims of the Chilean Miracle: Workers and Neoliberalism in the Pinochet Era, 1973-2002*, Durham and London, Duke University Press, 2004.

la renaissance d'un cycle de grèves, en 2006-2007. L'historien Paul Drake souligne que si l'histoire du mouvement ouvrier est centrale si l'on veut comprendre l'évolution du système politique de ce pays, c'est aussi l'histoire de l'affaiblissement « *de son rôle économique, de sa position institutionnelle et de son pouvoir politique* » qu'il faut comprendre pour envisager les temps présents¹²³. Le sociologue Francisco Zapata a, quant à lui, posé la question d'une crise du syndicalisme à l'échelle du continent¹²⁴.

En 2013, lorsque je débute mes recherches, le syndicalisme chilien semble réduit à sa portion congrue, et extrêmement fragmenté, voire quasiment absent de certains secteurs économiques (surtout si on compare avec la période de ma thèse, soit 1970-1973) : alors que le nombre moyen de membres d'un syndicat était de 140 en 1972, il n'est plus que de 70 en 2010 ; parallèlement le pourcentage de la force de travail couverte par des négociations collectives n'est plus que de 8 % à cette date. Le *plan laboral* de José Pinera (1979), créé durant la dictature, a réussi à installer un champ syndical fortement corseté et « empêché » par l'État autoritaire, interdisant l'organisation par branche d'activité pour la limiter aux syndicats d'entreprise indépendants. D'autre part, les nouvelles règles législatives ont restreint considérablement les possibilités de négociations collectives, de grèves légales et de financement des syndicats (j'y reviens, en détail, dans l'inédit). Ajoutons à cela, qu'au moment de la transition, si les syndicats ont su se réorganiser et pu négocier librement, ils l'ont fait dans un contexte économique difficile et face à un panorama politique où prime « la politique des consensus » et où leurs revendications ne sont plus accompagnées par le centre-gauche. La profonde transformation de la structure économique a signifié une forte diminution des travailleurs industriels au profit d'un secteur moderne de services, composé d'entreprises de petite taille, à la main d'œuvre fortement féminisée et précarisée. De plus, en même temps que naissait le « citoyen-consommateur », une nouvelle culture du travail a surgi, très individualiste, « flexiprécarisée » et rejetant largement les valeurs politisées des syndicalistes « traditionnels ». Ainsi que l'exposent les enquêtes statistiques, moins de 12 % de la population active est syndiquée. Après une légère récupération au moment de la transition, ce sont moins de 700.000 salariés qui sont affiliés en 2010-2012 (direction du travail – 2010 / INE 2012).

¹²³ Paul Drake, Ivan Jaksic, *El modelo chileno: democracia y desarrollo en los noventa*, Santiago, LOM, 1999.

¹²⁴ Francisco Zapata, « ¿Crisis del sindicalismo en América Latina? », *Cuadernos del Cendes*, N° 47, mayo 2001, pp. 1-24.

Pourtant, avant même mon nouveau séjour au Chili, un fait me sautait au visage : on ne pouvait conclure à une disparition des conflictualités sociales et de classe dans ce pays, malgré les discours politiques sur la paix sociale retrouvée. Au contraire, depuis 2006, plusieurs indices montraient un retour de la « question sociale ». La société civile et le monde du travail tentaient de dépasser leurs faiblesses structurelles. En ce qui concerne le syndicalisme, les spécialistes commençaient à noter une augmentation du nombre d'affiliés, le renforcement des liens avec d'autres secteurs de des mouvements sociaux, le dépassement d'une législation conservatrice par l'explosion du nombre de grèves extra-légales. On notait aussi une réorganisation de secteurs ouvriers de la sous-traitance, de la mine et des services. Certains sociologues annoncent alors une « renaissance » de la grève ouvrière, tandis que l'historien Mario Garcés décrivait un « réveil » des mouvements sociaux¹²⁵. Il est vrai que les importantes mobilisations de la jeunesse de l'année 2011-2012, en faveur d'une réforme du système éducatif (hérité de la dictature), annoncent une nouvelle génération mobilisée et aux revendications renouvelées. Une jeunesse de l'ère néolibérale qui rejette une partie du modèle qu'on prétend lui imposer et désire faire entendre sa voix, sans pour autant s'affilier massivement à des organisations traditionnelles, telles que les syndicats ou les partis politiques.

Des mouvements pour la protection des ressources naturelles ou écologistes voient aussi le jour ; sans oublier la permanence des luttes des peuples originaires, principalement les Mapuche, dans le Sud. Mon interrogation est alors : qu'en est-il du mouvement syndical, dans ce contexte ? Les mobilisations des mineurs de la mine « Escondida » en 2005, la plus grande mine privée de cuivre du monde, semblaient esquisser cette réactivation annoncée, mais était-ce représentatif d'un processus plus large ? Si les années 2000 ont effectivement été émaillées d'une multitude de conflits liés au travail, ceux-ci paraissaient souvent isolés : secteur forestier, secteur de la salmoniculture, santé publique, grande distribution, secteur minier... Quoi qu'il en soit, cette remontée en force du conflit *du et de* travail en contexte néolibéral « avancé » (selon la catégorie de Ruiz et Boccardo) ne pouvait que m'interpeller. Mais ces actions collectives avaient-elles un impact réel dans le champ politique ? Comment étaient-elles relayées par la presse ? Quelles étaient leurs demandes et discours ? Il s'agissait donc de les étudier en détail.

Parmi les sociologues du travail et du syndicalisme qui me semblent pertinents pour mon approche se trouve particulièrement Sophie Bérout (Université Lyon 2). Ces

¹²⁵ Antonio Aravena, Daniel Núñez (ed.), *El renacer de la huelga obrera en Chile. El movimiento sindical en la primera década del siglo XXI*, Santiago, ICAL, 2009 et Mario Garcés, *El despertar de la sociedad: los movimientos sociales en América Latina y Chile*, Santiago, Lom ediciones, 2012.

réflexions théoriques m'ont été d'une grande aide tout au long de ces dernières années (cf. le premier chapitre de l'inédit). Celle-ci remarque que pour étudier un champ syndical, il est nécessaire de l'aborder en tant « qu'appareil de mobilisation », « *susceptible de contribuer à l'unification du champ des luttes de travail* » et d'évaluer dans quelle mesure il s'avère réellement capable d'« *incarner le groupe social des travailleurs, pour définir les enjeux et les moyens légitimes* » de leur demandes et mobilisations¹²⁶. Les nouveaux conflits du travail qui semblaient émerger au Chili, de manière fragmentée, représentaient-ils une rénovation des répertoires d'actions collectives syndicales ? Voire, ce que certains désignaient, un peu rapidement, comme « nouveau syndicalisme » ? Quels liens entre les transformations du salariat constatées et les modifications du mouvement syndical ? Ces organisations, souvent affaiblies, étaient-elles -malgré tout- des vecteurs d'une unification d'un espace protestataire plus vaste ? Y voyait-on émerger de nouvelles figures ? Quelles relations avec les partis politiques de gauche ou la DC (jadis très fortes) ou avec le nouveau gouvernement (droite) ? Finalement, dans de telles conditions, l'espace du mouvement syndical était-il porteur d'une démocratisation substantive ou « démocratie protestataire » (selon le concept du sociologue Lilian Mathieu) qui dénouerait les obstacles des enclaves autoritaires ?

C'est avec en poche ces quelques hypothèses et interrogations que j'ai fait mes premières recherches, d'abord concentrées sur la littérature existante au Chili, en Amérique Latine, puis en langue anglaise. Je me suis, ensuite, lancé dans une revue de presse pour la période 2012-2014. J'ai pu reprendre contact avec plusieurs collègues, essentiellement des sociologues et des historiens (mais aussi quelques politistes), en poste à l'Université du Chili, à l'Université de Santiago (USACH) et au sein de l'Université Diego Portales (UDP), qui m'ont orienté également sur « l'état de l'art » concernant le syndicalisme actuel. C'est ce travail « panoramique » initial qui m'a permis de déterminer que le champ syndical était bien fractionné, voire « atomisé », entre 3 espaces principaux¹²⁷ :

1) Le syndicalisme lié à la Centrale unitaire des travailleurs (la CUT), qui a pour base une partie de l'ancienne structure syndicale nationale, et une très forte culture politique. Il est souvent lié directement au système partisan (notamment la DC, le PS et le

¹²⁶ Sophie Bérout, « Continuités et évolutions dans les modalités de la conflictualité sociale » in Jean-Michel Denis (dir.), *Le conflit dans les rapports au travail : une catégorie encore pertinente ?*, Actes du séminaire 2001-2002, GIPMIS, juin 2003, pp. 235-246. Voir aussi : Sophie Bérout, Baptiste Giraud, Karel Yon, *Sociologie politique du syndicalisme*, Paris, Armand Colin, 2018.

¹²⁷ Cf. notamment les travaux de la sociologue Francisca Gutiérrez dans ce domaine, dont : « Oportunidades y peligros del pluralismo sindical en el Chile post-transición », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Workshops, juin 2013, URL : <http://journals.openedition.org/nuevomundo/65608>.

PC). La CUT a pourtant une représentativité limitée (73 confédérations, fédérations et syndicats nationaux y sont affiliés). Mais elle est reconnue comme un interlocuteur essentiel au moment des concertations globales avec les institutions.

2) Un syndicalisme d'entreprise, plus corporatiste, qui possède un pouvoir réel de négociation et mobilisation en interne, mais qui a souvent peu d'influence sur la scène nationale. Cette fraction du syndicalisme appartient la plupart de temps à l'industrie moderne (désormais réduite à une portion congrue) ou aux services, secteurs issus de la « nouvelle économie » née à la fin des années 80.

3) Enfin, un vaste univers de salariés non organisés, fortement précarisés, souvent intermittents ou soumis à des contrats courts et des conditions de travail détériorées. Au moment de négocier leur place, ces personnes affrontent donc des « négociations individuelles de marché », sans grand pouvoir d'intervention au sein du rapport capital/travail.

Mon projet initial était de réaliser une enquête orale dans un syndicat représentatif de *chacun* de ces 3 univers, afin de tenter une perspective comparatiste. L'entreprise était intéressante, mais ardue à mener seul sur un temps, de plus, assez réduit. J'ai par ailleurs pu commencer un processus d'intégration et de collaboration, qui va s'avérer très fructueux, avec le sociologue Miguel Urrutia F., sociologue de la Faculté de Sciences Sociales (FACSO) de l'Université du Chili. Il menait justement une vaste étude comparatiste sur le mouvement syndical, avec une visée pluridisciplinaire. Son projet de recherche FONDECYT est intitulé « *Los repertorios de acción sindical frente a las transformaciones del mundo del trabajo en Chile (1990-2014). Estudio en las 15 regiones del país* ». Dès le début 2014, les discussions avec Miguel Urrutia et la jeune équipe de chercheurs qu'il encadrait, ont été éclairantes. J'ai pu confirmer une impression que j'avais acquise, avant même le début de mon CRCT, en faisant de la « veille » scientifique, depuis la France, sur les conflits de travail au Chili. Outre les 3 secteurs syndicaux indiqués plus haut, apparaît en fait avec de plus en plus de force, un « quatrième secteur » syndical, assez « explosif » et combatif, peu encadré par la CUT et ayant un impact politico-économique important : le syndicalisme issu des franges « stratégiques » du modèle primo-exportateur chilien. Un acteur qui pouvait provenir aussi bien du syndicalisme historique « traditionnel » (les mineurs, les dockers) ou des fractions plus récentes du salariat (salmoniculture, industries forestières). **Dans tous ces domaines dominés par la sous-traitance, fortement précarisés et flexibilisés, se construisent, au milieu des années 2000, des mobilisations originales. Elles se placent rapidement au cœur des discussions patronales, parlementaires et**

médiatiques, du fait de leur capacité de blocage de l'économie exportatrice et libre-échangiste. Parmi elles, l'activité de la nouvelle *Union Portuaire du Chili*, née quelques années plus tôt à rapidement attirée mon attention. Et cet intérêt a été d'autant plus vif que des jeunes sociologues comme Lucas Cifuentes ou l'historien -encore en formation- Camilo Santibañez, étaient eux-mêmes impliqués dans le soutien et l'activité de conseil auprès de cet organisme multisyndical original. Ces premiers contacts ont facilité mon rapprochement avec les dirigeants des dockers, de la région de Concepción notamment.

C'est ainsi, fondamentalement, qu'est né mon projet de délégation CNRS. Intitulé, lors de mon CRCT, « Espace des mouvements sociaux et réveil de la société civile dans le Chili actuel : le cas du syndicalisme », mon projet de recherche présenté au CNRS est devenu : « Espace des mouvements sociaux et 'nouveau syndicalisme' dans le Chili actuel. La création de l'Union Portuaire (2011-2014) : dynamique interne, répertoires ». Ce projet constitue la trame de l'inédit de la présente HDR. Je n'exposerai pas ici la méthodologie que j'ai employée pour mener cette longue enquête de terrain dans plusieurs ports chiliens, le travail des sources, la récolte de tout un pan de l'histoire orale de ces syndicalistes ou les principales conclusions de cette investigation : c'est précisément l'objet du volume 2 de la présente habilitation. **Le fait de voir mon souhait de délégation au sein de PACTE et de la Section 40 du CNRS (« Politique, pouvoir, organisation »), également validé par mon UFR, le conseil scientifique de Grenoble 3, et approuvé par le CNU, a été une grande opportunité pour réaliser une recherche dans des conditions optimales.** Je tiens ici à remercier toutes et tous ceux qui ont rendu possible cette investigation. Ma première délégation CNRS de 6 mois a été ensuite renouvelée 6 mois (en 2014-2015). Alain Faure et PACTE ont tout de suite compris l'intérêt que je sois sur place, à Santiago, dans le cadre d'une mission longue pour mener mon travail de terrain. Ceci a d'autant plus été possible que la FACSIO et Miguel Urrutia m'ont accueilli en tant que « chercheur invité » à l'Université du Chili, m'offrant un bureau et aussi une intégration formelle dans leur équipe travaillant sur le syndicalisme. Cela m'a aussi permis d'avoir accès à des aides pour le traitement et la transcription de mes entretiens et, surtout, de partager nombres de discussions théoriques avec mes collègues de la FACSIO, qui constitue l'une des facultés de sociologie les plus importantes du pays. **Soulignons ici que les 20 entretiens que nous avons réalisés ont été intégralement transcrits, mais aussi filmés. Un matériel à ce jour unique qui fait d'ailleurs désormais partie du « patrimoine » des musées et bibliothèques du Chili, mais aussi de divers syndicats de l'UPCH : un travail d'édition,**

de publication et de dévolution à cette communauté syndicale a été effectué en 2017, grâce au Programme « *Siglo XX* » de la *Dirección de Bibliotecas, Archivos y Museos* (DIBAM). Une expérience désormais accessible -en partie- en ligne, car ce matériel a été donné et intégré comme fonds d'archives du *Servicio nacional del patrimonio cultural del Chile*¹²⁸.

En tout, je suis resté sur place plus de deux ans, car en plus du CRCT et de la délégation, j'ai aussi demandé une disponibilité pour rapprochement de conjoint (sans solde), alors que ma compagne (chilienne) travaillait à Santiago. C'est aussi durant cette période qu'est né mon fils, Darío ! Une période donc très riche sur le plan personnel, familial, mais aussi très productive sur le plan de la recherche. Je renvoie à mon CV pour plus de détails, tant les interventions lors de colloques, forums, congrès, mais aussi les publications académiques ont été nombreuses au cours de ces 30 mois. Citons, néanmoins, quelques exemples. Tout d'abord, le fait que **j'ai été lauréat, en 2014, du prix (mention spéciale) « Hugo Zemelman M. » de la CLACSO (Buenos Aires) m'offrant la possibilité de publier un essai dans la collection « Becas de Investigación »**. **Cet essai a été édité en version papier, mais aussi comme livre électronique en *open access*, en 2015, avec pour titre : *Las fisuras del neoliberalismo maduro chileno. Trabajo, democracia protegida y conflictos de clases*** (voir la couverture et index en Annexe 18)¹²⁹. Ce bref ouvrage m'a permis de mettre sur le papier, plusieurs réflexions sur la démocratisation chilienne, les conditions de travail et les conflits sociaux dans le Chili actuel. Il constitue aussi une systématisation de la littérature qui m'a beaucoup servi par la suite (et est utilisée aujourd'hui par les étudiants, si j'en crois les nombreux mémoires qui le citent). Dans cette publication, je présente et discute les thèses de plusieurs chercheurs : Manuel Antonio Garretón, Carlos Ruiz, Rafael Agacino, Alberto Mayol, etc. Sa réception au Chili a été très bonne, générant plusieurs débats dans diverses universités du pays. Le livre a fini par être publié par des éditeurs chiliens (coédition Editorial Quimantú - Tiempo Robado). J'ai aussi pu présenter cette recherche lors de mon séjour comme conférencier invité, à la UNAM (Mexique), en septembre 2015, dans le cadre du *Programa de postgrado* (voir affiche en Annexe 19). Et aussi, plus récemment, en France, sur invitation du sociologue Roland Pfefferkorn, de l'UMR *DynamE* (« Dynamiques Européennes ») et de la Maison Interuniversitaire des Sciences de l'Homme - Alsace (MISHA), j'ai donné une conférence magistrale sur « Chili. Les fissures du néolibéralisme. Travail, démocratie autoritaire et conflits de classe » (Strasbourg, 5 février 2018) – voir affiche en Annexe 20.

¹²⁸ Franck Gaudichaud, *Memorias del sindicalismo portuario*, Programa "Memoria del siglo XX", DIBAM, URL : <http://www.memoriasdelsigloxx.cl/601/w3-propertyvalue-112516.html>.

¹²⁹ Buenos Aires, CLACSO, 2015, <http://biblioteca.clacso.edu.ar/clacso/becas/20151203023022/fisuras.pdf>.

En 2015, j'ai co-organisé, avec Miguel Urrutia, un symposium lors du Congrès de la *Latin American Studies Association* (LASA - Edition Cône Sud) autour de "*Subjetivaciones críticas en el contexto chileno de neoliberalismo maduro: politizaciones del sindicalismo y emergencia de ciudadanía clasistas*" (voir affiche et programme en Annexe 21). Congrès durant lequel j'ai présenté mes premières hypothèses sur le syndicalisme portuaire, aux côtés du sociologue Pablo Seguel. J'ai aussi exposé autour de mes recherches en cours lors du colloque de la FACSQ consacré à la grève, en octobre 2015 (voir affiche et programme en Annexe 22)¹³⁰. En outre, je suis intervenu à plusieurs séminaires ou colloques autour des questions du mouvement ouvrier, du syndicalisme et des mouvements sociaux au Chili et en Amérique Latine durant cette même période. Cela a, par exemple, été le cas à Santiago, lors du colloque *Nuevos Horizontes de Politización Social. Territorio, Sindicato y Memoria*, organisé en décembre 2015, à l'université du Chili, par l'*Instituto de la Comunicación e Imagen* (voir affiche et programme en Annexe 23). Sur le plan de l'écriture, le travail collectif a déclenché plusieurs collaborations avec le sociologue et historien Sebastián Osorio (actuellement doctorant à l'USACH) car tous les deux intéressés par **travailler, précisément, la question du rôle du syndicalisme et de la CUT, dans la transition démocratique, d'une part, et dans une perspective plus vaste (1990-2015), d'autre part**. Une collaboration qui dure encore aujourd'hui. D'où, deux articles dans des livres collectifs, l'un en espagnol (publié par l'ICAL et la CLACSO) et, l'autre en anglais, dans un ouvrage publié par Routledge (New York), sous la direction des sociologues James Petras et Henry Veltmeyer (voir couverture et index en Annexe 24), mais aussi des articles dans des revues, dont le dernier en date pour les *Cahiers du Framespa*¹³¹. Avec l'équipe de Miguel Urrutia, nous avons aussi longuement discuté, lors d'un séminaire, la problématique de la politisation au travail, réflexion qui a aboutie à deux textes issus de ces débats, l'une théorique et l'autre historique dans la revue *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*¹³². Enfin, j'ai aussi travaillé avec Camilo Santibañez qui mène actuellement

¹³⁰ Coloquio *La huelga desde adentro: conflictividad laboral y politización en el sindicalismo actual*, CIPSTRA - FACSQ, Universidad de Chile, 2 de octubre del 2015.

¹³¹ Sebastián Osorio et Franck Gaudichaud, « ¿La democratización en contra de los trabajadores? La CUT, el movimiento sindical y el dilema de la transición pactada en Chile », *Les Cahiers de Framespa*, N° 27, juin 2018, URL : <http://journals.openedition.org/framespa/4763>.

¹³² Karim Campusano, Franck Gaudichaud, Sebastián Osorio, Pablo Seguel y Miguel Urrutia, "Conflictividad laboral y politización en los procesos de trabajo (1). Una propuesta teórica para el análisis de la trayectoria reciente del movimiento sindical chileno", *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Questions du temps présent, juin 2017, URL : <http://journals.openedition.org/nuevomundo/70626>. Et : Karim Campusano, Franck Gaudichaud, Sebastián Osorio, Pablo Seguel y Miguel Urrutia, "Conflictividad laboral y politización en los procesos de trabajo (2). Una aproximación a las orientaciones políticas del sindicalismo en el "neoliberalismo maduro", 1989-2015", *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Questions du temps présent, juin 2017, URL : <http://journals.openedition.org/nuevomundo/70639>. Ce dernier article est reproduit dans le volume 3 de cette HDR.

un doctorat sur l'histoire longue des dockers au Chili. Camilo m'a d'ailleurs aidé dans mon travail de revue de presse, de cadastre sur les ports et syndicats portuaires chiliens et, en partie, pour la thématisation de mes entretiens. Nous avons effectué une première synthèse de la discussion quant à la position « stratégique » des dockers au sein du champ syndical, dans le chapitre d'un ouvrage publié en 2017 – voir couverture et index en Annexe 25¹³³. Et un autre texte est en préparation, en anglais, dans un livre dirigé par l'historienne portugaise Raquel Varela sur l'histoire des conflits portuaires dans le monde (à paraître).

Cette délégation CRS a ainsi été importante pour établir un réseau de chercheurs et de collaboration internationale entre le Chili et la France, et entre l'Université du Chili et celle de Grenoble, autour des questions de mobilisations et conflits du travail en contexte néolibéral. Une dynamique qui se poursuit depuis, mais que je souhaiterai renforcer. Une fois de retour à l'Université de Grenoble (devenu UGA), j'ai organisé la journée d'études « Mobilisations collectives, mouvements sociaux et néolibéralisme en Amérique Latine. Retour(s) sur le Chili actuel » (juin 2016 – voir affiche et programme en Annexe 26). Cette activité a été une manière de faire un premier bilan de ma recherche auprès des collègues de l'ILCEA4 et de PACTE. Il s'agissait aussi d'alimenter les séminaires de l'ILCEA4. Nous avons ainsi reçu Miguel Urrutia, en octobre 2017, pour inaugurer le **séminaire transversal de l'ILCEA4 « Nouveaux espaces du discours politique » (intégré à l'axe *Politique, Discours, Innovation*) avec une première séance consacrée à : « Chili. Conflits du travail et syndicalisme en 'contexte néolibéral avancé': de nouveaux espaces de politisation ? », où il a présenté, pour partie, les travaux écrits ensemble à Santiago. Je fais désormais partie de l'équipe d'animation de ce séminaire**, et j'ai notamment été chargé d'organiser les deux premières séances de l'année 2018-2019, et la venue des sociologues Lilian Matthieu et Amin Allal (respectivement, en octobre et décembre 2018).

Parmi les projets et pistes d'avenir autour de ce second axe de recherche :

- J'espère pouvoir **ancrer institutionnellement, très prochainement, cette collaboration internationale entre la FACSIO (*Universidad de Chile*) et l'UGA** par la signature de conventions entre les deux universités (démarches en cours) et par un **projet Ecos Sud ou un projet ANR « Recherche et Innovation »**, autour des

¹³³ Franck Gaudichaud y Camilo Santibáñez, "Los obreros portuarios y la idea de 'posición estratégica' en la postdictadura chilena (2003-2014)", en José Ponce, Camilo Santibáñez y Julio Pinto ed.), *Trabajadores & trabajadoras. Procesos y acción sindical en el neoliberalismo chileno, 1979-2017*, América Latina en Movimiento, Valparaíso 2017, p. 301-332.

questions de mobilisations collectives et syndicales en contexte néolibéral dans une perspective comparée entre plusieurs pays, autour de l'axe France - Chili.

- Je serai intéressé par **encadrer des thèses** (notamment en cotutelle avec l'Université du Chili) **autour de la question des mouvements sociaux ; des formes, discours et politisation du travail et de la jeunesse et, enfin, quant à la revitalisation et limites du mouvement syndical dans le Chili néolibéral.**
- Autre thématique à développer : la **question de la démocratisation, de ses non-dits depuis 1990**, de ces héritages autoritaires et évolution récentes, avec le souci de décentrer le regard des institutions vers la société : un large champ à creuser par des thèses et programmes de recherche. Il serait aussi nécessaire d'approfondir une **analyse comparée Espagne - Chili** sur la transition démocratique (thème esquissé dans le dernier numéro des *Cahiers du Framespa* et travaillé par Stéphane Boisard à Albi, mais qui est aussi en discussion avec des collègues au sein de l'ILCEA4, notamment Nicolás Sesma, MCF).
- Enfin, il serait judicieux de continuer à aborder les **problématiques de l'exil en France des Chiliens ou de la mémoire traumatique de ce « passé qui ne passe »**, en lien avec le travail fait par la BDIC. Une ligne d'investigation qui devrait passer aussi par des comparaisons avec d'autres pays du Cône Sud, voir avec les pays de l'Europe ayant connu des dictatures militaires. Nous avons, par ailleurs, pour projet avec deux collègues de ILCEA4 (Olga Lobo, MCF et Laurianne Bouvet, ATER) de consulter les archives municipales de Grenoble et départementales de l'Isère, pour creuser la question de l'accueil des réfugiés politiques chiliens, hors Paris.

IV/ L'Amérique Latine hier et aujourd'hui. Terrorisme d'État, gouvernements progressistes, gauches et mouvements sociaux

A/ Terrorisme d'État, autoritarismes, démocratisation

Depuis mon recrutement comme MCF à l'Université Grenoble 3 et mon intégration au sein de l'ILCEA, j'ai pu travailler également autour de thématiques plus globales, portant sur toute l'Amérique Latine (essentiellement sur l'Amérique du Sud), avec une visée comparatiste, et d'élaboration de synthèse. Une préoccupation destinée à alimenter mes enseignements en me nourrissant des publications en cours sur l'histoire du XXème siècle et sur l'actualité du continent. J'ai abordé particulièrement les problématiques suivantes :

- Etude comparée de la violence politique et du terrorisme d'État dans le Cône Sud.
- Etude comparée des régimes de transition démocratique en Amérique Latine.
- Etude des relations entre l'espace des mouvements sociaux et le champ politique dans les conjonctures de crises sociales (Amérique Latine).
- Pratiques sociales, individualisation et mobilisations collectives (notamment urbaines) dans le cadre de la mondialisation néolibérale.
- Discours politiques et pratiques militantes au sein de la gauche, du syndicalisme et des progressismes latino-américains.

Ces recherches ont signifié la publication d'articles en espagnol et en français, plusieurs communications dans des journées d'études et colloque internationaux. Cela m'a aussi conduit à diriger et coordonner deux ouvrages collectifs sur l'Amérique Latine du temps présent. Il ne s'agit pas là de publications issues d'un long travail de terrain et de sources de première main, comme celles réalisées autour du Chili. **J'envisage pourtant cet autre pan de mes recherches comme indispensable car il alimente fortement mon approche théorique, ma compréhension des problématiques à une échelle plus vaste, latino-américaine, et aussi dans le champ de la géopolitique. A chaque fois, mon souci est de m'inclure dans des collectifs de recherche avec des collègues spécialistes de tel ou tel pays ou de sujets transversaux.**

Mon intérêt pour comprendre les logiques intrinsèques des régimes militaires latino-américains et, surtout, des mécanismes de répressions contre-révolutionnaires, m'ont amené à approfondir le sujet de « l'Opération Condor » (ou plan Condor), réseau

transnational de terrorisme d'État, initié dans les années soixante-dix, sous impulsion du Chili et de l'Argentine. Ces recherches ont abouti à la publication d'un court essai historique, publié avant la fin de ma thèse, en Espagne et intitulé *Operación Cóndor. Notas sobre el terrorismo de Estado en el Cono sur* (Ed. SEPHA, Madrid, 2005 – voir couverture en Annexe 28). Cet opus reprend et développe un article paru en français dans la revue *Amnis*, de l'Université de Brest¹³⁴. J'avais été fortement impressionné par le récit de Martín Almada, avocat paraguayen, lui-même victime de la terrible dictature de Stroessner et l'un des « découvreurs » (en 1992) de ce qui a été nommé ensuite les « archives de la terreur », soit cinq tonnes d'archives secrètes de la police politique dans des bâtiments désaffectés de Lambaré, en périphérie d'Asunción¹³⁵. Parmi ces documents, plusieurs centaines concernent justement l'Opération Condor. Martín Almada s'est vu décerné le prix Nobel alternatif de la paix en 2002. J'ai pu faire sa connaissance dans ces année-là, l'interviewer aussi pour la presse chilienne (revue *Punto Final*). Nous nous sommes croisés plusieurs fois depuis et sommes restés en contact. Par ailleurs, je continue à mener une veille scientifique permanente sur ce qui se publie en français, espagnol et, bien que dans une moindre mesure, en anglais autour de l'Opération Condor et sur le traitement des archives d'Asunción, un sujet délicat. En effet, ces archives ne sont jusque-là pas totalement traitées et cataloguées, malgré des avancées réelles et le soutien de personnalités comme Alain Touraine pour accélérer le processus de numérisation, notamment en faisant des copies pour des centres internationaux comme la BDIC (Paris)¹³⁶.

En octobre 2016, un colloque international sur les « Archives des dictatures sud-américaines » a abordé ce sujet à Paris, avec le soutien du ministère des Affaires Etrangères français, et en présence (entre autres) de Martín Almada. Cette journée avait pour axe de réflexion : « Les espaces et lieux de révélation des conflits, entre droit à l'oubli et droit à la vérité ». Les collègues organisateurs y notaient :

En tant qu'instruments de preuve, les archives permettent aux individus la faculté de faire valoir leurs droits, mais aussi de disposer d'une information sur les activités et décisions de la sphère publique. Comme mémoire de l'administration, elles sont aussi gérées et rassemblées à des fins de connaissance et de recherche historique. Elles

¹³⁴ Franck Gaudichaud, « L'ombre du Condor », *Amnis*, N° 3, 2003, URL : <http://journals.openedition.org/amnis/473>.

¹³⁵ Benjamin Offroy, « Le Paraguay, un nid du « Condor ». La dictature du général Stroessner, la répression et le système Condor », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, N° 105, 2010, pp. 33-44, URL : www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2010-1-page-33.htm.

¹³⁶ Sur les archives et la classification comme enjeu international, voir : Sophie Cœuré, Vincent Duclert, « Les archives « mémoire du monde » : l'internationalisation des enjeux » in *Les archives*, Paris, La Découverte, coll. Repères, 2011, pp. 93-104.

*mettent en relation l'usager, plus largement le citoyen, l'État sous ces différentes formes, l'administration, les archivistes et la communauté scientifique, en particulier les historiens. Comment ordonner ces usages et finalités multiples sur des archives produites sous des régimes de dictature ? Il s'agit de comprendre les archives comme espace dans lequel s'expriment et se jouent de multiples tensions, tout particulièrement s'agissant d'archives sensibles*¹³⁷.

Cela représente un défi de taille qu'il est indispensable de continuer à creuser. J'ai, pour ma part, pu revenir sur l'Opération Condor plusieurs fois depuis, notamment au cours d'un colloque international organisé -en 2008- à l'Université Paris 10, mais aussi lors des « Rencontres universitaires du Festival latino-américain de Biarritz » (sur invitation de l'historien Olivier Compagnon) en octobre 2013 et, enfin, en avril 2016 à mon université, pour une journée d'étude internationale (organisée par Marita Ferraro et Lauriane Bouvet dans le cadre d'un cycle d'activités plus large), intitulée *A 40 años del plan Cóndor*, (affiche et programme en Annexe 29).

Par ailleurs, au sein de l'ILCEA (puis de l'ILCEA4) et, plus précisément, de l'axe de civilisation hispaniste du CERHIUS, j'ai pu participer aux réflexions et élaborations autour de la démocratie en Espagne et en Amérique Latine. Ainsi que le souligne le bilan quinquennal, effectué en 2015 :

Depuis 2009, l'axe Civilisations Hispaniques du CERHIUS compte parmi ses lignes de recherche celle qui concerne les processus de démocratisation, étudiant plus particulièrement les transitions vers la démocratie et la gestion mémorielle des événements traumatisants. Des actions d'envergure ont été menées pendant la période 2009-2014 (voir bilan), en privilégiant l'analyse globale et la perspective comparatiste. Pour le contrat 2015-2020, l'objectif est de privilégier deux aspects (les acteurs politiques et sociaux des démocratisations et la mémoire et les Droits de l'Homme en rapport avec la gestion du passé dictatorial) dans deux espaces (l'Espagne et le Chili pour le premier volet, l'Espagne et les pays du Cône Sud –mais en particulier l'Uruguay- pour le second). Dans les deux, des collaborations scientifiques internationales sont envisagées : dans certains cas, des partenariats institutionnalisés existent déjà (avec l'Université de la République, Uruguay, avec en plus une thèse en cotutelle à partir de septembre 2014), dans d'autres, la démarche est en cours avec

¹³⁷ Cf. <https://dpc.hypotheses.org/1195>.

l'objectif d'aboutir à la signature de conventions (avec les universités chiliennes et avec l'université de Saragosse en Espagne)¹³⁸.

Aux origines de ces différents projets se trouvent, entre autres, un séminaire, mais aussi un colloque international que j'ai co-organisé avec Almudena Delgado Laríos, intitulé : « Les voies incertaines de la démocratisation : retours critiques et regards croisés Europe/Amérique Latine » (mai 2009) – voir l'affiche et le programme en Annexe 27. Cet évènement scientifique a donné lieu à la publication d'un numéro de la revue ILCEA, dossier également dirigé par A. Delgado et moi-même. Notre intérêt, dans ce travail collectif, a été de questionner la « transitologie » (pour reprendre l'expression du politiste Philippe Schmitter) et les réflexions traditionnelles sur les sorties de régimes autoritaires, thème privilégié des sciences sociales depuis plus de deux décennies, pour les historiens, politistes mais aussi pour les chercheurs « civilisationnistes » issus de différentes aires culturelles. Les « transitologues » s'attachent à décrire, et à comprendre, les modes de passage d'un régime politique autoritaire ou dictatorial vers des régimes inspirés des démocraties occidentales. Pourtant, plus récemment, le concept même de « transition » a pu être questionné très clairement et les investigations s'orientent maintenant davantage vers une analyse des processus de long terme et des formes de consolidation, de dégradation ou de transformations démocratiques. Ces études insistent aussi sur les nombreuses contradictions de ces processus, ou encore sur le hiatus existant, la plupart du temps, entre démocratie électorale et démocratie sociale¹³⁹. Les interrogations, de fond, surgies du colloque l'ont été alors davantage sur la « qualité » de la démocratie dans le monde hispanique ou sur les fragilités des constructions démocratiques post-autoritaires actuelles, bien plus que sur la transition *stricto sensu*.

20 ans après la chute du mur de Berlin, 20 ans après la victoire du « non » au général Pinochet au Chili et à plus de 30 ans de l'instauration de l'actuelle Constitution espagnole, **notre dossier de la revue ILCEA a, ainsi, rassemblé un ensemble d'articles, écrits par des collègues civilisationnistes et des chercheurs en sciences sociales qui confrontent leurs points de vue et terrains de recherche.** L'ambition était de faire surgir des éléments de comparaison pertinents entre l'Europe et l'Amérique Latine. Les pays abordés ont été variés : Allemagne, Autriche, Russie, Espagne, Portugal, mais aussi

¹³⁸ ILCEA4- CERHIUS, « Projets de recherche de l'axe Civilisations hispaniques », mis à jour en mai 2015, URL : http://ilcea4.univ-grenoble-alpes.fr/medias/fichier/transitions_1465893979489-pdf?INLINE=FALSE.

¹³⁹ Cf. Michel Dobry, « Les transitions démocratiques : regards sur l'état de la "transitologie" », *Revue française de science politique*, vol. 50, n° 4-5, août-octobre 2000, p. 579-764 ; Guy Hermet, *Le passage à la démocratie*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996.

Chili, Argentine, Colombie. Car, **quels que soient les angles d'analyse, les perspectives comparatives entre Europe du Sud, Europe de l'Est et Amérique Latine ont montré qu'elles pouvaient être fructueuses et enrichissantes pour chaque domaine de spécialité**¹⁴⁰. C'est, en effet, par l'étude comparée qu'il est possible de déterminer, en dépit de différences réelles, les mécanismes des processus de démocratisation, mais aussi les obstacles qu'ils rencontrent, notamment en ce qui concerne le poids de détermination du passé. Ce que les politistes nomment « *path dependence* » et les tensions permanentes entre les velléités démocratiques de certains acteurs sociaux, le poids des modèles économiques et les praxis concrètes des partis politiques restent essentielles à décrypter. Les contributions ont été regroupées par aires géographiques et par approche thématique, en fonction des trois axes suivants :

- Approche critique des transitions démocratiques : théories et modèles au regard de cas particuliers, débats historiographiques.
- Acteurs, mouvements et conflits sociaux dans les processus de transition.
- Vers quelle démocratie ? Permanences et poids des héritages (économiques, politiques, institutionnels).

Disons que parmi nos principales conclusions, particulièrement pour l'Amérique Latine, c'est une approche en termes de « démocratisations incertaines » ou « inachevées » qui paraît le plus à même de décrire ces processus historiques. Certains auteurs parlent même de « démocratie de basse intensité »... Les contradictions apparaissent évidentes entre des régimes politiques faiblement représentatifs, le fonctionnement réel du capitalisme dépendant et des sociétés fortement inégalitaires sur le plan social, racial et territorial¹⁴¹. Se pose alors la question d'évaluer le rôle de la société civile mobilisée, des acteurs populaires et des mouvements sociaux au sein de ces régimes politiques latino-américains, et même la possibilité d'une « démocratisation par les mouvements sociaux » (thème que j'ai exposé lors du colloque cité ci-dessus)¹⁴². Ces années 2000 ont aussi été, il

¹⁴⁰ Voir notamment : Juan Linz, Alfred Stepan, *Problems of Democratic Transition and Democratic Consolidation: Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1996 ; Sophie Baby, Olivier Compagnon, Eduardo González C. (dir.), *Violencia y transiciones políticas a finales del siglo xx. Europa del Sur – América Latina*, Madrid, Casa de Velázquez, 2009 ; Guy Hermet, « Les démocratisations au vingtième siècle : une comparaison Amérique Latine / Europe de l'Est », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 8, n° 2, 2001, p. 285-304 ; Christophe Jaffelot (dir.), *Démocraties d'ailleurs*, Paris, CERI / Karthala, 2000.

¹⁴¹ Cf. James Cohen, Helena Hirata, Luis Gómez, *Amérique Latine, démocratie et exclusion*, Paris, L'Harmattan, coll. "Futur Antérieur", 1994 et Atilio Borón, *Tras el búho de Minerva: mercado contra democracia en el capitalismo de fin de siglo*, Buenos Aires, FCE-CLACSO, 2000.

¹⁴² Sur ce thème, cf. Lilian Mathieu, *La démocratie protestataire. Mouvements sociaux et politique en France aujourd'hui*, Paris, Presses de Sciences Po, Coll. Nouveaux débats, 2011.

faut le rappeler, celles du « tournant à gauche » et d'un nouveau cycle politique régional, qui mobilisait déjà l'attention de nombre de chercheurs et journalistes de par le monde. Je n'ai pas échappé à cette attraction d'une Amérique Latine redevenue pôle d'expérimentation sociopolitique, après la nuit noire des dictatures et la « décennie perdue » des années 80. De fait, l'articulation, les tensions et la dynamique entre mouvements populaires, gauches, gouvernements progressistes et transformation politique vont motiver plusieurs de mes écrits et être au centre de mes communications universitaires et interventions publiques dans les années 2008-2014.

B/ Apogée, crise et éclipse du « cycle progressiste » latino-américain : publications, séminaires et colloque international

C'est ainsi qu'est né le **projet du livre collectif « Le volcan latino-américain. Gauches, mouvements sociaux et néolibéralisme en Amérique Latine », publié en 2008 aux éditions Textuel** (voir couverture en Annexe 30). Cette publication m'a demandé plus d'un an de travail, afin de rassembler les analyses de plusieurs spécialistes de cette région du monde et coordonner les traductions : universitaires, chercheurs ou journalistes d'investigation européens, étasuniens, latino-américains, issus de différents champs scientifiques et courants de pensée, ont été sollicités. L'ambition de l'ouvrage était de présenter, par une approche claire et synthétique, l'état des mobilisations collectives et de la démocratie en Amérique Latine. Le livre aborde les défis – et contradictions – des processus sociopolitiques du début du XXI^{ème} siècle dans la région. Il analyse la dynamique des mouvements sociaux, indigènes, syndicaux ou féministes, les enjeux des réformes agraires et des intégrations régionales, les relations géopolitiques avec les États-Unis, la problématique de la dette externe ou du projet de « banque du Sud ». Les vingt auteurs passent également au crible le « volcan sociopolitique » en Bolivie, au Chili, en Colombie, en Équateur, au Brésil, au Mexique et au Venezuela. Ce travail pluridisciplinaire se conclut sur une réflexion transversale autour des tensions entre démocratie et néolibéralisme dans le sous-continent. J'ai choisi de centrer la première partie de l'ouvrage sur les « *problématiques continentales* », mettant en évidence des « *continuités structurelles, idéologiques et politiques substantielles* » au-delà des frontières nationales. A chaque fois, mon souci a été de laisser place à l'analyse économique, qui mitigeait déjà largement l'idée qu'une « révolution » serait en marche, de manière uniforme, à travers le continent. Dans un second temps, l'analyse porte sur la *mosaïque* de la « gauche latino », sans en taire les

contradictions. Il est vrai, néanmoins, que plusieurs auteurs étaient alors, encore, assez enthousiastes sur cette évolution politique, électorale et progressiste à la fois. Néanmoins, dès l'introduction, je suggérais, en citant l'ancien président conservateur de l'Uruguay, Julio Maria Sanguinetti, qu'il était nécessaire de ne pas s'en tenir qu'aux discours des dirigeants : « *Au lieu d'un virage vers la gauche, nous assistons en fait à un déplacement laborieux, contradictoire, résigné, vers le centre* »... La dernière partie du livre est consacrée précisément aux défis auxquels devaient faire face ces gouvernements dits « postnéolibéraux » ou nationalistes-populaires, notamment ceux qui prétendaient construire un « *socialisme du XXI^e siècle* » (au Venezuela, en Bolivie ou en Equateur).

Au moment de la parution du *Volcan*, nous étions au sein de ce que j'ai nommé « l'âge d'or » des progressismes latino-américains. Après une décennie 70 marquée par de sanglantes dictatures (et/ou des guerres civiles), des années 80 et 90 plombées par les plans d'ajustements structurels, l'Amérique Latine a connu, depuis 1998, les victoires électorales successives de gouvernements « progressistes » à la tête des États, notamment au Sud du continent. Ce long cycle politico-électoral (1998-2006) est le fruit combiné d'une crise des classes dominantes et des partis traditionnels, et de la montée en puissance de diverses révoltes collectives. Pensons au « Caracazo » vénézuélien en 1989, aux puissantes oppositions populaires à des privatisations (de l'eau et du gaz en Bolivie), mais aussi au Brésil ou en Equateur aux mobilisations indigènes massives. Rappelons également que plusieurs chefs d'État ont été démis par la rue au Pérou, en Equateur, en Bolivie et en Argentine, signant en même temps la fin du « consensus de Washington ». En 2008, alors que plusieurs exécutifs de centre-gauche ou nationaliste-populaires gouvernent, les indicateurs sociaux sont presque tous à leur meilleur niveau historique. La redistribution partielle des rentes extractives organisée par un retour de l'État favorise une politique publique d'inclusion sociale (bien qu'assistancialiste). Les classes subalternes semblent être en voie d'une réintégration politique à la République, y compris parfois sous les auspices d'une décolonisation de l'État (comme en Bolivie), et alors que les prix des matières sont au plus haut... Les résultats dans plusieurs pays sont impressionnants, disons-le : division par deux du taux de pauvreté en 10 ans dans le Venezuela bolivarien de Hugo Chávez, reprise en main des hydrocarbures et « nouvelle couleur du pouvoir » en Bolivie avec Evo Morales, sorti de l'extrême misère de presque 40 millions de brésiliens grâce au programme « *bolsa familia* » de « Lula » Da Silva, inauguration de droits constitutionnels de « troisième génération » et de droits de la Nature, avènement de

formes variées de démocratie participative, impulsion d'une dynamique d'intégration régionale autonome des États-Unis (UNASUR, ALBA, CELAC), etc.

Ainsi que je le notais dans mon introduction sur cette Amérique Latine « en mouvement », le bilan social de ces « gauches » paraissait très positif, au moins dans cette première phase historique. Pourtant, dès cette époque, les travaux de nombre d'économistes invitaient à rester prudent. Ceux de Pierre Salama, par exemple, soulignent à quel point les politiques sociales des États latino-américains restent soumis à une grande instabilité, volatilité et dépendance aux matières premières, quelque soient les orientations des régimes en place. De là, découlent des politiques publiques en zigzag, d'augmentation et de diminution de la pauvreté, mais avec structurellement des inégalités de classes, qui restent très fortes (mesurées par le coefficient Gini) et une pauvreté toujours importante, malgré tout¹⁴³. Il était aussi nécessaire de se défaire de l'illusion d'un « tournant à gauche » unanime ou homogène, pour décrire plutôt une grande variété d'expériences, aux frontières assez floues. Ainsi, je notais la difficulté de la catégorisation des divers progressismes latino-américains, tout en reconnaissant son utilité pour les sciences sociales :

il apparaît qu'il existe au moins trois variantes de régimes latino-américains en ce début de XXI^e siècle. Au côté de l'alternative conservatrice néolibérale et pro-étatsunienne portée par Uribe en Colombie, on trouve un second bloc de pays qui ne coïncide pas pleinement avec les États-Unis (dont le Brésil, l'Uruguay et l'Argentine), défendent certaines positions d'autonomie partielle de leur bourgeoisie locale et sont plutôt orientés vers le centre-gauche. Et, enfin, un dernier bloc voit le jour, oscillant entre nationalisme « radical » et neodéveloppementalisme, avec des pouvoirs qui s'opposent sur plusieurs points à Washington, comme à l'oligarchie locale et sont dotés de niveau de participation populaire importants (Venezuela, Bolivie, Equateur essentiellement). Néanmoins, entre ces trois variantes de régimes, la position des gouvernements, sur tel ou tel sujet, peut être fluctuante en fonction de rapports de forces internationaux et internes¹⁴⁴.

Le livre sera bien accueilli par les lecteurs (et deux tirages rapidement épuisés), mais aussi par plusieurs collègues latinoaméricanistes : les politistes David Garibay et Bérengère Marques-Pereira, dans leur manuel sur la « politique en Amérique Latine », destiné aux

¹⁴³ Pierre Salama, Philippe Hugon (dir.), *Les Suds dans la crise*, Paris, Armand Colin, 2010 et Pierre Salama, *Les économies émergentes latino-américaines. Entre cigales et fourmis*, Paris, Armand Colin, 2012.

¹⁴⁴ Nous reproduisons la version espagnole de cette introduction dans le volume de 3 de cette HDR.

étudiants de Master et Doctorat, présente même le *Volcan* comme incontournable pour comprendre le cycle progressiste¹⁴⁵. **Cet ouvrage connaîtra une nouvelle vie une fois traduit en espagnol dans les années postérieures, et plusieurs tirages sous des versions actualisées, en Espagne (Ediciones Otramérica, Madrid¹⁴⁶) puis en Amérique Latine (Ediciones Escaparate au Chili), auxquelles s'ajoute une édition électronique, en accès libre, sur le site de *América Latina en Movimiento* (<https://www.alainet.org>). J'ai été amené à animer plusieurs conférences en France, au Chili et en Espagne autour de cette publication. Par exemple, en 2009, au sein du séminaire de l'ERSIPAL (Équipe de recherche société-identité-pouvoirs en Amérique Latine) du CREDAL, organisé par Capucine Boidin, David Dumoulin et Christian Gros à l'IHEAL, ou encore, en 2011, à l'Université du Chili au sein du séminaire animé par la sociologue Emmanuelle Barozet (voir affiche en Annexe 32). J'ai aussi développé, durant ces mêmes années, une réflexion sur les « couleurs » et caractéristiques des « nouvelles gauches de gouvernement » et des progressismes latino-américains (au Congrès international *Actuel Marx* en 2010 ou encore à la MSH des Alpes la même année, lors d'un colloque international organisé par le GRESAL - Groupe de Recherches en Sciences Sociales sur l'Amérique Latine).**

Pourtant, assez rapidement, plusieurs vieux démons, tapis dans les entrailles des formations sociales et des systèmes politiques latino-américains, n'ont pas tardé à reprendre le dessus :

- forte dépendance aux modèles économiques extractivistes et rentiers.
- « caudillisme », bonapartisme et hyperprésidentialisme.
- cooptation ou répression de la société civile.
- corruption endémiques et bureaucratisation des nouvelles élites progressistes.
- faiblesse de l'intégration régionale face aux pressions du marché mondial.
- ingérence systémique des puissances du Nord en faveur de la défense leurs intérêts.
- nouvelles crises institutionnelles (avec des coups d'État dits « institutionnels » au Honduras, Paraguay, puis au Brésil).
- remontée en force des fondamentalismes religieux (évangélistes en particulier) et des extrêmes-droites, etc.

¹⁴⁵ David Garibay, Bérengère Marques-Pereira, *La politique en Amérique Latine : histoires, institutions et citoyennetés*, Paris, Armand Colin, 2011.

¹⁴⁶ Voir couverture en Annexe 31.

Selon moi, une des clefs était de continuer à regarder ce qui se tramait à la base de la société et aussi, d'une certaine manière, dans les « interstices » des processus nationaux-populaires, avec des expériences autogestionnaires, de « pouvoir populaire » ou de démocratie locale qui montraient des alternatives, dignes d'attention.

Ce regard explique que je me sois lancé dans la **direction d'un petit opus sur ces « émancipations en construction », souvent fragiles, livre paru en 2013 en France, en 2014 à Quito (traduit et publié par l'Instituto de Altos Estudios Nacionales – IEAN¹⁴⁷) et au Chili, dans une version remaniée, actualisée et enrichie (en 2015)¹⁴⁸**. Dans ce cas, les textes récoltés se centrent sur des expériences de terrain, souvent analysées par de jeunes chercheurs et doctorants, francophones pour la plupart : contrôle ouvrier au Venezuela, entreprises récupérées en Argentine, mouvements des sans-terre au Brésil ou des sans-toits en Uruguay, agroécologie en Colombie et question indienne en Bolivie, mouvements des femmes au Mexique, etc. L'idée était de décrire ces quelques « grammaires de l'émancipation », tout en en discutant les limites et la portée, parfois réduite. J'ai pu exposer ce travail, en juin 2013, à l'EHESS (Paris), sur invitation du sociologue Geoffrey Pleyers dans le cadre d'un séminaire de l'Association Française de Sociologie et, à Quito, à l'IEAN en 2014. J'ai aussi repris certaines conclusions de ce livre, au Chili, lors d'un colloque international, ayant pour titre : *Movimientos sociales: trayectorias políticas y organización colectiva contemporánea en Latinoamérica (Universidad de Santiago, 2 septembre 2014)* – voir affiche en Annexe 36.

Durant ces mêmes années, j'ai entamé une collaboration avec le politiste et bolivien Hervé Do Alto, pour traiter ensemble d'une des figures intellectuelles majeures des progressismes latino-américains : Alvaro García Linera. Nous avons tenté de revisiter les articulations entre multiculturalisme, indianisme et postnéolibéralisme en Bolivie, au travers des écrits et de la pratique politique de celui qui est passé du katharisme à la sociologie critique et du marxisme à la vice-présidence de la République. Ceci, sans jamais abandonner l'élaboration intellectuelle. Travail stimulant, plus théorique, que nous avons présenté lors d'un séminaire à l'EHESS, puis au cours d'un colloque international sur le multiculturalisme (Université de Tours – Rabelais, mai 2012) et, enfin, comme chapitre d'un ouvrage collectif sous la direction de Jorge Cagiao y Conde et d'Alfredo Gómez-Muller

¹⁴⁷ <http://www.iaen.edu.ec>.

¹⁴⁸ Voir les différences couvertures et le sommaire en Annexe 33, 34 et 35, et également l'affiche réalisée à l'occasion de la présentation du livre à Valparaíso, en novembre 2015.

– voir couverture en Annexe 38¹⁴⁹. Autre collaboration importante, là aussi avec un politiste, a été celle établie avec Thomas Posado, docteur de l'Université Paris 8 et spécialiste du Venezuela. Avec Thomas, nous nous sommes retrouvés autour de la préoccupation de **dresser les premiers bilans critiques « du cycle progressiste » ou postnéolibéral. C'est cet intérêt commun qui a, finalement, débouché sur un grand colloque international (bilingue, espagnol/français) intitulé « Gouvernements progressistes et postnéolibéralisme en Amérique Latine : la fin d'un âge d'or ? », organisé sur le campus de Grenoble (en juin 2017)** – voir affiche et programme en Annexe 39. Cette fois encore, ces deux jours de débats ont été possible grâce à l'aide technique de plusieurs étudiants du Master LLCER de mon département, et avec le soutien de l'unité de recherche de Thomas Posado (CRESSPA-CSU - UMR 7217), de celle de l'ILCEA4 (et des collègues de l'administration recherche) et, aussi, du soutien financier de l'IDA. Les divers dossiers de financements que nous avons présentés ont aussi permis de bénéficier du soutien de la Métropole Grenoble Alpes et de la ville de Grenoble. **Nous avons pensé l'architecture du colloque sur le modèle du triptyque qui avait été très complémentaire, en 2013, sur le Chili actuel, soit : colloque international – site web – ouvrage papier.** Dans notre appel à communication, nous constatons à quel point le contexte de crise et « décadence » des progressismes était évident, quelle que soit leurs couleurs, bien que là aussi pas de manière uniforme (il suffisait de comparer la Bolivie du MAS avec l'implosion du modèle vénézuélien). Nous soulignons notamment :

Cette nouvelle conjoncture (et ses nombreuses inconnues) est partiellement décelable dans la littérature récente. Si certains auteurs, dans une perspective marxiste (Herrera, 2010) ou fonctionnaliste (Couffignal, 2013), décèlent avant tout une « nouvelle » Amérique Latine, « révolutionnaire » et « laboratoire démocratique de l'Occident », d'autres auteurs (Dabène, 2012 ; Gaudichaud, 2016) ou revues (Recherches internationales, 2012 et 2016; Mouvements, 2013) mettent en lumière, sous divers éclairages, les difficultés, contradictions et limites des gouvernements en place (CEPAL, 2010). Au-delà des frontières de l'Hexagone, cette situation politique intéresse la communauté anglo-saxonne, dans une perspective critique centrée sur les impacts de la mondialisation du capital dans la région (Robinson, 2008 ; Webber, 2016). En Amérique Latine, les chercheurs invitent à approfondir cette question face à des gouvernements « à la croisée des chemins » et qui font difficilement face à de

¹⁴⁹ Jorge Cagiao y Conde, Alfredo Gómez-Muller (dir.), *Le multiculturalisme et la reconfiguration de l'unité et de la diversité dans les démocraties contemporaines*, Peter Lang Ed., Collection Diversitas, Bruxelles, 2014 – voir couverture en Annexe.

nouveaux acteurs hégémoniques, telles que les firmes transnationales et la Chine ou encore vis-à-vis des dynamiques de prédation extractivistes, issues du « consensus des commodities » (Svampa, 2012 ; Nueva Sociedad, 2014). Assistons-nous ainsi à la fin d'un « âge d'or » des gouvernements progressistes sud et latino-américains ? Voire même à diverses formes et au développement de « révolutions passives » (Modenesi, 2012) ? Comment expliquer cet essoufflement ? Et avec quelles perspectives, alors que la configuration politique évolue dans plusieurs pays clefs ? Quelle est la place des mouvements sociaux dans ce contexte en tension ?¹⁵⁰.

Le nombre de propositions de communications reçues de France, d'Europe et d'Amérique Latine a été considérable. Nous avons pu développer, sous plusieurs aspects, la fin de cet « âge d'or ». Nous avons, de plus, profité des conférences de nos trois invités centraux : l'économiste Pierre Salama (Université Paris 13), la sociologue Miriam Lang (*Universidad Andina Simón Bolívar*, Quito) et le sociologue Edgardo Lander (*Universidad central de Venezuela*). Les vidéos de ces trois conférences plénières ont aussi été diffusées sur les plateformes digitales de l'UGA et sur le site web dédié au colloque (ainsi que les textes en version intégrale de plusieurs communications). Je maintiens, depuis, un lien depuis avec Lang et Lander, l'idée étant de pouvoir continuer à faire circuler des textes et contributions entre Grenoble, Quito et Caracas autour de ces questions. Parmi, les problématiques fortement débattues au cours de ces journées, celle de l'extractivisme¹⁵¹ et des rentes basées sur les ressources naturelles, souvent considérées comme une « malédiction de l'abondance » dans la littérature spécialisée. Un modèle rentier primo-exportateur à l'origine d'une écologie politique destructrice et génératrice de corruption pour l'Amérique Latine.

Cette question m'a d'autant plus mobilisée qu'elle faisait écho à une recherche collective réalisée, en juin 2014, avec deux collègues civilisationnistes anglicistes de mon UFR, concernant tout le continent américain. En effet, c'est sur proposition de Susanne Berthier-Foglar (PR au CEMRA, Université Grenoble-Alpes) et Sandrine Tolazzi (MCF au CEMRA, Université Grenoble-Alpes) que **j'ai co-organisé le colloque international « Ressources minières dans les Amériques : mutations d'un**

¹⁵⁰ Cf. <https://progresismos.cienciasconf.org>.

¹⁵¹ Eduardo Gudynas rappelle que l'extractivisme est "*un caso particular de extracción de recursos naturales, intensa o en altos volúmenes, destinados a la exportación, sin procesar o con procesamiento limitado, y con un destino mayormente exportador*". Cf. Eduardo Gudynas, *Extractivismos. Ecología, economía y política*, Cochabamba, CEDIB y CLAES, 2015.

continent »¹⁵², avec le soutien du CEMRA (EA 3016), de l'ILCEA (EA 613) et de PACTE (UMR 5194), avec la collaboration du Centre d'Études Canadiennes de Grenoble, dans le cadre de l'ARC 5 - voir l'affiche et le programme en Annexe 40. Cette visée continentale, qui est aussi celle développée en France par l'Institut des Amériques, offre une compréhension globale de phénomènes qui ne sauraient se réduire à l'Amérique Latine.

Dans un contexte de changement climatique planétaire, lié directement à l'accroissement des activités humaines, la course à la consommation et à l'énergie, conduit au développement de « mégaprojets », censés répondre aux besoins croissants de la population mondiale en matières premières, mais laissant simultanément entrevoir une intensification dramatique de la rupture des écosystèmes. De tels projets, dont la mise en œuvre est conditionnée par l'ouverture des pays aux capitaux étrangers, ont un impact évident dans les domaines économiques, géopolitiques, ou environnementaux. Mais, ils font également entrer en jeu un certain nombre d'acteurs, dont les entreprises minières transnationales qui affectent profondément les processus de souveraineté et démocratiques. Dans le cadre de ce colloque, nous avons étudié ces phénomènes pour le continent américain, région où l'on ne cesse de découvrir de nouveaux gisements d'hydrocarbures, de terres rares, lithium et autres minerais : véritable manne à l'heure des batailles mondiales pour l'énergie, l'eau potable et les *commodities*. Analyser cela à une échelle continentale a mis en lumière à quel point cet ensemble territorial est constitué de pays qui se sont développés selon des modes très différents. Partant de là, il était intéressant de voir les similitudes éventuelles en ce qui concerne l'impact du développement des ressources minières. A noter également que de nombreux projets miniers qui voient le jour en Amérique Latine sont en fait « pilotés » par de grands groupes provenant d'Amérique du nord. Ce processus pose donc aussi la question des rapports inégaux et combinés Nord-Sud et des diverses formes de domination impériale.

Nous avons aussi abordé les différentes résistances collectives que l'extractivisme génère, notamment amérindiennes, tout comme la construction discursive de ces oppositions, ou encore le langage et la communication de « responsabilité sociale et environnementale » développés par les grands groupes pour essayer de contrer ces mouvements sociaux. Et c'est aussi ce que nous avons traité dans le dossier du numéro de la revue IdeAS, coordonné avec mes deux

¹⁵² Cf. <https://mutamine.sciencesconf.org>.

collègues de l'ILCEA¹⁵³. Ces thématiques du « mal-développement », de l'extractivisme, de la dépendance dans le contexte de la « crise » des gouvernements progressistes, je les ai aussi présentées (en mai 2016) lors du *4to Seminario Internacional de Estudios Críticos de Desarrollo. Repensando el desarrollo en América Latina: Hacia un nuevo paradigma para el siglo 21*, organisé par l'Université de Zacatecas (Mexique) – voir affiche et programme en Annexe 41¹⁵⁴. L'initiative doit beaucoup au sociologue étatsunien Henry Veltmeyer et à l'historien mexicain Raúl Delgado W., qui m'ont invité à Zacatecas (alors que j'étais en délégation à Santiago). Ce même centre de recherche publie une revue, *Estudios Críticos del Desarrollo*, qui est une mine d'informations sur ces problématiques.

Notons, de plus, que je poursuis ma collaboration avec l'historien chilien Jorge Magasich et, dernièrement, nous avons souhaité élargir ensemble notre focale du Chili des années 70 vers l'Amérique Latine de la guerre froide, à l'occasion du **Congrès international de la Asociación de Historiadores Latinoamericanistas Europeos (AHILA)**. Pour ce faire, Magasich et moi-même avons pensé un symposium intitulé **“Tiempos de cambios. Gobiernos y transformación social en Latinoamérica durante la guerra fría (1945 y 1975)”** (voir affiche et programme en Annexe 42), qui nous a permis de comparer le Chili d'Allende avec d'autres processus contemporains nationalistes-populaires : le Brésil de Vargas et la lutte anticomuniste, l'époque des gouvernements réformistes en Uruguay, la dynamique du troisième âge du péronisme en Argentine, le gouvernement militaire de Juan Velasco Alvarado au Pérou, les programmes sociaux de Cardenas au Mexique, etc. Cette approche comparée des temps de la guerre froide interaméricaine devrait là aussi faire l'objet d'une publication future. Et c'est aussi en recherchant une compréhension au plan latino-américain, qu'avec Thomas Posado, nous avons souhaité partir de nos terrains respectifs d'étude du syndicalisme (le Chili dans mon cas, le Venezuela dans le sien) pour regarder ce qui se passe dans ce champ dans le reste du continent. **C'est ainsi qu'est né le dossier « Syndicalismes et gouvernements progressistes » publié par les Cahiers des Amériques Latines (IHEAL-CREDAL) en 2017 (voir couverture et sommaire en Annexe 43). Ce dossier étudie la reconstitution ou reformulation du lien État/syndicats, avec l'arrivée au pouvoir de gouvernements dits « progressistes ».**

¹⁵³ Numéro coordonné par Sandrine Tolazzi, Susanne Berthier-Foglar et Franck Gaudichaud, Dossier « Ressources minières dans les Amériques : Mutations d'un continent », Revues IdeAS, Institut des Amériques, Automne 2016 / Hiver 2017 : <http://journals.openedition.org/ideas/1634>. Je reproduis, dans le volume 3 de cette HDR, mon texte sur quelques publications latino-américaines critiques de l'extractivisme.

¹⁵⁴ Voir l'affiche et le programme en Annexe.

Le constat est que, face à une conflictualité au travail croissante, ces gouvernements ont mis en œuvre des politiques publiques qui encadrent les relations de travail dans un sens plus favorable aux salariés, d'autant que trois chefs d'État sont issus du champ syndical (Lula au Brésil, Evo Morales en Bolivie, Nicolás Maduro au Venezuela). Mais ceci, souvent de manière ambivalente ou contradictoire. Dès l'introduction, nous proposons de dépasser le triptyque cooptation/autonomie/confrontation, sans pour autant l'abandonner, par l'étude des pratiques syndicales « à la base ». Il apparaît ainsi que, dans certains pays, les exécutifs ont favorisé un véritable parallélisme syndical : les relations avec le gouvernement sont plus structurantes que celles qu'ils entretiennent avec les employeurs (au Venezuela, en Equateur ou en Bolivie par exemple). Ainsi, dans le cas du syndicalisme pétrolier équatorien, l'anthropologue Magali Marega décrit, dans ce dossier, l'impulsion étatique d'un corporatisme syndical ou encore un processus de « néocorporativisation » :

À travers la CUT¹⁵⁵, le gouvernement a constitué un syndicalisme qui a gagné des secteurs « non traditionnels » – tels que celui des employées domestiques et des travailleuses du sexe, dont l'expérience historique de lutte était réduite ou nulle – ou des secteurs classiques très affaiblis et fragmentés comme le syndicalisme pétrolier dans le secteur public. Le nouveau syndicalisme a assimilé le discours de la citoyenneté au travail promu par le gouvernement et repris avec force la philosophie de l'harmonisation des intérêts du capital et du travail. Eu égard aux expressions actuelles de l'action de la CUT, il semblerait plutôt qu'elle joue un rôle d'agent garant de la gouvernance économique et à la botte du projet « officialiste », sans aucun projet autonome¹⁵⁶.

Au-delà du rapport au politique, le mouvement syndical a de nombreux défis à affronter, les travailleurs informels sont difficiles à organiser et en dehors du Cône Sud, la syndicalisation reste faible. Plusieurs textes montrent, enfin, ce que nous avons nommé une « institutionnalisation ambiguë » des demandes syndicales par les gouvernements en place. Par exemple au Brésil, un mécanisme de rehaussement significatif du salaire minimum est instauré. La baisse du chômage a permis d'améliorer le quotidien de la population et de favoriser la syndicalisation. Nombre de dirigeants de la CUT sont, de plus en plus, intégrés à diverses commissions paritaires ou directement aux ministères des gouvernements du Parti des Travailleurs (PT). Toutefois, le syndicalisme brésilien est

¹⁵⁵ Centrale unitaire des travailleurs de l'Équateur (CUT), créée par le gouvernement en 2014.

¹⁵⁶ Magali Marega, « Le jardin aux sentiers qui bifurquent ? Le syndicalisme en Équateur », *Cahiers des Amériques latines*, N° 86, 2017, URL : <http://journals.openedition.org/cal/8348>.

maintenu dans le carcan de la *Consolidação das Leis Trabalhistas* (CLT), le cadre juridique des relations de travail établi par Getúlio Vargas, qui rend les syndicats dépendants de l'État à la fois au niveau financier et juridique et inhibe l'organisation dans l'entreprise. Les gouvernements pédistes ont abandonné toute refonte majeure de la CLT. Plus généralement, **ce dossier des CAL montre que les nouvelles relations syndicat / gouvernement établies durant la période progressiste sont touchées de plein fouet par les retours de forces conservatrices, la crise économique ou l'autoritarisme des exécutifs (comme au Nicaragua). Une piste, là encore, à creuser**, d'autant que nous avons reçu une grande quantité d'études de qualité pour ce numéro, et, qu'au final, après l'espoir d'un numéro double, ce ne sont que 6 textes qui ont été publiés (pour des raisons de contraintes éditoriales).

En ce qui concerne la crise des gouvernements progressistes, outre les deux publications à venir (voir paragraphe suivant), j'ai participé au **congrès international, à Lima, en mai 2017, de la Latin American Studies Association (LASA)**, dont je suis membre. Je suis intervenu à cette occasion sur « *Chile, ¿un contra-ejemplo? Progresismo 'transformista', continuidad neoliberal y nuevas resistencias sociales* » dans un atelier coordonné par la politiste, et spécialiste du Venezuela, Mila Ivanovic. Cet atelier comparatiste entre plusieurs pays de l'Amérique du Sud, portait sur : *Crisis y dilemas del progresismo Sudamericano: Movimientos y territorios, Estado y participación* – voir affiche et programme en Annexe 44. Et aussi en novembre 2017, j'ai été invité à intervenir (cette fois en français) sur le thème « Politique, mouvements sociaux et société civile », dans le séminaire *Gouvernements progressistes en Amérique Latine: débats et polémiques*, animé par Massimo Modonesi, alors chercheur invité à l'IHEAL (Paris 3).

Pour terminer ce panorama, notons qu'outre le séminaire « **Nouveaux espaces du discours politique** », j'ai aussi intégré -depuis ces débuts, en 2016- l'équipe d'animation d'un autre séminaire transversal de l'ILCEA4 : « **Empires et impérialisme hier et aujourd'hui** »¹⁵⁷, impulsé Olga Bronikova (MCF) et Isabelle Després (PR), collègues travaillant sur l'aire postsoviétique. Ce séminaire fonctionne en collaboration avec celui de l'Université Paris Lumières (Paris 8 et Paris 10), intitulé « Déprovincialiser l'histoire, réorienter la philosophie ». Il intègre des collègues de plusieurs aires culturelles et géographiques. Dans l'argumentaire de présentation, nous affirmons :

¹⁵⁷ Voir le carnet de recherche qui lui est associé : <https://empires.hypotheses.org>.

L'enjeu premier n'est cependant pas de contribuer à une histoire politique comparée des empires. L'« empire » ne doit pas être ici conçu seulement comme un objet, mais aussi, et avant tout, comme une perspective privilégiée permettant de réexaminer tout un ensemble de phénomènes et de problèmes qui traversent les sociétés contemporaines et les relations qu'elles entretiennent les unes avec les autres : mutations du capitalisme, des rapports de classes, des formes d'hégémonie économique et politique et des modalités de résistance à celles-ci ; retour au premier plan de la notion de souveraineté, prégnance des revendications nationales « minoritaires » et des conflits religieux ; persistance des discriminations et des violences racistes dans leurs dimensions genrées, etc. Il s'agit alors de concevoir, à titre heuristique, l'empire comme un « fait social total » dont l'analyse requiert une approche pluridisciplinaire, concernant non seulement l'histoire et les sciences (géo)politiques, mais aussi la littérature, la géographie, l'anthropologie et la sociologie, l'étude des migrations, ou encore la philosophie¹⁵⁸.

Ce séminaire a signifié pouvoir ouvrir largement les perspectives de nos réflexions géopolitiques de part et d'autre, « sortir » de l'aire latino-américaine pour mieux y revenir, par des discussions thématiques ou autour d'ouvrages spécifiques (par exemple, sur le livre de Jane Burbank et Frederick Cooper : *Empires. De la Chine ancienne à nos jours*¹⁵⁹). Dix séances ont déjà été organisées, plusieurs avec des chercheurs invités extérieurs à l'UGA. J'y ai, pour ma part, fait une présentation, en avril 2017, sur « Le processus bolivarien vénézuélien : dynamiques et ambivalences des discours et des mobilisations anti-impérialistes dans un contexte national-populaire spécifique ».

C/ Ouvrages en chantier, pistes d'investigation et d'encadrement

J'ai actuellement en attente de publication deux manuscrits qui traitent des gouvernements progressistes et des transformations sociopolitiques actuelles. **Premièrement, grâce au colloque international coordonné avec Thomas Posado, nous avons pu réunir plusieurs textes de qualité et diriger, ainsi, un livre collectif qui reprend en partie, mais sous la forme désormais d'une affirmation, le titre du colloque : « Amérique Latine : la fin de 'l'âge d'or' des gouvernements progressistes ».** Le livre est divisé en 15 chapitres et il réunit des chercheurs latino-américains et

¹⁵⁸ « Argumentaire », <https://empires.hypotheses.org/argumentaire>.

¹⁵⁹ Paris, Payot, 2011.

hexagonaux (voir sommaire en Annexe 45). Le texte est actuellement **en phase d'évaluation au sein du comité éditorial des Presses Universitaires de Rennes (PUR). Il a passé la première étape du processus de sélection. Nous espérons pouvoir le voir dans les librairies début 2019.** Par ailleurs, après avoir confirmé à plusieurs reprises la convergence de nos recherches sur de nombreux points, mais aussi notre souci commun de dresser un bilan historique du « cycle progressiste », nous nous sommes lancés avec Massimo Modonesi (sociologue – UNAM – Mexique) et Jeffery Webber (politiste, Queen Mary University Of Londres) dans la rédaction d'un **essai** « à 6 mains ». La version en castillan, qui a pour titre *Auge y decadencia de los gobiernos progresistas latinoamericanos (1994-2018). Un ensayo de interpretación histórica*, **devrait paraître en premier car elle a été validée par les éditions de la UNAM (Mexique).** Ce texte est divisé en trois parties, l'une sur les relations entre mouvements sociaux et gouvernements, le deuxième sur l'économie politique des progressismes, quant à la dernière, elle porte sur les débats intellectuels et la crise de ce cycle historique (voir sommaire et le chapitre reproduit à la fin du volume 3 de cette HDR). L'essai devrait également paraître en français, aux **éditions Amsterdam** (Paris), avec un accord de principe pour début 2019 de l'éditeur, et le manuscrit en anglais est en phase d'évaluation auprès du comité éditorial de **Duke University Press**, un grand éditeur académique anglo-saxon. Sur ce même thème, je suis invité à participer à la table-ronde « Montée des nouvelles droites et recomposition partisane », organisée par l'IHEAL (Paris), le jeudi 11 octobre 2018. Les autres exposants prévus sont Franck Poupeau, Olivier Dabène et Dario Rodriguez (et la discutante sera la politiste Camille Goirand) - voir affiche en Annexe 47¹⁶⁰.

Par ailleurs, je suis engagé dans l'aventure de la co-organisation d'un cinquième grand colloque international. Celui-ci se déroulera à l'université de Poitiers du 15 au 17 octobre 2018. Il propose un retour sur « 1968 dans les Amériques » au travers des arts, de l'histoire, de la littérature, des sciences politiques et des sciences sociales. L'équipe d'organisation est composée de civilisationnistes et d'historiens de l'Amérique anglo-saxonne et « latine »¹⁶¹. Notre point de départ est, un demi-siècle après le « mai français », de relire la portée de ce

¹⁶⁰ Mon intervention porte sur : « Retours des droites, déclin des gouvernements progressistes et nouvelles conflictualités sociales. Réflexions sur la fin d'un cycle historique », Table ronde *Montée des nouvelles droites et recompositions partisans*, Paris, IHEAL, 11 octobre 2018, URL : <http://www.iheal.univ-paris3.fr/fr/agenda/mont%C3%A9e-des-nouvelles-droites-et-recomposition-partisane>.

¹⁶¹ Mathieu BONZOM, Université d'Orléans / Luc CAPDEVILA, Université Rennes 2 / Alvar DE LA LLOSA, Université Lyon 2 / Franck GAUDICHAUD, Université Grenoble Alpes / Fatiha IDMHAND, Université de Poitiers / Ambre IVOL, Université de Nantes / Jimena OBREGÓN, Université Rennes 2 / Jean Baptiste THOMAS, Ecole Polytechnique.

moment en décentrant le regard outre-Atlantique, et en l'abordant dans sa dimension transaméricaine et caribéenne :

les Amériques et la Caraïbe représentent des aires qui se retrouvent traversées et interconnectées par les enjeux majeurs posés par le « mouvement 1968 ». De ce point de vue, les « années 1968 », années de révoltes, ne seront closes que par la « (contre)-révolution conservatrice » qui commence au Chili en septembre 1973 et triomphe entre janvier 1981, avec l'élection de Ronald Reagan, et 1983, avec l'opération militaire étatsunienne « Urgent Fury », contre la Grenade de Thomas Bishop. Pour les États-Unis, 1968 s'inscrit dans le sillage de ce que certains ont pu appeler, en amont, les « long sixties » et qui, pour l'Amérique Latine, sera un moment plus fondateur de ce que seront, en aval, « los setenta ». L'année 1968 étatsunienne est marquée par des secousses d'une intensité inédite, [...]. L'Amérique Latine et la Caraïbe, le « back yard » étatsunien –et européen, dans le cas de certains territoires- connaissent un ébranlement inégal mais similaire en intensité à celui que connaît l'Amérique du Nord avec, notamment, les premières grandes manifestations antidictatoriales que vit le Brésil au mois de mars ou, pour ce qui est de l'aire caribéenne anglophone, la contestation du gouvernement Hugh Shearer au cours des Rodney Riots de Kingston en octobre¹⁶².

Pour ces rencontres de Poitiers, nous nous sommes ainsi intéressés aux questions de circulation révolutionnaire et des internationalismes militants, aux échos du « mai français » dans les Amériques et des « mai » latino-américains en Europe, au rôle des afro-américanité(s), des autochtones et des féminismes transaméricains dans la période, ou encore à celui de la jeunesse et des étudiants. Nous avons également invité les chercheurs à proposer des communications sur les « revers de la révolution » et la doctrine de sécurité nationale, les Églises, la « nouvelle gauche », le syndicalisme ou encore la culture en révolte. Nous avons reçu un très grand nombre de propositions pour en retenir une cinquantaine, dans un premier temps. Plusieurs invités internationaux du Nord comme du Sud sont aussi prévus pour un colloque qui se déroulera en français, espagnol et en anglais. Cette rencontre a reçu le soutien de l'Institut des Amériques, du Centre de Recherches Latino-américaines-Archivos EQUIPE ITEM (UMR 8132-CNRS), de la région Nouvelle Aquitaine et de la métropole de Poitiers, ainsi que d'institutions comme la MSH de Poitiers.

¹⁶² Cf. la page dédiée au colloque : <https://colloque1968.sciencesconf.org>.

Au niveau de l'ILCEA4 et de l'UGA, je continue d'encadrer tous les ans des mémoires de masters 1 et 2 professionnels parcours LEA CICM (Coopération internationale et communication multilingue), certains d'une très grande qualité (1 ou 2 par an). Je suis aussi des mémoires de master recherche 1 et 2 LCE sur l'Amérique Latine contemporaine (9 mémoires soutenus et 2 mémoires de M2 en cours pour l'année 2018-2019) – voir liste dans le CV. J'ai à ce jour participé à deux jurys de thèse, l'une en économie sur la politique pétrolière du Venezuela (Université Grenoble 2 - 2008), l'autre en science politique sur le traitement étatique des violences faites aux femmes au Chili (IEP Grenoble - 2017) – voir CV en Annexe. Et je serai jury et rapporteur d'une thèse, menée à l'EHESS, en sociologie du travail sur le Chili, en décembre 2018. Je fais, par ailleurs partie, du comité de suivi de la thèse de Herson Huinca Piutrin, en anthropologie sociale (EHESS) qui traite des représentants mapuche au sein des organisations internationales. D'autre part, **je codirige actuellement avec le sociologue Roland Pfefferkorn (PR), une thèse en sociologie de la Bolivie, réalisée par Nicolas Johansson-Rosen, en préparation à Strasbourg, dans le cadre de l'École doctorale en Sciences humaines et sociales. Ce travail porte sur les ambivalences du syndicalisme coopérativiste minier bolivien et ses liens paradoxaux avec le MAS et le gouvernement d'Evo Morales.** Cet encadrement doctoral, depuis 2015, est un apprentissage important pour moi, d'autant qu'il se déroule dans ce qu'il convient de nommer un terrain difficile¹⁶³. Nicolas Johansson-Rosen enquête notamment à Potosi dans des conditions parfois très dures (et pas seulement sur le plan climatique). Une partie des acteurs coopérativistes se montrent hostiles à son investigation car attrapée dans des réseaux de clientèle et de pouvoirs qu'ils ne souhaitent pas voir dévoilés. Cette direction me montre également à quel point l'encadrement est aussi affaire de soutien moral et psychologique, encouragements et capacité à évaluer la faisabilité d'un travail, et pas seulement de donner des lignes directrices sur le plan scientifique ou administratif. Nous avons bon espoir que cette thèse originale et adossée à un gros travail de sources sera soutenue pour la fin 2019.

De plus, **je poursuis mon implication dans les deux séminaires transversaux de l'ILCEA4 déjà cités (l'un sur « Empires et impérialisme » et l'autre sur « Nouveaux espaces du discours politiques »), avec plusieurs séances déjà programmées pour 2018-2019. Dans ce cadre, je participerai à la journée d'étude sur « La légitimation du politique : discours, acteurs, pratiques » (9-10 novembre 2018), coordonnée par**

¹⁶³ Magali Boumaza, Aurélie Campana, « Enquêter en milieu « difficile ». Introduction », *Revue française de science politique*, N°1, 2007, pp. 5-25, URL : <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2007-1-page-5.htm>.

Valéry Kossov (PR en civilisation russe). Cet évènement pluridisciplinaire se donne pour objectif d'aborder différentes formes et pratiques de la légitimation, tant dans la dimension discursive qu'actionnelle : discours et action sont ainsi considérés comme deux éléments de l'échange social à la fois autonomes et interdépendants. Il s'agira de penser comment l'action politique, économique ou sociale suivant ou précédant la mise en discours des éléments de sa légitimation, poursuit des enjeux souvent similaires dans les pays différents et comment ils sont repris dans diverses stratégies de communication politique. Pour ma part, j'ai prévu une intervention en lien avec la recherche de mon inédit sur « Discours de légitimité, discours de légalité, champ syndical et pouvoir politique en contexte néolibéral avancé. Retour sur le cycle protestataire des dockers au Chili en 2013-2014 ».

Au terme de la présentation de ce grand sous-ensemble « Amérique Latine hier et aujourd'hui », voici **quelques pistes de recherches** qu'ils me semblent intéressant de poursuivre et qui pourraient faire l'objet d'encadrement doctoral. Citons trois domaines particulièrement :

- **La décennie 60-70, l'époque des « réformes de structure » et des « engagements » révolutionnaires** vues de l'Amérique du Sud (et surtout de Cône Sud) : circulation d'idées et de revues, formes du militantisme, approche comparée par pays des constructions partisans, études des discours et de la presse, etc.
- **L'ère progressiste et national-populaire (1998-2018)** : relation entre mouvements, partis et institutions, dynamiques du capitalisme d'État rentier et des politiques publiques redistributives, crise économique, bureaucratiation et corruption (cas Odebrecht par exemple) dans une perspective comparée, tensions entre acteurs sociaux et clientélisme, pratiques et discours des oppositions conservatrices, ingérence réelle et impérialisme « rêvé » des États-Unis, nouveau rôle joué par la Chine au plan géopolitique, compréhension de la crise bolivarienne « par en bas », discussion autour de la notion de « populisme » et de l'hyperprésidentialisme, etc.
- **Les syndicalismes latino-américains aujourd'hui** : évolution de la forme syndicale, crise et renouveau partiel du syndicalisme en contexte néolibéral, étude de cas spécifiques grâce à l'enquête ethnographique et à l'histoire orale, analyse des dynamiques transnationales et transfrontalières des réseaux syndicaux américains, suivi d'un secteur (par exemple, le secteur portuaire) sur le temps long, etc.

V/ Enseignements, responsabilités administratives, expertises et partage des savoirs

J'ai pu, durant ces 11 années en tant que MCF, et en parallèle à mes activités de recherche, acquérir plusieurs expériences d'enseignement universitaire. Selon moi, la partie enseignement est vraiment un des aspects enthousiasmants de ce métier, et elle constitue le pendant indispensable du travail de recherche. Elle justifie qu'il faille aussi assumer des tâches et responsabilités administratives au niveau des départements, UFR, des CA ou au sein des instances nationales. Même si cela ne forme pas le cœur d'une HDR (centrée sur la recherche et son encadrement), il me semblait nécessaire de revenir, brièvement, sur mes activités d'enseignant et « d'expertise ».

Depuis septembre 2007, et ma nomination comme Maître de conférences en histoire et civilisation de l'Amérique Latine (section 14) à l'Université Stendhal-Grenoble3, j'ai été responsable de plusieurs enseignements magistraux et de nombreux TD, principalement dans la filière LEA, mais aussi en LLCER, du niveau L1 jusqu'au Master 2. L'ensemble de ces cours sont donnés intégralement en espagnol. Je détaille ces activités pédagogiques dans le CV ci-dessous. J'ai, particulièrement, été amené à coordonner les enseignements d'« Introduction aux Amériques Latines », en LEA1 et LEA2, tout en assurant les cours magistraux. Ces cours ont des effectifs importants, variant de 200 jusqu'à 300 étudiants inscrits, et possèdent jusqu'à 10 TD en parallèle. De telles cohortes signifient une gestion de coordination assez serrée, la mise en place de programmes clairs, séance par séance, mais aussi l'utilisation de supports en ligne pour accompagner les étudiants dans le travail à la maison (sur Alfresco et Moodle). Ce travail de coordination est d'autant plus nécessaire qu'environ 40% des collègues sont, malheureusement, des intervenants extérieurs vacataires, à qui on ne peut pas décemment demander d'élaborer des programmes ou du matériel pédagogique. D'autre part, j'assure depuis plusieurs années des cours pour les étudiants de Master LEA 1 sur la question « Enjeux du monde : politique, société et problématiques de développement en Amérique Latine actuelle ». Un cours de tronc commun qui concerne le Master Coopération internationale et communication multilingue (CICM), le Master Négociateur trilingue en commerce international (NTCI) et le Master Traduction spécialisée multilingue (TSM). J'interviens aussi en deuxième année du Master CICM, pour réaliser avec ces étudiants en fin de cycle, une série d'études de cas, en anthropologie et développement, à partir du Cône

Sud : nous travaillons, par exemple, des sujets liés aux modèles d'extraction minière, forestière ou d'agro-industrie et leurs impacts sur les communautés autochtones.

J'enseigne également dans la filière LLCER parcours hispaniste, particulièrement en 3^e année. J'y ai donné tout d'abord un cours (CM/TD) sur « - Le Chili au XX^e et XX^e siècle. Acteurs sociaux et changements politiques » (de 2008 à 2010), puis sur « Pouvoir, processus révolutionnaires et violences en Amérique Latine (XX^e siècle) » (de 2016 à 2018). Par ailleurs, j'ai été à deux reprises préparateur aux concours. Premièrement, pour la question de civilisation « Mobilisations sociales et effervescences révolutionnaires dans le Cône Sud (1964-1976) » de l'Agrégation d'espagnol (et alors que mes travaux étaient cités dans la bibliographie de référence). Ensuite, l'année dernière, au niveau du CAPES et du Master MEEF, pour la préparation de nos étudiants à l'œuvre « *No* » de Pablo Larrain. A noter qu'étant docteur en science politique, je suis régulièrement sollicité pour des interventions au niveau des IEP. Cela explique que, de 2008 à 2011, j'ai co-organisé avec le politiste David Garibay (Université Lyon 2), un séminaire sur « Démocratie et démocratisation en Amérique du Sud » (là aussi en espagnol), au sein du **Master de politique comparée de SciencesPo Paris** (dirigé par Olivier Dabène, l'actuel président de l'OPALC¹⁶⁴). D'autre part, j'ai également imparti un cours magistral (toujours en espagnol), portant sur le Chili contemporain, de 2009 à 2013, pour le **Master Amérique Latine de l'IEP de Grenoble**. Et j'interviens désormais (en français cette fois) comme enseignant dans le **Master Organisations internationales du même IEP**, avec un CM qui porte sur « L'Amérique Latine aujourd'hui : relations internationales, défis politiques et acteurs sociaux ». Pour terminer, depuis cette année (2018), nous inaugurons avec Lauriane Bouvet (jeune collègue spécialiste de l'Uruguay) un enseignement transversal, en français, destiné à tous les étudiants non spécialiste du campus (de la L1 au M1). Ce cours a pour titre : « Une histoire en bataille. Processus révolutionnaires, régimes politiques et conflits sociaux dans les Amériques Latines (XX^e-XXI^e siècles) ». Cette nouvelle expérience avec des publics issus de plusieurs filières et disciplines, et avec des niveaux mixtes, s'avère très stimulante.

J'ai également pu exercer comme enseignant-chercheur au Chili. Dès mes années de doctorat, j'ai ainsi donné plusieurs cours à l'Université ARCIS, à Santiago. Dernière expérience en date, j'ai été invité comme professeur étranger, en octobre 2013, par les collègues du Magister de la *Universidad Alberto Hurtado*, où j'ai proposé un cours

¹⁶⁴ Observatoire Politique de l'Amérique latine et des Caraïbes (Sciences Po Paris) : <https://www.sciencespo.fr/opalc/la-page-d-accueil>.

sur « *Pensar la Unidad Popular hoy* », et le mois suivant, c'est le département d'histoire de l'Université de Santiago (USACH) qui m'a accueilli. J'y ai assuré un séminaire, de 20 heures, sur « *Conflictos sociales y procesos revolucionarios en América Latina: siglos XX y XXI* ». Au deuxième semestre de 2014 (calendrier austral), j'ai enfin pu organiser à la *Universidad Academia de Humanismo Cristiano* (UAHC) un cours de 24 heures, sur « *A 40 años del golpe. (Re)pensar la Unidad Popular y la "vía chilena al socialismo" - 1970-1973* » au sein de la *Escuela de historia*.

Ce volet enseignement a toujours été accompagné d'un engagement actif de ma part dans mon département et mon UFR, sur le plan pédagogique, comme administratif. Je suis un fervent défenseur de la rotation des responsabilités et des charges électives à tous les niveaux de l'institution, afin d'éviter une séparation croissante entre des EC réellement *chercheurs* et des EC happés par l'administration. J'ai été nommé, dès mon recrutement en 2007, responsable pédagogique de la 1^{re} année de licence LEA (l'une des plus importantes de l'UFR, en termes quantitatifs). Ce qui signifie la coordination de 7 à 10 TD et des nombreux enseignants vacataires intervenants à ce niveau sur toutes les matières d'espagnol (grammaire, traduction, pratique de la langue, histoire et civilisation). En 2009, j'ai souhaité être également « enseignant référent » auprès des étudiants de cette même 1^{ère} année, une année clef pour la réussite en Licence. D'autre part, j'ai intégré, de 2010 à 2014, la Commission consultative de spécialité (CCS) de l'Université Grenoble 3 (14^{ème} section) et ai ainsi pu suivre de près la question des recrutements des enseignants-chercheurs, mais aussi des ATER, en ce qui concerne les études hispaniques et latino-américaines. **De plus, à la rentrée 2011, j'ai accepté d'assumer des responsabilités de direction et de coordination administrative, ayant été élu responsable de la section d'études romanes, regroupant hispanistes, italianistes et lusistes, soit plus d'une quarantaine d'enseignants et enseignant-chercheurs. Cela a signifié un travail administratif très conséquent, au cours des années 2011-2013, au service de la section et de l'UFR**, UFR dont j'étais alors membre de droit de son Conseil. Pour la même période, j'ai été responsable du département d'espagnol. En sus, à partir de 2010, j'ai intégré en tant qu'élu le comité d'équipe de l'Institut des Langues et des Cultures d'Europe et d'Amérique (ILCEA, E.A.613), et ce jusqu'en 2013. Enfin, **depuis mon retour de CRCT et de délégation CNRS, en 2015, je suis devenu responsable du Master LEA Coopération internationale et communication multilingue (CICM) pour l'espagnol.**

En ce qui concerne les évaluations et les expertises scientifiques, je renvoie là aussi au CV, mais on peut noter que je suis évaluateur pour les revues scientifiques *Nuevos Mundos – Mundos Nuevos*, *L'Ordinaire des Amériques* et *Historia Social y de las Mentalidades* (USACH). J'intègre aussi les comités scientifiques internationaux des revues *Palimpsesto* (Escuela de Historia de la *Universidad de Santiago de Chile*) et de la revue *Divergencia* (Chile), après avoir participé, durant 15 ans, à l'équipe éditoriale de la revue *Dissidences* (revue soutenue par l'Université de Bourgogne). **Par ailleurs, je suis régulièrement sollicité, en tant qu'expert international, par le CONYCIT - Comisión Nacional de Investigación Científica y Tecnológica (Chile), par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) et, enfin, pour l'évaluation des demandes de subventions des Activités et manifestations scientifiques (AMS) de l'Institut des Amériques (IDA). C'est d'ailleurs à ce titre que j'ai intégré le conseil scientifique du prochain Congrès annuel de l'IDA, qui aura lieu les 9, 10 et 11 octobre 2019, sur le campus Condorcet de Paris-Aubervilliers. Un congrès où je suis responsable de la table-ronde consacrée à la science politique, avec la civilisationniste nord-américaniste Audrey Célestine (Université de Lille).**

Pour terminer ce tour d'horizon, et en liens avec les engagements et « savoirs situés » que je mentionnais dans la première partie, j'assume –plusieurs fois par an- des entretiens pour la presse et la radio, dont en français pour : la *RTBF*, *RFI*, *France Info*, *France Culture*, *La Libre Belgique*, *Libération*, *Deutsche Welle* (DW) et, en espagnol, pour : *El Ciudadano* (Chili), *Punto Final* (Chili), revue *Memoria* (Mexique). Cela passe aussi, mais plus rarement, par des interventions télévisuelles pour *Arte TV*, *France 24*, *TeleSur* ou, dernièrement, *Mediapart Live*. A chaque fois, ces interventions, je les réalise exclusivement autour de mon domaine de compétence et de spécialité (le Chili actuel et l'Amérique Latine contemporaine). Il m'arrive assez souvent de refuser des sollicitations de journalistes, si j'estime ne pas être assez qualifié pour aborder le sujet qu'ils me proposent ou si le format est sensationnaliste et ne permet pas de déployer des idées de manière argumentée. Par ailleurs, j'effectue (de manière bénévole) plusieurs conférences par an, autour de l'Amérique Latine, pour des festivals de cinéma, des bibliothèques municipales ou des collectifs associatifs.

Enfin, comme le montre la dernière partie du CV, j'écris aussi, en tant que collaborateur régulier, pour des journaux comme *Le Monde Diplomatique*, la revue *Contretemps* ou le trimestriel associatif *FAL magazine*. Je rédige aussi des articles de

vulgarisation pour des ouvrages collectifs : le dernier en date portait sur les questions mémorielles dans le cadre d'un livre publié à l'occasion des 10 ans du *Programa memorias del siglo XX* de la DIBAM (Chili). Autre exemple de ce souci constant de vulgarisation : en 2013, j'ai participé à l'élaboration d'une exposition sur l'exil chilien en Isère, au Musée de la résistance et de la déportation-Maison des droits de l'Homme de Grenoble. Un travail collectif passionnant, qui a mêlé -en bonne intelligence- universitaires, exilés chiliens et membres d'associations locales. Cette réflexion, ce travail d'archives et les entretiens menés auprès des exilés, a signifié une exposition de grande qualité. Mais aussi la publication d'un catalogue¹⁶⁵, où nous analysons à plusieurs voix l'expérience de l'exil, et, enfin, la réalisation du film-documentaire de Michel Szempruch, *Exiliados chilenos – Exils chiliens*¹⁶⁶. Un film pour lequel j'ai aidé le réalisateur grenoblois à mener une partie des entretiens. Comme le souligne Olivier Cogne, directeur du musée, nos diverses réunions ont fait évoluer le projet du musée et lui ont donné une nouvelle orientation :

Ces échanges ont mis en évidence la nécessité d'évoquer plusieurs aspects, quasi absents du projet initial du musée, comme la place accordée aux Chiliens rentrés dans leur pays natal au lendemain de la dictature, les retornados, bien qu'ils n'aient constitué en Isère qu'une petite minorité. De la même façon, il est apparu essentiel de donner la parole aux jeunes générations. Ces Chiliens sont arrivés enfants ou adolescents en France comme à ceux nés après l'exil, autour des questions d'intégration liées à leur propre vécu et de transmission de celui de leurs parents, dont certains avaient subi la répression de la junte. Le groupe a souligné également qu'il fallait absolument rendre compte de la situation du Chili depuis la fin de la dictature et l'entrée dans l'ère de la "transition démocratique", afin de faire comprendre les difficultés auxquelles le pays est toujours confronté sur le plan politique et juridique¹⁶⁷.

Ces divers « engagements publics » sont, selon moi, une « extension » naturelle de mon travail de chercheur. Ils sont aussi une modeste, infime peut-être, contribution que je sens comme *indispensable* et que je « dois » en quelque sorte à la société, alors que j'ai été formé (et suis rémunéré) par le service public. Comme le note Philippe Corcuff, en s'inspirant des pensées de Merleau-Ponty sur cette question :

¹⁶⁵ Olivier Cogne, J. Loiseau (coord.), *Exiliados. Le refuge chilien en Isère. 1973-2013*, Catalogue publié par le Musée de la résistance et de la déportation-Maison des droits de l'Homme, Grenoble, 2013.

¹⁶⁶ Michel Szempruch, *Exiliados chilenos – Exils chiliens*, association Repérages / Musée de la résistance et de la déportation-Maison des droits de l'Homme, 60 minutes, 2013.

¹⁶⁷ Olivier Cogne, « La commémoration des quarante ans du coup d'État du 11 septembre 1973 en Isère », *Hommes & migrations*, 1305, 2014, URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2725>.

*le chercheur ou l'universitaire qui voudrait s'isoler dans son laboratoire ou son université participerait quand même au cours du monde et aurait, malgré ses intentions explicites, une responsabilité par rapport à lui*¹⁶⁸.

Une responsabilité qu'il vaut donc mieux assumer pour en mesurer les dangers et, surtout, en apprécier la valeur.

¹⁶⁸ Philippe Corcuff, « Engagements publics d'un sociologue. Quelques enseignements épistémologiques à partir d'expériences plurielles », *Carnets de bord*, Département de sociologie, Université de Genève, n°3, 2002, pp. 5-17, URL : <http://www.unige.ch/ses/socio/carnets-de-bord/revue/article.php?NoArt=20&num=3>.

CV

Nom : GAUDICHAUD

Prénom : FRANCK

DONNEES INDIVIDUELLES

- **Date et lieu de naissance** : 5 mai 1975 (Angers)
- **Statut actuel** : MCF en histoire et civilisation de l'Amérique Latine contemporaine
- **Etablissement** : Université Grenoble Alpes - UGA
- **Laboratoire de rattachement** : ILCEA4 - E.A.7356
- **Grade** : Classe normale
- **Ancienneté dans le grade** : 11 ans
- **Niveau dans le grade** : 5ème échelon

DIPLOMES ET QUALIFICATIONS MCF

- **Qualifications en 2006:**

Qualifié par le CNU, Maître de conférences en Civilisation hispano-américaine (section 14)

Qualifié par le CNU, Maître de conférences en Science politique (section 04)

Qualifié par le CNU, Maître de conférences en Histoire contemporaine (section 22)

- **Doctorat :**

2000-2005 Thèse de doctorat en Science Politique sous la direction de Michael Löwy

« Etude de la dynamique du mouvement social urbain chilien : « pouvoir populaire » et Cordons industriels (1970-73) »

Université Paris 8 - Laboratoire « Théorie du politique et rapports sociaux » (EA 2299)

Mention très honorable avec Félicitations du jury à l'unanimité

Composition du Jury

Michael Löwy (Directeur de la thèse) : Directeur de recherche émérite au CNRS – professeur émérite de l'Université Paris 8 - Vincennes - St Denis - Politologue

Alain Joxe (Rapporteur) : Directeur d'étude à l'EHESS – Sociologue

Michel Dreyfus (Rapporteur) : Directeur de recherche au CNRS et professeur à l'Université Paris I - Panthéon – Sorbonne - Historien

Pierre Cours-Salies : (Psdt du Jury) Professeur à l'Université Paris 8 – Vincennes - St Denis – Politologue

- **Autres diplômes universitaires :**

1998-1999 DEA en Histoire contemporaine sous la direction de Sylvie Guillaume

« Étude des relations entre le mouvement ouvrier chilien et le gouvernement de S. Allende (1970-1973) » - Université Bordeaux 3 – juin 1999 – mention TB

1996-1997 Maîtrise d'Histoire contemporaine sous la direction de Sylvie Guillaume

« *La Chine de la Révolution culturelle vue à travers la presse française* »

Université Bordeaux 3 – juin 1997 – mention TB

ENSEIGNEMENTS ET RESPONSABILITES PEDAGOGIQUES

– Enseignements

Principaux enseignements depuis 2007 : Université Grenoble Alpes (UGA), UFR Langues et civilisations étrangères

* Licence LEA (en espagnol) - Introduction aux Amériques latines (XX^e siècle) :

CM (12h) et TD (12h) - LEA1, LEA2, LEA3 (suivant les années)

* Master 1 LEA - L'Amérique Latine aujourd'hui : politique, société et problématiques de développement (en espagnol)

Tronc commun pour les Master Coopération internationale et communication multilingue (CICM), Master Négociateur trilingue en commerce international (NTCI) et Master Traduction spécialisée multilingue (TSM)

CM (12h) et TD (12h) – M 1

* Master 2 LEA CICM - Anthropologie et développement : étude de cas à partir du Cône Sud (en espagnol) - CM (9h)

* L3 LLCER – Pouvoir, processus révolutionnaires et violences en Amérique Latine (XX^{ème} siècle) – en espagnol - CM (12h) TD (12h) – 2016-2018

* L3 LLCER – Le Chili au XX^{ème} et XXI^{ème} siècle. Acteurs sociaux et changements politiques – en espagnol (2008-2010) – en espagnol - CM (12h) TD (12h) – 2008-2010

* Enseignement Transversal – ETC (depuis 2017) - Une histoire en bataille. Processus révolutionnaires, régimes politiques et conflits sociaux dans les Amériques Latines (XX^{ème}-XXI^{ème} siècles) – en français

Niveau mixte de la L1 au M1 pour non spécialistes – CM (24h) – en français

* Cours de concours CAPES, Master MEEF (2017-2018) :

Œuvre préparée (avec Federico Bellido) « Pablo Larraín, *NO* (long-métrage de fiction), DVD Wild Side, 2012 » (10HCM)

* cours de préparation à l'Agrégation (2016-2017)

Question de civilisation « Mobilisations sociales et effervescences révolutionnaires dans le Cône Sud (1964-1976) » (40h CM)

Enseignant dans le Master « Organisations internationales » de l'IEP de Grenoble (depuis 2018)

* L'Amérique Latine aujourd'hui : relations internationales, défis politiques et acteurs sociaux (en français) - CM (12h)

Enseignant dans le Master « Amérique Latine » de l'IEP de Grenoble (2009-2013)

* Le Chili aux XX^e et XXI^e siècles : un pays modèle ? (en espagnol) - CM (24h) – M 1

Enseignant dans le Master de politique comparée – SciencesPo Paris (de 2009 à 2011)

* (avec David Garibay) Démocratie et démocratisation en Amérique du Sud (en français) - CM (12h)

Enseignant en Histoire et Science Politique sur le Chili et l'Amérique Latine (dans plusieurs universités chiliennes comme "professeur invité" (depuis 2006)

- Responsabilités pédagogiques

* Responsable du Master LEA Coopération internationale et communication multilingue (CICM) pour l'espagnol, UGA, depuis 2015

* Responsable pédagogique des cours de civilisation de l'Amérique Latine pour la LEA1 et LEA2 depuis 2007

* Responsable pédagogique de la 1^{re} année de licence LEA – Espagnol, Université Grenoble 3 (2007-2011)

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES

* 2011/2012 et 2012/2013 : responsable de la section d'Études Romanes (Études hispanistes, italiennes et lusistes), UFR de Langues et civilisation étrangères, UGA

* 2011/2012 – 2012/2013 : responsable du département d'espagnol, l'UFR de Langues et civilisation étrangères, UGA

* Membre invité du Conseil de l'UFR de Langues étrangères, UGA (2011-2013)

* Membre élu du comité d'équipe de l'Institut des Langues et des Cultures d'Europe et d'Amérique (ILCEA, E.A.613) – 2010-2013

* Membre de la commission consultative de spécialité (CCS) de l'université Grenoble3 (14^e section) – 2010-2014

ACTIVITE SCIENTIFIQUE

- Principales thématiques de recherche :

Le Chili d'Allende et de l'Unité Populaire (1970-1973)

Le Chili aux XX^e et XXI^e siècles

Étude du terrorisme d'État dans le Cône sud

Étude critique des « transitions » et « consolidations » démocratiques dans le Cône sud

Problématiques de la mémoire et de l'impunité en Amérique du Sud

Exils politiques chiliens et latino-américains en France

Mouvements sociaux, gauches et nationalisme-populaire en Amérique Latine

Syndicalismes et conflits de travail en Amérique Latine

– **Publications :**

○ Ouvrages en nom propre :

2018 Franck Gaudichaud, Massimo Modonesi, Jeffery Webber, *Auge y decadencia de los gobiernos progresistas latinoamericanos (1994-2018). Un ensayo de interpretación histórica*, México, UNAM Ediciones, 2018 (por publicar).

Version en français prévue pour 2019, aux éditions Amsterdam et en anglais aux éditions Duke University Press (en phase d'évaluation).

2015 *Las fisuras del neoliberalismo maduro chileno. Trabajo, democracia protegida y conflictos de clases*, Buenos Aires, CLACSO, 2015.

Egalement publié au Chili par Quimantú et Tiempo Robado editores, 2016

2013 *Chili 1970-1973. Mille jours qui ébranlèrent le monde*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, coll. « Des Amériques »

Traduit en espagnol et publié au Chili par Lom ediciones, 2016 et en Espagne par Sylone ediciones, 2017.

2013 *¿Venceremos? Analyse et documents sur le « pouvoir populaire » chilien (1970-1973)*, Paris, Syllepse.

2005 *Operación Cóndor. Notas sobre el terrorismo de Estado en el Cono sur*, Madrid, Ed. SEPHA, 2005.

2004 *Poder Popular y Cordones industriales. Testimonios sobre la dinámica del movimiento popular urbano durante el gobierno de Salvador Allende*, Santiago, Lom ediciones - DIBAM, 2004.

○ Direction d'ouvrages collectifs :

2019 (avec Thomas Posado), *Gouvernements progressistes en Amérique Latine : la fin d'un âge d'or*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes (en phase d'évaluation au sein du comité éditorial).

2016 (avec Antoine Faure, María Cosette Godoy, Fabiola Miranda, René Jara), *Chili actuel : gouverner et résister dans une société néolibérale*, Paris, L'Harmattan, Coll. Recherches Amérique Latine, 2016.

2008 (ed.) *Le Volcan latino-américain. Gauches, mouvements sociaux et néolibéralisme au sud du Rio bravo*, Paris, Textuel, 2008.

Traduit en espagnol : *El Volcán latino-americano. Izquierdas, movimientos sociales y neoliberalismo*, Madrid, OtraAmérica, 2010 et Concepción, Escaparate, Chile, 2011.

2011 (ed.) *Amériques Latines. Emancipations en construction*, Paris, Syllepse, 2011.

Traduit en espagnol : Quito, Instituto de Altos Estudios Nacionales – IAEN et Santiago du Chili, América en movimiento et Tiempo Robado Editores, 2016.

○ Direction de numéros de revue :

* Franck Gaudichaud et Thomas Posado (dir.), Dossier « Syndicalismes et gouvernements progressistes », *Cahiers des Amériques Latines*, IHEAL, N° 86, 2017, URL : <https://journals.openedition.org/cal/8339>.

- * Franck Gaudichaud, María Cosette Godoy Hidalgo et Fabiola Miranda-Pérez (dir.), Dossier « Chili actuel. Nouveaux éclairages sur le néolibéralisme contemporain », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Questions du temps présent, 2017, URL : <http://journals.openedition.org/nuevomundo/30463>.
- * Franck Gaudichaud, Sandrine Tolazzi et Susanne Berthier-Foglar (dir.), Dossier « Ressources minières dans les Amériques : Mutations d'un continent », *Revue IdeAS*, Institut des Amériques, Automne 2016 / Hiver 2017, URL : <http://journals.openedition.org/ideas/1634>.
- * Franck Gaudichaud, Fabiola Miranda et María Cosette Godoy (dir.), Dossier « A l'ombre du néolibéralisme. Travail, culture et territoires dans le Chili actuel », *Revue Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Questions du temps présent, 2015, URL : <https://nuevomundo.revues.org/30463#a-l-ombre-du-neoliberalisme-travail-cultures-territoires-dans-le-chili-actuel>.
- * Franck Gaudichaud et Almudena Delgado L. (dir.), Dossier « Les voies incertaines de la démocratisation : retours critiques et regards croisés Europe/Amérique Latine », *Revue ILCEA*, N°13, 2010, URL : <https://journals.openedition.org/ilcea/868>.
- * Franck Gaudichaud et Jean-Guillaume Lanuque (dir.), Dossier « Prochinois et maoïsmes en France et dans les espaces francophones », revue *Dissidences*, Vol. 8, 2010.
- * Franck Gaudichaud (dir.), Dossier « Autour du mouvement révolutionnaire chilien », revue *Dissidences*, N°14-15, 2004.
- Constitution de fonds d'archives orales digitales :
- * Franck Gaudichaud, *Memorias del sindicalismo portuario*, Santiago, Programa "Memoria del siglo XX", DIBAM, Servicio Nacional del Patrimonio Cultural de Chile, 2017, URL : <http://www.memoriasdelsigloxx.cl/601/w3-propertyvalue-112516.html>.
- Articles dans des revues scientifiques :
- * Franck Gaudichaud, Sebastián Osorio, « ¿La democratización en contra de los trabajadores? La CUT, el movimiento sindical y el dilema de la transición pactada en Chile », *Les Cahiers de Framespa*, N° 27, 2018, juin 2018, URL : <http://journals.openedition.org/framespa/4763>.
- * Franck Gaudichaud, Antoine Faure, "La fable refondatrice du Chili actuel. Présentisme, fragmentation néolibérale et esthétique narrative dans les 'franjales electorales' du Plébiscite de 1988", *Babel. Civilisations et Sociétés*, n°XV, 2018, Université de Toulon, pp. 91-116.
- * (avec Thomas Posado), « Introduction. Syndicats et gouvernements latino-américains : une réinstitutionnalisation ? », *Cahiers des Amériques latines*, N° 86, 2017, pp. 17-29, URL : <http://journals.openedition.org/cal/8347>.
- * « Du néolibéralisme chilien et ses diverses déclinaisons. Présentation », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Questions du temps présent, juin 2017, URL : <http://journals.openedition.org/nuevomundo/70624>.
- * (avec Karim Campusano, Sebastián Osorio, Pablo Seguel y Miguel Urrutia), "Conflictividad laboral y politización en los procesos de trabajo (1). Una propuesta teórica para el análisis de la trayectoria reciente del movimiento sindical chileno", *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Questions du temps présent, juin 2017, URL : <http://journals.openedition.org/nuevomundo/70626>.
- * (avec Karim Campusano, Sebastián Osorio, Pablo Seguel et Miguel Urrutia), "Conflictividad laboral y politización en los procesos de trabajo (2). Una aproximación a las orientaciones políticas del sindicalismo en el "neoliberalismo maduro", 1989-2015", *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Questions du temps présent, juin 2017, URL : <http://journals.openedition.org/nuevomundo/70639>.

- * “Pensando las fisuras del neoliberalismo ‘maduro’. Trabajo, sindicalismo y nuevos conflictos de clases en el Chile actual”, Dossier *La conflictividad contemporánea y sus problemáticas*, revista *Theomai* (GEACH), número 36, tercer trimestre 2017, URL : <http://www.revista-theomai.unq.edu.ar/numero36>.
- * « Ressources minières, « extractivisme » et développement en Amérique Latine : perspectives critiques », revue *IdeAs*, 8, Automne 2016 / Hiver 2017, mis en ligne le 16 décembre 2016, <http://ideas.revues.org/1684>.
- * “Fim de ciclo na América do Sul? Movimentos populares, governos “progressistas” e alternativas”, revista *Lutas Sociais*, São Paulo, vol. 20, N° 36, pp.52-65, jan./jun. 2016, URL : <https://revistas.pucsp.br/index.php/ls/article/view/31847>.
- * “La vía chilena al neoliberalismo: miradas cruzadas sobre un país laboratorio”, *Revista Divergencia*, N° 6, Año 5, 2016, p. 13-28, URL : www.revistadivergencia.cl/docs/ediciones/06/01.pdf.
- * (avec Sergio Grez), « Chili : mouvements sociaux, crise politique et processus constituant [Entretien] », Dossier *Tournant à gauche en Amérique Latine : fin de cycle ?*, Revue *Recherches Internationales*, n° 107, juin 2016.
- * “¿Fin de ciclo? Los movimientos populares, la crisis de los “progresismos” gubernamentales y las alternativas”, Dossier: *América Latina: crisis de los “gobiernos progresistas” y alternativas actuales*, *Revista Herramienta*, N°58, 2016.
- * « Voix du pouvoir populaire, voix des institutions: la gauche chilienne face aux ‘hoquets du temps brisé’ du gouvernement Allende (1970-1973) » in L. Bouvet (coord.), « Mouvements sociaux et effervescences révolutionnaires dans le Cône Sud (1964-1976) », *Revue Les Langues Néolatines*, février 2016, pp. 26-36, URL : <http://neolatines.free.fr/wp/?p=1679>.
- * (avec Fabiola Miranda et María Cosette Godoy), « Chili actuel, à l’ombre du néolibéralisme. Eléments d’introduction », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Questions du temps présent, 18 septembre 2015, URL : <http://nuevomundo.revues.org/68208>.
- * « Quand l’État chilien se proposait de construire la démocratie économique. Nationalisations, Aire de propriété sociale et système de participation des salariés durant l’Unité populaire (1970-1973) », *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM*, 28, 2014, URL : <https://journals.openedition.org/alhim/5084>.
- * « Le poids de la défaite. Retour sur les origines de l’exil politique chilien (1970-1990) », *Revue Hommes et migrations*, N 1305, Paris, 2014, pp. 9-15, URL : <http://hommesmigrations.revues.org/2707>.
- * « La voie chilienne au néolibéralisme. Regards croisés sur un pays laboratoire », *Nuevo Mundo / Mundos Nuevos*, août 2014, URL : <http://nuevomundo.revues.org/67029>.
- * “Ensayo crítico sobre el nuevo gobierno Bachelet. Progresismo transformista”, neoliberalismo maduro y resistencias sociales emergentes”, *Revista OSAL* (Observatorio crítico de América Latina) – CLACSO, Buenos Aires, N° 35, mayo 2014, URL : www.clacso.org.ar.
- * « La gauche en Amérique Latine, livre dirigé par Olivier Dabène » : Compte rendu, *L’Ordinaire des Amériques*, 14 février 2014, URL : <https://journals.openedition.org/ordea/1766>.
- * “A 40 años del golpe. Historiografía crítica y pistas de investigación para (re)pensar la Unidad Popular (1970-1973)”, *Revista Tiempo Histórico*, Universidad Academia de Humanismo Cristiano, N°6, Santiago, 2013, pp. 63-79, URL : <http://bibliotecadigital.academia.cl/bitstream/123456789/1729/1/063-079.pdf>.

- * « Un bilan social des gauches en Amérique Latine. Entretien », *Recherches internationales*, N° 93, Paris, 2012, pp. 49-64.
- * (avec Almudena Delgado L.), « Sur les voies incertaines de la démocratisation. Un avant-propos », *Revue ILCEA*, N°13, 2010, URL : <https://journals.openedition.org/ilcea/869>.
- * « Tremblement politique au Chili : le retour des Chicago boys? », *Recherches internationales*, Paris, N°87, 2009, pp. 113-124.
- * « Chile. A broken collective memory », Dossier : “Memory and Popular culture”, *Latin American Perspectives*, Volume 36, Issue 5, California, Sage Ed., 2009, pp. 45-62.
- * (avec Olivier Compagnon) « Chili : un passé trop vite passé ? » in Pascal Blanchard, Marc Ferro et Isabelle Veyrat-Masson (coord.), dossier de la revue *Hermès* : « Les guerres de mémoires dans le monde : enjeux, médias et identité », Paris, 2008, pp. 83-91.
- * « Paysages de la vérité du Chili durant l'Unité populaire. Essai d'analyse historiographique », *Cahiers des Amériques latines*, IHEAL, Paris, N° 50/51, Hiver 2007/2008, pp. 171-184.
- * « L'élection de Michelle Bachelet et la « transition » chilienne : une mise en perspective critique », *Visages d'Amérique Latine*, “L'Amérique Latine aux urnes”, CERI-IEP Paris, N°4, décembre 2006, pp. 47-54.
- * « La Central Única de Trabajadores y los cordones industriales en el período de la Unidad Popular. Ensayo de interpretación histórica » in *Tres décadas después. Lecturas sobre el derrocamiento de la Unidad Popular, Cuadernos Sociológicos*, Université ARCIS, N° 3, 2005, pp. 86-109.
- * « Études et recherches sur l'Unité populaire (Chili). Essai de bilan », *Dissidences*, Nancy, N°14-15, janvier 2004, pp. 40-56.
- * « La Centrale unique des travailleurs, le mouvement ouvrier et les Cordons industriels durant l'Unité populaire », *Dissidences*, Nancy, N°14-15, janvier 2004, pp. 57-74.
- * « L'ombre du Condor. Le terrorisme d'État en Amérique Latine », *Revue Amnis*, Université de Brest, 2003, pp. 91-120, URL : <http://journals.openedition.org/amnis/473>.
- * « Retours sur l'autogestion. A propos d'un colloque organisé par la Sorbonne – Paris I », *Dissidences*, Nancy, N° 10, février 2002, pp. 34-39.
- Articles scientifiques dans des ouvrages collectifs :
- * “Conflicto, sangre y esperanzas. Progresismos y movimientos populares en el torbellino de los conflictos sociales en América Latina” In Franck Gaudichaud, Massimo Modonesi, Jeffery Webber, *Auge y decadencia de los gobiernos progresistas latinoamericanos (1994-2018). Un ensayo de interpretación histórica*, México, UNAM Ediciones, 2018 (por publicar).
- * Franck Gaudichaud, Sebastián Osorio, “Democracy Without the Workers: 25 years of the Labour Movement and Mature Neoliberalism in Chile” in James Petras, Henry Veltmeyer (ed.), *The Class Struggle in Latin America. Making History*, Londres, Routledge, 2017, pp. 134-150.
- * Franck Gaudichaud, Camilo Santibáñez, “Los obreros portuarios y la idea de 'posición estratégica' en la postdictadura chilena (2003-2014)” en José Ponce, Camilo Santibáñez y Julio Pinto (ed.), *Trabajadores & trabajadoras. Procesos y acción sindical en el neoliberalismo chileno, 1979-2017*, América Latina en Movimiento, Valparaíso 2017, p. 301-332.

- * Franck Gaudichaud, Antoine Faure, « Continuité, marketing politique et gouvernabilité. Les lignes de fuite de la transition démocratique chilienne », in Dominique Casimiro et Arnaud Duprat (dir.), *Regards sur No de Pablo Larraín*, Rennes, PUR, 2017, pp. 13-22.
- * Franck Gaudichaud, Antoine Faure, « Penser le néolibéralisme chilien. Pluriels, problématisation et actualité » in A. Faure, F. Gaudichaud, M.C. Godoy, F. Miranda, R. Jara (coord.), *Chili actuel : gouverner et résister dans une société néolibérale*, Paris, L'Harmattan, Coll. Recherches Amérique Latine, 2017, pp. 11-27.
- * « L'Unité populaire à l'aune des mouvements sociaux. Retour d'expérience », Propos recueillis par Matías Sánchez Barberán in Jimena Paz Obregón Iturra et Jorge Muñoz R. (dir.), *Le 11 septembre chilien Le coup d'État à l'épreuve du temps, 1973-2013*, Rennes, PUR, 2016, pp. 265-278.
- * Franck Gaudichaud, Sebastián Osorio, "Los caminos del movimiento sindical ante la democracia neoliberal y el legado de la Dictadura, 1990-2015" in Andrea Pinol Bazzi (Ed.), *Neoliberalismo versus democracia. 25 años de neoliberalismo en Chile*, Santiago de Chile, ICAL-CLACSO, 2015, pp. 236-258, URL : www.biblioteca.clacso.edu.ar/clacso/se/20160427114240/democracia.pdf.
- * « Los movimientos sociales y las contradicciones de los 'progresismos' latinoamericanos » in Franck Gaudichaud (dir.), *América Latina. Emancipaciones en construcción*, Santiago de Chile, Tiempo Robado Editoras – América en movimiento, 2015, pp. 25-32.
- * « Le Chili sous Allende ou la discordance des temps révolutionnaires (1970-1973) » in Hélène Finet et Francis Desvois (dir.), *Chili 1973-2013. Mémoires ouvertes*, Paris, L'Harmattan, Coll. Recherches Amériques latines, 2015, pp. 41-66.
- * « Écologies d'un espace en révolution. Santiago du Chili, 1970-73 » in Helène Combes, Camille Goirand, David Garibay (dir.), *Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa*, Paris, Karthala, 2015, pp. 121-142.
- * "Chile: Worker Self-organization and Cordones Industriales under the Allende Government (1970-1973)" in Dario Azzellini (Ed.), *An Alternative Labour History. Worker Control and Workplace Democracy*, Zedbook, USA, pp. 157-181, 2015, www.zedbooks.co.uk/node/20812.
- également publié en Turc en 2017 dans : Dario Azzellini (ed.), *Emeğin Alternatif Tarihi İşçi Denetimi ve İşyeri Demokrasisi*, Amara Yayıncılık Veröffentlich.
- * Franck Gaudichaud, Hervé Do Alto, « L'émancipation indigène bolivienne vue de France. Retour critique sur l'importation de l'œuvre d'Alvaro García Linera » in Jorge Cagiao y Conde, Alfredo Gómez-Muller (dir.), *Le multiculturalisme et la reconfiguration de l'unité et de la diversité dans les démocraties contemporaines*, Peter Lang Ed., Collection Diversitas, Bruxelles, 2014, pp. 173-200.
- * « 'Pouvoirs populaires' en Amérique Latine : pistes stratégiques et expériences récentes » in F. Gaudichaud (ed.), *Amériques latines. Émancipations en construction*, Paris, Syllepse, 2013, pp. 7-30.
- * « Chili 1970-1990. Dans le tourbillon des grands conflits du XX^e siècle » in Olivier Cogne, J. Loiseau (coord.), *Exiliados. Le refuge chilien en Isère. 1973-2013*, Catalogue publié par le Musée de la résistance et de la déportation-Maison des droits de l'Homme, Grenoble, 2013, pp. 9-20.
- * « Estudio sobre la dinámica del movimiento social urbano chileno (1970-1973) » in António Simões do Paço, Raquel Varela, Sjaak van der Velden (coord.), *Strikes and social conflicts. Towards a global history*, International Association Strikes and Social Conflict, Universidade Nova de Lisboa, 2012, URL : www.iassc-mshdijon.fr/IMG/pdf/strikes_and_social_conflicts_2nd_edition-4.pdf.
- * « Chile. El presidente Piñera y su «ruptura» » in Franck Gaudichaud (dir.), *El volcán latinoamericano. Izquierdas, movimientos sociales y neoliberalismo*, Madrid, Otramérica, 2012, pp. 251-260.

* « La elección de Michelle Bachelet y la transición chilena » in Calors Ugo Santander, Nelson Penteadó (coord.), *Los desafíos de la democracia y elecciones en América Latina*, Ara Editores, Lima, 2009, pp. 247-264

également publié en portugais in Calors Ugo Santander; Nelson Penteadó (coord.), *Os processos eleitorais na América Latina (2005-2006)*, LGE, Brasília, 2008.

* « Une Amérique Latine en mouvement » in Franck Gaudichaud (dir.), *Le Volcan latino-américain. Gauches, mouvements sociaux et néolibéralisme en Amérique Latine*, Paris, Textuel, 2008, pp. 11-43.

Egalement publié en espagnol : Escaparate, Chili, 2011 / OtraAmérica, Madrid, 2012.

* « Le Chili : un pays modèle? » in Franck Gaudichaud (dir.), *Le Volcan latino-américain. Gauches, mouvements sociaux et néolibéralisme en Amérique Latine*, Paris, Textuel, 2008, pp. 315-336.

Egalement publié en espagnol : Escaparate, Chili, 2011

* « La Operación Cóndor y el terrorismo de Estado en el Cono Sur » in Rafael Carrasco (Coord.), *España y el mundo latinoamericano hoy*, Paris, Ellipses, 2007, pp. 253-266.

* « Chile: de la Unidad popular al fin de la dictadura del General Pinochet (1970-1990) » in Rafael Carrasco (Coord.), *España y el mundo latinoamericano hoy*, Paris, Ellipses, 2007, pp. 275-286.

* « ¿Construyendo poder popular? El movimiento sindical chileno en el periodo de la Unidad Popular » in Julio Pinto (coord.), *Cuando hicimos historia. La historia de la Unidad Popular*, Santiago, Lom ediciones, 2005, pp. 81-106.

– **Communications :**

○ Colloques, conférences magistrales et congrès internationaux :

* « Discours de légitimité, discours de légalité, champ syndical et pouvoir politique en contexte néolibéral avancé. Retour sur le cycle protestataire des dockers au Chili en 2013-2014 » in journée d'étude *La légitimation du politique : discours, acteurs, pratiques*, UGA – ILCEA4, Grenoble, 9-10 novembre 2018 (à venir).

* « Retours des droites, déclin des gouvernements progressistes et nouvelles conflictualités sociales. Réflexions sur la fin d'un cycle historique », Table ronde *Montée des nouvelles droites et recompositions partisans*, Paris, IHEAL, 11 octobre 2018, URL : <http://www.iheal.univ-paris3.fr/fr/agenda/mont%C3%A9e-des-nouvelles-droites-et-recomposition-partisane>.

* Conférence : « Chili. Les fissures du néolibéralisme. Travail, démocratie autoritaire et conflits de classe », cycle des Conférences organisé par DynamE (« Dynamiques Européennes » - UMR 7367) et la Maison Interuniversitaire des Sciences de l'Homme - Alsace (MISHA), Strasbourg, 5 février 2018.

* Conférence : « Gouvernements progressistes en Amérique Latine : Politique, mouvements sociaux et société », Séminaire animé par Massimo Modenesi (UNAM), Institut des Hautes d'Amérique Latine - IHEAL, Paris, 6 novembre 2017.

* « Chile, ¿un contra-ejemplo? Progresismo 'transformista', continuidad neoliberal y nuevas resistencias sociales » In panel *Crisis y dilemas del progresismo Sudamericano: Movimientos y territorios, Estado y participación* (coord. Mila Ivanovic), XXXV International Congress of the Latin American Studies Association (LASA), April 29 – May 1, 2017, Lima, Peru (<https://lasa.international.pitt.edu/files/Congress/Final-MainIndex.pdf>).

- * “Más allá del “fin de ciclo”. La crisis de los “progresismos” gubernamentales, el “maldesarrollo” y los movimientos populares”, *4to Seminario Internacional de Estudios Críticos de Desarrollo. Repensando el desarrollo en América Latina: Hacia un nuevo paradigma para el siglo 21*, 19 y 20 mayo 2016, Universidad Autónoma de Zacatecas, México.
- * "World geopolitics in the era of the Treaties", *TPP-seminar: Traktatene som vil dominere verden*, Latin-Amerikagruppene i Norge, Oslo, Noruega, 8 april 2016.
- * Conférence : “Latin American radicalism in decline? The case of contemporary Argentina and Brazil”, Bergen Resource Center For international Development, 12 april 2016.
- * Conférence : “Las fisuras del neoliberalismo chileno”, Universidad Alberto Hurtado, Departamento de historia, Santiago de Chile, 13 de enero del 2016.
- * Conférence : “Las fisuras del neoliberalismo chileno”, Universidad de Concepción, Departamento de historia, Chile, 19 de enero del 2016.
- * Conférence : “América Latina. Emancipaciones en construcción”, *Jornada de posgrado en Humanidades, arte, ciencias sociales y educación*, Universidad de Chile, 14 de enero del 2016.
- * “Movimientos sociales, poder ciudadano y poder popular hoy”, Coloquio *Nuevos Horizontes de Politización Social. Territorio, Sindicato y Memoria*, ICEI, Universidad de Chile, 10 de diciembre del 2015.
- * “Paralizaciones y politizaciones en los trabajadores portuarios: el caso de la Unión portuaria de Chile”, Coloquio *La huelga desde adentro: conflictividad laboral y politización en el sindicalismo actual*, CIPSTRA - FACSO, Universidad de Chile, 2 de octubre del 2015.
- * Conférence : “La revolución chilena. Memoria y legado de la Unidad Popular y de Salvador Allende”, UNAM, *Programa de Posgrado en Estudios latinoamericanos*, México, 11 de septiembre del 2015.
- * “Actores sindicales, subjetividades clasistas y ciudadanía crítica: el caso de la Unión Portuaria de Chile”, in Congreso internacional *Actores, Demandas e Intersecciones*, Sección de Estudios del Cono Sur de LASA (*Latin American Studies Association*), Santiago de Chile, 4-7 agosto del 2015.
- * “¿Bailando con dinamita? Sobre la coyuntura política suramericana en general y la dinámica actual de los movimientos sociales en particular” in Coloquio *Movimientos sociales: trayectorias políticas y organización colectiva contemporánea en Latinoamérica*, Grupo de Estudios Sociales y Políticos GESP, Universidad de Santiago, 2 de septiembre de 2014.
- * “Autonomía sindical y movimiento obrero durante el Gobierno Allende”, Seminario *El mundo sindical frente a las reformas laborales: autonomía y poder de los sindicatos a 35 años del Plan Laboral*, Fundación Sol / Escuela de Derecho de la Universidad de Valparaíso, 10 de julio 2014.
- * Conférence : “Actualidad de Marx en América Latina”, Santiago, Facultad de Ciencias Sociales de la Universidad de Chile, trabajo social, Auditorio Pedro Ortiz, 26 juin 2014.
- * Conférence : “¿A dónde va Venezuela? El proceso bolivariano a un año de la muerte del Presidente Chávez”, Facultad de humanidades de la Universidad de Valparaíso, Departamento de historia, 15 de mayo de 2014.
- * Conférence : “Izquierdas y movimientos sociales en América Latina”, Conferencia, *Núcleo de Investigaciones sobre movimientos sociales y poder popular*, Depto. de Sociología de la Universidad de Chile (FACSO), Santiago, 14 diciembre 2013.
- * “Políticas del conflicto, movimientos sociales y Estado de compromiso en Chile: la Unidad Popular como discordancia de los tiempos republicanos”, Coloquio internacional *Repensar la Política y la*

Historia de lo político en Chile: Lenguajes, Discursos y Prácticas del Poder, Archivo Nacional de Chile, Santiago, 9-10 octobre 2013.

* « Retours sur le Chili. 1970-1973 », Colloque international *Chili 73, à l'épreuve du temps : impacts et réinterprétations du 11 septembre chilien*, Université de Rennes2, 19-20 septembre 2013.

* « Mille jours qui ébranlèrent le monde. Le gouvernement Allende vu d'en bas », Colloque *Chili 1973-2013. Vérités et mensonges*, Laboratoire Langues, Littératures & Civilisations de l'Arc Atlantique (EA 1925), Université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA), Pau, 5 et 6 septembre 2013.

* « Chili. Quand l'État se propose de construire la démocratie économique », Colloque international *Construction de l'État-nation et développement économique et social au Chili (1811-1976). De la liberté du commerce au commerce de la liberté*, Institut des Amériques/ Université Paris 8, 24 et le 25 janvier 2013.

* « La crisis europea y Venezuela », *El mundo en crisis y la latino-americanización del continente europeo*, Foro internacional del Centro Internacional Miranda (CIM), Caracas, 3 octobre 2012.

* « Une histoire de la révolution chilienne : le gouvernement Allende vu "par en bas" » in Colloque international *Théories, pratiques et conflits autour de l'émancipation humaine (1789-2012)*, Université de Lausanne, 25-27 octobre 2012.

* (avec Hervé Do Alto), « Multiculturalisme, indianisme et postnéolibéralisme en Bolivie : réflexions théoriques et pratiques (critiques) » in Colloque international *Le multiculturalisme et la reconfiguration contemporaine de la diversité/unité*, équipe de recherche Interactions Culturelles et Discursives (ICD), Université de Tours – Rabelais, 25 mai 2012

* « Ecologie(s) d'un espace en révolution. Pouvoirs populaires urbains et cordons industriels mobilisés dans le Chili des années 1972-1973 » in Colloque international *S'engager dans les espaces publics, participation politique et engagements multiples*, dans le cadre du projet ANR « PALAPA », CERI - Sciences Po Paris, Triangle - Université Lyon 2, CERAPS -Sciences Po Lille, 6 avril 2012.

* « Revolutionary Urban spaces: workers' struggle in Santiago under the Allende government (1970-73) » in *Spaces of Capital, Moments of Struggle*, Eighth Annual Historical Materialism Conference Central London, 10-13 november 2011.

* « "Via chilena al socialismo". La gauche chilienne : imaginaires, discours et praxis (1970-1973) » in XVIe Congrès international de l'AHILA, 6-9 septembre 2011, Cadix, Espagne (communication acceptée, mais voyage annulé).

* « A study on the dynamics of the Chilean urban social movement: « Popular power » and trade unions movement during the government of Salvador Allende (1970-1973) » in *International Conference Strikes and Social Conflicts around the World in the Twentieth Century*, Instituto de História Contemporânea (Universidade Nova de Lisboa), Portugal, Lisbon, 17, 18, 19 march, 2011.

* « Politiques de l'opprimé en Amérique Latine. De quoi les gauches latino-américaines sont-elles le nom ? » in *Congrès international Actuel Marx VI*, CNRS / Université Paris 10 Nanterre, septembre 2010.

* « Une Gauche, mille gauches ? Réflexion sur les identités des gauches latino-américaines » in *Sociabilités, identités, imaginaires en Amérique Latine*, Colloque international pluridisciplinaire du GRESAL (Groupe de Recherches en Sciences Sociales sur l'Amérique Latine), MSH-Alpes, Grenoble, 24-25 juin 2010.

* Discutant de deux panels sur "Social movements and the left in Latin America", Ateliers N°669 et 670 in *Global Discontent: Dilemmas of the Change*, World Congress of IPSA (International Political Science Association), 12 au 16 de juillet 2009, Santiago, Chili.

* « La démocratisation par les mouvements sociaux ? Réflexions sur le « tournant à gauche » et le nouveau cycle politique latino-américain » in « Les voies incertaines de la démocratisation : retours

- critiques et regards croisés Europe/Amérique Latine », *Colloque international*, ILCEA, Université Grenoble3, 14 et 15 mai 2009.
- * « Le gouvernement Allende, la gauche chilienne et la notion de « pouvoir populaire » : une dissidence créatrice incomprise ? » in *Hétérodoxies, déviances et dissidences dans le monde hispanique*, colloque international, ILCEA - Université Grenoble3, 5 et 6 février 2009.
- * « De l'éthique des « Chicago boys » et du terrorisme d'État. Les États-Unis, Pinochet et l'Opération Condor » in *The role of ethics in the class society of contemporary America*, Colloque international, CREA (Centre de recherche anglophone), Université Paris 10, décembre 2008.
- * « Les villes chiliennes en révolution ? Retour sur le gouvernement Allende » in EAUH 2008 : IXe Conférence Internationale d'Histoire Urbaine – Lyon, Session : *Les Villes et les Révolutions en Amérique Latine*, Lyon, 28 août 2008.
- * « Le Volcan latino-américain » : présentation du livre collectif avec Janette Habel, Arturo Anguiano, Hélène Roux, Cedric Durand, Jules Falquet, *Maison de l'Amérique Latine*, Paris, 14 mai 2008
- * « *Quand la ville est en lutte. Cordons industriels, espace social et contrôle territorial à Santiago du Chili durant le gouvernement Allende (1970-1973)* », *Congrès bisannuel du GIS Réseau Amérique Latine*, IEP de Rennes, 2007.
- * « La elección de Michelle Bachelet, la transición y la democracia chilena: ¿Entre ruptura y continuidad? », *Vº congrès international du CEISAL* (Conseil européen de recherches sur l'Amérique Latine), Bruxelles, 14 avril 2007.
- * Conférence : « Le Chili de Michèle Bachelet ; un pays modèle ? », Université de Lausanne, séminaire de l'historien Jean Batou, 30 mai 2007.
- * « L'élection de Michelle Bachelet et la « transition » chilienne : une mise en perspective critique », Colloque *“L'Amérique Latine aux urnes”*, CERI-IEP Paris, Atelier Chili (coordonné par R Fregosi), 16 décembre 2006.
- * Conférence : « Le mouvement social urbain au Chili – 1970-1973 », *Maison de l'Amérique Latine*, Paris, janvier 2005.
- * Conférence : « Opération condor : retour sur le terrorisme d'État en Amérique Latine », *Université de La Rochelle*, Facultés de lettres et sciences humaines, Dpt LEA, La Rochelle, octobre 2004.
- * Conférence : « Le Général Pinochet, le Chili et l'Opération condor », *Cycle de conférences sur le terrorisme d'État dans le Cône Sud*, Hôtel de ville de la Marie de Paris, Paris, mai 2004.
- * « Le fil rouge d'une mémoire déchirée. Réflexions sur l'histoire orale et la mémoire collective du Chili actuel » in Colloque *Histoire, mémoire et justice en Amérique Latine*, organisé par la BDIC et l'Institut fédératif de recherche « Archives et histoire des relations internationales », Paris 10 - Nanterre, mai 2004.
- * « Chile durante la Unidad Popular » in *A 30 años del golpe de estado*, Coloquio internacional de la Universidad Diego Portales (Chile), septembre 2003.
- * « A 30 años del golpe de Estado en Chile: una relectura de la dinámica del movimiento social urbano » in *Coloquio ínter universitario de historia chilena contemporánea* (Chile), universidad de Chile, Santiago, septiembere 2002.

○ Journées d'études et séminaires :

* « Le processus bolivarien vénézuélien : dynamiques et ambivalences des discours et des mobilisations anti-impérialistes dans un contexte national-populaire spécifique » in Séminaire *Empires et Impérialisme hier et aujourd'hui*, ILCEA4, UGA, 14 avril 2017 (séance 3).

* « ¿Crear poder popular? Résistances ouvrières et gauches révolutionnaires dans le Chili d'Allende (1970-1973) » In Journée d'étude *¿Hasta la victoria...! Insubordination, transformations et violence dans le Cône Sud (1964-1976)*, coord. JB Thomas et I. Bleton, co-organisée par CERCC (EA 1633)-CRLA-ITEM (UMR 8132), ENS Lyon, 6 janvier 2017 (ENS de Lyon).

* « Solidarité internationale et exil chilien à Grenoble », Séminaire *Écritures et mémoires de la solidarité internationale : le cas chilien* (coord. Caroline Moine et Rosa Olmos), BDIC, Paris, 12 janvier 2017.

* « Dire « non » à Pinochet selon Pablo Larraín. Régime d'historicité, acteurs sociaux et bataille de la mémoire d'une transition pactée » In Journée d'étude *Dire non au Chili de Pinochet. Opposition, résistance et campagne de communication* (coord. Claire Latxague), Équipe d'Accueil LLACS « Langues, Littératures, Arts et Cultures des Suds » (Université Paul Valéry – Montpellier 3), mars 2017.

* « No, ou la transition vers... la continuité ? » in Journée d'étude du Réseau d'Études Visuelles Hispaniques : *No de Pablo Larraín. Un regard controversé de sur la transition chilienne*, Colegio de España, Cité Internationale Universitaire de Paris, 7 octobre 2016.

* Debate alrededor del documental "Cuentos del futuro", séminaire de ciné-documentaire de Olga Lobo, ILCEA4, UGA, 25 avril 2016.

* "El vuelo del Cóndor. Dictaduras y terrorismo de Estado en América del Sur" in Journée d'étude *A 40 años del plan Cóndor*, ILCEA4, Université Grenoble Alpes, 1 avril 2016.

* "Historia, historiografía y sectores subalternos", *Sociedad, Política y Poder: Historia e historiografía de la transición a la democracia y los sectores subalternos en Chile*, Seminario de Historia y Crítica del Chile Contemporáneo, GESF, Universidad de Santiago, 19/20 de noviembre del 2015.

* "A 45 años de la asunción del gobierno por el presidente Salvador Allende: hacia un balance historiográfico", *XIX Jornadas de Historia Social de Chile y de América*, Instituto de Historia y Ciencias Sociales de la Universidad de Valparaíso, 4 de noviembre del 2015.

* "Las fisuras del modelo neoliberal chileno: conflictos sociales, trabajo y crisis política", seminario de Massimo Modenesi, UNAM, *Programa de Posgrado en Estudios latinoamericanos*, México, 9 de septiembre del 2015.

* "Chile. Mil días que estremecieron al mundo", *Seminario internacional sobre América Latina*, SIPPAL, Universidad Federal do Rio de Janeiro, 24-28 de noviembre del 2014.

* "Estado, poder y democracia en América Latina" in Tercer seminario *Los marxismos en el Siglo XXI*, Santiago, Dpto. de trabajo Social de la Universidad de Chile, Dpto de economía de la Universidad Arcis, 16 de octubre de 2014.

* "Estado de Compromiso, movimiento obrero y poder (1938-1973): de los equilibrios frentepopulistas a la ruptura pre-revolucionaria" in *Jornadas de Historia: perspectivas para la comprensión del desarrollo político chileno en el largo plazo*, Universidad Academia de Humanismo Cristiano, Escuela de historia, 22 de octubre de 2014.

* « Terrorisme d'État et opération Condor dans le Chili de Pinochet », *Le coup d'État du 11 septembre 1973 et ses conséquences*, Rencontres universitaires du Festival latino-américain de Biarritz (coord. O. Compagnon), Casino municipal de Biarritz, 1^o octobre 2013.

- * « Grammaires et difficultés de l'émancipation en Amérique Latine », Séminaire « Mouvements sociaux », coord. Geoffrey Pleyers, RT21 de l'Association Française de Sociologie, EHESS, Paris, 14 juin 2013.
- * « Quand le néolibéralisme se fissure : retour(s) sur le mouvement social pour l'éducation chilien. 2011-2012 », Journée d'étude *Les jeunes dans les révoltes*, Centre de Recherche et d'Étude en Droit et Science Politique (CREDESPO), MSH de Dijon, 13 juin 2013.
- * « Travail de terrain, approches transdisciplinaires et « observation engagée » : une réflexion à partir d'une recherche doctorale sur les mobilisations collectives au Chili », Séminaire du groupe de recherche « Chocolat », PACTE/SciencesPO Grenoble, 26 juin 2012.
- * (avec Hervé Do Alto), « A propos de Alvaro Garcia Linera : indianisme et émancipation en Amérique Latine », cours pour le séminaire « Pensées critiques contemporaines », Coord. Séverine Chauvel, EHESS, Paris, 16 mai 2012.
- * “El volcán latino-americano: Las ciencias sociales frente a los colores de las izquierdas latino-americanas actuales”, Núcleo de Investigaciones sobre el Imaginario, Depto. de Sociología de la Universidad de Chile, Santiago, 17 janvier 2011, www.facso.uchile.cl/documentos/mas-informacion-sobre-la-conferencia-y-el-investigador-conferencista_68603_0_3917.pdf.
- * « Forums sociaux mondiaux et altermondialisme. Dix ans après Porto Alegre, vers une reconfiguration stratégique ? », séminaire sur les forums de l'école doctorale de l'Ecole française de Rome (coordonné par Yannick Beaulieu), Rome, février 2011.
- * « Mobilisations à venir en Amérique Latine et Caraïbe dans la lutte contre l'impunité » in *Lutte contre l'impunité en Amérique Latine : hier et aujourd'hui*, journée d'étude de France Amérique Latine, Assemblée Nationale, Paris, 30 octobre 2010.
- * « Mémoires des mobilisations collectives : les « Chilis » de l'Unité populaire » in *Journée d'étude : Mémoires des luttes et leurs mobilisations : Le/s « Chili(s) » de l'Unité populaire*, Ecole Normale Supérieure (ENS) de Paris / GRM-Erraphis, 16 avril 2010.
- * « Gauches et mouvements sociaux en Amérique Latine : pistes de recherche » in Séminaire ERSIPAL du CREDAL 2008-2009 (Équipe de recherche société-identité-pouvoirs en Amérique Latine) organisé par Capucine Boidin, David Dumoulin et Christian Gros, IHEAL Paris III, 16 janvier 2009.
- * « Mille jours à l'épreuve du pouvoir. La Gauche chilienne durant l'Unité populaire (1970-1973) », *Cycle de conférences sur l'Amérique Latine*, Université Lyon 2 - IEP de Lyon – Triangle (UMR-CNRS 5206), 20 octobre 2008, Lyon.
- * « Mobilisations collectives urbaines et "Pouvoirs populaires constituants" durant le gouvernement Allende (1970-1973) : bilan d'un travail de thèse doctorale », *Groupe d'Études sur le Chili* (GRESCH), EHESS, Paris, mars 2007.
- * « Estudios e investigaciones sobre la Unidad Popular: análisis historiográfico crítico » in *Encuentro historiográfico del museo nacional de historia « Benjamín Vicuña Mackenna »*, Chili, Santiago, septembre 2003.

– **Encadrement et animation de la recherche :**

2014-2015 Obtention d'une délégation CNRS d'un an (6 mois, renouvelé 6 mois) via la Section 40 du CNRS (« Politique, pouvoir, organisation ») au sein de PACTE (UMR 5194)

2013 Obtention, via le CNU section 14, d'un CRCT de septembre 2013 à janvier 2014.

○ Organisation de colloques internationaux, ateliers et journées d'étude :

* Membre du conseil scientifique et co-responsable de la table-ronde science politique du Congrès de l'Institut des Amériques : 9, 10 et 11 octobre 2019 sur le Campus Condorcet Paris-Aubervilliers, à Aubervilliers (à venir) : <https://congresida2019.sciencesconf.org>

* (avec 4 autres collègues) organisateur du Colloque international : « 1968 dans les Amériques », Institut des Amériques, CRLA-Archivos-ITEM (UMR 8132), université de Poitiers, 15 au 17 octobre 2018, URL : <https://colloque1968.sciencesconf.org>.

* (avec Jorge Magasich) organisateur du Simposio : "Tiempos de cambios. Gobiernos y transformación social en Latinoamérica durante la guerra fría (1945 y 1975)", *Congreso internacional de la Asociación de Historiadores Latinoamericanistas Europeos (AHILA)*, 5-9 de septiembre del 2017, Valencia, España, <http://ahila2017.uv.es/propuestas-de-simposio-ahila-2017/>.

* (avec Thomas Posado) organisateur du Colloque international : « Gouvernements progressistes et postnéolibéralisme en Amérique Latine : la fin d'un "âge d'or" ? », ILCEA4, CRESPPA, Institut des Amériques, Université Grenoble Alpes, 15 - 16 juin 2017, URL : <https://progresismos.sciencesconf.org>.

* Organisateur de la Journée d'étude internationale : « Mobilisations collectives, mouvements sociaux et néolibéralisme en Amérique Latine. Retour(s) sur le Chili actuel », PACTE – ILCEA4, Université Grenoble Alpes, 17 juin 2016.

* Co-organizador del Simposio : "Subjetivaciones críticas en el contexto chileno de neoliberalismo maduro: politizaciones del sindicalismo y emergencia de ciudadanías clasistas", *Congreso Actores, Demandas e Intersecciones*, Sección de Estudios del Cono Sur de LASA (*Latin American Studies Association*), Santiago de Chile, 4-7 agosto del 2015.

* (avec Suzanne Berthier et Sandrine Tolazzi) organisateur du Colloque international : « Ressources minières dans les Amériques. Les mutations d'un continent », CEMRA, ILCEA4, PACTE, Université Grenoble Alpes, 11-13 juin 2014, URL : <http://mutamine.sciencesconf.org>.

* Responsable principal du Colloque international : « Chili. Gouverner et résister dans une société néolibérale (1998-2012) », PACTE-ILCEA, 25-27 septembre 2013, IEP Grenoble et Université Grenoble3, URL : <http://chili-neoliberal.sciencesconf.org>.

* Membre du conseil scientifique du Colloque international « Monde arabe et Amérique Latine : confluence des dynamiques sociétales », 4 et 5 mai 2018, organisé par le Centre de recherche « CRILLASH » de l'Université des Antilles, pôle Martinique.

○ Expert dans des instances de recherche universitaire et revues scientifiques, nationales ou internationales

* Expert international auprès du CONYCIT - *Comisión Nacional de Investigación Científica y Tecnológica* (Chile), en particulier évaluation des projet de recherche en Histoire contemporaine du FONDECYT - *Fondo Nacional de Desarrollo Científico y Tecnológico* (depuis 2012).

* Expert international auprès du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) : évaluation de projet de recherche pour l'axe « Savoir » (depuis 2013).

* Expert auprès de l'Institut des Amériques (IDA) : évaluation pour demandes de subventions des Activités scientifiques (AMS) : <http://www.institutdesameriques.fr/> (depuis 2014).

* Evalueur d'articles scientifiques pour la revue *Nuevos Mundos – Mundos Nuevos* (depuis 2013) : <http://nuevomundo.revues.org>.

* Evalueur d'articles scientifiques pour la revue *Ordinaire des Amériques* (depuis 2013) : <http://orda.revues.org>.

* Evalueur d'articles scientifiques pour la revue *Revista de Historia Social y de las Mentalidades*, Université de Santiago – USACH (depuis 2014) : <http://www.revistas.usach.cl/ojs/index.php/historiasocial/index>.

○ Membre de comités de revue scientifique ou conseil de maisons éditoriales :

* Membre du conseil scientifique international de la *Revista Palimpsesto* - Escuela de Historia de la Universidad de Santiago (USACH), Santiago de Chile.

* Membre du conseil scientifique international de la revue *Divergencia* - Taller de Historia Política, Chile : <http://www.revistadivergencia.cl>.

* Membre du conseil éditorial de *Editorial América Latina en movimiento* - Chile.

* membre du conseil éditorial de *Escaparate ediciones* - Chile.

* membre du comité éditorial de la revue *Dissidences*, de 2000 à 2015 (avec le soutien de l'université de Bourgogne) : <http://revuesshs.u-bourgogne.fr/dissidences>

○ Direction de thèses, jurys et comités de suivi :

* Co-directeur de la thèse de : Nicolas Johansson-Rosen, *Coopérativisme minier, syndicalisme et conflit social dans la Bolivie de Evo Morales* (titre provisoire), Thèse en Sociologie, codirigée avec le Roland Pfefferkorn (PR en sociologie), École doctorale en Sciences humaines et sociales, Université de Strasbourg, depuis le 23-10-2015.

* Membre du jury de thèse et rapporteur de : Sebastián Pérez S., *L'invention de la sous-traitance : reconfigurations politiques du travail et des travailleurs au Chili*, Paris, Thèse de Doctorat en sociologie, dirigée par Gilles Bataillon, CESPRA-EHESS, 12 décembre 2018 (à venir).

* Membre du comité de suivi de thèse de : Herson Huinca Piutrin, *Les représentants mapuche au sein des organisations internationales. Les revendications globale des droits autochtones dans un contexte du multiculturalisme néolibéral*, Thèse en Anthropologie sociale et ethnologie, dirigée par Irène Bellier, École des hautes études en sciences sociales, depuis le 01-04-2015.

* Membre du jury de la thèse : de Fabiola Miranda-Pérez, *Action publique et justice dans le Chili post-dictatorial : le traitement étatique des violences envers les femmes*, Thèse en Science Politique, dirigée par Martine Kaluszynski, Directrice de Recherches CNRS, IEP de Grenoble, soutenue en 2017.

* Membre du jury de la thèse de : Achraf Benhassine, *Gouvernance et régulation de l'industrie des hydrocarbures vénézuéliens : une analyse des relations État-sociétés pétrolières*, Thèse en économie, dirigée par Bernard Gerbier, Université Pierre Mendès France, soutenue en 2008.

○ Direction de mémoires de Master :

- Direction et suivi de plusieurs mémoires de masters 1 et 2 professionnels, parcours LEA CICM (Coopération internationale et communication multilingue) : 1 à 2 mémoire encadrés et soutenus, en moyenne tous, les ans depuis 2008.
- Direction et suivi de mémoires de master 1 et 2 LLCE Recherche, en histoire et civilisation de l'Amérique Latine :

2018-2019

* Charlotte Ezdra, *Gangs et violence en Amérique Centrale. Comprendre la dynamique de constitution d'une mara. Le cas de la 'Salvatrucha'* (titre provisoire), UGA, mémoire de M 2 LCE Recherche.

* Perrine Curioz, *Mediactivisme et altermondialisme : une analyse de la communication virtuelle du mouvement zapatiste, Mexique* (titre provisoire), UGA, mémoire de M 2 LCE Recherche.

2017-2018

* Adrina Martins C., « *El Sistema* ». *Outil d'intégration ou instrument politique de la révolution bolivarienne?*, UGA, mémoire de M 2 LCE Recherche.

* Annabelle Da Costa, *Dictature, presse et corruption en République Dominicaine*, UGA, mémoire de M 2 LCE Recherche.

2016-2017

* Julie González G., *Construction de la paix en Colombie : mouvements sociaux et participation citoyenne, ici et ailleurs*, UGA, mémoire de M 2 LCE Recherche.

2010-2011

* Alix Delval, *Construction nationale et représentation identitaire en Argentine. Lecture du Bicentenaire de la Révolution de mai 1810*, UGA, mémoire de M 2 LCE Recherche (en co-direction avec A. Delgado L.).

* Pierre Serrilon, *Démocratie participative et conseils communaux au Venezuela. Apports et limites*, UGA, mémoire de M 2 LCE Recherche.

2009-2010

* Camille Pouzol, *Réécriture et réinterprétation de la mémoire historique: les enjeux de l'écriture de l'histoire d' Ernesto Che Guevara*, UGA, mémoire de M 2 LCE Recherche (en co-direction avec A. Delgado L.).

* Alexa Rault, *Chili actuel. La paix sociale au détriment de la mémoire et de la justice ?*, UGA, mémoire de M 1 LCE Recherche.

○ Direction de mémoires de *pregrado*

Direction de mémoires de *pregrado* (Bac + 4) en histoire au sein de la Universidad Academia de Humanismo Cristiano – Dpt d’Histoire : 2014-2015

* Nicolás Hermosilla H., *La Nueva Canción Chilena y Unidad Popular: tensiones frente a la construcción de un discurso en conjunto*.

* Guillermo Menares, *Se nos presentó un solo camino. Estudio de Caso del movimiento social popular en la localidad de Constitución, Región del Maule (1970-1973)*.

* Santiago Braithwaite, *Sudor, barro y sangre: La historia del allanamiento de Investigaciones en Lo Hermida durante el gobierno de la Unidad Popular*.

– **Internationalisation de la recherche :**

* Chercheur associé à l’Institut International de Recherche et de Formation (IIRF), Amsterdam : <http://www.iire.org>.

* Chercheur associé au Centre Tricontinental (CETRI), Belgique : <https://www.cetri.be>

* Conférencier international invité au : *4to Seminario Internacional de Estudios Críticos de Desarrollo. Repensando el desarrollo en América Latina: Hacia un nuevo paradigma para el siglo 21*, 19 y 20 mayo 2016, Universidad Autónoma de Zacatecas, México.

* Conférencier international invité à donner une conférence et un cours de séminaire par le *Programa de Posgrado en Estudios latinoamericanos* de la UNAM, México, septembre del 2015.

* Chercheur invité de la Faculté de sciences sociales (FACSO) de l’université du Chili de mars 2014 à mars 2015 (dans le cadre d’une mission de longue durée et d’une délégation CNRS).

* Enseignant invité à donner un cours sur : « Chile y la Unidad Popular », Seminario Historia, Licenciatura de la Universidad Academia de Humanismo Cristiano, 2014 (20 heures).

* Enseignant invité à donner un cours sur : “Conflictos sociales y procesos revolucionarios en América Latina: siglos XX y XXI”, Seminario Historia, Magister de la Universidad de Santiago (USACH), novembre 2013 (20 heures).

* Enseignant invité à donner un cours sur : « Penser la Unidad Popular hoy », Seminario Historia, Magister de la Universidad Alberto Hurtado, octobre 2013 (10 heures).

– **Prix et bourses scientifiques :**

2014 Lauréat (mention spéciale) du prix « Hugo Zemelman M. » de la CLACSO (Buenos Aires) pour l’essai *Las fisuras del neoliberalismo chileno*. Essai ensuite publié par la CLACSO.

2002 Obtention d’une bourse d’aide à la mobilité « Aires Culturelles » (MERNT) de 12 semaines.

2001 Obtention d’une bourse d’excellence « Lavoisier » (12 mois).

– **Associations scientifiques :**

- * Membre de la Société des Hispanistes Français (SHF)
- * Membre de AHILA (Asociación de Historiadores Latinoamericanistas Europeos)
- * Membre de LASA (Latin American Studies Association)
- * Membre de IPSA (International Political Science Association)

- **Valorisation de la recherche :**

- Articles ou ouvrages de diffusion des connaissances scientifiques, articles d'intervention ou de valorisation dans la presse, entretiens (sélection) :

Nombreux entretiens pour la presse et la radio, dont en français : la RTBF, France 24, RFI, France info, France Culture, La Libre Belgique, Libération, Deutsche Welle (DW) et en espagnol : El Ciudadano (Chili), Punto Final (Chili), TeleSur.

* « Retour sur le 11 septembre 1973 : quand Pinochet prend le pouvoir au Chili », *Deutsche Welle*, entretien radio par Sandrine Blanchard, 10 septembre 2018, URL : <https://www.dw.com/fr/la-banalisation-du-discours-de-lext%C3%A0me-droite-et-retour-sur-le-11-septembre-1973-quand-pinochet-prend-le-pouvoir-au-chili/av-45394697>.

* « Reconstruir memorias populares, forjar historias olvidadas, tejer futuro » in Gloria Elgueta (ed.), *Hacer memoria*, Santiago, DIBAM, Programa "Memoria del siglo XX", 2018, pp. 103-106.

* « Le système patriarcal pèse sur les structures politiques de l'Amérique Latine », entretien, *Libération*, 7 août 2018.

* « La gauche a-t-elle un avenir en Amérique Latine? », entretien vidéo pour *Mediapart Live*, mené par Fabien Escalona, 30 juin 2018, URL : <https://www.youtube.com/watch?v=fSkQWbPmMao>.

* « Les mondes catholiques, du repli au renouveau (1/4) : Abus sexuels au Chili : le mea culpa du Saint-Siège », entretien, émission *Cultures Monde*, France Culture, 11 juin 2018.

* «Amérique Latine : ¿basta la revolución?», entretien dans l'émission *Du grain à moudre*, France Culture, 12 avril 2018.

* « Des discours et des hommes (3/4) : Du dernier discours d'Allende (1973) à l'épuisement des gauches latines », entretien, émission *Cultures Monde*, France Culture, le 28 mars 2018.

* "El Cordón de fundos. Historizar desde el Sur de Chile" in Cristóbal Bize Vivanco, *El otoño de los raulés. Poder popular en el Complejo Forestal y Maderero Panguipulli (Neltume, 1967-1973)*, Santiago, Tiempo robado, 2017, pp. 11-18.

* « Chili : premier tour des élections chiliennes - une gauche plus mobilisée qu'annoncé ? », entretien, *Les Enjeux internationaux*, France Culture, 20 novembre 2017.

* « Le Venezuela, un pays au bord de l'abîme ? », émission de TV *28 minutes*, ARTE, 14 septembre 2016, URL : <https://sites.arte.tv/28minutes/fr/le-venezuela-un-pays-au-bord-de-labime-28minutes>.

* Crise au Venezuela : « Maduro ne semble pas avoir les épaules pour assumer l'héritage de Chavez », entretien, *Marianne*, 16 août 2016.

* « Universités : un monde en chantier (4/4) : Financer les universités : le prix du savoir », entretien, *Cultures Monde*, France Culture, 3 mars 2016.

* « Amérique Latine: changement de cap (3/4) - Du Brésil au Mexique : le règne de la corruption », entretien, *Cultures Monde*, France Culture, 16 décembre 2015.

* « Chili : à 50 ans de sa fondation, le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR) en héritage », Revue *ContreTemps*, août 2015, URL : www.contretemps.eu (version en espagnol et anglais également).

* “¿Fin de ciclo en América del sur?”, revista *Memoria*, México, octobre 2015, URL : <https://revistamemoria.mx/?p=645> (version en français et anglais également).

* “Unión Portuaria de Chile: ¡Nunca más solos!”, *Punto Final*, Santiago, edición N° 825, 3 de abril del 2015.

* (avec Sebastián Osorio) « Chili : mouvement syndical, conflits sociaux et néolibéralisme » in F. Thomas (coord.), « État des résistances dans le Sud. Luttés syndicales », *Revue Alternatives Sud*, Bruxelles, CETRI, 2015, pp. 185-192.

* “América Latina actual. Geopolítica imperial, progresismos gubernamentales y estrategias de poder”, entrevista por Bryan Seguel in Grupo de Estudios Sociales y Políticos - GESP (coord.), *Movimientos sociales y poder popular en Chile. Retrospectivas y proyecciones políticas de la izquierda latinoamericana*, Tiempo robado editores, Santiago, 2015, pp. 237-278.

Également publié en français par la revue *Contretemps* web (Paris)

* « De Santiago à Caracas, la main noire de Washington », *Le Monde Diplomatique*, juin 2015, URL : <https://www.monde-diplomatique.fr/2015/06/GAUDICHAUD/53071>

* “¡Venceremos! Luchas obreras y poderes populares en el Chile de Allende”, *Revista Viento Sur*, Madrid, N° 129, novembre 2013, p. 16-30.

* « Septembre 1973 : la révolution chilienne désarmée », *Contretemps*, 11 sept. 2013, www.contretemps.eu/interventions/septembre-1973-revolution-chilienne-desarmee.

* « Equateur : ‘Révolution citoyenne’, modèle extractiviste et gauches critiques. Entretien avec le sociologue Alberto Acosta, *Contretemps*, N° 16, Syllepse, 1er trimestre 2013 (aussi publié en espagnol).

* « Un dimanche de vote à Santiago du Chili », *Le Monde Diplomatique*, 18 dec. 2013, URL : blog.monediplo.net/2013-12-18-Un-dimanche-de-vote-a-Santiago-du-Chili.

* « Chili, 40 ans après : les luttes en héritage... », Hors Série du journal *L’Humanité*, Paris, septembre 2013.

* « L’« octobre rouge » chilien et la naissance des cordons industriels », *Le Monde Diplomatique*, septembre 2013, URL : www.monde-diplomatique.fr/2013/09/GAUDICHAUD/49663.

* « De Kirchner à Castro : les gauches latines (1/4) - Les racines idéologiques », entretien, *Cultures Monde*, France Culture, 13 mai 2013.

* « Venezuela. Les tensions du processus bolivarien : nationalisme populaire, conquêtes sociales et capitalisme rentier », *Contretemps*, décembre 2012 (aussi en esp et en anglais).

* « Mexique, terre de combat », *Le Monde Diplomatique*, Paris, août 2012, URL : www.monde-diplomatique.fr/2012/08/GAUDICHAUD/48049.

* « Chili, quand le néolibéralisme triomphant se fissure. Réflexions sur le réveil des mouvements sociaux », *Inprecor*, Paris, n° 577-278, octobre-novembre 2011 (aussi en esp et en anglais)

* « Au Chili, les vieilles lunes de la nouvelle droite », *Le Monde Diplomatique*, Paris, mai 2011, URL : www.monde-diplomatique.fr/2011/05/GAUDICHAUD/20455.

- * « La dictature du général Pinochet devant la justice à Paris », *Le Monde Diplomatique*, décembre 2010, URL : www.monde-diplomatique.fr/carnet/2010-12-08-Pinochet.
- * « Au Chili, derrière l'euphorie médiatique, les hommes », *Le Monde Diplomatique*, octobre 2010, URL : www.monde-diplomatique.fr/carnet/2010-10-14-mineurs-chiliens.
- * « Mexique(s) insurgé(s) », *Le Monde Diplomatique*, Paris, septembre 2010.
- * « Luis Vitale : les combats d'un historien latino-américain », *Inprecor*, Paris, n°564-565, août-septembre 2010.
- * « De l'indigénisme à l'indianisme en Amérique Latine. A propos de Henri Favre », www.contretemps.eu, mars 2010.
- * « Un entrepreneur multimillionnaire à la tête du Chili », *Le Monde Diplomatique*, janvier 2010, URL : www.monde-diplomatique.fr/carnet/2010-01-19-Chili.
- * « ¿Poder popular? L'expérience chilienne » in Lucien Collonges (coord.), *Autogestion. Hier, aujourd'hui, demain*, Paris, Syllepse, 2010, pp. 516-530.
- * « Équateur : De la crise européenne au projet Yasuni. Entretien avec le sociologue Alberto Acosta », *Contretemps*, N°8, Paris, Syllepse, 2010, pp. 65-74 (aussi publié en espagnol).
- * « Chile: el regreso de los chicago boys », *Viento Sur*, Madrid, N°110, 2010, pp. 23-31.
- * « Élections présidentielles au Chili : l'ombre du général Pinochet plane-t-elle encore ? », *Le mensuel de l'Université*, www.lemensuel.net, décembre 2009.
- * « Marxisme et indianisme. A propos des travaux du sociologue García Linera », *Contretemps*, Paris, N°4, Syllepse, 2009, pp. 63-67.
- * « Le processus bolivarien : un projet alternatif en tension ? Entretien avec le sociologue Edgardo Lander », *Contretemps*, Paris, N°1, Syllepse, 2009, pp. 44-55.
- * « Le Chili, dans le sillage de Mai 68 » in Antoine Artous, Didier Epsztajn, Patrick Silberstein (coord.), *La France de Mai 68*, Paris, Syllepse, 2008, pp. 197-202.
- * « Équateur. De la « révolution citoyenne » à la transformation sociale ? », *Inprecor*, Paris, n°541-542 septembre-octobre 2008.
- * « La révolution culturelle chinoise : une passion française » in Antoine Artous, Didier Epsztajn, Patrick Silberstein (coord.), *La France de Mai 68*, Paris, Syllepse, 2008, pp. 711-716.
- * « Le volcan latino-américain. Enjeux et réalités des gauches au sud du Rio Bravo », *RISAL*, Bruxelles, septembre 2005.
- * « Conversation avec l'historien chilien Luis Vitale », *Dissidences*, Nancy, N°14-15, janvier 2004, pp. 34-39.
- * « Retour sur les leçons chiliennes », *Contretemps*, Paris, Textuel, 2004, pp. 166-178.
- * « L'Unité populaire par ceux qui l'ont faite », *Le Monde Diplomatique*, Paris, septembre 2003, URL : www.monde-diplomatique.fr/2003/09/GAUDICHAUD/10517.
- * « Chili : une plaie jamais refermée », *Politis*, Paris, N° 764, septembre 2003.

* Nombreux articles et éditoriaux sur l'actualité de l'Amérique Latine pour la revue *France Amérique Latine magazine*.

* Comptes rendus de lecture pour *Le Monde Diplomatique* et la revue *Dissidences*.

○ Conférences et débats publics de valorisation :

Nombreuses conférences et interventions au cours de forums associatifs, tables-rondes et débats publics tout au long de l'année.

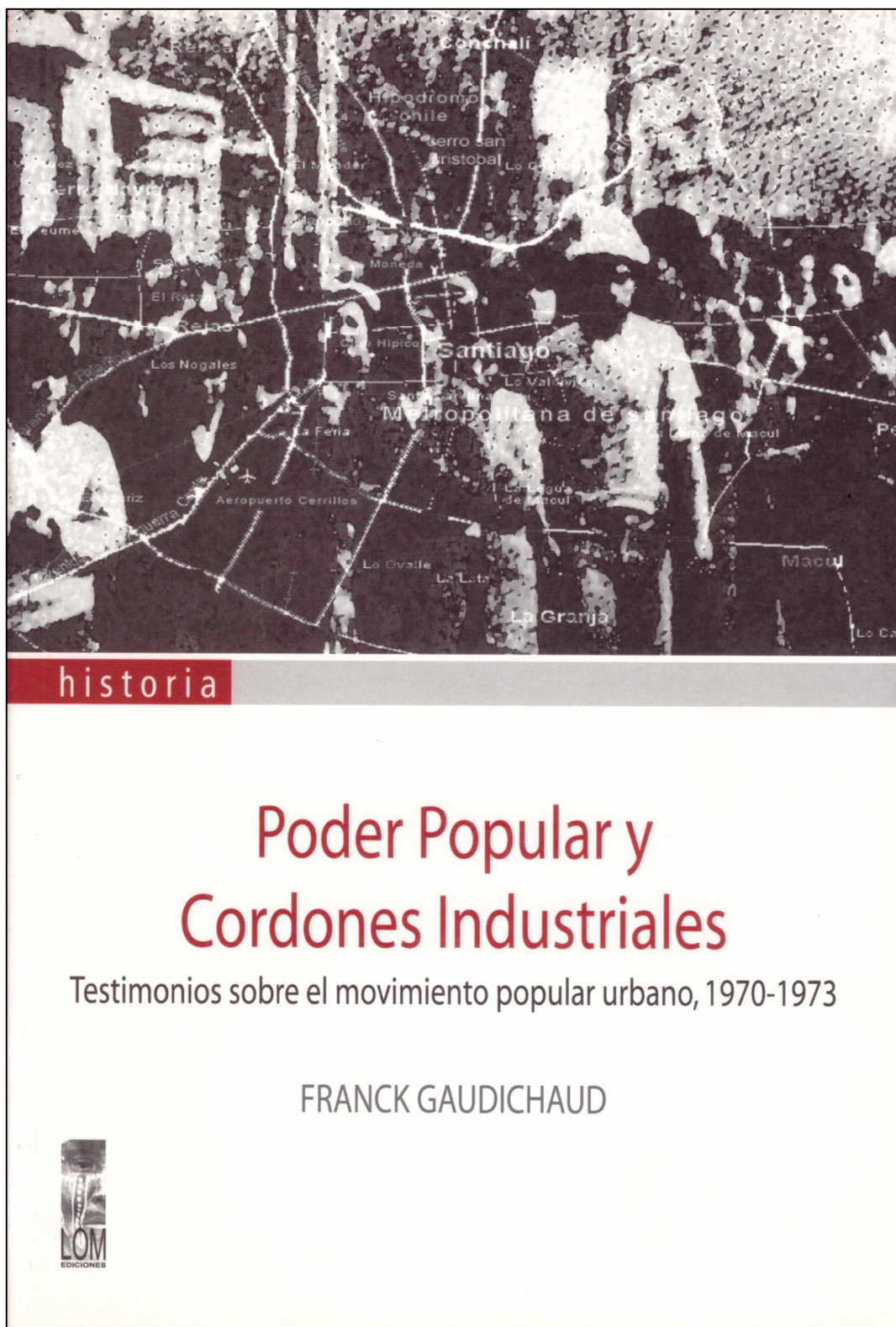
○ Travail éditorial de diffusion :

* Membre du comité éditorial de la revue *Contretemps* et de la revue *Contretemps web* : <https://www.contretemps.eu>.

* Membre du comité éditorial de la revue trimestrielle *France Amérique Latine Magazine*.

* Collaborateur régulier de *Le Monde Diplomatique*.

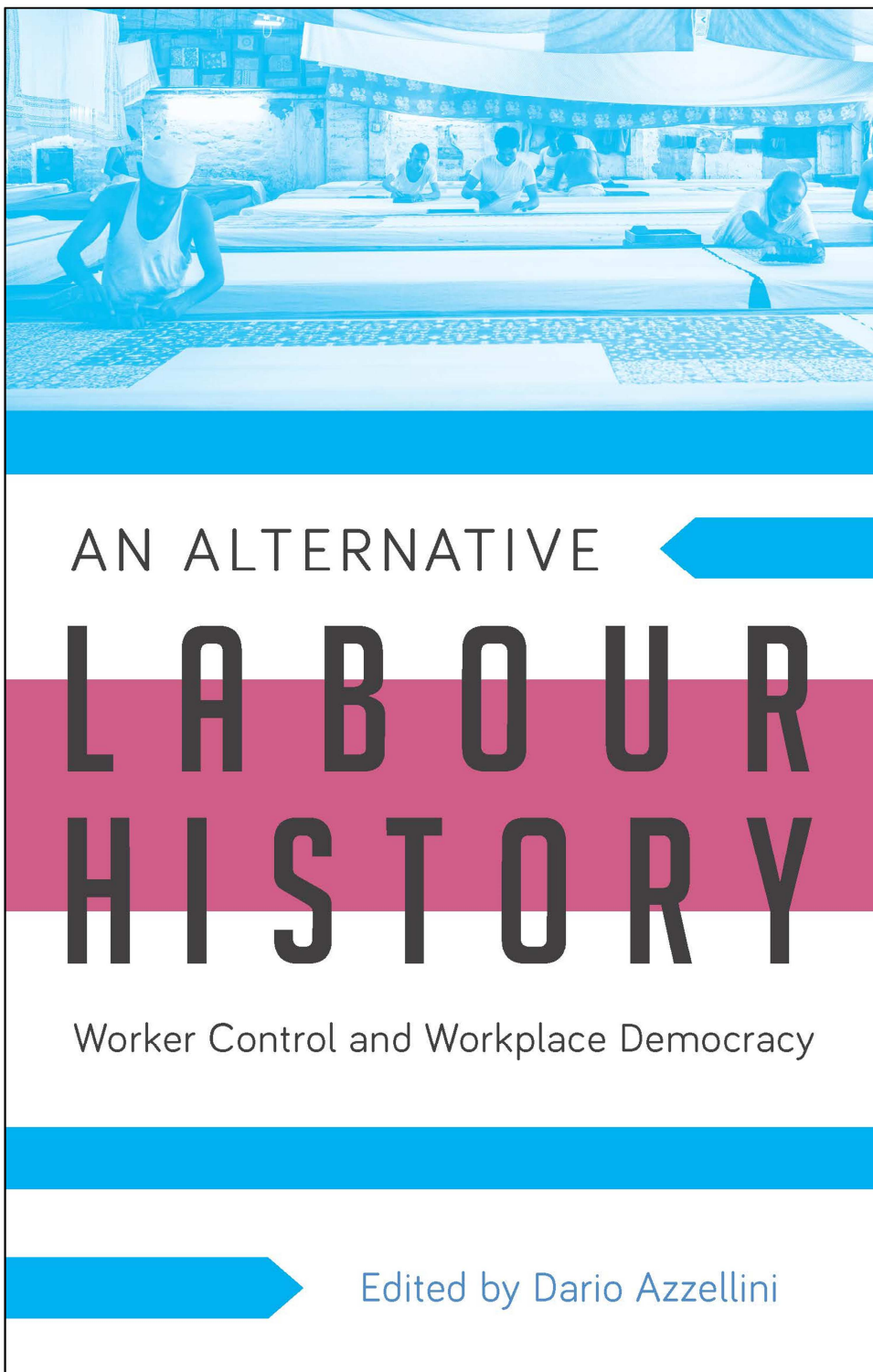
ANNEXES



Índice

Agradecimientos	9
Prefacio de Michael Löwy	
Los actores olvidados de la Unidad Popular	11
Presentación general	
El gobierno de Salvador Allende y la lucha por el "poder popular" (1970-1973)	13
La historia, la memoria y el olvido: la importancia de la historia oral	
Intereses y motivación de la entrevista oral	55
Objetividad de la historia oral	58
Método de la entrevista utilizada: representatividad y cuestionario	63
Cronología de la Unidad Popular y del "poder popular" (1970-1973)	73
Las expresiones de "poder popular" y el sistema de participación de los trabajadores en el Área de Propiedad Social	
Selección de testimonios de dirigentes sindicales y militantes obreros	87
Juan Alarcón	89
Luciano	111
José Moya	119
Carlos Mujica	135
Mario Olivares	157
Hernán Ortega	183

Tomás Inostroza	211
Edmundo Jiles	241
Abraham Pérez	261
Neftalí Zúñiga	279
Los activistas en el seno de los cordones industriales: la influencia de los estudiantes y militantes de izquierda	291
Pablo Muñoz	293
Luis Ahumada	295
Teresa Quiroz	315
Carmen Silva	331
Fernando Quiroga	341
Javier Bertín	353
Guillermo Rodríguez	355
La dirección política y el gobierno: su visión de la participación de los trabajadores y del "poder popular"	
Entrevistas con:	377
Carlos Altamirano	379
Mireya Baltra	391
Patricio Palma	399
Bibliografía	427
Abreviaciones	435
Anexos	437
Geografía del Cordón Industrial Cerrillos-maipú	439
Geografía aproximativa del "Poder Popular" en Santiago	440
Carta de la Coordinación Provincial de los cordones industriales al Presidente Salvador Allende, el 5 septiembre de 1973	441
Fotografías	449



CONTENTS

Acknowledgments

Notes on contributors

Introduction

Dario Azzellini

1 Council Democracy, or the End of the Political

Alex Demirovic

2 Contemporary Crisis and Workers' Control

Dario Azzellini

3 Workers' Assemblies: New Formations in the Organization of Labor and the Struggle against Capitalism

Elise Danielle Thorburn

4 The Austrian Revolution of 1918-1919 and Working Class Autonomy

Peter Haumer

5 Chile: Worker Self-organization and Cordones Industriales under the Allende Government (1970-1973)

Franck Gaudichaud

6 'Production Control' or 'Factory Soviet'? Workers' Control in Japan

Kimiyasu Irie

7 The Factory Commissions in Brazil and the 1964 Coup d'État

Henrique T. Novaes and Maurício S. de Faria

8 Self-management, Workers' Control and Resistance against Crisis and Neoliberal Counter-reforms in Mexico

Patrick Cuninghame

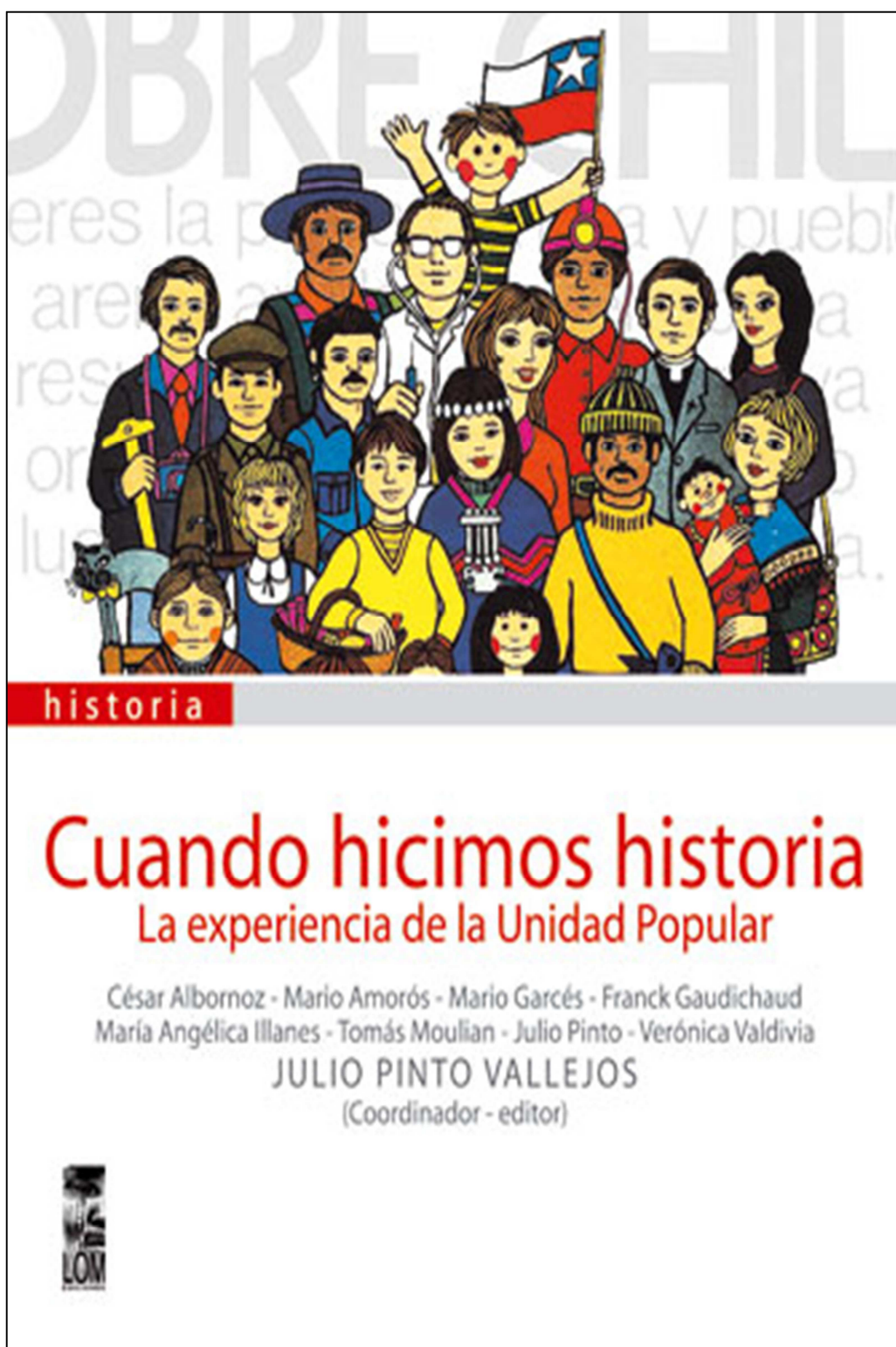
9 Collective Self-management and Social Classes: The Case of Enterprises Recovered by Their Workers in Uruguay

Anabel Rieiro

10 Self-managing the Commons in Contemporary Greece

Alexandros Kioupiolis and Theodoros Karyotis

Index



Sous la direction de
Hélène Finet & Francis Desvois

CHILI

1973-2013

MÉMOIRES
OUVERTES

A RECHERCHES

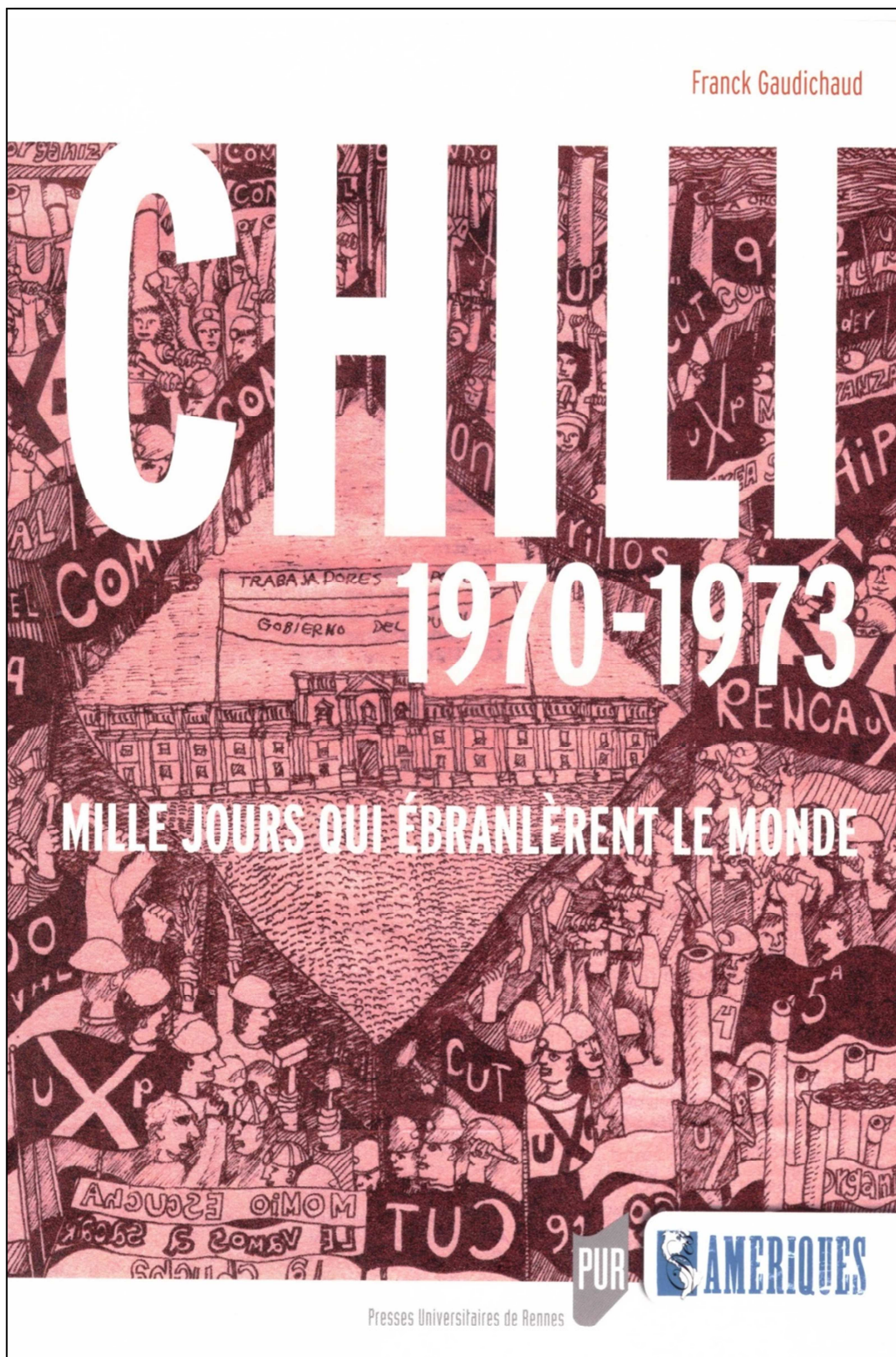


L'Harmattan

SOMMAIRE

Avant-propos	11
Eugénia PALIÉRAKI. Entre Recabarren et le « Che ». La gauche révolutionnaire dans le Chili des années 1920-1970	23
Franck GAUDICHAUD. Le Chili sous Allende ou La discordance des temps révolutionnaires (1970-1973)	41
Fanny JEDLICKI. Mémoire d'exil en héritage. À propos des loyautés familiales des enfants de réfugiés et <i>retornados</i> chiliens	67
Hélène FINET. Le théâtre au service de la défiance. Aspects de la création dans les années Pinochet : le legs du <i>Taller de Investigación Teatral</i> et de Raúl Osorio	95
Alexandra CARRASCO. Mémoire d'exil. 100 % soi. Spécialité chilienne fabriquée en France	121
Jean ORTIZ. Pablo Neruda	149

Franck Gaudichaud



Presses Universitaires de Rennes

PUR AMÉRIQUES

TABLES DES MATIÈRES

Remerciements	9
Carte du Chili	11
Principaux sigles utilisés	13
Préface de Michael Löwy	15
Introduction générale Décentrer le regard. Nouveaux paysages et trésors des processus révolutionnaires latino-américains	19

Première partie

Le Chili de l'Unité populaire

Chapitre I Un État de compromis ? Les fondements des relations entre mouvement ouvrier, partis et État	39
Chapitre II Éléments d'un processus conflictuel : conditions socio-économiques et situation des mouvements ouvrier et social en 1970	45
Le mouvement syndical	47
Les « pauvres de la ville » et le mouvement <i>pobladores</i>	49
Chapitre III Les partis politiques de gauche et la « voie chilienne au socialisme »	53
Les principaux partis de gauche : discours et stratégie	53
Le Parti communiste chilien	54
Le Parti socialiste chilien	55
Les chrétiens révolutionnaires et le MAPU (<i>Movimiento de Acción Popular Unitaria</i>)	56
Le MIR (<i>Movimiento de la Izquierda Revolucionaria</i>)	57
Autres mouvements de la gauche extraparlamentaire	59
« La voie chilienne au socialisme ». Formation et programme de l'Unité populaire	60

Deuxième partie

**Vers le débordement ? De l'échec des Comités
de l'Unité populaire à l'Assemblée de Concepción**

Chapitre I Pouvoir populaire et mesures en faveur de la participation sociale	69
Les Comités de l'Unité populaire et la mise en place de la participation des salariés	69
Les Comités de l'Unité populaire (CUP) :	
échec d'un embryon de pouvoir populaire constituant	69
La formation de l'Aire de propriété sociale (APS)	71
Quelle participation ? Capitalisme d'État, planification et contrôle des salariés	75
« Bataille de la production » et redistribution des richesses	
Un âge d'or de courte durée	77
Premiers succès, premiers obstacles	77
La réaction des classes dominantes et la revendication d'un « pouvoir populaire » alternatif	79
Le début du marché noir et de la spéculation	81
Les JAP : entre « pouvoir populaire » et « dictature de la faim » ?	84
Chapitre II Tensions politiques et radicalisation du mouvement ouvrier	89
Tensions au sein de l'Aire de propriété sociale (APS)	89
Division de la gauche et mise en place de la participation des salariés	89
La participation envisagée depuis le champ politique	93
Une structure d'opportunité politique favorable aux mobilisations collectives des salariés	97
La Centrale unique des travailleurs dans la tourmente	102
L'action du Front des travailleurs révolutionnaires	102
Les tensions au sein de l'appareil syndical	104
Chapitre III Les premiers signes de débordement	109
Deux pôles au sein de l'Unité populaire ?	
« Avanzar sin transar » versus « Consolidar para avanzar »	109
Pobladores et pouvoir populaire local : un véritable laboratoire d'expériences	111
La gauche et les mobilisations des « pauvres de la ville »	111
L'expérience de <i>Nueva La Habana</i>	114
L'Assemblée de Concepción : révolte dans la révolution	117
Le manifeste de mai et « l'Assemblée populaire »	117
La condamnation du « double pouvoir » par Allende	119

Troisième partie

**Des Cordons industriels *en soi*
aux Cordons industriels *pour soi***

Chapitre I Maipú-Cerrillos : esquisse des conditions d'une expérience de classe	125
Les Cordons <i>en soi</i> ou la colonne vertébrale du Chili	125
Maipú : la commune pionnière du pouvoir populaire	126
Études des conditions favorables au développement d'un Cordon <i>pour soi</i>	126
Une force latente. Les bases de l'expérience du pouvoir populaire dans la commune de Maipú	128
Le Cordon de la révolte	132
La naissance du Cordon Cerrillos-Maipú	132
Caractéristiques du premier embryon de Cordon mobilisé	136
Chapitre II L'octobre rouge chilien : une profonde crise politique	141
La « révolution par en haut » dans l'impasse	141
La bourgeoisie à l'offensive	141
Le gouvernement dans la tourmente d'octobre	143
La « crise de non-retour » du mouvement syndical	146
Conjoncture fluide, mobilisations multisectorielles et tentatives de coordination de classe...	148
Les comités coordinateurs du pouvoir populaire urbain : quelles définitions ?	148
Les Commandos communaux et la coordination des classes dominées : entre mythe et réalités	150
Les réponses de la base : l'auto-organisation ouvrière	156
La formation de nouveaux <i>Cordons pour soi</i>	156
Les Cordons industriels et la production	160
Les Cordons industriels et la bataille pour la distribution	163
Chapitre III La normalisation civilo-militaire	167
Vers la démobilisation des Cordons industriels ?	167
La gauche et le cabinet civilo-militaire	167
Le MIR et le « manifeste du peuple » du Cordon Vicuña Mackenna	170
Vers l'affrontement entre le pouvoir populaire et le gouvernement ?	173
Rejet du plan Prats-Millas et reconnaissance officielle des Cordons	173
Panier populaire et reprise en main des JAP	175
Autogestion et ravitaillement direct	178
Chapitre IV Organisation, représentations et place du pouvoir populaire au sein de la « voie chilienne »	181
Le spectre du <i>soviet</i> ? Les partis de gauche et leur vision du pouvoir populaire	181
La polémique sur la place des Cordons industriels au sein du mouvement ouvrier	187
Commandos communaux contre Cordons industriels	187
Les Cordons industriels, la CUT et le mouvement syndical	189

Cordons rêvés et Cordons mobilisés : organisation, participation et caudillismes militants	191
Champ culturel et pouvoir populaire	198
Une mini « révolution culturelle » ?	198
L'idéologie dominante et la presse du pouvoir populaire	202

Quatrième partie

Répertoires du pouvoir populaire, territoires mobilisés et menaces de coup d'État

Chapitre I Des mobilisations collectives radicales sans alternative politique ?	209
L'accélération de la crise de l'Unité populaire	209
Un « pôle révolutionnaire » aux élections législatives ?	209
Le maintien des mobilisations ouvrières et la « stratégie d'hiver » de l'opposition	212
Le pouvoir populaire, un mouvement d'ampleur nationale	214
Santiago : « la force du peuple »	214
Le développement des Cordons industriels en province	217
L'occupation de Constitución : un double pouvoir local ?	220
Les pobladores et le mouvement social urbain en 1973	222
L'exception des mobilisations collectives de <i>Nueva La Habana</i> ?	222
« Ravitaillement pour les pauvres et rationnement pour les riches ! »	224
Chapitre II Le « Tancazo » et ses suites	229
Une répétition générale	229
Soulevement militaire et reprise du dialogue avec la DC	229
La réaction du pouvoir populaire	232
Le Parti communiste et les Cordons industriels en 1973	235
Le changement de tactique du PC	235
Des luttes pour le contrôle des Cordons industriels	237
Dernières mobilisations des Cordons mobilisés et gouvernement civilo-militaire	239
L'essai de création de nouveaux Cordons <i>pour soi</i>	239
Le « <i>Cordonazo</i> » de juillet 1973	241
Gouvernement civilo-militaire et paralysie de la gauche	244
Chapitre III Quand la ville est en lutte.	
Territoires et répertoires du pouvoir populaire	249
Panorama du pouvoir populaire urbain à la mi-1973	249
Topographie d'un espace de luttes : une écologie du pouvoir populaire urbain	254
Ceintures rouges et identités insurrectionnelles	255
Territoires mobilisés et répertoires d'action	258
Vers le coup d'État	265

L'échec de la Coordination des Cordons de Santiago	265
Le baroud d'honneur du pouvoir populaire	268
Chapitre IV La révolution désarmée	273
La contre-révolution en marche	273
« Que celui qui a une main libre ligote Allende avec les Cordons! »	273
Le pouvoir populaire face à l'armée et aux paramilitaires	275
La question de la défense armée	278
« Non à la guerre civile! »	278
Les Cordons industriels : une armée révolutionnaire ?	280
« Demain, quand commencera le combat... »	282
Le 11 septembre 1973	282
La répression et le début du terrorisme d'État	286
En guise d'épilogue : les mémoires emblématiques du pouvoir populaire	288
Conclusion générale Pouvoir populaire constituant et politiques du conflit. Des clefs pour comprendre mille jours qui ébranlèrent le monde	291
Annexes	307
Table des tableaux	319
Index des noms et organisations cités	321
Sources et sélection bibliographique	327

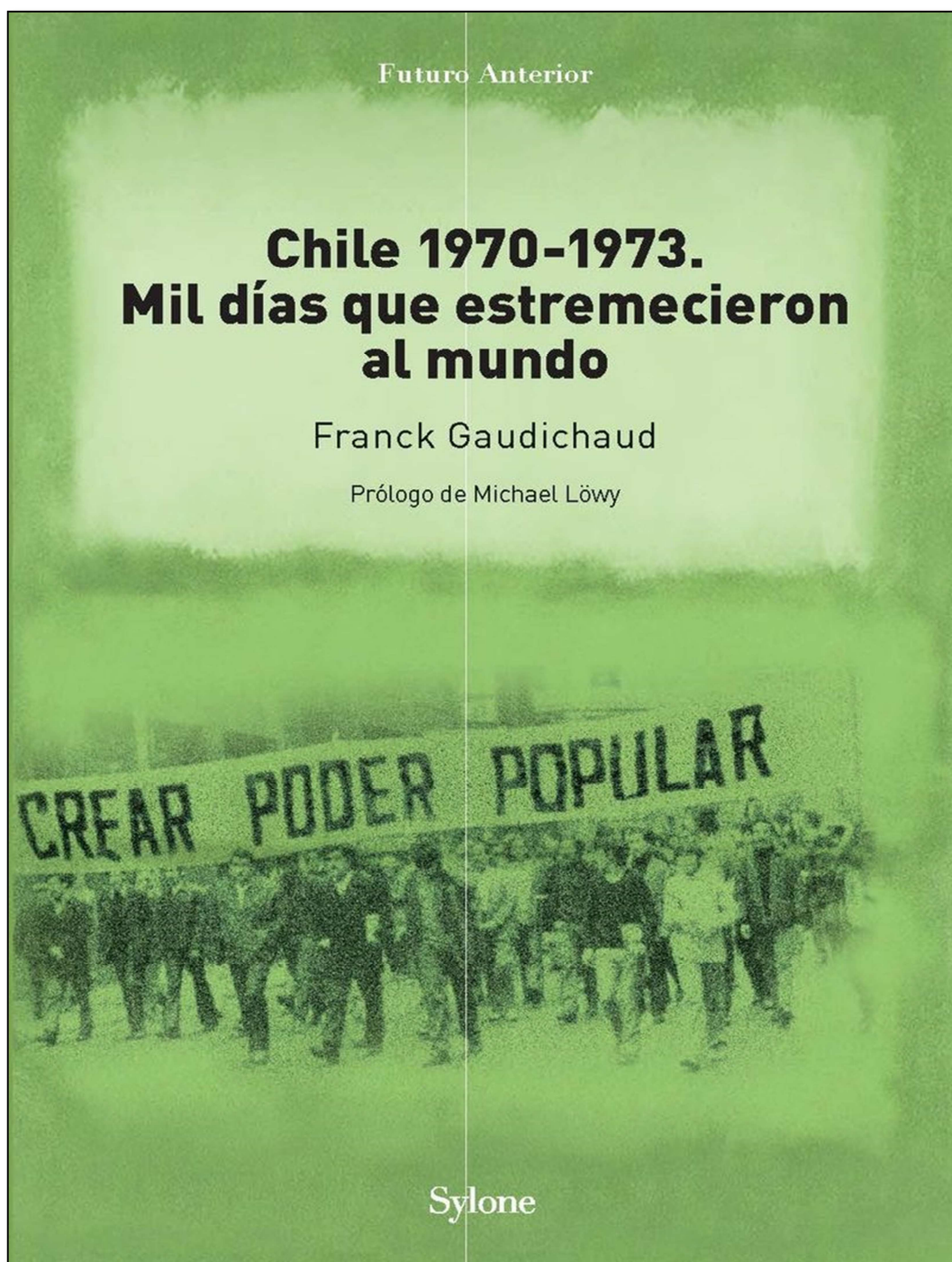


FRANCK GAUDICHAUD

Chile 1970-1973. Mil días que estremecieron al mundo

Poder popular, cordones industriales y socialismo durante el gobierno de Salvador Allende





¡VENCEREMOS!

FRANCK GAUDICHAUD (ÉD.)



**ANALYSES ET DOCUMENTS SUR LE
POUVOIR POPULAIRE
AU CHILI (1970-1973)**

SYLÉPSE

Venceremos

Dialectiques révolutionnaires : les luttes pour le pouvoir populaire et le gouvernement

Allende, Franck Gaudichaud

Extrait du programme de l'Unité populaire

L'entreprise ne sera pas rendue

Discussion sur le pouvoir populaire

Comment fonctionne un comité d'approvisionnement et de contrôle des prix ?

Les assemblées provinciales de Santiago

Déclaration de la coordination des Cordons industriels de Santiago

Congrès des Conseils paysans de la province de Cautín

Le Commando communal du supermarché de Santa Julia

Au Cordon O'Higgins, l'union fait la force

Cordons Cerrillos et Vicuña Mackenna : l'alliance des classes dans l'action

Le pouvoir populaire dans l'occupation de Constitución

Chronique d'une occupation de terre à Viña del Mar

On ne prend pas le pouvoir en rendant les usines...

Manifeste des Commandos communaux

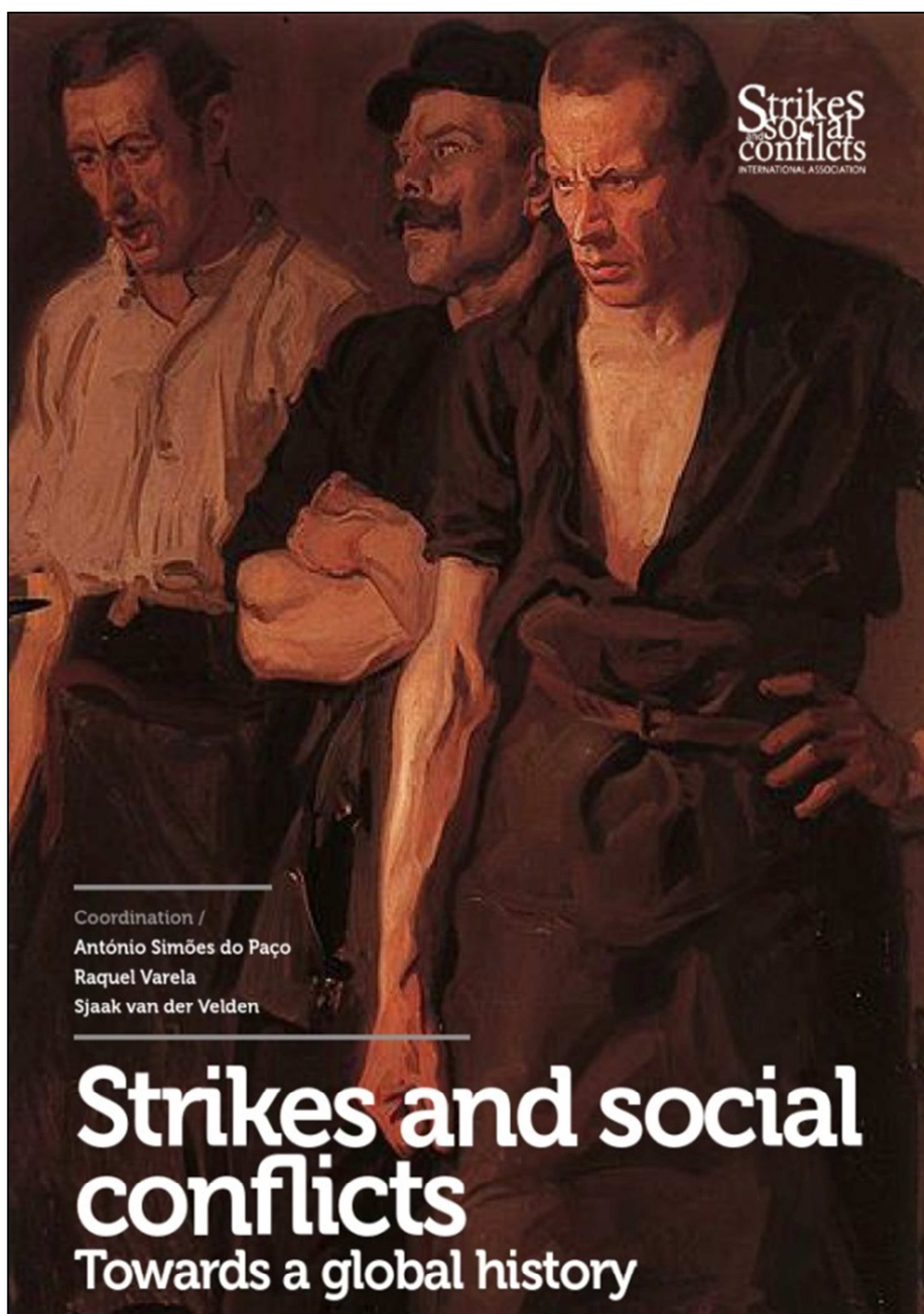
Nouveau gouvernement : les partis doivent informer la base

L'occupation militaire de Punta Arenas

Le Tancazo : réponse du peuple

Lettre des Cordons industriels au président Salvador Allende

Chansons



Coordination /
António Simões do Paço
Raquel Varela
Sjaak van der Velden

Strikes and social conflicts

Towards a global history



CLASE/CONVERSATORIO

“Una historia en batalla.

Pensar e investigar los mil días de la Unidad Popular (1970-1973)”

A cargo del Profesor e Historiador **Dr. Franck Gaudichaud**
Académico de la Universidad Grenoble-Alpes, Francia

Modera: **Dr. Danny Monsálvez Araneda,**
Director del Programa de Investigación Histórica en
Estudios y Regionales, Investigador Responsable del Proyecto

A partir de su reciente libro *“Chile 1970-1973. Mil días que estremecieron al mundo. Poder popular, cordones industriales y socialismo durante el gobierno de Salvador Allende”* (LOM ediciones, 2016), el cual será presentado el 10 de mayo en el sindicato Pétrox, el autor impartirá una clase/conversatorio para los alumnos de Historia, de otras carreras de la Universidad y público interesado en la temática.



Miércoles 10 de mayo
Hora: 17:00
Lugar: Sala H-1,
Departamento de Historia
Universidad de Concepción

Organiza

Programa de Investigación Histórica en Estudios Regionales
Proyecto Fondecyt de Iniciación 11150122



**Universidad
de Valparaíso**
CHILE

Instituto de Historia y
Ciencias Sociales
Facultad de Humanidades

XIX Jornadas de Historia Social de Chile y América

3 y 4 de noviembre de 2015

Martes 3 de noviembre

"Historia Social e Interculturalidad".

- *Dra. Patricia Cerda Hegerl*

12:00 hrs. / Auditorio Prof. Sergio Flores Fariás
Facultad de Humanidades

Miércoles 4 de noviembre

**"A 45 años de la asunción del gobierno
por el presidente Salvador Allende: hacia un balance".**

- *Tomás Moulian, Premio Nacional de Ciencias Sociales 2015;*

- *Franck Gaudichaud, latinoamericanista de la Universidad de Grenoble;*

- *Luis Corvalán Marquez, Instituto de Historia y Ciencias Sociales, Universidad de Valparaíso.*

12:00 hrs. / Auditorio Prof. Sergio Flores Fariás
Facultad de Humanidades

FACULTAD DE HUMANIDADES
Serrano 546, 4° piso, Valparaíso

Organiza:
Extensión Instituto de Historia y Ciencias Sociales
Universidad de Valparaíso.



Annexe 12



UNIVERSIDAD NACIONAL AUTÓNOMA DE MÉXICO
FACULTAD DE CIENCIAS POLÍTICAS Y SOCIALES
CENTRO DE ESTUDIOS SOCIOLÓGICOS



11 de septiembre de 2015

Auditorio Ricardo Flores Magón

11:00 horas

CONFERENCIA MAGISTRAL

La revolución chilena. Memoria y legado de la Unidad Popular y Salvador Allende

por el Dr. Franck Gaudichaud
Université de Grenoble, Francia

12:30 horas

MESA REDONDA

Participan:

Marco Ugarte, Fotógrafo
Óscar Ariel Cabezas, UMCE, Chile
Viviana Bravo, PPELA, UNAM
Mónica Iglesias, PPELA, UNAM

Modera:

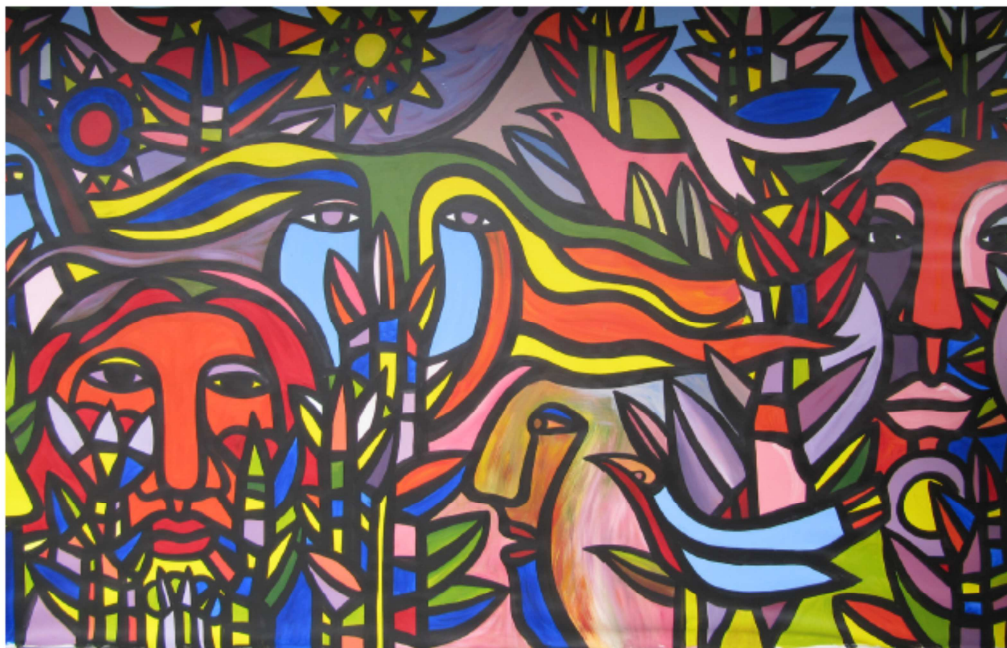
Massimo Modonesi, FCPyS, UNAM

Exposición fotográfica de
Marco Ugarte
en el Lobby del Auditorio

Proyecto PAPIIT IN303813: Subalternidad, antagonismo y autonomía
en movimientos sociopolíticos en México y América Latina

SEMINAIRE DE RECHERCHE
du lundi 17 octobre 2016 au jeudi 4 mai 2017

**Écritures et mémoires de la solidarité internationale :
le cas chilien**



Peinture murale réalisée par Mono González et son équipe à l'Université de Bordeaux Montaigne.

Organisatrices

Caroline Moine, maîtresse de conférences en histoire contemporaine,
Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines / CHCSC

Rosa Olmos, Responsable des archives audiovisuelles de la BDIC

Programme



Lundi 17 octobre 2016 (17-19h)

- **Art et politique : les brigades de peinture murale**

Apparues au Chili dans les années 1960, les brigades de peinture murale sont aussitôt étroitement liées aux combats politiques de la période. Après le coup d'Etat de 1973, elles sont interdites : plusieurs poursuivent leur travail en exil, d'autres se forment en réponse à l'exil. Couvrant les murs des villes de multiples pays, leurs fresques ne sont-elles pas devenues des lieux de mémoire des mobilisations de solidarité avec le Chili de par le monde ?

Les intervenants, chercheurs et témoins de l'époque, reviendront sur le rôle joué par les peintures murales dans la culture politique du Chili et sur l'histoire des brigades murales et de leurs peintures dans la région bordelaise.

Intervenants :

- Ivan Quezada (Université de Bordeaux Montaigne/Association France-Chili Aquitaine)
- Antonia Garcia Castro, chercheuse associée à l'ISP (Université Paris Nanterre, CNRS, ENS Paris-Saclay), professeure invitée à l'Université de Valparaiso
- Eric Coiffard (Université de Bordeaux Montaigne)

Jeudi 10 novembre 2016 (15h30-19h)

- **Vidéo et mobilisations en temps de dictature**

Séminaire précédé de la projection à 15h30 du film documentaire de Anthony Rauld, *Pais Invisible* (90 minutes, Chili, 2016).

Intervenant :

Francisco Coloma (Université Sorbonne-Nouvelle Paris 3)

Jeudi 12 janvier 2017 (17-19h)

- **Solidarité internationale et exil chilien à Grenoble**

Séminaire précédé de la projection à 15h30 du film de Michel Szempruch en collaboration avec Anouchka Hrdry *Exilios chilenos, exils chiliens* (60 minutes, association REPERAGES, France, 2013).

Intervenants :

- Michel Szempruch, réalisateur.
- Franck Gaudichaud (ILCEA4/Université Pierre-Mendès-France Grenoble II)

Jeudi 2 mars 2017 (17-19h)

- **La solidarité internationale vue d'Alger**

Intervenants :

- Eugenia Palieraki (Université Cergy-Pontoise)
- Fernando Fernandez, journaliste

Jeudi 4 mai 2017 (17-19h)

- **Grands témoins : juristes et solidarité internationale**

Intervenants :

Claude Katz, avocat au Barreau de Paris
François Julien-Laferrère, professeur émérite (Université Paris-Saclay)



ÍNDICE

ESCEPTICISMO OPTIMISTA. LA REFORMA ELECTORAL COLOMBIANA DE 2003

DESAFÍOS Y PERSPECTIVAS

FELIPE BOTERO Y JUAN CARLOS RODRÍGUEZ

1. Introducción	213
2. La reforma política de 2003	214
2.1. El sistema electoral anterior: evolución del personalismo ..	214
2.2. Reforma política y cohesión partidista	217
2.3. Análisis de los resultados electorales	218
2.3.1. Umbral	219
2.3.2. Cifra repartidora	221
2.3.3. Lista única	225
2.3.4. Voto preferente	227
3. Análisis de la elección congreso 2006	229
4. Conclusiones	240
5. Bibliografía	241

LA ELECCIÓN DE MICHELLE BACHELET, LA TRANSICIÓN Y LA DEMOCRACIA

CHILENA: ¿ENTRE RUPTURA Y CONTINUIDAD?

FRANCK GAUDICHAUD

Introducción	247
La transición «pactada» de la era post-Pinochet	248
La elección de M. Bachelet: una ruptura... ¿simbólica?	251
El Chile de Bachelet: El continuismo de 17 años de Concertación	255
¿Qué democracia para Chile? Sociedad neoliberal triunfante y retorno de la problemática social	258
Bibliografía selectiva	261

ELECCIONES EN COSTA RICA: ANÁLISIS Y PERSPECTIVAS DE LAS
ELECCIONES PRESIDENCIALES Y LEGISLATIVAS COSTARRICENSES DE 2006

HUGO PICADO LEÓN

1. Introducción	265
2. Contexto	266
3. Candidaturas	269
4. Encuestas preelectorales	272
5. Participación electoral	275
6. Orientación del voto	277
7. Concentración	282
8. Fragmentación	283


cartel NO_Maquetación 1 21/08/16 11:26 Página 1

Journée d'étude du Réseau d'Études Visuelles Hispaniques

NO

FILM DE PABLO LARRAÍN
un regard controversé
sur la transition chilienne

VENDREDI 7 OCTOBRE 2016 9H - 17H
COLEGIO DE ESPAÑA
Cité Internationale Universitaire de Paris



RESEAU D'ETUDES
VISUELLES
HISPANIQUES

UNIVERSITÉ
SORBONNE
UNIVERSITÉ

CRIMIC

UNIVERSITÉ
PARIS 8
VINCENNES-SAINT-DENIS

LER

UNIVERSITÉ
de Cergy-Pontoise

AGORA

université
Paris Ovest
Nanterre La Défense

EA389
CRIIA

Colegio
de España

PROGRAMME

Matinée

Modératrice : Pascale Thibaudeau (Université Paris 8)

9h00 : Jacques Terrasa (Université Paris-Sorbonne) : ouverture de la journée

9h30 : Franck Gaudichaud (Université Stendhal Grenoble 3) et Antoine Faure (Universidad Finis Terrae)

No, ou la transition vers... la continuité ?

10h00 : Eva-Rosa Ferrand Verdejo (Université Paris-Sorbonne)

No : réception d'une « révélation brutale » au Chili

10h30 : Stéphanie Decante (Université Paris-Ouest Nanterre)

No et ses sources : oblitération, reprise et détournement de quelques antécédents artistiques

11h : Paola Lagos (Universidad de Chile)

Denuncia y resistencia política en los colectivos documentales durante la dictadura chilena. Experimentación artística, contrainformación y educomunicación como formas de activismo audiovisuel

11h45 : Débat

Après-midi

Modératrice : Isabelle Prat (Université Cergy-Pontoise)

14h30 : Marianne Bloch-Robin (Université de Lille 3)

De l'empathie libératrice à la mise à distance : l'ambivalence de la musique dans *No*

15h : Michèle Arrué (Université Paris 8)

No ou comment éclairer la nuit chilienne

15h30 : Pascale Thibaudeau (Université Paris 8)

Instabilité de l'énonciation et effets de brouillage dans *No*

16h : Débat

17h : Clôture de la journée

Colloque international

Le Chili actuel. Gouverner et résister dans une société néolibérale

Du « cas Pinochet » au gouvernement de Sebastián Piñera

Chile Actual. Gobernar y resistir en una sociedad neoliberal
Del « caso Pinochet » al gobierno de Sebastián Piñera (1998-2013)



25, 26 et 27 septembre 2013

Domaine universitaire - Grenoble

<http://chili-neoliberal.sciencesconf.org>



Pour en savoir plus scan moi avec ton smartphone!



La démocratie néolibérale / La democracia neoliberal

13 h 30 • Accueil / Recepción

14 h-14 h 30 • Inauguration / Inauguración

Présentation : Alain Faure - Directeur adjoint de PACTE

Almudena Delgado Larríos - Directrice de l'ILCEA

Franck Gaudichaud - Université de Grenoble, ILCEA

14 h 35-15 h 45 • Conférence inaugurale / Conferencia inaugural

Política, democracia y ciudadanía en una sociedad neoliberal (Chile, 1998-2013)

Juan Gómez Leyton - ARCIS

Traduction consécutive prévue / Traducción consecutiva prevista (Esp. - Fr.)

15 h 50-17 h 20 • Atelier 1 : Partis Politiques / Taller 1: Partidos Políticos

Discutant : René Jara Reyes - Université de Grenoble, PACTE-PO

Le Parti *Demócrata Cristiano* et le modèle néolibéral (1998-2013)

Elodie Giraudier - IHEAL, CREDA

El socialismo chileno en la era neoliberal: adaptaciones, mutaciones y resistencias

Daniel Grimaldi - EHESS, CESPRA

Rénover le système de partis chilien et sortir du duopole : l'exemple du parti progressiste dans le contexte électoral actuel

Cécile Tron - Université Paris I, IEDES (par vidéoconférence / por videoconferencia)

17 h 25-19 h 25 • Atelier 2 : Mémoire et Droits de l'homme

Taller 2: Memoria y Derechos Humanos

Discutante : Fanny Jedlicki - Université du Havre, IDEES-URMIS

Batallas por la memoria en el Chile actual: manifestaciones y representaciones de una sociedad en tensión

Leonor Abujatum - Université de Postdam

L'exil et le retour, la difficile reconnaissance d'une réalité complexe aux apports controversés

Nicolas Prognon - GRHI-Framespa UTM

Una crítica de la (des)memoria: narrativa chilena reciente y la pregunta por el trauma y la justicia a 40 años del Golpe

Gustavo Carvajal - University of Manchester

19 h 45 • Dîner / Cena

20 h 30 • Lectures théâtrales / Lecturas teatrales

Nicole Berriot, Lauriane Bouvet, Alexandre Lelard, Melina Bustamante - Master espagnol, Université de Grenoble

Jeudi 26

Résistances au néolibéralisme / Resistencias al neoliberalismo

9h • Accueil / Recepción

9h30-11h • Atelier 3 : Participation citoyenne / Taller 3: Participación ciudadana

Discutante : Emmanuelle Barozet - Universidad de Chile

Hacer barrio, hacer historia (faire le quartier, faire l'histoire). De l'habitus dictatorial au conseil des voisins comme arène politique (Valparaíso, Chili)

Arnaud Figari - Université Paris Ouest-Nanterre, LESE

Ser feminista en el Chile actual: ambigüedades y dilemas de las reivindicaciones de igualdad de género

Nicole Forstenzer - Université Paris I, IEDES

Acción colectiva, participación y radicalidad. aproximación socio-etnográfica de las prácticas políticas en un barrio popular en Santiago de Chile

Rodrigo Calderón - Universidad Alberto Hurtado (par vidéoconférence / por videoconferencia)

11h-11h15 • Pause / Pausa

11h15-12h45 • Atelier 4 : Mapuche / Taller 4: Mapuche

Discutant : Guillaume Boccara - EHESS, CERMA

Corps cinématographique et corps politique: ce que le cinéma chilien du début du XXI^{ème} siècle permet au peuple mapuche

Dominique Casimiro - Université Paris III, CRICCAL

La transition à la démocratie chilienne à l'épreuve des Mapuche : le « néolibéralisme multiculturel » et ses résistances

Michael Barbut - Université Paris I, CESSP

Résistances en pays Mapuche : le Chili post-dictatorial au défi de la question autochtone

Bastien Sepúlveda - Postdoctorant ICIS, Pontificia Universidad Católica de Chile

13h-14h30 • Déjeuner / Almuerzo

14h45-16h15 • Atelier 5 : Education / Taller 5: Educación

Discutante : María Cosette Godoy Hidalgo - Université de Grenoble, PACTE-PO

Evaluación escolar y sistema neoliberal en Chile: la "nota" como soporte del sistema

Clemencia González - EHESS, ERIS

La exclusión social como instrumento sociopolítico de dominación/subordinación. Análisis de la exclusión social en el acceso a la educación superior chilena

Oscar Vivallo Urro - Freie-Universität, Berlin

Editar en (la) transición: trayectorias de la edición independiente en el Chile post-dictadura

Constanza Symmes - EHESS, CSE

16h15-16h30 • Pause / Pausa

16h30-18h • Atelier 6 : La ville néolibérale / Taller 6: La ciudad neoliberal

Discutante : Anne-Laure Amilhat-Szary - Université de Grenoble, PACTE-Territoires

« Miracle chilien » ou mirage métropolitain? Une approche par les espaces ouverts périphériques

Cécile Faliès - Université Paris I, IEDES

Ségrégation, agrégation, désagrégation. Comment les pratiques spatiales composent les trois constellations du dispositif de mobilité urbaine à Santiago du Chili

Yves Jouffe - Université Paris Est, LVMT & Alejandro Lozo - Universidad de Temuco & Diego Carvajal - Universidad ARCIS

El doble movimiento telúrico y social: Chile después del terremoto del 27 de febrero de 2010. Movimientos sociales urbanos, ciudad neoliberal, reconstrucción, justicia espacial y derecho a la ciudad

Claudio Pulgar Pinoud - EHESS, CGH-TERRES

19h • Diner / Cena

21h • En avant-première

Projection-débat autour du film de Marcela Said *L'été des poissons volants* (2013) / Proyección y debate en torno a la película de Marcela Said *El verano de los peces voladores* (2013), en présence de la réalisatrice / con la presencia de la directora

Cinéma / Cine "Mon ciné" (10, av. Ambroise-Croizat - St-Martin d'Hères). Tram C, arrêt Flandrin-Valmy

Vendredi 27

Gouvernementalité néolibérale / Gubernamentalidad neoliberal

9 h 45 • Accueil / Recepción

10 h 15-11 h 45 • Atelier 7 : Action collective / Taller 7: Acción colectiva

Discutante : Nicole Forstenzer - Université Paris I, IEDES

Les émotions: de la contestation à la violence dans le mouvement étudiant chilien en 2011
Angelo Montoni - EHESS, CEMS

Poesía para negar la indiferencia: poemas, acción colectiva y resistencia en Chile (2012)
Benoît Santini - Université du Littoral-Côted'Opale, CAER

La experiencia de lo político en el mundo del trabajo precario en Chile: procesos de subjeti-
vación bajo el régimen de subcontratación
Sebastián Pérez - EHESS, CESPRA

12 h-13 h 30 • Déjeuner / Almuerzo

13 h 45-15 h 15 • Atelier 8 : Ressources et territoires

Taller 8: Recursos y territorios

Discutant : Álvaro Artigas - Sciences Po Paris, CERI

Gouverner un territoire transfrontalier. Sécurité et « Développement avec identité » Aymara
entre le Chili, le Pérou et la Bolivie

Laetitia Rouvière - Université de Grenoble, PACTE-PO

¿Un Estado subsidiario? El desarrollo energético, el conocimiento y el Estado de Chile:
el caso de HidroAysén

Claudio Broitman - Université Paris VII, CERILAC

Chile, ¿un modelo de desarrollo neoliberal?: el caso del proyecto hidroeléctrico Aysén y sus
repercusiones en la Patagonia chilena

Gabriel Inostroza & Gemma Cánoves - Universidad Autónoma de Barcelona

15 h 20-16 h 30 • Éléments de conclusion / Comentarios finales

Gouverner et résister dans une société néolibérale / Gobernar y resistir en una sociedad
neoliberal

Sergio Grez - Universidad de Chile & Jorge Magasich - IHEC Bruxelles

Conclusion en français / Conclusión en francés

Note : Les langues de travail des ateliers sont l'espagnol et le français (pas de traduction) / Los lenguas de trabajo de los
talleres serán el castellano y el francés (sin traducción).

Annexe 17

Antoine FAURE, Franck GAUDICHAUD,
María Cosette GODOY H., Fabiola MIRANDA P.
et René JARA R. (dir.)

CHILI ACTUEL : GOUVERNER ET RÉSISTER DANS UNE SOCIÉTÉ NÉOLIBÉRALE



*CHILE ACTUAL :
GOBERNAR Y RESISTIR EN UNA SOCIEDAD NEOLIBERAL*



L'Harmattan

Sommaire

Introduction : « La voie chilienne au néolibéralisme » ? Pluriels, problématisation et actualité

par Antoine Faure et Franck Gaudichaud

Première Partie. Le marché : lieu quotidien de médiation politique

Chapitre 1. La régulation par le marché : une décision politique

- Daniel Grimaldi : Le socialisme chilien à « l'âge néolibéral » : adaptations, résistances et fractures

- Gabriel Inostroza, Gemma Cànoves : Chile, ¿un modelo de desarrollo neoliberal? El caso del proyecto hidroeléctrico Aysén

-

Chapitre 2. La transversalisation du néolibéralisme à tous les champs socio-politiques

- Diego Carvajal, Yves Jouffe, Alejandra Lazo : Le néolibéralisme en mouvement. Les trois constellations de mobilité de Santiago

- Clemencia González Turgas : Rendición de cuentas y evaluación escolar: los soportes del sistema escolar neoliberal chileno

- María Cosette Godoy Hidalgo, Fabiola Miranda Pérez : Dispositifs néolibéraux d'autocontrôle de l'Etat: le programme d'amélioration de la gestion en matière de genre au Chili

Deuxième Partie. Résistances collectives et subjectivations

Chapitre 3. Mémoire, subjectivités et identités

- Bastien Sepúlveda : Résistances en pays mapuche : le Chili néolibéral au défi de la question autochtone

- Gustavo Carvajal : "Todas íbamos a ser reinas": dictadura, memoria y género en Franz, Baradit y Eltit

- Sebastián Pérez Sepúlveda : La experiencia de lo político en el mundo del trabajo precario en Chile: procesos de subjetivación bajo el régimen de subcontratación

Chapitre 4. Les mouvements sociaux face au néolibéralisme

- Antonio Aravena : Neoliberalismo, transición democrática y sindicalismo en Chile

- Claudio Pulgar Pinaud : Résistances et justice spatiale face à la ville néolibérale. Les doubles mouvements telluriques et sociaux au Chili 2010-2014

- Angelo Montoni Rios : Les émotions : de la contestation à la violence dans le mouvement étudiant chilien

Éléments de conclusion générale : Chili actuel. Gouverner et résister dans une société néolibérale. Une synthèse du colloque international de Grenoble

par Jorge Magasich Airola

Postface : Réflexion critique sur la société néolibérale chilienne et ses conséquences sur les mouvements sociaux (1990-2015)

par Sergio Grez Toso

Auteurs

Bibliographie générale

Las fisuras del neoliberalismo maduro chileno

Trabajo, "Democracia protegida"
y conflictos de clases

Franck Gaudichaud

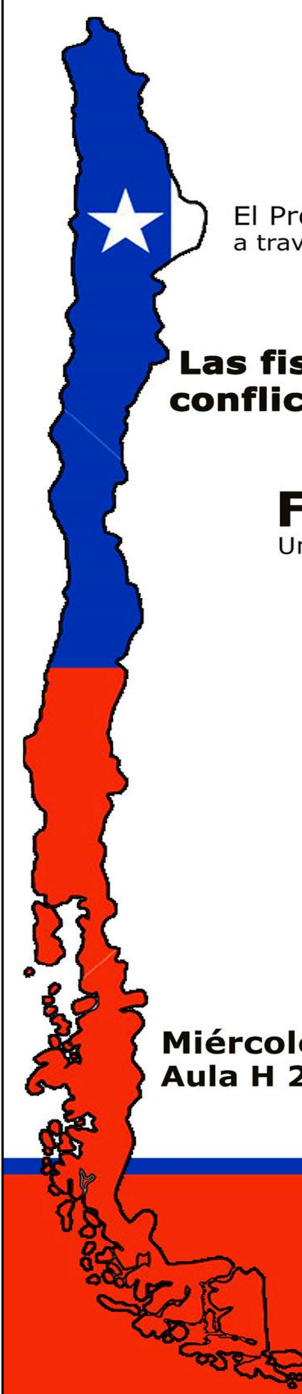
COLECCIÓN BECAS DE INVESTIGACIÓN

 CLACSO

ÍNDICE

Introducción. A más de 40 años del golpe: ¿el “modelo” chileno en crisis?	9
1/ La vía chilena al neoliberalismo: de la (contra)revolución capitalista cívico-militar a la democracia neoliberal protegida actual	15
2/ Génesis del capitalismo neoliberal “maduro” y nuevas dominaciones sociales	27
3/ ¿El retorno de la clase obrera? Trabajadores, recomposiciones sindicales limitadas y luchas estratégicas emblemáticas	37
4/ Ciudadanía “neoliberalizada”, crisis de legitimidad, despertar de los conflictos sociales	53
5/ Breve comentario sobre el gobierno Bachelet: progresismo transformista, nuevo ciclo político y continuidad de una dominación	65

A modo de conclusión. ¿Derrumbe o construcción estratégica? Los desafíos de la creación de alternativas “raizales”	73
Bibliografía	85
Anexos	97



El Programa de Posgrado en Estudios Latinoamericanos, a través de la Coordinación de Estudios de Posgrado de la UNAM, invita a la conferencia:

Las fisuras del modelo neoliberal chileno: conflictos sociales, trabajo y crisis política

Franck Gaudichaud

Université de Grenoble y Universidad de Chile



**Miércoles 9 de septiembre de 2015, 16:30 hrs.
Aula H 209, Edificio H 2º piso, Unidad de Posgrado**

Moderador: Massimo Modonesi (UNAM)
Proyecto PAPIIT IN303813.

**Informes en la Coordinación del Posgrado en
Estudios Latinoamericanos: 5623-7030**



Les Conférences de DynamE

2018 – 1

Chili. Les fissures du néolibéralisme.

Travail, démocratie autoritaire et conflits de classe

Franck GAUDICHAUD*

Lundi 5 février 2018, 17h

Salle de la Table-ronde

MISHA

*Docteur en science politique et maître de conférences en Civilisation hispano-américaine, Université Grenoble/Alpes.

Pour chaque thème traité (travail, conflit social, éducation, retraites, autoritarisme), F. Gaudichaud proposera aussi une comparaison avec la situation en Europe. Il est l'auteur notamment de *Chili 1970-1973. Mille jours qui ébranlèrent le monde* (PUR, Rennes, 2013) et du livre collectif *Chili actuel. Gouverner et résister dans une société néolibérale* (L'Harmattan, Paris, 2016).

Pour tout contact : Roland.Pfefferkorn@unistra.fr

ACTORES, DEMANDAS, INTERSECCIONES

I Simposio de la Sección de Estudios del Cono Sur (LASA) 2015



Tradición y ruptura entre interlocutores populares: Violeta, Eduardo y Roberto Parra: Claudia Kalleg, Universidad Austral de Chile

Los espacios de devastación en la poesía de Raúl Zurita: Paula Tesche Roa, Universidad Andrés Bello

Comentarista: Paula Tesche Roa, Universidad Andrés Bello

005 // Panel - Martes, 1:00pm - 2:45pm, PF
Archivo maestro: relecturas de un canon latinoamericano

Interiores revelados: cuerpo hecho exterioridad en El obscuro pájaro de la noche y Jamás el fuego nunca: Sowmya Ramanathan, Princeton University

El no lugar de José María Arguedas, ¿un sujeto transculturado, heterogéneo o fragmentado?: Daniela Buksdorf Krumenaker, Pontificia Universidad Católica de Chile

Ininteligibilidad y resistencia en el régimen biopolítico: el caso del monstruo abyecto en Patas de perro, de Carlos Droguett: Marcelo Navarro Morales, Universidad Austral de Chile

Um romance-manifesto: La vida breve, de Juan Carlos Onetti: Amanda Fanny Guethi, Universidade Federal de São Carlos

Tomás Eloy Martínez y la atracción del archivo: Carmen Perilli, Universidad Nacional de Tucumán - CONICET

006 // Panel - Martes, 1:00pm - 2:45pm, PF
El sur argentino-chileno: espacios, tránsitos y literatura

Organizador: Laura Pollastri, Centro Patagónico de Estudios Latinoamericanos, Universidad Nacional de Comahue

Moderador: Norma Steimberger, Universidad Nacional del Comahu

Yo/nosotros: escritura del sur argentino chileno: Laura Pollastri, Centro Patagónico de Estudios Latinoamericanos, Universidad Nacional de Comahue

De regreso a casa o el viaje imposible: tránsitos en la literatura del sur argentino chileno: Gabriela Mariel Espinosa, Centro Patagónico de Estudios Latinoamericanos, Universidad Nacional de Comahue

Los chilenos en Neuquén. Una aproximación a su inserción socio-espacial en la década de 1990: Joaquín Perrén, Centro Patagónico de

Estudios Latinoamericanos, Universidad Nacional de Comahue

Prácticas de resistencia a la exclusión:

¿configuración de "otros" escenarios migratorios y de vida en el norte de la Patagonia?: Norma Steimberger y Analia Kreiter, Universidad Nacional del Comahue

De pronto los linajes: lecturas de la poesía del sur a partir de textos de Marlene Bohle, Celeste Riedemann y Gloria Diunkler: Silvia Renée Mellado, Centro Patagónico de Estudios Latinoamericanos, Universidad Nacional de Comahue

Comentarista: Gabriela Mariel Espinosa, Centro Patagónico de Estudios Latinoamericanos, Universidad Nacional de Comahue

007 // Panel - Martes, 1:00pm - 2:45pm, PF
Ciudadanía y mundo del trabajo en el Chile actual

Organizadores: Miguel Urrutia Fernández/ Franck Gaudichaud, Universidad de Chile/ Universidad de Grenoble - Universidad de Chile

Moderador: Karim Campusano, Núcleo de Investigación en Movimientos Sociales y Poder Popular, Universidad de Chile

Subciudadanía y subcontrato estratégico.

Quiebras de dinámicas sindicales heredadas en el neoliberalismo maduro:

Lucas Cifuentes C., Núcleo de Investigación en Movimientos Sociales y Poder Popular, Universidad de Chile

Actores sindicales, subjetividades clasistas y

ciudadanía crítica: el caso de la Unión

Portuaria de Chile: Franck Gaudichaud, Universidad de Grenoble - Universidad de Chile

Ciudadanías laborales nuevas y tradicionales en el ámbito sindical: impacto en la construcción de subjetividades en el marco de huelgas durante 2014: Sebastián Osorio L., Núcleo de Investigación en Movimientos Sociales y Poder Popular, Universidad de Chile

Subjetivación política en el proceso de trabajo en el Chile neoliberal. Reflexiones a partir de los casos de la Unión Portuaria del Biobío y la FENASIPPEC: Bryan Seguel Gutiérrez, Núcleo de Investigación en Movimientos Sociales y Poder Popular, U de Chile

Paradojas de ciudadanía e inclusión.

Subjetividades críticas desde el Estado neoliberal: Paula Vidal M, U de Chile

Comentarista: Pablo Pérez Ahumada, University of California, San Diego



COLOQUIO DE INVESTIGACIÓN:
“La huelga desde adentro: Conflictividad laboral y politización en el sindicalismo actual”

Viernes 2 de Octubre, de 14:30 a 18:00.
Auditorio Pedro Ortiz, Facultad de Ciencias Sociales, Universidad de Chile.

MESAS DE DISCUSION

MESA 1: “LA EXPERIENCIA DE LA HUELGA EN CHILE. RELATOS SOBRE CONFLICTIVIDAD LABORAL”

14:30 hrs a 16:00 hrs.

- Karim Campusano (CIPSTRA, U. de Chile):
“Desmitificando la huelga legal. Reflexiones sobre la conflictividad sindical en el sector terciario.”
- Matías Torres (U. de Valparaíso):
“La transición privatizadora, el paso de ferrocarriles y los puertos de Chile a concesiones privadas: los casos del puerto de San Antonio y Metro Valparaíso”
- Angel Martin (U. de Chile):
“Conflictividad sindical a la luz de la legislación laboral actual: limitaciones y expectativas”
- Recaredo Galvez (FSOL):
“Politización y organización sindical; estrategias y formas de organización desde el BioBio”
- Moderador y comentarista: Miguel Urrutia, Universidad de Chile

MESA 2: “SINDICALISMO E INSTITUCIONALIDAD LABORAL. FISONOMÍAS DE LA HUELGA ILEGAL EN CHILE”

16:30 hrs a 18:00 hrs.

- Miguel Urrutia (Núcleo de investigación en Poder y Movimientos sociales):
“Lo social y lo político en los repertorios de acción sindical chilenos (homenaje a un libro de Rodrigo Baño)”
- Sebastián Osorio (CIPSTRA, U. de Chile):
“Luces y sombras de la huelga ilegal en Chile. Politización y conflictividad en el sector público y privado.”
- Franck Gaudichaud (Profesor de la Universidad de Grenoble III e Investigador invitado de la U. de Chile):
“Paralizaciones y politizaciones en los trabajadores portuarios: el caso de la Unión Portuaria de Chile.”
- Domingo Pérez (Observatorio de Huelgas Laborales):
Huelga ilegal ante la opción de huelga legal: una fuerza interna del sindicalismo chileno.
- Moderador y comentarista: Paula Vidal (U. de Chile)

Poder & Movimientos

CIPSTRA
Centro de Investigación Público Social del Trabajo

fundaciónsol
transformando el trabajo

Coloquios Abiertos:
**Nuevos Horizontes de
Politización Social**
Territorio, Sindicato y Memoria

Jueves
10 Diciembre

Mesa 1 / 10:20
'Memorias colectivas en el horizonte de la politización social.'
Javiera Ramos (UCH), Francisca Fernandez (Mov. por el Agua), Paulo Alvarez (Comité D.D.H.H. La Legua), Representante Londres 38.

Inauguración / 9:45
Gabriel Salazar,
Miguel Urrutia,
Roberto Fernández.

Mesa 2 / 12:00
'Conflictos por el habitar y la soberanía en los territorios.'
Movimiento UKAMAU,
Movimiento Socioambiental del Valle del Huasco, Junta de Vecinos nº18 de Lo Hermida, Asamblea de Conchalí.

Mesa 3 / 15:00
'Transformaciones reciente del movimiento sindical y la conflictividad laboral.'
Asesor Unión Portuaria del Biobío, Unión Nacional de Trabajadores a Honorarios, Gerardo Foquett (FENASIPEC), Valentina Doniez (Fundación Sol).

Mesa 4 / 16:30
'Movimientos sociales, poder ciudadano y poder popular hoy.'
Frank Gaudichaud

Auditorio José Carrasco Tapia, ICEL, Campus Juan Gomez Millas.
Universidad de Chile. Ignacio Carrera Pinto 1045, Ñuñoa

ROUTLEDGE CRITICAL DEVELOPMENT STUDIES SERIES

THE CLASS STRUGGLE
IN LATIN AMERICA

JAMES PETRAS AND HENRY VELTMAYER



Table of Contents

Introduction

Chapter 1 - Class Struggle Back on the Agenda

Chapter 2 - Extractivism and Resistance: A New Era

Chapter 3 - Accumulation by Dispossession — and the Resistance

Chapter 4 - The Progressive Cycle in Latin American Politics

Chapter 5 - Argentina: The Return of the Right *with Mario Hernández*

Chapter 6 - Brazil: Class Struggle in the Countryside

João Márcio Mendes Pereira and Paulo Alentejano

Chapter 7 - Democracy Without the Workers: 25 years of the Labour Movement and Mature Neoliberalism in Chile

Franck Gaudichaud and Sebastián Osorio

Chapter 8 - Mexico: Dynamics of a Class War

Chapter 9 - Paraguay: Class Struggle on the Extractive Frontier

Arturo Ezquerro-Cañete

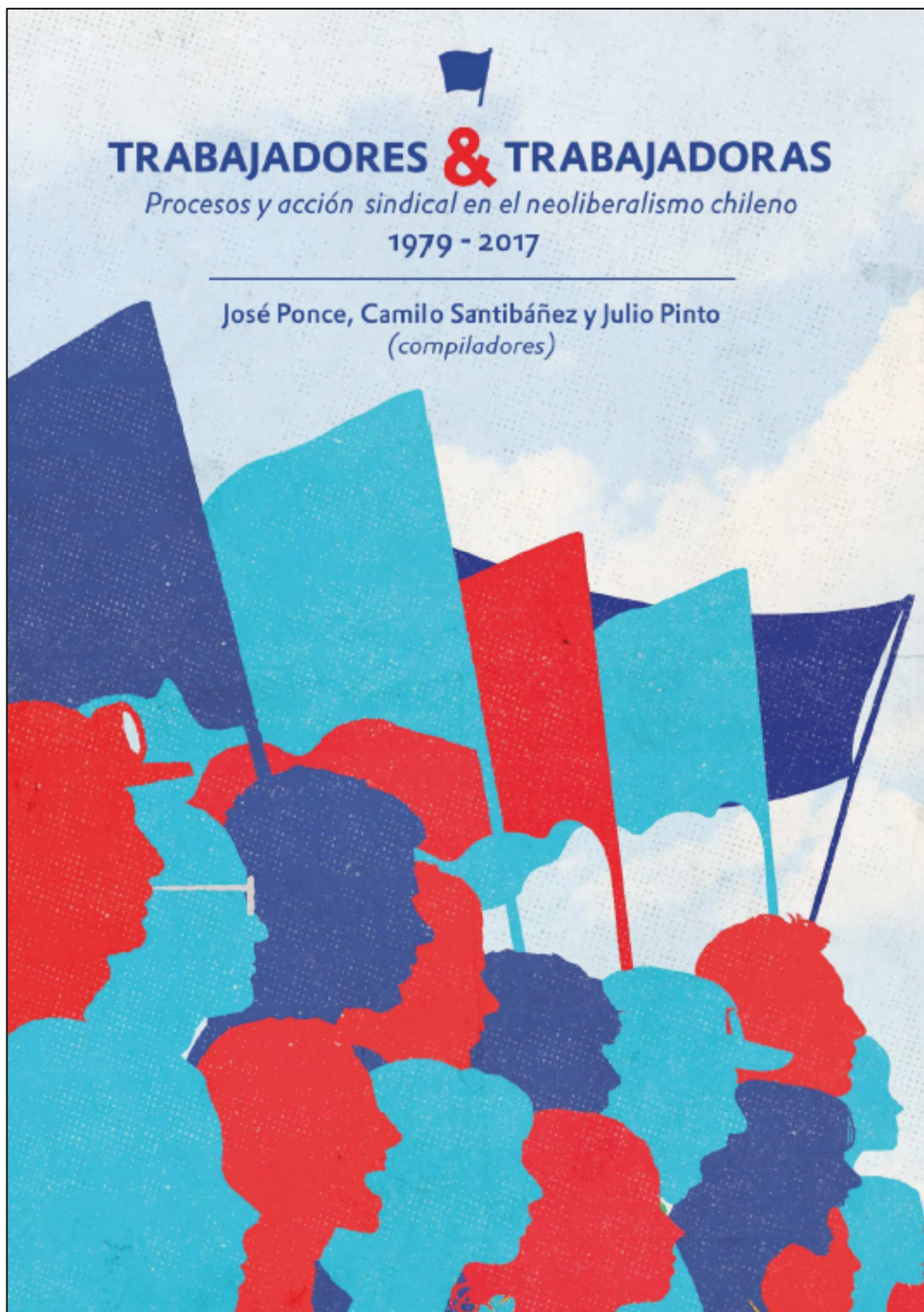
Chapter 10 - Peru: The Return of the Class Struggle from Below

Jan Lust

Chapter 11 - Venezuela: In the Eye of the Storm

Chapter 12 The Return of the Right

Conclusion



CONTENIDOS

PRESENTACIÓN | *Página 11*

ARTÍCULOS

PRIMERA PARTE: PROCESOS GENERALES

21. *Situar el Sindicato. Elementos para estudiar contextualmente al actor sindical en Chile.*
VALENTINA DONIEZ
47. *Las políticas laborales de la dictadura militar: Entre la institucionalización del neoliberalismo y la represión. 1979-1989.*
ROLANDO ÁLVAREZ VALLEJOS
87. *Políticas sin política: el fracaso de la concertación social en el Chile democrático, 1990-2000.*
VOLKER FRANK
127. *De la estrategia concertacionista al sindicalismo de contención. Un balance de la cstr en la postdictadura, 1990-2016.*
SEBASTIÁN OSORIO
155. *Radiografía de las huelgas laborales en el Chile del neoliberalismo democrático (1990-2015): masividad del conflicto por fuera de la ley en un sindicalismo desbalanceado.*
DOMINGO PÉREZ, RODRIGO MEDEL Y DIEGO VELÁSQUEZ
177. *Participación de las mujeres en el mundo sindical. Los desafíos de género en el nuevo siglo.*
VERÓNICA RIQUELME GIAGNONI Y XIMENA VALENCIA SOTO

SEGUNDA PARTE: **ACTORES EN CONFLICTO**

203. *Tensiones en el sindicalismo docente durante el gobierno de Lagos, 2000-2005.*
CHRISTIÁN MATAMOROS

243. *Rodrigo Cisternas... semblanza de la lucha sindical forestal -2007.*
ANTONIO ARAVENA CARRASCO

262. *Vino viejo en copas nuevas. Los trabajadores subcontratados y la acción sindical cuprífera en la postdictadura chilena (2005-2008).*
JOSÉ IGNACIO PONCE

302. *Los obreros portuarios y la idea de "posición estratégica" en la postdictadura chilena (2003-2014)*
CAMILLO SANTIBÁÑEZ Y FRANCK GAUDICHAUD

BIBLIOGRAFÍA | *Página 333*

ILCEA4

UNIVERSITÉ Grenoble Alpes

Journée d'étude internationale - 17 juin 2016

**MOBILISATIONS COLLECTIVES, MOUVEMENTS SOCIAUX
ET NÉOLIBÉRALISME EN AMÉRIQUE LATINE**

P a c t e

RETOUR(S) SUR LE CHILI ACTUEL

**MOVILIZACIONES COLECTIVAS, MOVIMIENTOS SOCIALES Y NEOLIBERALISMO EN AMÉRICA LATINA
NUEVA(S) MIRADA(S) SOBRE EL CHILE ACTUAL**



Grande salle des colloques, Bâtiment Stendhal (G - 4^e étage) - 13h30 / 18H30

Langue : espagnol et français

ENTRÉE LIBRE

Contact : franck.gaudi.chaud@univ-grenoble-alpes.fr

PROGRAMME SYNTHÉTIQUE

13H30 : Accueil et présentation

14H10 – 14H30 : Nicole Forstenzer (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), « Femmes et féminismes dans le Chili actuel : injonctions paradoxales du « néolibéralisme à visage humain ». En français.

14h35 – 14H55 : Héctor Ríos (University of Bristol / Universidad de Santiago), « Le social et le politique dans le mouvement étudiant chilien. Organisations politiques et changements organiques à la Confédération des étudiants du Chili (CONFECH) 2011-2016 ». En espagnol.

15H00 – 15H20 : Antoine Maillet (Université du Chili) *en visioconférence*, « Des hybrides néolibéraux comme réponse à la désaffection citoyenne ? Réflexions sur des instruments de politiques innovants dans le Chili actuel ». En français.

15H25 : Discussion

Discutants : Stéphane Boisard (Institut national universitaire Champollion) et Antoine Faure (PACTE).

16H00 : Pause

16H20 – 16H40 : Gabriela Molina Méndez (Sciences-Po Grenoble), « Décentralisation et revendication citoyenne en contexte néolibéral. Les cas de la région de Los Ríos et de la ville de Valdivia ». En espagnol.

16H45 – 17H05 : Miguel Urrutia F. (Université du Chili) *en visioconférence*, « Double articulation de la grève ouvrière dans l'accumulation néolibérale chilienne ». En espagnol.

17H10 – 17H30 : Franck Gaudichaud (Université Grenoble-Alpes), « Revitalisation syndicale et salariat précaire en contexte néolibéral : dynamiques, répertoires et mobilisations de l'Union Portuaire du Chili (2010-2015) ». En français.

17H35 – 18H30 : Discussion et débat conclusif. En français et en espagnol.

20H : Projection-débat autour de *La Nación Mapuche* (Argentine) à Mon Ciné Saint-Martin-d'Hères

Colloque international
(1^{ère} Journée de l'ILCEA)

Les voies incertaines de la démocratisation

Transitions, consolidations, transformations démocratiques :
retours critiques et regards croisés Europe/Amérique latine



Andreï Gordeev, alias Gordeï (Russie)

UNIVERSITE STENDHAL
Grenoble 3

ILCEA/CERHIUS



Fernando Botero (Colombie)

Jeudi 14 et Vendredi 15 MAI 2009

Grande Salle des Colloques

Contact : Almudena.Delgado-Larios@u-grenoble3.fr, Franck.Gaudichaud@u-grenoble3.fr

Jeudi 14 Mai

8h30 Café

08h45-09h00 Accueil des participants

09h00-10h00 Ouverture du Colloque et lancement de la 1^{ère} journée de l'ILCEA : Michel Lafon, Almudena Delgado-Larios, Isabelle Després, Elisabeth Lavault-Olléon, Shaeda Isani et François Genbn (ILCEA-CERHIUS-CESC-GREMUTS et CERAAC)
- Quadriennal 2011-2014
- Mise en ligne de la revue ILCEA

Transitions, démocratisation et crise néolibéralisme en Amérique latine : approche régionale

10h00-10h30 **Charles Lancha**, ILCEA-CERHIUS, PR émérite Université de Grenoble
« Des démocraties en trompe-l'œil ? La transition vers la démocratie en Amérique latine sous l'égide du néolibéralisme (1985-2009) »

10h30-11h00 **Hugo Rangel**, Université du Québec (Canada) et Université de Guadalajara (Mexique)
« Les mutations et transformations démocratiques en Amérique latine. Quelques réflexions d'ordre conceptuel et factuel »

11h00-11h30 **Franck Gaudichaud**, ILCEA-CERHIUS, Université de Grenoble
« La démocratisation par les mouvements sociaux ? Réflexions sur le « tournant à gauche » et le nouveau cycle politique latino-américain »

11h30-12h00 Discussion

12h00 Repas « Restaurant Le Magellan »

Éclairages et points de comparaison internationale

14h00-14h30 **Ana Saldanha**, CRI, Université de Grenoble
« Révolution des Cileits : transition sociopolitique et démocratisation au Portugal »

14h30-15h00 **Almudena Delgado Larios et Christian Demange**, ILCEA-CERHIUS, Université de Grenoble
« La transition espagnole : un état de la question »

15h00-15h45 **François Genton et Herta-Luise Ott**, CERAAC-ILCEA, Université de Grenoble
« Les transitions démocratiques en Allemagne et en Autriche après 1945 »

15h45-16h30 **Myriam Désert**, Université Paris 4 Sorbonne – Centre Marc Bloch (Allemagne)
« Le paradigme de la modernisation à l'épreuve des mutations postsoviétiques. Les cas russe et allemand »

16h15-17h00 Discussion

Vendredi 15 Mai

8h30 Café

08h45 Accueil des participants

Démocratisation en Argentine et crise du système politique (1983-2003)

09h30-10h00 **Maria Virginia Mellado**, EHESS-Université de Buenos Aires
« Transition démocratique en Argentine et recomposition du parti péroniste (1983-1995) »

10h00-10h30 **Arnaud Trenta**, Sociologie Economique, UMR CNRS-CNRS 5262 « Argentine, 2001-2003 : le vacillement des institutions politiques. De l'effervescence par les mouvements sociaux à la normalisation par la politique partisane »

Transitions et enclaves autoritaires. Le Chili, un paradigme des processus de démocratisation ?

10h30-11h00 **Nicolas Prognon**, GRHI, Université Toulouse 2 Le Mirail
« Le Chili, une transition aboutie »

11h00-11h30 **Paola Díaz**, CEMS-EHESS.
« Les 'experts' dans les dispositifs d'action gouvernementale de 'vérité et réconciliation' au Chili »

11h30-12h00 Discussion

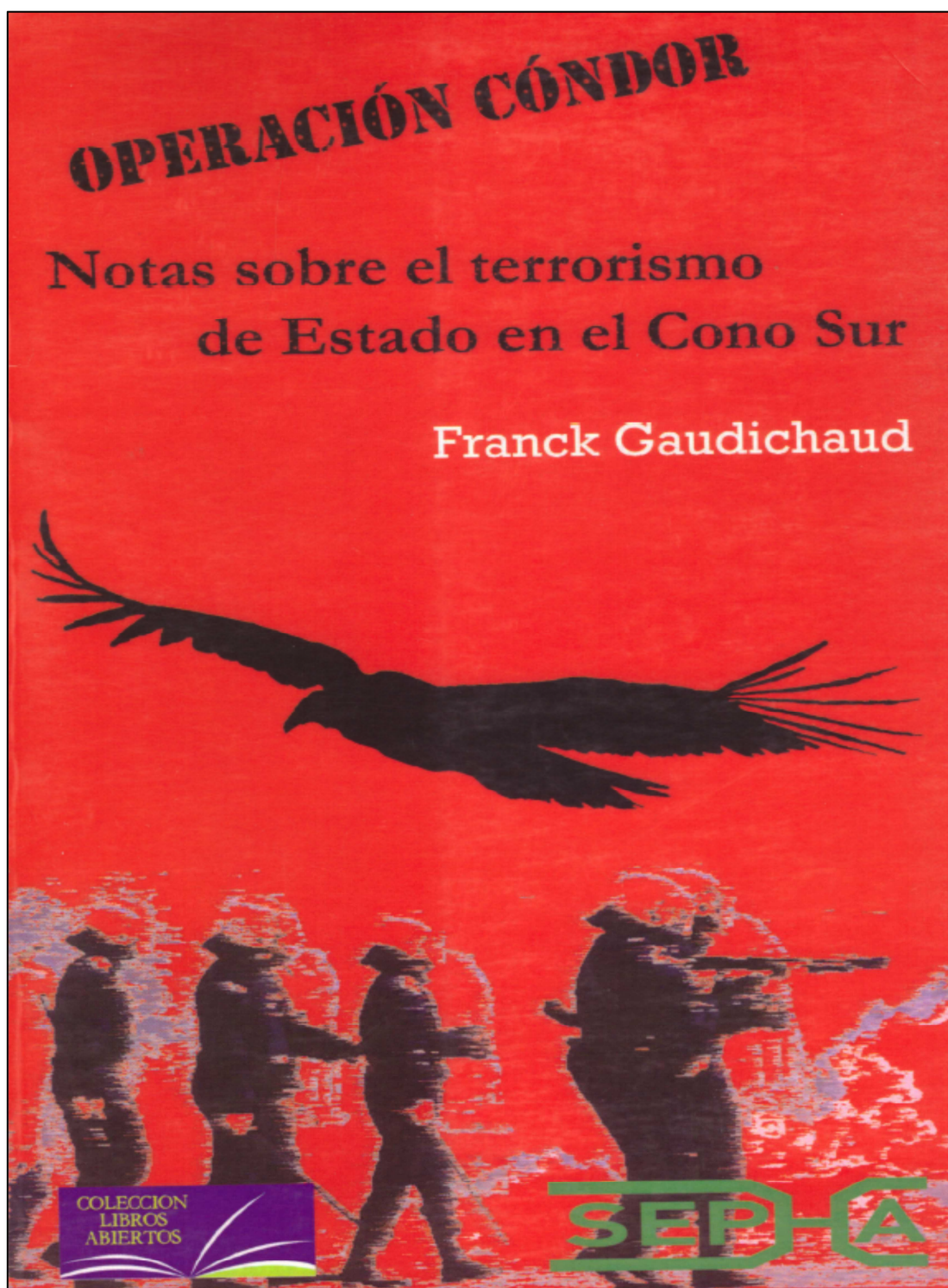
12h00 Repas « Restaurant Le Magellan »

« Rompre le silence » : raconter et vaincre l'oubli

14h00-14h30 **Olga Lobo**, ILCEA-CERHIUS,
« Documents pour l'histoire : regards pour une nouvelle démocratie au Chili à partir de l'analyse de documents audiovisuels et cinématographiques »

14h30-15h00 **Marie-Estripeaut-Bourgac**, IUFM d'Aquitaine-Université Montesquieu Bordeaux 4
« Le rôle du récit testimonial dans le conflit colombien »

15h00 Discussion et clôture



ÍNDICE

Primera edición, septiembre de 2005

Este libro no podrá ser reproducido, ni total ni parcialmente, sin el previo permiso escrito del editor. Todos los derechos reservados.

Presentación	9
Prólogo	11
La Sombra del Cóndor	15
El Cóndor sigue volando	53
Represión y memoria en Chile	65
En «Tierra de nadie»	77
Como conclusión. Después del terror de Estado	89
Bibliografía	95

© Franck Gaudichaud
Diseño de cubierta: SEPHA Edición y Diseño, S. L.

© SEPHA Edición y Diseño, S. L.
Luis de Salazar, 5
28002 Madrid
direccion@editorialsepha.com
<http://www.editorialsepha.com>

ISBN: 84-933874-9-5
Depósito legal: SE-4052-2005

Impresión: Publidisa
Impreso en España - Printed in Spain

ABUELAS & MADRES DE PLAZA DE MAYO
1976 | 2016
ARGENTINE
RÉSISTANCES | MÉMOIRE
JUSTICE | DÉMOCRATIE
HAY QUE PELEAR EL AHORA
30 000 DESAPARECIDOS
PRESENTES AHORA Y SIEMPRE
NUNCA MÁS ! DONDE ESTAN !
MADRES & ABUELAS DE PLAZA DE MAYO
NO A LA OBLIVION DEBIDA
PARA VIVIR EL AHORA
NUNCA MÁS ! DONDE ESTAN !
ABUELAS & MADRES DE PLAZA DE MAYO
NUNCA MÁS ! DONDE ESTAN !
PARA VIVIR EL AHORA
HAY QUE PELEAR EL AHORA



PROGRAMME COMPLET À TÉLÉCHARGER SUR
grenoble.fr ou memoireveritejustice.fr



JOURNÉE D'ÉTUDE INTERNATIONALE A 40 AÑOS DEL PLAN CÓNDOR

**Vendredi 1^{er} Avril
à partir de 15h**

Université Stendhal,
Amphi 11

Contact

maria.ferraro@u-grenoble3.fr
lauriane.bouvet@u-grenoble3.fr

**Projection-débat
à 19h**

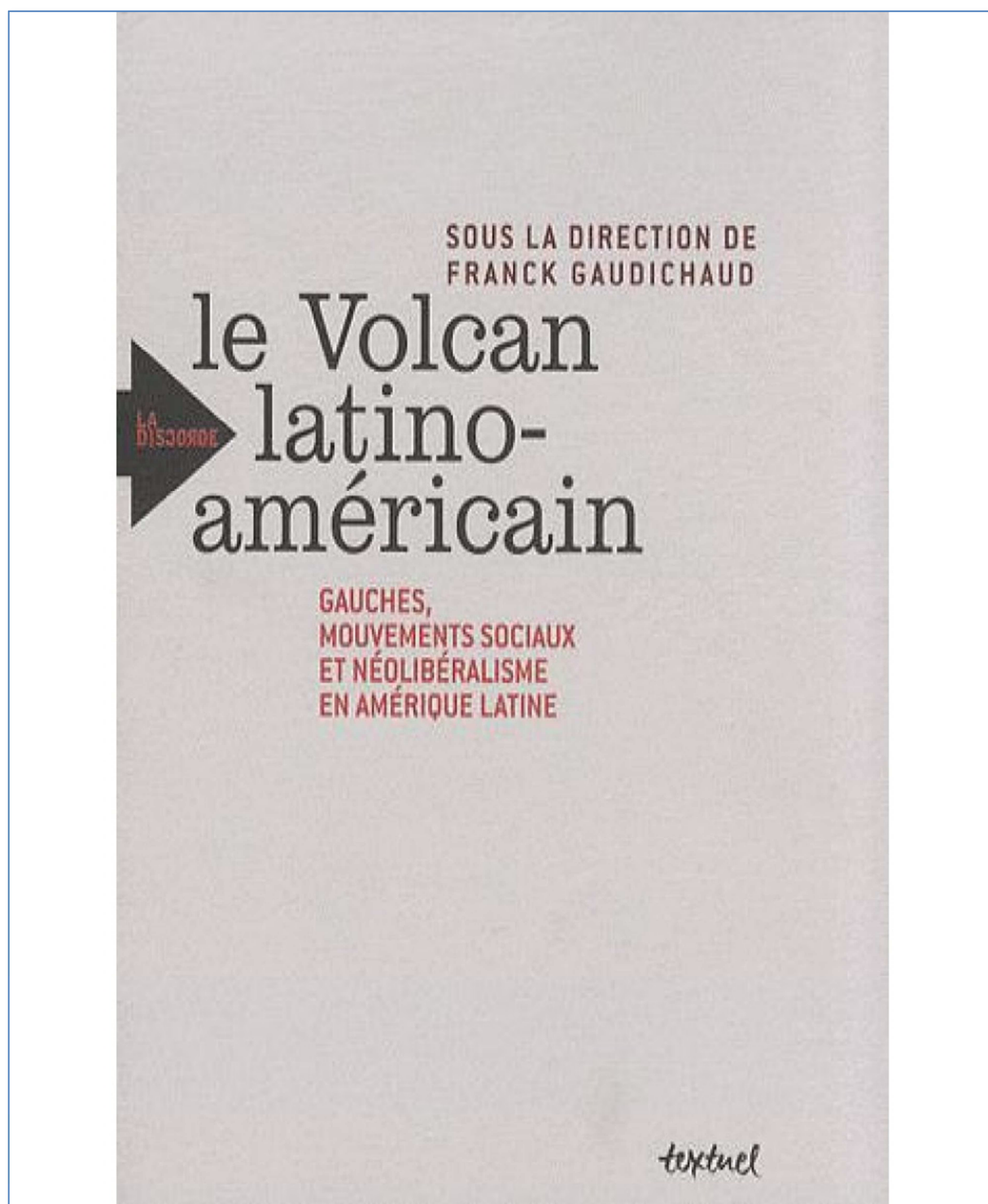
*La journée d'étude se
terminera par la projection
gratuite du documentaire
NUESTROS DESAPARECIDOS*

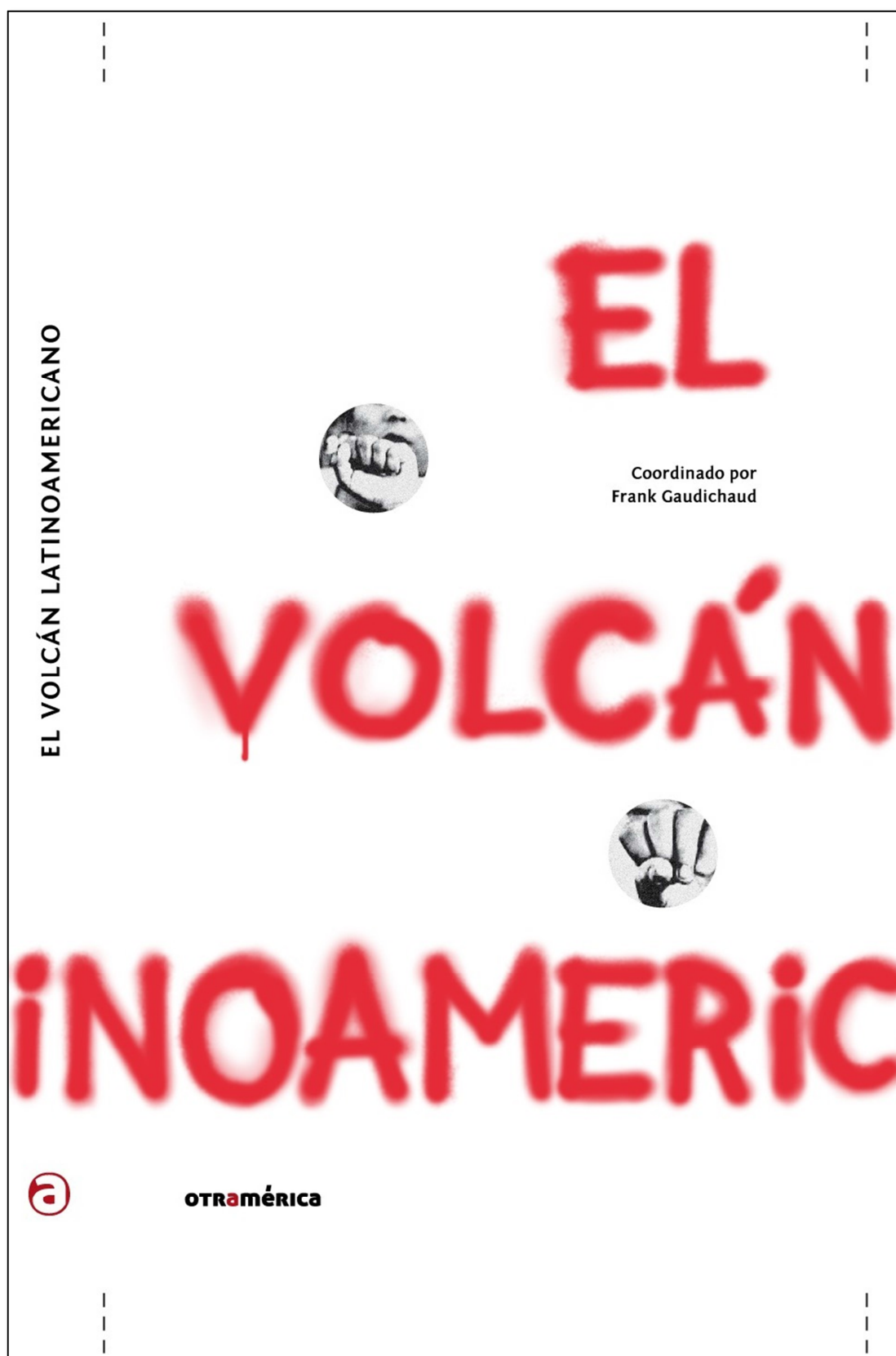
*Écriture, réalisation
et production de Juan
Mandelbaum
Geovision, 2008*

La journée d'étude internationale « A 40 años del Plan Cóndor » organisée par l'ILCEA4, a pour but de revenir sur les caractéristiques de cette opération ainsi que sur les problématiques liées à la mémoire, la recherche de la vérité et la justice dans le Cône Sud. Pour cela, nous croiserons les regards d'enseignants-chercheurs (María Ferraro, Franck Gaudichaud, Olga Lobo et Lauriane Bouvet) et de témoins clés de l'Opération Condor ainsi que de la lutte pour la mémoire, la vérité et la justice qui l'a suivie (Macarena Gelman, Sara Mendez, Raul Olivera).

Cette journée d'étude tentera de faire comprendre ce que fut le Plan Condor en termes d'organisation répressive transnationale, mais aussi le caractère complexe du processus de recherche de la vérité et la poursuite en justice des responsables de violations des droits de l'homme perpétrées dans son cadre.







Lunes 17 ENERO 18:30HRS



Ediciones Escaparate, y Departamento de Sociología en conjunto con el Núcleo de Investigaciones sobre el Imaginario, tienen el agrado de invitar a usted al lanzamiento del libro **El volcán latinoamericano** Izquierdas, movimientos sociales y neoliberalismo al sur del Río Bravo libro coordinado y presentado por el Dr. Franck Gaudichaud profesor titular de la Universidad de Stendhal-Grenoble 3, Francia.

Esta actividad se realizará en la Sala 3 del Decanato de la Facultad de Ciencias Sociales, Universidad de Chile, Av. Ignacio Carrera Pinto 1045. Ñuñoa. Santiago.



EDICIONES
ESCAPARATE

www.escaparate.cl

LES CAHIERS DE L'ÉMANCIPATION

Les cahiers de l'émancipation

AMÉRIQUES LATINES : ÉMANCIPATIONS EN CONSTRUCTION

FRANCK GAUDICHAUD
Pouvoirs populaires latino-américains

PAULINE ROSEN-CROS
L'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca

HERVÉ DO ALTO
Indianisme et ethnicisation dans la Bolivie d'Evo

MILA IVANOVIC
Démocratie participative en temps de « révolution » au Venezuela

FLORA BAJARD, JULIEN TERRIÉ
Comuna da Terra. La « Commune du 17 avril » au Brésil

MATHIEU LE QUANG
Écosocialisme, « bien vivre » et biens communs en Équateur

ANNA BEDNIK
Quand l'agro-écologie tisse des liens qui libèrent en Colombie

SÉBASTIEN BRULEZ
Contrôle ouvrier et autogestion au Venezuela

NILS SOLARI
Entreprises récupérées et innovation sociale en Argentine

RICHARD NEUVILLE
Quatre décennies de luttes des « sans terre urbains » en Uruguay

JULES FALQUET
Femmes et féministes contre la violence masculine au Mexique

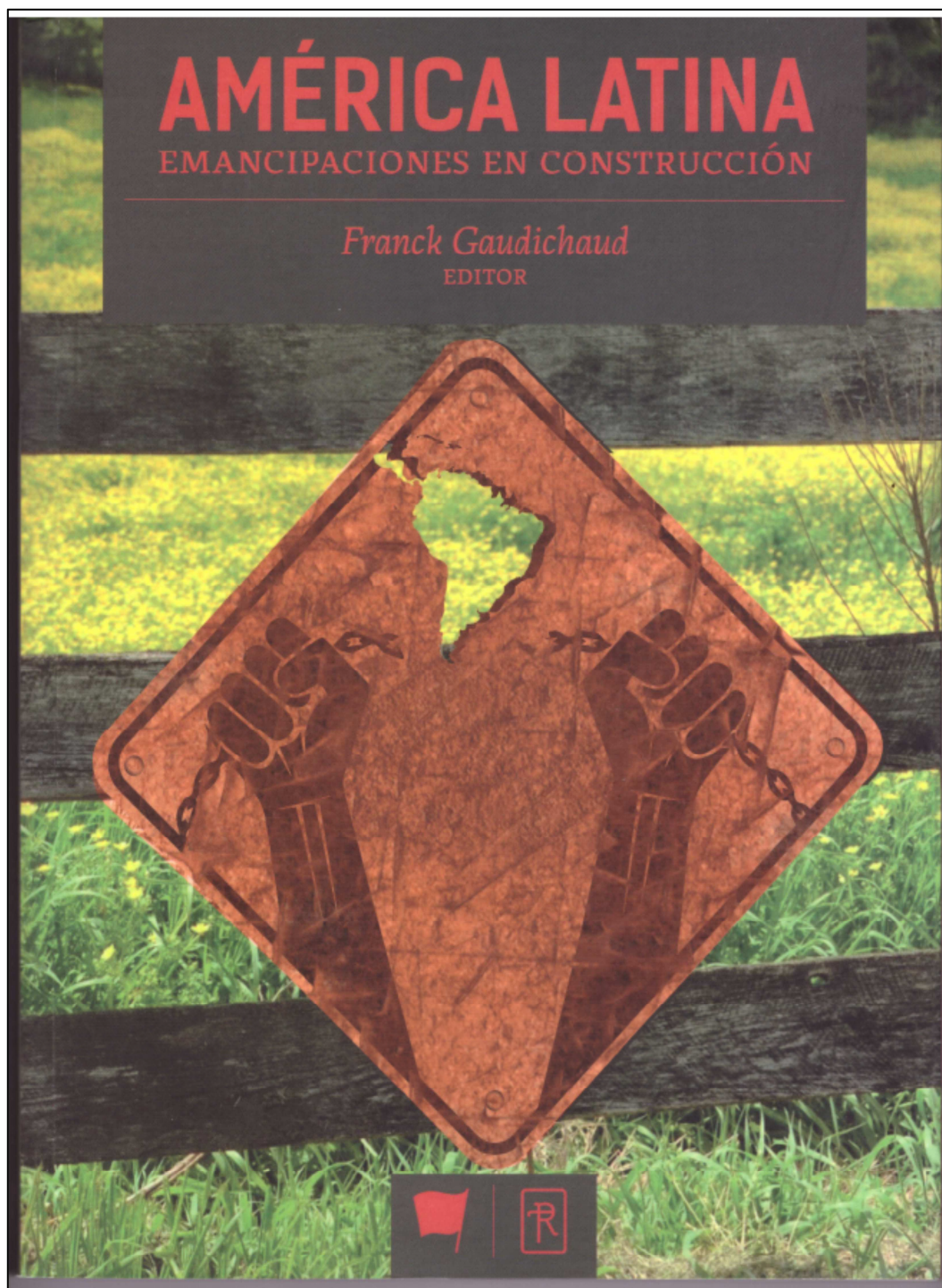
AMÉRIQUES LATINES : ÉMANCIPATIONS EN CONSTRUCTION



TABLE DES MATIÈRES

Pouvoirs populaires latino-américains. Pistes stratégiques et expériences récentes <i>Franck Gaudichaud</i>	7
Quand le Mexique s'insurge encore <i>Pauline Rosen-Cros</i>	31
Indianisme et ethnicisation en Bolivie : vers une démocratie postcoloniale ? <i>Hervé Do Alto</i>	41
Venezuela : démocratie participative en temps de « révolution » <i>Mila Ivanovic</i>	51
Brésil : la Commune du 17 avril <i>Flora Bajard, Julien Terrié</i>	63
Équateur : écosocialisme et « bien vivre » en Équateur <i>Matthieu Le Quang</i>	73
Quand l'agroécologie tisse des « liens qui libèrent » : une expérience colombienne <i>Anna Bednik</i>	83
Contrôle ouvrier et autogestion : le complexe industriel Sidor au Venezuela <i>Sébastien Brulez</i>	95
Argentine : entreprises récupérées, innovation sociale et nouvelle approche de la richesse <i>Nils Solari</i>	103
Uruguay : quatre décennies de lutte des « sans terre urbains » <i>Richard Neuville</i>	113
Les femmes contre la violence masculine, néolibérale et guerrière au Mexique <i>Jules Falquet</i>	125







COLOQUIO:
MOVIMIENTOS SOCIALES LATINOAMERICANOS
Trayectorias políticas y organización colectiva
contemporánea en Latinoamérica

Exponen:

Franck Gaudichaud:
Dr. En Ciencia Política Universidad Paris8

André Quiroz:
Dr. En Psicología Clínica UC de Sao Paulo

Martes 02 de septiembre
18.30 a 20.30 horas
Sala Múltiple B
Edificio CENI-ViME
Universidad Santiago de Chile

Patrocinan  ESCUELA DE PSICOLOGIA
UNIVERSIDAD DE SANTIAGO DE CHILE  Poder
& Movimientos

Organiza  Grupo de Estudios Sociales
y Políticos
GESP



LANZAMIENTO LIBRO "AMÉRICA LATINA: EMANCIPACIONES EN CONSTRUCCIÓN"

DE FRANCK GAUDICHAUD

Comenta: Luis Corvalán Márquez, Historiador

Día: Miércoles 4 de Noviembre **Hora:** 18:30 hrs.

Jorge Cagjao y Conde
& Alfredo Gómez-Muller (dir.)

**Le multiculturalisme
et la reconfiguration de
l'unité et de la diversité
dans les démocraties
contemporaines**

P.I.E. Peter Lang



COLLOQUE INTERNATIONAL

GOUVERNEMENTS PROGRESSISTES ET POSTNÉOLIBÉRALISME EN AMÉRIQUE LATINE : LA FIN D'UN "ÂGE D'OR" ?

GOBIERNOS PROGRESISTAS Y
POSTNEOLIBERALISMO EN AMÉRICA LATINA:
¿EL FIN DE UNA "EDAD DE ORO"?

15 et 16 Juin 2017

à la salle Jacques Cartier
Maison des langues et des cultures - UGA

<https://progresismos.sciencesconf.org>

Entrée libre
et gratuite



Organisateurs :



Partenaires :



JEUDI 15 JUIN

13h30 Ouverture du colloque

Franck Gaudichaud, Université Grenoble Alpes
et Thomas Posado, Université Paris-8
« Tourner à gauche en Amérique latine : fin de cycle ? »

14h00 Conférence magistrale

Pierre Salama, Université Paris 13
« Politique économique des progressistes et retour des droites (Argentine, Brésil) : premiers bilans critiques »

15h00 TABLE 1

DES POLITIQUES PUBLIQUES NOUVELLES : ENTRE DIMINUTION DE LA PAUVRETÉ ET CONTINUITÉ DE L'ÉTAT

Discutante : Miriam Lang, Universidad Andina Simón Bolívar, Quito

Damien Lamouqué et Luis Rivera, Sciences Po Paris,

« Le Front Ample en Uruguay (2005-2017) : un parti social-démocrate non affecté par l'usure du pouvoir »

Camila Kintie Ugino, Pontificia Universidad Católica de São Paulo

« La réforme de las pensiones durante los gobiernos de Lula y Dilma »

Rodrigo Torres, Université Paris-1

« Del mercado educativo a la reforma por la "igualdad de oportunidades": continuidades, correcciones y controversias del proyecto educativo post-Pinochet en Chile (1990-2005) »

/// 16h30 Pause-café

16h45 TABLE 2

RENOUVELER LES ÉLITES : UNE CARACTÉRISTIQUE MAJEURE DE LA PÉRIODE

Discutante : Irène Favier, Université Grenoble-Alpes

Henry Chávez, EH.ESS - Paris

« Le projet post néolibéral du développement technoscientifique en Équateur : de l'illusion à la dystopie »

Olivier Foz, Université de Lorraine

« La fabrique du parti Primero Justicia au Venezuela »

18h30 Conférence magistrale

Miriam Lang, Universidad Andina Simón Bolívar, Quito

« Le cycle progressiste et ses contradictions. Réflexion critique sur les défis de la transformation sociale en Amérique Latine »

VENDREDI 16 JUIN

/// 8h30 Accueil

9h00 TABLE 3

EXTRACTIVISME : UN MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT INDEPASSABLE ?

Discutante : Pierre Salama, Université Paris-13

Elena Ciccozzi, CREDA - Paris

« Del consenso de Washington al consenso de las Commodities. La parábola del mendigo sentido en el sacco de oro y la malición de los recursos naturales en las experiencias neoextractivistas »

Thomas Posado, Université Paris-8
« Le mouvement syndical face aux gouvernements progressistes latino-américains : une réinstitutionnalisation ambiguë ? »

Pierre Rouxel, Université Rennes-1
« Kircheismus et conflits syndicaux : le rendez-vous raté ? »

15h15 TABLE 6

CONJONCTURES POLITIQUES : ÉTATS) ET RÉSISTANCES POPULAIRES

Discutante : Maya Collombon, IEP de Lyon

Santiago Ortiz Crespo, FLACSO - Quito

« La trayectoria del bloque sociopolítico de la Revolución ciudadana en Ecuador »

Yolety Bracho, Université Lyon-2

« Le charisme populaire dans la crise vénézuélienne »

Juan José Carrillo Nieto, Université Paris-1

« La lucha zapatista en el marco de la militarización neoliberal mexicana: la autonomía y los gobiernos indígenas como formas de resistencia »

/// 16h45 Pause-café

17h00 Présentation des ouvrages

« Argentine. Les K. Une décennie gagnée ? » et « Chili actuel »,

« Résister et gouverner dans une société néolibérale » avec Charles Lanchar et Franck Gaudichaud, UGA

18h30 Conférence magistrale

Edgardo Lander,

Université centrale du Venezuela
« Venezuela. La crise de la "révolution bolivarienne" et l'épuisement du modèle rentier »

Pierre Gautreau, Université Paris-1, Laetitia Perner Bruslé, Université de Lorraine

« L'impossible changement. Résilience des natures néolibérales en Bolivie »

Eduarda Scheibe, Université Paris-1

« L'intégration de l'infrastructure régionale sud-américaine : quinze ans de continuité et les perspectives de ruptures »

/// 10h50 Pause-café

10h45 TABLE 4

PROGRESSIVISMES, MONDE RURAL ET BIEN VIVRE

Discutante : Thomas Posado, Université Paris-8

Nicolas Pinet, Université Paris-7

« Le monde rural comme frontière du capitalisme. Extractivisme agricole et reconfigurations socio-territoriales. Le cas du Paraguay »

Hélène Roux, Université Paris-1

« Au singulier ou au pluriel ? Réflexion sur la notion de droits sociaux dans la rhétorique sandiniste actuelle »

Matthieu Le Quang, Université Paris-7

« Débats autour de l'extractivisme, transition écosociale et buen vivir en Équateur »

/// 12h30 Déjeuner

13h15 TABLE 5

LE MOUVEMENT SYNDICAL ENTRE COOPÉRATION, AUTONOMIE ET CONFONCTION

Discutante : Franck Gaudichaud, Université Grenoble-Alpes

***Ressources minières dans les Amériques :
mutations d'un continent***

Grenoble, 11-13 juin 2014

> Programme du colloque



Le colloque interdisciplinaire « Ressources minières dans les Amériques : mutations d'un continent » vise à explorer la manière dont le développement des ressources minières dans les Amériques est emblématique des transformations qui s'opèrent au niveau des relations entre les acteurs impliqués dans ce développement, et par là même des nouvelles représentations de ce continent en pleine mutation.

Il sera composé d'un après-midi « grand public » avec deux conférences et une projection-débat à la Maison des associations de Grenoble et d'un colloque interdisciplinaire à la Maison des langues et des cultures de l'université Stendhal-Grenoble 3.

Organisé par

CEMRA (EA 3016, Université Stendhal-Grenoble 3)
ILCEA (EA 613, Université Stendhal-Grenoble 3)
PACTE (UMR 5194, CNRS/IEP/UPMF/UJF)
Centre d'études canadiennes de Grenoble

Comité scientifique

Anne-Laure Amilhat Szary (PACTE, Université Grenoble Alpes)
Alain Deneault (Université de Montréal)
Michel Deshaies (CERPA, Université de Lorraine)
Thibault Martin (Chaire de recherche sur la gouvernance du territoire, Université du Québec en Outaouais)
Cécile Pelaudeix (PACTE, Université Grenoble Alpes)
Maristella Svampa (CONICET, Universidad Nacional de la Plata)

Comité d'organisation

Susanne Berthier-Foglar (CEMRA, Université Stendhal-Grenoble 3)
Franck Gaudichaud (ILCEA, Université Stendhal-Grenoble 3)
Sandrine Tolazzi (CEMRA, Université Stendhal-Grenoble 3)
Houria El-Mansouri (CEMRA, Université Stendhal-Grenoble 3)

Annexe 41

SSHRC Connection, Saint Mary's University
Red de Desarrollo, Sustentabilidad y Seguridad Humana
auspician el

IV SEMINARIO INTERNACIONAL DE ESTUDIOS CRÍTICOS DE DESARROLLO

Repensando el desarrollo en América Latina: Hacia un nuevo paradigma para el siglo XXI

19 y 20 mayo 2016
10:00 horas. Entrada Libre

Auditorio de la Unidad Académica en Estudios del Desarrollo
Campus Universitario II
Av. Preparatoria s/n
Fracc. Progreso

Universidad Autónoma de Zacatecas
Zacatecas, México

Desde el comienzo de este siglo hemos visto una serie de cambios fundamentales en la teoría y la práctica del desarrollo en América Latina. Mientras las teorías dominantes de los años 80 y 90, basadas en el llamado Consenso de Washington, priorizaron el papel protagónico del mercado, ahora se ha comenzado a imaginar y elaborar un modelo de desarrollo pos-neoliberal.

Sea desde los nuevos gobiernos progresistas, los movimientos sociales o incluso de algunos organismos internacionales como la CEPAL, se ha repensado el papel del Estado, la importancia de combatir la pobreza y la desigualdad, la cuestión del medio ambiente, la opresión de género y las identidades culturales. Esta búsqueda creativa de nuevos derroteros plantea alternativas conceptuales y prácticas al paradigma hasta ahora dominante.

No cabe duda que estamos en un momento histórico en que es imprescindible realizar un balance a fondo de las nuevas teorías y prácticas del desarrollo. Proponemos, pues, examinar críticamente lo que se ha aprendido en las últimas décadas en relación a lo que se ha llamado el neo-desarrollismo, el socialismo del Siglo XXI y el Buen Vivir. Nos proponemos llevar a cabo un debate abierto sobre cuál ha sido la relación entre los gobiernos progresistas y los movimientos sociales. Ante todo nos interesa vislumbrar si es posible, o aún deseable, plantear hoy en día una nueva teoría latinoamericana del desarrollo del nivel de generalidad como fue la teoría de la dependencia en su día.

El propósito de este taller es abrir un diálogo productivo, y mirando al futuro, entre los análisis académicos y las perspectivas políticas con miras a establecer una plataforma de discusión permanente acerca de posibles opciones de transformación social para América Latina sustentadas en el pensamiento crítico.

PARTICIPANTES

Alberto Acosta	<i>Economista ecuatoriano</i>
David Barkin	<i>Universidad Autónoma Metropolitana - Xochimilco (UAM-X)</i>
Milford Bateman	<i>Consultor independiente</i>
Franck Gaudichaud	<i>Université Grenoble-Alpes</i>
Eduardo Gudynas	<i>Centro Latino Americano de Ecología Social, Montevideo</i>
Ronaldo Munck	<i>Instituto de Estudios Interdisciplinarios de América Latina Ernesto Laclau (INDEAL)</i>
Marieke Riethof	<i>University of Liverpool</i>
Peter Rosset	<i>El Colegio de la Frontera Sur (ECOSUR) Chiapas</i>
Susan Spronk	<i>SIGDS, University of Ottawa</i>
Henry Veltmeyer	<i>Universidad Autónoma de Zacatecas</i>
Fernanda Wanderley	<i>CIDES-UMSA, La Paz</i>
Raúl Delgado Wise	<i>Universidad Autónoma de Zacatecas</i>

PROGRAMA

19 MAYO

10:00-10:15 h ~ Bienvenida

10:15 - 11:00 h

La Problemática: América Latina,
desarrollo democrático y transformación
social

Ronaldo Munck

11:00 - 12:30 h ~ MESA I:

¿El fin del ciclo progresista?

La nueva geo-economía política

Moderador: Darcy Tetreault

*Franck Gaudichaud, Henry Veltmeyer,
Susan Spronk*

1230 - 1240 h ~ Descanso

12:40 - 15:00 h ~ MESA II:

Neoextractivismo y el buen vivir:

Las perspectivas del progresismo

Moderador: Humberto Márquez

*Alberto Acosta, Eduardo Gudynas,
Fernanda Wanderley*

15:00 - 17:00 h ~ Receso

17:00 - 19:00 h ~ MESA III:

Desarrollo desde abajo:

Propuestas de los movimientos sociales

Moderador: Carlos Lucio

Peter Rosset, Milford Bateman

20 MAYO

10:00 - 12:00 h ~ MESA IV:

La transformación política:

Propuestas anti-sistémicas

Moderador: Rodolfo García Zamora

*Raúl Delgado Wise, Marieke Riethof, David
Barkin*

12:00 - 12:10 h ~ Descanso

12:10 - 14:00 h ~ MESA REDONDA:

Prospectivas del Desarrollo y

la Democracia en América Latina.

Moderador: Ronaldo Munck

14:00 h ~ Clausura

ORGANIZADORES

Ronaldo Munck

Henry Veltmeyer

Raúl Delgado Wise

Guadalupe Margarita González Hernández

www.criticaldevelopmentstudies.org



XVIII CONGRESO AHILA
En los márgenes de la Historia Tradicional. Nuevas miradas de América Latina desde el siglo XXI.

Universitat de Valencia
5-9 de septiembre de 2017

Nº 2. TIEMPOS DE CAMBIOS. GOBIERNOS Y TRANSFORMACIÓN SOCIAL EN LATINOAMÉRICA DURANTE LA GUERRA FRÍA (1945 Y 1975)

Coordinadores: Jorge Magasich y Franck Gaudichaud

Resumen: Durante las primeras décadas de la Guerra Fría, varios gobiernos “reformistas” o “revolucionarios” latinoamericanos intentaron transformar profundamente sus sociedades a través de diversas movilizaciones y políticas públicas. Es el caso, entre otros, de gobiernos como los de Perón (Argentina); Paz Estenssoro (Bolivia); Castro (Cuba); Goulart (Brasil) o Allende (Chile). Este simposio busca –privilegiando las perspectivas comparativas y transnacionales– estudiar el origen, la formulación política y los efectos de estas transformaciones (reformas agrarias, nacionalizaciones, protección social, políticas culturales, estructura del Estado, etc.) Y también la implicación que significaron tanto para los sectores sociales que pugnaron por obtenerlas, como para los actores que las combatieron.

Aula: Despacho 1.0 (Facultad de Historia)

Los primeros años de Guerra Fría en Argentina y Uruguay

9.30h: **Diana Quattrocchi-Woisson** (Universidad de Paris 7):

“«Volveré y seré millones»: Las transformaciones del peronismo. De la derrota de 1955, al triunfo de 1973”.

9.50h: **Cecilia Arias** (Universidad de la República Uruguay):

“Gobiernos reformistas en Uruguay 1947-1958: profundización de la democracia en los inicios de la Guerra Fría”.

10.10h: **Adrián Ascolani** (conicet-Universidad Nacional de Rosario):

“El Congreso de la Reforma Agraria de 1965: discursos sobre el desarrollo integral del campo en la Argentina”.

10.30h: **Claudia Elina Herrera** (Universidad Nacional de Tucumán):

“¿Pagaron más impuestos los ricos durante el peronismo? Las reformas tributarias y la recaudación fiscal entre 1940-1955”.

10.50h: **Eugenia Rodríguez Sáenz** (Universidad de Costa Rica):

“Madres, esposas y hermanas de las presentes y futuras generaciones...” La movilización de las mujeres: entre el anticomunismo y la Guerra Fría en Costa Rica en perspectiva comparativa (1945-1953)”.

Derivaciones de la Guerra Fría en el Pacífico Sur

11.10h: **Marcos Fernández Labbé** (Universidad Alberto Hurtado):

“Sacerdocio, política y cambio histórico: catolicismo y revolución en América Latina, 1968-1976”.

12.00h: **Diego Hurtado Torres** (Universidad de Maryland, College Park):

“Joan Garcés: la experiencia de la Unidad Popular y el «anillo político-intelectual de Allende» (1968-1976)”.

12.20h: **Jorge Magasich Airola** (Institut des Hautes Etudes de Communications Sociales (ihecs)):

“Las relaciones entre el gobierno de la Unidad Popular y la Democracia Cristiana. ¿Un intento infructuoso de derribar los muros de la guerra fría?”.

12.40h: **Mario Angelo Brandão de Oliveira Miranda** (Dr. em História pela Pontificia Universidade Católica do Rio de Janeiro (puc-Rio) e pela Pontificia Universidad Católica de Chile):

“As “disputas” pela legalidade e os golpes no Brasil (1964) e no Chile (1973)”.

13.00h: **Victor Emilio Alvarez Ponce** (Freie Universität Berlin):

“El Gobierno revolucionario de las Fuerzas Armadas en el Perú: política de reformas, el terremoto de 1970 y la cooperación internacional (1968-1972)”.

13.20h: **Franck Gaudichaud** (Universidad Grenoble Alpes):

“El Gobierno Allende y el sueño de construir una “democracia económica”: cogestión, Área de Propiedad Social y “revolución desde abajo” (1970-1973)”.

Ecós de la Guerra Fría en Brasil, México, Puerto Rico y la movilización de mujeres

13.40h: **Lilian Marta Grisolio** (Universidade Federal de Goiás):

“A ameaça vermelha: o combate à infiltração comunista através da revista O Cruzeiro na América Latina (1947-1950)”.

9.30h: **Patricia Sposito Mechi** (Universidade Federal da Integração Latino-americana):

“Combatendo comunistas em tempos de guerra fria: A Doutrina de Segurança Nacional e a repressão à guerrilha no Brasil”.

09.50h: **Adriano J. Marangoni** (Pontifícia Universidade Católica de São Paulo):

“O arsenal da dissuasão – estratégias e ações da United States Information Agency (USIA) na América Latina durante a Guerra Fria”.

10.10h: **Martha Loyo Camacho** (UNAM):

“1946, la fundación del Instituto Nacional de la Nutrición, en México”.

10.30h: **Silvia Álvarez** (Escuela de Comunicación de la Universidad de Puerto Rico, Centro de Investigaciones en Comunicación (CiCom)):

“Puerto Rico en la Guerra Fria: ¿un “modelo” de desarrollo alterno a las dictaduras de derecha y eventualmente a los proyectos socialistas en América Latina?”.

CAHIERS
DES AMÉRIQUES
LATINES 86

**Syndicalismes
et gouvernements
progressistes**

Éditions de l'IHEAL

SOMMAIRE

Chronique

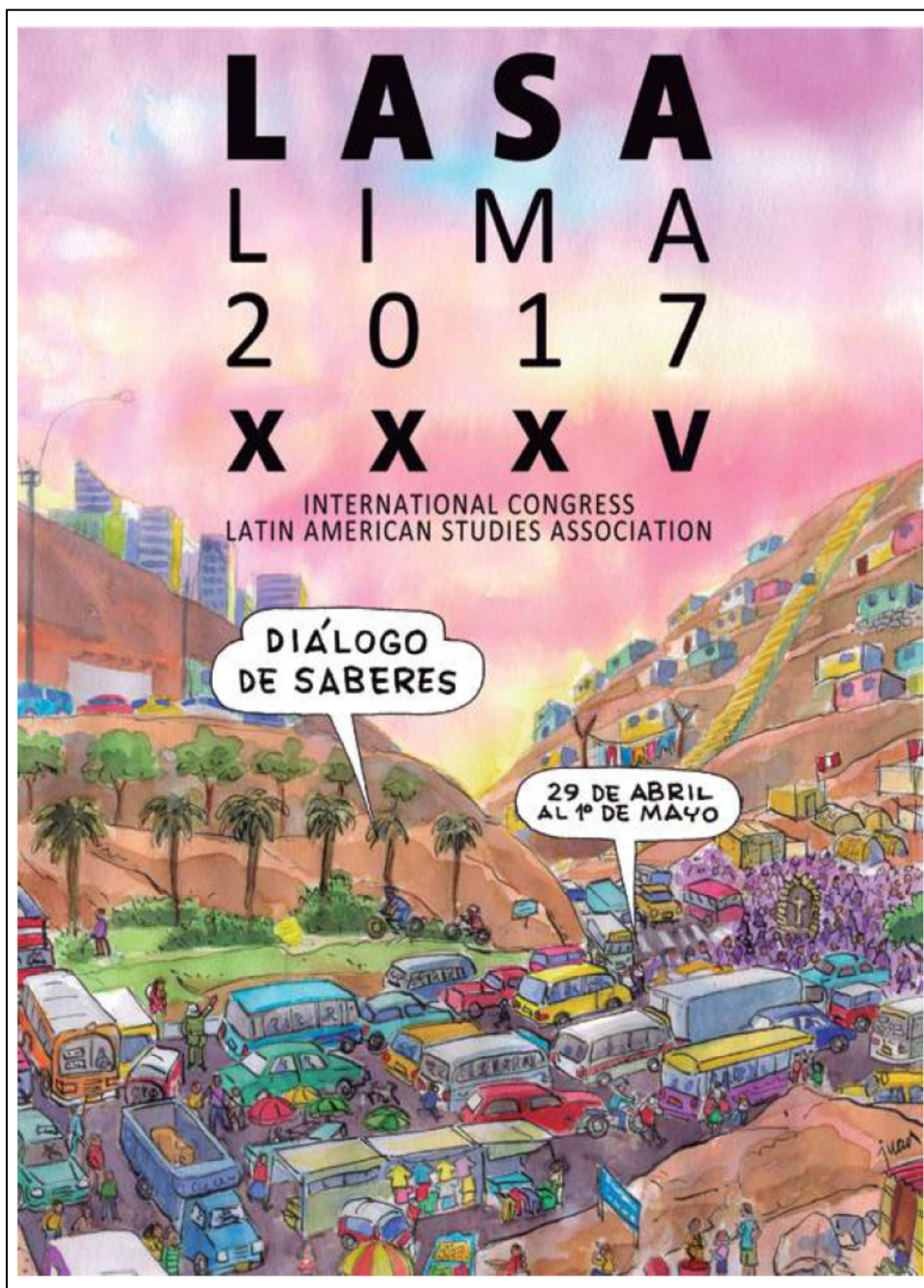
- Bolivie : proceso electoral prematuro e incertidumbres del post-evismo
Jorge Lazarte R.

Dossier « Syndicalismes et gouvernements progressistes »

coordonné par Franck Gaudichaud et Thomas Posado

- Introduction
Syndicats et gouvernements latino-américains : une réinstitutionnalisation ?
Franck Gaudichaud et Thomas Posado
- Le jardin aux sentiers qui bifurquent ? Le syndicalisme en Équateur
Magali Marega
- Alliances et autonomie politique : les deux faces du syndicalisme chilien
Rodrigo Medel Sierralta
- Le « syndicalisme de base » dans l'Argentine kirchneriste : une autonomie en question
Santiago Duhalde, Juan S. Montes Cato et Pierre Rouxel
- Le syndicalisme au Nicaragua depuis le retour du *Frente Sandinista de Liberación Nacional* (2007-2016)
Julien Dufrier
- Le « pouvoir du volant » en Argentine et en Bolivie dans le cycle postnéolibéral
Gabriel Merino et Soledad Stoessel
- L'inclusion politique par le corporatisme syndical *cocalero* : tropique de Cochabamba, Bolivie
Romain Busnel

Étude et lectures



SATURDAY 4:00PM - 5:45PM

Presenter: Elena Nava Morales, CIESAS-Occidente
 Discussant: Lourdes Gutiérrez Najera, Drake University

280 // SEC - LASA Section Presentation - Saturday,
 4:00pm - 5:45pm, H303

Continuidades y rupturas en la historia reciente y memoria latinoamericana

Sponsor: Historia Reciente y Memoria
 Session Organizer: Juan R. Hernández García, Universidad de Puerto Rico/Río Piedras
 Chair: Emilio A. Crenzel, CONICET/UBA/IDES
Memorias de la violencia política durante la transición a la democracia en Chile: ni víctimas ni héroes: Isabel Piper-Shafir, Universidad de Chile
Comemoración y ruptura en la memoria de la Nación. Centros de Detención y Tortura en Santiago y Buenos Aires: Francisca B. Markez, Universidad Alberto Hurtado
Acerca de la teoría de los dos demonios y su pregnancia en los discursos públicos: Florencia P. Levin, Universidad Nacional de General Sarmiento
Violencia revolucionaria y humanismo en la experiencia argentina: Vera Carnovale, CONICET-Universidad Nacional de San Martín

281 // INT - Workshop - Saturday, 4:00pm - 5:45pm,
 A204

Cooperación hemisférica en seguridad
 Session Organizer: Jorge I. Domínguez, Harvard University
 Chair: Rafael Fernández de Castro, Instituto Tecnológico Autónomo de México
 Presenters: Arlene B. Tickner, Universidad del Rosario
 Raúl M. Benítez Manaut, Universidad Nacional Autónoma de México

282 // ECO - Panel - Saturday, 4:00pm - 5:45pm, A208

Crisis y dilemas del progresismo Sudamericano: Movimientos y territorios, Estado y participación (Parte II)
 Session Organizers: Pabel Camilo López Flores, Ciencias del Desarrollo CIDES-UMSA (Bolivia)
 Salvador A. Schavelzon, Universidad Federal de Sao Paulo
 Chair: Mila S. Ivanovic, Celarg/Labtop-Paris 8
Políticas del correísmo: el campo popular ecuatoriano y la reproducción del capital: Alejandra Santillana
Lo que el neoliberalismo no pudo, el MAS lo está logrando. Divergencias y compatibilidades entre forma política y acumulación de capital en Bolivia: Huascar F. Salazar Lohman, CIDES-UMSA
Chile, ¿un contra-ejemplo? Progresismo 'transformista', continuidad neoliberal y nuevas resistencias sociales: Franck Gaudichaud, Université Grenoble Alpes
Antagonismo, representación y neo extractivismo sin "Progresismo": Anahí Durand, Instituto de Estudios Peruanos

283 // HIS - Panel - Saturday, 4:00pm - 5:45pm, H214

Cultura como forma de estudio político en la historia moderna de Chile.

Session Organizer: Roberto A. Velasquez, Columbia University/London School of Economics
 Chair: Camila Gatica Mizala, University of Warwick
¿Qué es una opinión? La definición de lo privado entre el Antiguo Régimen y la República en Chile: Martin Bowen-Silva, New York University Abu Dhabi
Mercado del arte y formación de Estado en el Chile finisecular (1870-1890): Roberto A. Velasquez, Columbia University/London School of Economics
El cine desde sus audiencias: El caso de Santiago de Chile (1920-1940): Camila Gatica Mizala, University of Warwick
"De cada siete chilenos, uno tendrá auto". Consumo, clases medias y dictadura en Chile (1973-1990): Marcelo Casals, University of Wisconsin-Madison
 Discussant: Pablo Whipple Moran, Pontificia Universidad Católica de Chile

284 // LSN - Panel - Saturday, 4:00pm - 5:45pm, A709

De monjas, mestizos, e intelectuales decimonónicos: Autoría, autoridad, y el legado de los textos coloniales
 Chair: Heather J. Allen, University of Mississippi
El palimpsesto nativo: Awa Ixilxóchitl, Gómara y la escritura de la conquista: Amber E. Brian, University of Iowa
La autoridad discursiva en la hagiografía de Sor Getrudes de San Yldefonso: Catalina D. Andranango-Walker, Virginia Tech
La credibilidad y la fe en 'El alacrán de fray Gómez' de Ricardo Palma: Heather J. Allen, University of Mississippi
Interpretación, transcripción, y autoridad en el Lienzo de Tlaxcala de Alfredo Chavero: Jannette Amaral-Rodríguez

285 // HUM - Panel - Saturday, 4:00pm - 5:45pm, A206

Derechos Humanos, victimización y agendas políticas en Latinoamérica
 Chair: Juan F. Acevedo, Pontificia Universidad Católica del Perú
Buen Vivir y Derechos de la Naturaleza en tiempos de Crisis Ambiental: ¿Es el ecocentrismo una opción viable en los Derechos Humanos? El caso de Ecuador: Juan F. Acevedo, Pontificia Universidad Católica del Perú
Los usos políticos de la memoria del pasado reciente en Nicaragua, entre 1990 y 1996: Alfonso G. Pérez
El proceso del Putumayo (1910 - 1916): cien años después: Jesús Franco Salazar Paiva, Pontificia Universidad Católica del Perú

286 // SLS - Workshop - Saturday, 4:00pm - 5:45pm,
 A203

Desapariciones: saberes, prácticas y discursos en la in/visibilización y representación de sexualidades disidentes
 Session Organizer: María Amelia Viteri Burbano, University

Amérique Latine :
La fin de l' « âge d'or » des gouvernements
progressistes

Franck Gaudichaud et Thomas Posado (dir.)

Livre collectif en phase d'évaluation aux Presses Universitaires de Rennes - 2019

Les auteurs

Franck Gaudichaud est docteur en science politique, maître de conférences en histoire et civilisation latino-américaine à l'université Grenoble-Alpes et membre du CERHIUS-ILCEA4. Ses recherches portent sur les gauches, les mouvements sociaux, le syndicalisme et le néolibéralisme au Chili et en Amérique Latine. Il a publié de nombreux articles, dossiers de revues et plusieurs ouvrages dont : *Chili 1970-1973 : mille jours qui ébranlèrent le monde* (PUR, 2013) ; *Las fisuras del neoliberalismo maduro chileno: trabajo, « democracia protegida » y conflictos sociales* (Clacso, 2015) ; et a coordonné : *Chili actuel : gouverner et résister dans une société néolibérale* (L'Harmattan, 2016) ; *Amériques Latines. Emancipation en construction* (Syllepse, 2013) ; *Le Volcan latino-américain. Gauches, mouvements sociaux et néolibéralisme* (Textuel, 2008).

Thomas Posado est docteur en science politique et chercheur rattaché au CRESPPA-CSU. Ses recherches sont consacrées aux reconfigurations du champ syndical dans le Venezuela contemporain. Il est l'auteur de divers articles notamment sur la trajectoire de dirigeants syndicaux vénézuéliens (*Les Cahiers ALHIM*, n°26 ; *IdeAs*, n°5), sur les tensions entre le chavisme et le mouvement ouvrier (*Mouvements*, n°76), sur la conjoncture politique du Venezuela (*Les Etudes du CERI*, n°187-188 ; *Politique étrangère*, vol.83, n°1 ; *RAMSES 2019*) et sur l'état de la démocratie latino-américaine (*Pouvoirs*, n°169). Il a coordonné cinq dossiers de revue sur les gouvernements progressistes latino-américains (*Recherches Internationales* n°93, n°107), le processus vénézuélien (*ContreTemps*, n°25 ; *IdeAs*, n°10) et sur la relation entre le mouvement syndical et les gouvernements progressistes latino-américains (*Cahiers des Amériques latines*, n°86).

Table des matières

Introduction - Amérique Latine : la fin de l'« âge d'or » des gouvernements progressistes (Franck Gaudichaud, Thomas Posado)

Partie 1. De nouvelles relations internationales et géopolitiques

Chapitre 1 – Amérique Latine : la doctrine Monroe est morte, vive la doctrine Monroe (Max-Paul Friedman)

Chapitre 2 – Relations Chine – Amérique Latine : catalyseur du néo-extractivisme (Frédéric Thomas)

Partie 2. Mouvements sociaux, politique économique et modèle de développement

Chapitre 3 - Populisme progressiste au Brésil et en Argentine des années 2000 : l'heure des bilans (Pierre Salama)

Chapitre 4 - Du consensus de Washington au consensus des Commodities. La parabole du mendiant assis sur un banc d'or et la malédiction des ressources naturelles (Elena Ciccozzi)

Chapitre 5 - Débats autour de l'extractivisme, transition écosociale et buen vivir en Equateur (Matthieu Le Quang)

Chapitre 6 - La révolution comme conjoncture : le militantisme exceptionnel et le travail « dans l'État » des organisations populaires à Caracas (Yoletty Bracho)

Chapitre 7 - La convergence manquée du mouvement syndical et des gouvernements progressistes latino-américains (Thomas Posado)

Chapitre 8 - Kirchnerisme et travailleurs salariés : chronique d'un rendez-vous raté ? (Pierre Rouxel)

Chapitre 9 - Progressisme, marché et éducation: quelques réflexions sur les transformations du projet éducationnel post Pinochet au Chili (Rodrigo Torres)

Partie 3 - Des conjonctures nationales spécifiques

Chapitre 10 - Le projet du développement technoscientifique en Équateur : de l'illusion à la dystopie (Henry Chávez)

Chapitre 11 - Le Front Ample en Uruguay (2005-2018): longévité au pouvoir et résilience d'un parti social-démocrate (Damien Larrouqué, Luis Rivera-Vélez)

Chapitre 12 - Au singulier ou au pluriel ? Réflexion sur la notion de droits sociaux dans la rhétorique sandiniste actuelle (Hélène Roux)

Chapitre 13 - Venezuela 2018 : une incertitude croissante (Edgardo Lander)

Chapitre 14 - Nouvelle conjoncture politique en Bolivie : la fin d'un cycle ? (Pablo Stefanoni)

Chapitre 15 - Brésil - Coup d'État parlementaire, dérive réactionnaire et reconfiguration du champ politique (Laurent Delcourt)

Éléments de conclusion - Le cycle progressiste et ses contradictions. Réflexion critique sur les défis de la transformation sociale en Amérique Latine (Miriam Lang)



**68 EN LAS AMÉRICAS
Y EL CARIBE**
**DANS LES AMÉRIQUES
ET LA CARAÏBE**
**68 IN THE AMERICAS
AND THE CARIBBEAN**

15, 16 ET 17 OCTOBRE 2018

Université de Poitiers
Maison des Sciences de l'Homme et de la Société
Centre de Recherches Latino-Américaines (CRLA-Archivos)
MSHS - Bât. A5, 1er étage
5 rue Théodore Lefebvre
86073 Poitiers

CRLA-Archivos / CNRS / DRIM / Grand Poitiers / Institut des Amériques / ITEM / MSH Poitiers / Région Nouvelle-Aquitaine / Université de Poitiers





2018
Année électorale en
Amérique latine
Cycle de conférences

11 octobre 2018

Montée des nouvelles droites et recompositions partisans

Avec

-  **Olivier Dabène** (Sciences Po, CERI-OPALC)
« Amérique latine : un virage conservateur ? »
-  **Franck Gaudichaud** (Université Grenoble Alpes, CERHIUS-ILCEA4)
« Retours des droites, déclin des gouvernements progressistes et nouvelles conflictualités sociales. Réflexions sur la fin d'un cycle historique »
-  **Franck Poupeau** (CREDA-CNRS)
« Les ambiguïtés du retour de l'Etat en Bolivie. Processus de changement et recompositions politiques »
-  **Darío Rodríguez** (Sciences Po, CERI-OPALC)
« Entre la coopération et l'opposition : la reconfiguration du péronisme et le nouveau scénario politique argentin (2015-2019) »

Discutante :
Camille Goirand
IHEAL, CREDA-CNRS

11 octobre 2018
17h-20h
Amphithéâtre de l'IHEAL
28 rue Saint-Guillaume, 75007 Paris

opalc ■ INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES ■
IHEAL ■ DE L'AMÉRIQUE LATINE ■
SORBONNE
UNIVERSITÉ
NOUVELLE
PARIS 1